

هكذا من الجليل

« Initiatives » / 16 pages d'offres d'emploi



Le Monde

15, rue Falguière, 75561 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14732 - 8 F

MERCREDI 10 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURN

Un Japon plus sûr de lui

ADOPTÉ par la Chambre haute en dépit de l'obstruction des députés de gauche, le projet de création d'une « force de paix » est un des rares éléments de satisfaction pour le premier ministre japonais. Avec un indice de popularité évoluant au-dessous des 35 % du fait des scandales qui délabraient son cabinet et son parti, et aussi à cause de la morosité qui étouffait l'économie depuis son arrivée au pouvoir, M. Kiichi Miyazawa avait bien besoin d'un succès.

L'approbation définitive de la loi par la Chambre des députés, peut-être d'ici à la fin de la session, le 21 juin, sera donc saluée comme il convient par les conservateurs. Le chef du gouvernement y trouvera un réconfort particulier : n'en avait-il pas fait un élément-clé de son programme, après que son prédécesseur, M. Kaifu, qui en avait conçu la nécessité, ait dû y renoncer. Les détails de cette initiative sont loin d'être fixés, puisque une loi sur l'emploi de cette force devra encore être votée.

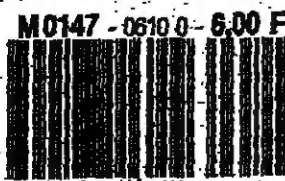
En apparence, l'affaire est triviale. Il s'agit, au sein des « forces d'auto-défense », de désigner deux mille hommes, qui, après approbation du Parlement, seraient envoyés dans des « zones chaudes » à la demande de l'ONU, pour des missions strictement humanitaires. La première destination virtuelle de cette force serait le Cambodge, pays que Tokyo a déjà choisi comme le terrain d'une coopération diplomatique à la fin de la guerre du Vietnam. Les « gardiens de la paix » japonais sont employés à des tâches humanitaires, logistiques et médicales.

Pour les Japonais, cependant, ce vote marque un tournant et, pour nombre d'entre eux, il est précoce. L'opposition socialiste et communiste ne s'y est pas trompée, qui a pris la risque de contester au goût national pour la décence en pratiquant la tactique de filibuster parlementaire dite du « pas du bœuf ». Mais les publicistes nippons estiment que le nouveau texte contredit l'esprit, sinon la lettre, d'une Constitution qui a marqué le renouveau d'un pays à un militarisme et un impérialisme dont des millions d'Asiatiques - et la population de l'archipel elle-même - avaient eu à souffrir durant la seconde guerre mondiale.

A perception pacifiste que le Japon a de lui-même été, au demeurant, trop liée à la phase d'expansion à tout-va pour que l'hypothèse d'une projection vers l'étranger, fût-elle à caractère bien plus humanitaire que militaire, n'y inspire pas l'insécurité. Mais, exporté par ses succès, ce pays a-t-il encore le choix ? Avant-garde en cela, peut-être, de la population, la classe dirigeante japonaise ne se sentait plus désemparée de payer et de se faire - une méthode qu'elle avait encore fait sien durant la guerre du Golfe.

C'est ainsi, - grande nouveauté ! - qu'on vient de voir Tokyo contre-attaquer après que les États-Unis et l'Europe l'eurent accusé de pratiques commerciales déloyales. C'est ainsi, encore, que cette capitale est engagée dans une offensive d'ouverture pour obtenir le siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, qu'elle estime lui être dû. Conséquence de la fin de la guerre froide, cette nouvelle affirmation de l'empire du Soleil-Levant est une donnée avec laquelle le monde va devoir apprendre à vivre. Il reste à souhaiter que les Japonais en fassent usage avec mesure.

Lire nos informations page 8



Une mise en demeure du RPR à l'UDF

Le débat sur Maastricht provoque une grave crise dans l'opposition

Alors que devait reprendre au Sénat, mardi 9 juin, le débat sur la révision de la Constitution préalable à la ratification des accords de Maastricht et qu'une réunion publique était prévue, le soir même, à Sélestat, en présence de M. Giscard d'Estaing et de M. Guigou, sur l'Union européenne, le RPR a demandé, lundi soir, aux dirigeants de l'UDF de renoncer à

participer à de telles rencontres, réunissant des personnalités de la majorité et de l'opposition, « dont le maintien aurait, pour l'union de l'opposition, des conséquences graves ». Cet épisode marque une nouvelle dégradation des relations entre les principales formations de l'opposition. M. Giscard d'Estaing a fait savoir qu'il serait présent à la réunion de Sélestat.

Ambiguïtés

par Thomas Férenczi

M. Mitterrand a eu beau affirmer, devant les étudiants de l'Institut d'études politiques de Paris, le 5 juin, que la campagne pour le référendum ne devait apparaître en aucune manière comme « une action de politique intérieure », l'éclatement de l'opposition, qui prend aujourd'hui, avec l'ultimatum adressé par le RPR à l'UDF, une tournure spectaculaire, en est la première conséquence. Sans mettre en doute la parole du chef de l'Etat, on ne lui fera pas l'injure de penser qu'il n'avait pas envisagé cette éventualité.

Lire la suite page 9



L'élargissement de la Communauté

Le débat sur l'élargissement de la Communauté va s'ouvrir. Dans le rapport qu'elle présentera sur le sujet au sommet de Lisbonne, les 26 et 27 juin, la Commission devrait recommander la plus grande clarté sur ce à quoi les nouveaux adhérents s'engageront. Elle devrait d'autre part évoquer avec prudence les problèmes que posera l'élargissement pour le fonctionnement des institutions communautaires.

Lire page 9 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

Raz de marée de réfugiés en Croatie

Sur la côte dalmate comme à Zagreb, les habitants et les hôtels recueillent les centaines de milliers de personnes qui ont fui la guerre

ZAGREB

de notre envoyé spécial

Il a seize ans, peut-être dix-sept. Il est seul, à l'écart. Il a failli sur son lit de camp une chemise noire et blanche, qu'il défilait longuement. Il la tourne, la retourne, en inspecte la moindre couture ; il la lève et la regarde attentivement. Il ne voit rien d'autre, totalement absorbé dans sa tâche, sourd aux

bruits qui résonnent dans l'imense salle. Soudain, il se lance : il enlève son polo et enfle la chemise. Debout, se tournant et se retournant, il fait jouer ses épaules, se contorsionne, tout étonné qu'elle lui aille. Autour de lui, aucune glace, personne pour confirmer son impression sur le seul bien qu'il possède et qui vient de lui être donné. Il est seul, dans le gymnase, dans Zagreb. Il

est seul, il est réfugié, échoué dans cette salle de sport ; seul comme cet autre adolescent qui traverse, indifférent à tout, le vaste espace et s'effondre sur son lit. Seul comme cet ancien prisonnier de guerre nouvellement libéré, qui mange sur son lit, la tête baissée sur son assiette, muni dans ses pensées.

Il y a deux cent dix, ici, à vivre un drame à la fois solitaire

et collectif ; deux cent dix personnes à se côtoyer, à tenter de réorganiser une vie commune à partir d'expériences uniques qui se ressemblent étrangement.

YVES HELLER

Lire la suite et l'article d'ARSÈNE BASSIE FOUR, page 4 et un appel d'EDGAR MORIN, EDGAR PISANI et FÉLIX GUATTARI, page 2

RENÉ DE CHAMBRUN

MA GROISADE POUR L'ANGLETERRE

JUIN 1940

Des révélations stupéfiantes

Perrin

La France « écolo »

Après avoir fait irruption sur la scène nationale lors des élections municipales puis européennes de 1989, et connu la consécration lors du dernier scrutin régional, le vote « écolo » a traduit l'émergence, en France, d'une préoccupation qui déborde largement le cadre strictement politique.

Pourquoi celle-ci a-t-elle été si tardive ? Comment ce phénomène est-il né, d'où viennent ceux qui l'animent, que veulent-ils ? Tels sont quelques-uns des thèmes de l'enquête que le Monde consacre, à partir d'aujourd'hui, à la France de l'écologie, au moment où celle-ci tente de jeter les bases de son unité, sans avoir pour autant

surmonté la contradiction qui sépare ceux qui prônent une remise en cause radicale de la logique productiviste, de ceux qui veulent passer « du catastrophisme au projet, de l'utopie à la démocratie ».

Au-delà de ces préoccupations hexagonales, la question est bien de savoir si l'écologie peut être un frein, ou au contraire un nouveau moteur du développement, et de déterminer, à la lumière de l'expérience de nos voisins européens, les grandes lignes du devenir de l'écologie.

Lire page 14 le premier volet de l'enquête de ROGER CANS : « L'énergie chimie des origines »

SCIENCES • MÉDECINE

Des prothèses en or : une escroquerie à la Sécurité sociale révèle la gabegie pouvant exister dans le secteur des implants orthopédiques. • Danger hôpital. • Casse-tête solaire. • Le vrai visage de Gernika.

pages 15 à 17

INITIATIVES

Les « vestiaires » du sport

À la périphérie du sport - dans les « vestiaires », donc - il existe de très nombreux métiers. L'ensemble du secteur représente des centaines de milliers d'emplois.

pages 1 à XX

La Tchécoslovaquie après les élections

• Les premières discussions sur la formation du gouvernement fédéral n'ont pas abouti page 3
• Deux pays en un page 21

Caisse des dépôts : le Sénat propose une réforme

Un rapport préconise un recentrage sur la mission d'intérêt public page 21

Le Sommet de la Terre

La Conférence cherche les points d'accord, mais échappe sur le financement du programme d'action de la décennie pages 2 et 13

Les juges entre responsabilité et immunité

L'arrêt Touvier et un jugement marseillais conduisent la magistrature à s'interroger sur son éthique page 12

« Sur la ville » et le sommaire complet se trouvent page 28

DÉBATS

Le Sommet de la Terre

Environnement et population : l'inéluctable liaison

par Léon Tabah

La conférence de Rio sur l'environnement ne se déroule pas sous les meilleurs auspices. Le tiers-monde souhaite naturellement mettre sur la sellette la consommation débridée des pays riches, et ceux-ci, notamment les États-Unis, tentent d'esquiver l'accusation en opposant l'excès de croissance démographique du tiers-monde. Pour eux, pas question d'aborder l'une sans l'autre.

L'attitude américaine a de quoi décourager la logique la plus élémentaire. Après avoir exhorté pendant des décennies, jusqu'à l'obsession, les pays pauvres à limiter leurs naissances, les Américains changent leur fusil d'épaule à la conférence mondiale sur la population de Mexico de 1984 et se désintéressent de la question démographique, considérée comme un « facteur neutre » du développement, et ils confirment leur retrait du Fonds des Nations unies sur la population, où ils ne sont d'ailleurs jamais revenus. La crainte d'une confusion entre la contraception dans le tiers-monde et l'avortement, problème de politique intérieure qui remue beaucoup plus les consciences américaines que les consciences européennes, explique les changements d'attitude des délégations américaines.

Les deux tiers-monde

En fait, les interrelations entre la croissance démographique et la détérioration de l'environnement font l'objet de controverses extrêmement vives entre les spécialistes. Les démonstrations sont fragiles car elles reposent sur des données insuffisantes sur l'environnement dans le tiers-monde. On s'accorde cependant à dire que, pour le moment, la mauvaise maîtrise des technologies industrielles et la consommation des pays riches jouent un rôle plus important que la forte croissance démographique des pays pauvres dans la détérioration de l'environnement à l'échelle mondiale. Jusqu'ici, ce sont les riches qui portent le plus de responsabilités, mais le

tiers-monde a commencé lui aussi à contribuer à cette détérioration.

Comment se présente donc l'aventure ?

Il faut désormais distinguer deux types de situation dans le tiers-monde : les pays pauvres et ceux qui sortent de la pauvreté. Les populations vivant dans une grande pauvreté avec forte croissance démographique, amenées, du fait même de cette pauvreté, au déboisement, sont dépourvues de moyens permettant de prendre des mesures pour la conservation des sols qui sont la base même de leur survie. La priorité majeure est de subvenir aux besoins fondamentaux immédiats. Ces populations représentent la majorité du tiers-monde d'aujourd'hui. D'un autre côté, bien des pays en développement entrent, dans la catégorie des pays industrialisés, ou s'en approchent. Leur croissance démographique diminue rapidement. L'appellation « pays en développement », qu'on a longtemps crue du vocabulaire de la langue de bois, leur convient bien.

Quelle peut être l'importance démographique de ces deux fractions du tiers-monde, et de quelles ressources technologiques et financières disposeront-elles pour remédier à leur tour à l'environnement et qui viendront s'ajouter aux dégradations actuelles ?

L'OCDE (1) estime déjà que les pays en développement contribuent pour 30 % aux émissions de gaz carbonique dans l'atmosphère, et l'Office américain d'évaluation des technologies (2) considère que cette proportion devrait atteindre 64 % vers 2025.

En fait, il est difficile de projeter l'évolution industrielle et la consommation au-delà de quelques années, et donc de prévoir les atteintes majeures à l'environnement. Cependant, il existe des projections démographiques à très long terme, et on peut s'en servir pour déduire l'évolution des conditions de vie car il existe des liaisons étroites entre cette évolution et celle de la population. C'est ce que les démographes appellent la théorie de la transition démographique.

Si donc on utilise les dernières projections démographiques des

Nations unies et de la Banque mondiale, on parvient aux résultats suivants : le monde compterait en 2025 8,5 milliards d'habitants, dont 6,8 milliards dans les pays à fécondité modérée ou faible (moins de 2,5 naissances par femme), et 1,7 milliard dans les pays à fécondité encore forte. C'est vers le début du prochain millénaire que les grands pays du tiers-monde entreraient dans la première catégorie : l'Indonésie, l'Argentine, le Mexique, la Colombie, suivis avant 2025 par l'Inde - avec la taille de la population de la Chine d'aujourd'hui - l'ensemble du Maghreb, l'Égypte, les Philippines, le Brésil, le Pérou et même le Pakistan, le Bangladesh, le Cambodge. Seules l'Afrique subsaharienne et une partie du Proche-Orient auraient encore des caractéristiques démographiques du tiers-monde. Ces pays constituent le groupe de 1,7 milliard d'habitants à forte fécondité. Ils constituent ce qui subsisterait de ce que l'on appelle aujourd'hui le tiers-monde.

La grande majorité de la population mondiale se situera entre les tropiques, dont on sait les dommages déjà causés aux forêts, et près de 60 % vivraient dans des zones obérées, et là encore, on a souvent dénoncé les dégradations marines provoquées par ce type d'habitat.

Le traitement de choc chinois

Ainsi, en l'espace de trente-cinq ans, on assisterait non seulement à des bouleversements dans la carte démographique mondiale, mais aussi à des changements profonds dans les modes de vie qui leur sont associés et, nécessairement, de l'environnement. Même si les 6,8 milliards d'habitants de pays à fécondité modérée ou faible polluent moins chacun que nous, l'avons fait lorsque nous avions les mêmes caractéristiques démographiques, comme cela est probable, la pression sur le milieu pourra être considérable du fait du poids démographique.

Certes, on peut objecter que la Chine a connu, entre 1970 et 1980, une chute de sa fécondité, liée, par sa brutalité, dans l'histoire de l'humanité, sans amélioration notable des conditions de vie, et donc

sans détérioration majeure de l'environnement. Mais la Chine a subi, à cette époque, un traitement démographique de choc dû à une politique autoritaire inapplicable ailleurs. En réalité, elle n'a fait que prendre de l'avance sur la transition démographique, et elle commencent à s'industrialiser intensément. Selon l'OCDE, elle contribue encore peu à l'effet de serre (7 % de l'effet total). On peut conjecturer que la Chine retrouvera, au cours du prochain siècle, la primauté qu'elle a connue au cours du premier millénaire, grâce à l'apogée des populations asiatiques à s'adapter aux technologies nouvelles et, surtout, à son formidable poids démographique : près de 1,5 milliard d'habitants vers 2025, soit trois fois la population de l'Europe et plus que l'ensemble des pays actuellement industrialisés.

Il faut bien se rendre compte que l'état de l'environnement du monde de demain va dépendre des mesures de prévention et de coopération internationale, qui seront prises dans le tiers-monde avant et après plus que de celles prises par les pays industrialisés d'aujourd'hui.

Le temps presse car qu'est-ce que trente-cinq ans dans la longue période de cinq-cents ans de « redécouverte de la terre » qu'Edgar Morin nous a fait parcourir si brillamment dans ces mêmes colonnes (3). Autrement dit, le temps d'opérer le transfert de technologies moins polluantes au tiers-monde, que recommande la Banque mondiale, alors que nous ne les utilisons nous-mêmes que très imparfaitement ? Autrement dit, le temps et une politique planétaire, encore incertaine, pour éviter ce que ces projections ont de sinistre, c'est-à-dire pour sortir 1,7 milliard d'habitants de la pauvreté de l'an 2025 ? Il ne suffit pas de mettre en accusation la pauvreté : il faut l'éliminer. L'objectif est la qualité de l'air que l'on respire, de l'eau que l'on boit.

Éspérons que la conférence de Rio nous dispensera des clichés auxquels nous ont habitués les grandes conférences internationales (« Le développement est le meilleur des contraceptifs », « La santé pour tous en l'an 2000 », « La croissance durable », etc.). Bien préférables nous paraissent les mesures concrètes du genre de celles proposées par la Banque mondiale, dont Eric Fottorino a brièvement rendu compte, également dans ces colonnes (4). Nous attendons en particulier de Rio que la question démographique ne soit pas encore passée sous silence sous prétexte qu'elle heurte certaines sensibilités.

- (1) OCDE, *The State of the Environment*, Paris, 1991, 297 p.
- (2) US Office of Technology Assessment, Washington DC, 1990.
- (3) *Le Monde*, 20 mai 1992.
- (4) *Le Monde*, 19 mai 1992.

► Léon Tabah est directeur du Comité international de coopération dans les recherches en démographie (CICRED).

Le Monde

Édité par le S.A.R.L. Le Monde.
Comité de direction : Jacques Lescaur, gérant directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Guille, directeur de la gestion Bernard Lubert, secrétaire général.

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé, (adjoints au directeur de la rédaction) Yves Agnès, Jacques Amiot, Thomas Favre, Philippe Harvenat, Jacques-François Simon.

Daniel Vernet (directeur des relations internationales).

Anciens directeurs : Hubert Bonin (1984-1989), Jacques Favre (1989-1992), André Laurens (1992-1993), André Fontaine (1993-1994).

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 281.511F

Yougoslavie

Un appel d'Edgar Morin, Edgard Pisani et Félix Guattari

La Yougoslavie a été massacrée au nom de la Yougoslavie.

Partout, l'action brutale de l'armée fédérale a créé les villages irredimables qu'elle prétendait réduire en ressuscitant les exaspérations nationalistes et les haines interethniques.

Partout, les majorités pacifiques sont bâillonnées et les minorités haineuses parlent au nom des peuples.

A Sarajevo, après des semaines de destructions implacables, les habitants de toutes confessions résistent sous les bombes pour sauver le caractère irremplaçable de leur ville riche de toutes les ethnies de l'ex-Yougoslavie.

La pire situation est celle du peuple musulman de Bosnie-Herzégovine, qui, de même que le peuple albanais du Kosovo, ne dispose d'aucun soutien européen, alors que les Croates ont trouvé les défenses un puissant soutien allemand et catholique, ainsi que l'appui inconditionnel de certains intellectuels français.

Nous sommes de ceux qui avons toujours compris la complexité du problème yougoslave et qui avons manifesté notre sympathie profonde pour la cause historique de la Serbie. Mais aujourd'hui il nous faut exprimer le vœu de paix des majorités bâillonnées des nations ex-yougoslaves et il nous faut défendre les droits évidents des peuples musulmans de Bosnie et du Kosovo. Aussi, nous l'épée, des Citoyens de la Méditerranée et de l'Assemblée européenne des citoyens, (1) nous appelons à la

formation d'un comité européen-méditerranéen d'information et de défense de toutes les victimes ethniques de cette guerre.

(1) L'Assemblée européenne des citoyens (on Assemblée des citoyens d'Europe) a été fondée par 1.000 représentants de mouvements et d'organisations civiques en octobre 1990 à Erice, comme lieu de rencontre et de coopération des forces vives des sociétés civiles des pays de l'Europe, de l'ex-URSS, l'Amérique du Nord.

L'Assemblée a organisé depuis sa fondation de nombreuses rencontres sur les tensions ethniques, la coopération régionale, l'intégration européenne... à Moscou, Edimbourg, Venise, La Haye, Istanbul... des missions dans les Pays Baltes, au Kazakhstan, en Roumanie.

Elle a pris l'initiative de plusieurs actions de soutien aux mouvements anti-guerre dans les différentes Républiques ex-yougoslaves, conférences (Belgrade, Subotica...), caravanes de paix (septembre 1991, décembre 1992), missions.

La deuxième assemblée plénière s'est déroulée à Bratislava (Slovaquie) du 27 au 29 mars 1992 autour du thème : « De nombreux pays en Europe, nationalisme et racisme, quelle solution civique ? »

A l'initiative du comité français de l'Assemblée, en collaboration avec le Forum pour une paix juste et solide au Moyen-Orient, s'est tenue du 7 au 9 février 1992 à l'Arche de la fraternité de la Défense, une conférence « Citoyens de la Méditerranée » regroupant 300 participants français, italiens, espagnols, turcs, bosniaques, albanais, israéliens, palestiniens, tunisiens, marocains, algériens... Cette rencontre faisait suite à celle organisée au printemps 1991 à Grenade et à d'autres initiatives de dialogue entre mouvements des sociétés civiles de l'espace méditerranéen (en Turquie, Corse, Italie, Tunisie...). Citoyens de la Méditerranée a donc jeté les bases d'un réseau de dialogue démocratique trans-méditerranéen.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

Édité par le S.A.R.L. Le Monde.
Partie de la société : créée par le décret du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F.

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry.

Société anonyme des Imprimeries du Monde Le Monde-Éditions M. Jacques Lescaur, gérant.

Imprimé par le S.A.R.L. Le Monde, 15, rue Falguière, 75001 Paris, France.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 37 457
ISSN : 0395-0577
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde sur (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 281.511F

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lescaur, président, Michel Cro, directeur général, Philippe Dupuis, directeur.

15-17, rue de Colonne-Frère-Arty 75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-72-72
Tél. : MONDUPUB 634 128 F
Tél. : 44-02-04-72, Société Éditrice du S.A.R.L. Le Monde et de Médias et Média Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Compagnie 30-15-74 PARIS LE MONDE ou 30-15-74 Paris LM
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	480 F	575 F	790 F
6 mois	890 F	1 125 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 085 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : émettez ou précisez : nos abonnés sont invités à renvoyer leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Pr. Paris 19
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez noter l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Intégration

Et ceux du Sud ?

par Jean-Michel Belorgey

VOILA qui est fait, ou presque : des étrangers, les étrangers dits « communautaires », seront désormais admis à participer aux élections locales. C'est ce qu'a prévu la loi de Maastricht. C'est l'un des objets de la révision constitutionnelle en cours, en vue de permettre la ratification de ce traité, que de le rendre possible, notamment en aménageant les conditions de participation d'éventuels élus étrangers au fonctionnement des institutions communales, de manière à ce qu'ils ne puissent exercer ou concourir à l'exercice des prérogatives de souveraineté.

Derrière quels arguments pourrait-on dès lors se retrancher afin de différer encore la mise en œuvre du projet auquel la gauche, bien avant son arrivée au pouvoir, s'était déclarée favorable : celui de confier ce même droit de vote local à l'ensemble des étrangers installés depuis suffisamment longtemps sur le territoire pour que cette installation apparaisse comme stable ?

Certainement plus derrière l'argument qu'il n'existe au problème constamment posé dans le passé de la participation à l'exercice de la souveraineté de solution satisfaisante : celle qu'on a déguisée pour les étrangers communautaires pour qu'elle vaille ; mais elle existe.

Pas davantage derrière l'argument que l'occasion ne serait pas propice : l'échéance qui survient à toujours été désignée comme celle qui permettrait, si aucune autre ne s'était préalablement présentée, de traiter le problème.

Ni derrière l'argument qu'une confusion risque de s'établir dans

l'esprit du public entre élections locales et autres élections, à telle enseigne qu'on pourrait bien accuser la gauche de vouloir se mériter au pouvoir en faisant voter les Barbès ou les Chénobains ; le débat européen a eu un retentissement suffisant pour que ce risque n'existe pas.

La voie est donc libre, à moins qu'on estime que la guerre du Golfe et la monnaie du fondamentalisme musulman ont changé les données du problème ; que telle n'est plus par conséquent la meilleure démarche pour assurer l'intégration, ne serait-ce que temporaire, des non-Européens ; qu'il n'est en fin de compte de bonne intégration qu'au long cours au prix du franchissement, dans l'ordre, de toutes les étapes qu'elle implique, y compris celle toujours semée d'embûches, malgré les déclarations d'intention, de la naturalisation. Peut-être même est-ce cela que pense, en creux, lui aussi, le Haut Conseil de l'intégration, puisqu'il n'a pas pris position sur ce sujet.

L'Europe ne peut vivre en état de siège

Tout cela est déraisonnable. C'est l'exclusion qui nourrit les intégrismes et consolide les ghettos. Les raisonnements anciennement développés n'ont, à cet égard, rien perdu de leur valeur. Il est plus urgent que jamais de s'inquiéter que, dans une France décentralisée, des gens qui paient des impôts locaux, et des impôts de plus en plus lourds, n'aient aucun moyen de pression sur les institutions au fonctionnement desquelles ils contribuent. Il est plus urgent que jamais de s'inquiéter de la zone de non-droits qui va

de ce fait en s'élargissant, à tout le moins en matière de logement et en matière sociale, et cela à contre-courant de quelque processus d'intégration que ce soit.

Que vaut enfin, si la pente est au renoncement, la révérence manifestée à l'égard d'une institution comme le Conseil de l'Europe qui, dès septembre 1980, par une résolution, et 1981 par une recommandation, demandait à ce que, compte tenu du rôle des collectivités de base dans les décisions gouvernementales, les conditions de vie des étrangers, leur droit à participer aux élections locales soit consacré au plus tôt ; position réitérée par le comité des ministres du même conseil du 13 novembre dernier. La CEE avait elle aussi, il est vrai, dès 1974, pris une position identique.

Le peur du Sud et la tentation du repli sur un Hexagone même élargi aux dimensions européennes sont mauvaises conseillères. L'Europe ne peut vivre en état de siège, ou elle vivra mal. L'espace européen restera inévitablement ouvert sur l'extérieur. La France, plus que n'importe lequel de ses partenaires, y a d'ailleurs intérêt. Ceux qui croient le contraire, ou s'imaginent qu'ils doivent, pour cause d'échec électoral, faire comme s'ils le croyaient, prennent pour de mauvais motifs des risques qu'ils pourraient bien regretter.

► Jean-Michel Belorgey est député (PS) de l'Ailier, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, président de l'intergroupe des parlementaires membres de la Ligue des droits de l'homme.

ÉTRANGER

TCHÉCOSLOVAQUIE : au lendemain des élections

Les premières discussions sur la formation du gouvernement fédéral n'ont pas abouti

Les vainqueurs respectifs des élections des 5-6 juin en République tchèque et en Slovaquie, M. Vaclav Klaus et M. Vladimír Mečiar, se sont rencontrés lundi soir 8 juin à Brno, en Moravie, pour discuter de la formation d'un gouvernement fédéral. Les deux hommes se sont séparés sans résultat au bout de six heures et ont convenu de se revoir jeudi.

PRAGUE

correspondance

« La fédération est perdue » : c'est un Vaclav Klaus très sombre qui est sorti, dans la nuit de lundi 8 à mardi 9 juin, de six heures de discussions avec le leader tchèque M. Vaclav Klaus. Le chef de l'ODS (Parti civique démocratique), le parti de droite qui a remporté les élections en Bohême-Moravie et que le président Havel a chargé de former un gouvernement fédéral, a ajouté que « la situation était plus compliquée » qu'il ne l'avait imaginé.

Nouvelle rencontre jeudi

« Il existe entre nous des différences profondes et essentielles sur la structure de la République tchèque », a-t-il poursuivi. Le HZDS (Mouvement pour une Slovaquie démocratique), le parti de M. Mečiar, est intéressé par la création d'un État souverain sujet de droit international. Mais jamais l'ODS n'a reçu de mandat

de ses électeurs pour discuter de cela.

M. Mečiar, lui, n'a fait aucune déclaration à l'issue de cette rencontre, qui s'est déroulée dans une villa de Brno, en Moravie, pratiquement à mi-chemin entre Prague et Bratislava. Les points ne sont cependant pas coupés, puisque les deux hommes doivent se rencontrer à nouveau jeudi, a indiqué l'un des adjoints de M. Mečiar, l'acteur Milan Kňažko.

Aucun des deux protagonistes ne veut se poser comme foyers de la Tchécoslovaquie. L'objectif est donc en principe de se mettre d'accord sur un gouvernement fédéral minimal. C'est d'ailleurs un des points abordés lundi par les membres de l'ODS de M. Klaus avec leurs partenaires de coalition, l'Union chrétienne démocrate, elle-même en coalition avec le Parti populaire (KDU-CSL, 6,28 % des voix).

A Bratislava, le HZDS, qui n'a pas encore annoncé officiellement quel serait son partenaire de coalition, a mené des tractations avec ses deux alliés potentiels. Le Parti de la gauche démocratique, communistes reconvertis à la social-démocratie (SDĽ) et numéro deux en Slovaquie (14 % des suffrages), et le HZDS veulent annuler en Slovaquie la loi d'épuration, votée en octobre dernier par le Parlement fédéral.

Ce texte exclut de la fonction publique, pendant une période de cinq ans, toute personne ayant collaboré avec la police politique, les hauts fonctionnaires du Parti

communiste et les membres de la milice populaire de février 1948 à novembre 1989.

M. Mečiar et le chef du SDĽ, M. Peter Weiss, souhaitent d'autre part un changement de personnel du ministère fédéral de l'intérieur. Ils demandent notamment le démantèlement des nouveaux services secrets qui ont été à l'origine de la divulgation des listes de journalistes soupçonnés d'avoir été agents de la police politique et des accusations de collaboration portées contre M. Mečiar.

Le calendrier de la souveraineté

Le HZDS de M. Mečiar a mené d'autres pourparlers lundi, cette fois avec le Parti national slovaque (7,93 % des suffrages) de M. Jozef Prokeš; les deux partis se sont mis d'accord sur le calendrier de la proclamation de la souveraineté de la Slovaquie, l'adoption d'une Constitution slovaque avant fin août et l'organisation d'un référendum.

M. Mečiar a laissé planer le doute sur l'identité du futur partenaire de coalition au gouvernement slovaque, le Parti national ou la Gauche démocratique.

CATHERINE MONROY

Lire page 21, l'article de François Lazare : « Tchécoslovaquie : deux pays en un ».

« I love Mečiar ! »

Alors que, en Bohême et Moravie, l'éminent Vaclav Klaus battait la campagne un bouquet de fleurs à la main, en cravate de soie et costume croisé, Vladimír Mečiar, lui, s'exhibait dans un match de football contre l'équipe féminine slovaque en short et T-shirt marqué d'un superbe « I love Mečiar », avec un cœur rouge à la place du « love ».

Cette vision, à la « une » de la presse de Prague, a suscité plus d'un soupir exaspéré chez les lecteurs tchèques, pour lesquels le leader nationaliste slovaque symbolise le comble du mauvais goût.

Illustration éclatante de la différence de tempérament entre Tchèques et Slovaques, M. Mečiar fait l'unanimité contre lui en Bohême-Moravie. Les Tchèques lui reprochent son côté éhémère, bruyant, populaire et imprévisible; ils lui en veulent surtout d'avoir mis fin à la coexistence paisible des deux parties du pays en se faisant le chantre de la revendication nationale slovaque.

Vladimír Mečiar est pourtant immensément populaire en Slovaquie, tout particulièrement dans la partie centrale du pays dont il est originaire. Cinquante ans, une stature de taureau, l'œil bleu très expressif orné, à droite, d'une cicatrice, il fait, comme beaucoup de politiciens d'Europe centrale, plus émotionnel que cérébral, saisi instantanément l'humeur de ses compatriotes.

Dangerous ambiguïté

« Mečiar a une sensibilité sociale très forte, allée à un tempérament explosif », dit de lui avec un brin d'envie Peter Weiss, le jeune chef du Parti de la gauche démocratique, ex-PC slovaque. Ancien boxeur amateur, il donne l'impression de vivre physiquement son combat politique, le cou dans les épaules, tendu comme avant un match lorsqu'il affronte la presse, dont il supporte très mal les critiques, puis détendu, le regard charmeur lorsqu'il assie de séduire.

Ses meetings, émaillés de bonnes blagues, tiennent plus du spectacle que de la réunion politique. Vladimír Mečiar y est nettement plus à l'aise que face aux questions précises des journalistes. Tribun, il se laisse pourtant rarement emporter par son discours, évitant soigneusement tout au long de la campagne électorale de prononcer le mot d'« indépendance », flattant le senti-

ment national slovaque en décochant quelques flèches aux revendications de la minorité hongroise, mais sans être ouvertement provocant. Ses adversaires voient dans cette tactique une dangereuse ambiguïté; les optimistes préfèrent interpréter ses revirements comme du pragmatisme.

Ancien responsable des jeunes communistes pendant le « printemps de Prague » il fut exclu du parti à l'époque de la normalisation, qu'il a traversée comme ouvrier fondeur, puis comme juriste d'entreprise. En novembre 1989, il participe à Bratislava avec les acteurs de la « révolution de velours » au renversement du régime

communiste et devient ministre de l'intérieur, puis chef du nouveau gouvernement slovaque. Là, il se fait de nombreux ennemis dans les autres courants politiques slovaques, qui parviennent à le faire tomber en avril 1991. Vladimír Mečiar, qui fonde alors son propre parti, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique, en gardera une profonde rancune au démocrate-chrétien Jan Čarnogurský, qui lui succède, ainsi qu'au président Havel qui, de Prague, a approuvé sa destitution.

Un rapport d'une commission du Parlement slovaque l'accuse ensuite d'avoir non seulement collaboré avec la police politique communiste, mais aussi profité de ses fonctions de ministre de l'intérieur pour faire disparaître certaines archives. Bien que non formellement prouvées, ces accusations achèvent de le discréditer sur la scène politique tchèque. Mais elles n'ont rien en soi de sa popularité auprès de nombreux Slovaques, qui y voient un signe supplémentaire de l'acharnement de Prague contre leurs aspirations.

SYLVIE KAUFFMANN

CEL : au moins dix morts et quarante blessés

La capitale de l'Ossétie du Sud a été bombardée

Au moins dix personnes ont été tuées et quarante autres blessées après le bombardement, lundi 8 juin, de Tskhinvali, capitale de l'Ossétie du Sud, par des forces irrégulières géorgiennes, selon l'agence Itar-Tass.

Les irréguliers géorgiens ont bloqué toutes les routes menant à Tskhinvali à l'aide de chars et de véhicules blindés et ont tiré sur la ville à coups de mortiers, de mitrailleuses lourdes et de roquettes, précise l'agence. La télévision russe, citant des sources osètes, a fait état de seize morts et de soixante-dix blessés. « Le sort de Tskhinvali et de toute l'Ossétie du Sud pourrait se jouer dans les prochaines heures », a rapporté la télévision, citant le comité d'information de la région.

Les Osètes du Sud réclament depuis trois ans la réunification de leur région autonome, en territoire géorgien, avec la République autonome d'Ossétie du Nord, située en Russie. — (Reuter, AP.)

M. Gorbatchev privé de limousine

Une semaine après avoir critiqué publiquement la politique de M. Boris Eltsine, M. Mikhaïl Gorbatchev a été privé de sa luxueuse limousine, une ZIL noire. La limousine a été remplacée par une modeste Volga, une voiture à quatre portes « qui ne pêche pas par son élégance et qui est ordinairement attribuée aux petits bureaucrates », a expliqué, samedi 6 juin, un conseiller du dernier président de l'URSS, M. Pavel Palatchenko.

Pour le journal Moskovsky Komsomolets, qui commente cette histoire, « il y a de quoi s'interroger : une ou deux interviews de plus et le président de l'Union soviétique n'aura plus qu'une bicyclette... ». — (UPI, Reuter.)

GRANDE-BRETAGNE : alors que la reine entame un voyage officiel en France

La famille royale est éclaboussée par un livre sur le mariage du couple princier

LONDRES

de notre correspondant

En parler ou pas? Laisser, comme à l'accoutumée, la presse « tabloïd », également qualifiée de « caniveau », se complaire dans les ragots à propos de la famille royale, ou bien, vu l'ampleur prise par l'événement, suggérer qu'en effet la Couronne est éclaboussée par un « scandale » plus embarrassant que les précédents? Les journaux dits « de qualité » ont opté pour la seconde solution, évoquant les éventuelles implications institutionnelles de ce qui est aujourd'hui plus qu'un rumeur : les menaces pesant sur le mariage du prince de Galles et de la princesse Diana.

Depuis des semaines, le livre que le journaliste Andrew Morton a consacré à « Diana, sa véritable histoire », faisait l'objet de multiples spéculations et d'une publicité sans précédent. Bref, la date de publication des « bonnes feuilles » de l'ouvrage par le Sunday Times du 7 juin était attendue. Une exclusivité qui aurait rapporté à l'auteur quelque 250 000 livres (2,5 millions de francs) et au directeur du Sunday Times, M. Andrew Neil, un certain discrédit : pour la première fois dans les annales de Fleet Street (le quartier historique de la presse britannique), un journal réputé sérieux s'est lancé dans un genre journalistique jusqu-là méprisé.

Les « faits », tels que rapportés par M. Morton, sont les suivants : désespéré par un mariage se révélant sans amour, la princesse de Galles a tenté de se suicider à cinq reprises au début des années 80, moins pour mettre fin à ses jours que pour essayer d'attirer l'attention de son distant époux. Le palais, comme à son habitude, ne dément rien, mais fait savoir que la princesse n'a coopéré « d'aucune façon » avec l'auteur du livre. Cela ne suffit pas à éteindre cette effervescence, certains journaux hésitant pas à parler de « crise institutionnelle », et le premier ministre, M. John Major, a même tenté de rappeler que la Couronne « est profondément enracinée dans l'affection du peuple britannique, tout comme l'actuelle famille royale ».

L'archevêque de Cantorbéry, le docteur George Carey, a souligné,

de son côté, que cette agitation journalistique dépasse les frontières « des valeurs humaines fondamentales ». C'est ce point de vue, consistant à dénoncer l'exploitation du « scandale » (et non les faits eux-mêmes) qui semble l'emporter, depuis vingt-quatre heures, la très officielle Commission des plaintes dans les affaires de presse ayant notamment stigmatisé le caractère « odieux » de cette couverture médiatique.

LAURENT ZECCHINI

Le programme de la visite

La reine Elizabeth II, accompagnée du duc d'Edimbourg, devait être accueillie mardi 9 juin en fin de matinée à Orly par le président, de la République et M^{me} Mitterrand. Le cortège devait remonter les Champs-Élysées, la reine ayant pris place dans une SM décapotable. Après la cérémonie à l'Arc de triomphe, le couple royal devait être reçu à déjeuner à l'Élysée.

La reine devait ensuite se rendre dans l'après-midi au parc de la Villette, puis, après le dîner à l'Élysée, visiter le musée du Louvre.

Mardi 10, M. Jacques Chirac donnera une réception à l'Hôtel de ville de Paris en l'honneur du couple royal qui doit se rendre jeudi à Blois et vendredi à Bordeaux.

PHILIPPE MEYER

Que les Pointes sèches que Philippe Meyer décoche à la classe politique sonnent cruel, certes, mais si cruellement juste ! D. Schneidermann / Le Monde
Impertinent, insolent, drôle, caustique et méchant. Nicole Gauthier / Libération
Avec la hautaine dextérité d'un bourgeois chinois, Meyer épingle, gratte, râpe... jusqu'à l'os. C'est irrésistible.

Le Point

Editions du Seuil

EUROPE

Le conflit en Bosnie-Herzégovine

Le Conseil de sécurité a décidé l'envoi d'un millier de « casques bleus » pour protéger l'aéroport de Sarajevo

Le conseil de sécurité de l'ONU a décidé à l'unanimité lundi 8 juin dans la soirée le déploiement de plus d'un millier de « casques bleus » pour la protection de l'aéroport de Sarajevo, afin de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine.

NEW-YORK (Nations unies)
correspondance

L'opération décidée lundi soir comporte quatre phases, la première étant l'envoi de soixante observateurs militaires. Les premiers d'entre eux pourraient arriver à Sarajevo dès mercredi. Un bataillon d'infanterie composé d'un millier d'hommes ne sera ensuite déployé que lorsque les conditions « nécessaires à l'exécution de leur mandat, y compris un cessez-le-feu effectif et durable, seront remplies ». La dernière résolution du Conseil de sécurité sur l'ex-Yugoslavie a été adoptée quelques heures après la publication d'un plan du secrétaire général sur le rôle

que pourrait jouer la communauté internationale pour faciliter l'envoi de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine. Selon le commandant de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), le général indien Nambiar, les observateurs militaires ont pour tâche de vérifier que tous les systèmes de défense anti-aérienne sont retirés des environs immédiats de l'aéroport. Dans la deuxième phase, un bataillon d'infanterie ayant pour mission d'assurer la sécurité immédiate de l'aéroport et de ses installations serait déployé. La troisième phase consiste à mettre en place à l'aéroport le personnel civil nécessaire pour assurer le fonctionnement de même que des représentants des organismes humanitaires. Enfin, dans la quatrième phase, l'aéroport serait ouvert aux vols humanitaires.

M. Boutros-Ghali estime qu'il faudrait compter « au moins dix jours » après la décision du Conseil pour pouvoir mener à bien ces quatre phases. Il faudrait encore « un minimum de calme » à Sarajevo avant que la FORPRONU puisse commencer cette nouvelle opération. Le coût s'élève à 20 millions de dollars pour une période de quatre mois.

Les responsables américains ont étudié lundi la possi-

bilité d'un blocus des ports de l'Adriatique et d'une fermeture de l'espace aérien de Bosnie-Herzégovine aux avions serbes et à ceux de l'ex-Yougoslavie. Les diplomates occidentaux, « frustrés » étant donné leur impuissance à mettre fin à la guerre dans ce qui fut la Yougoslavie, estiment même que si « tout autre moyen de persuasion échoue, une intervention militaire pourrait éventuellement être envisagée ».

« Des risques très importants »

Avant d'en arriver là, il faudrait déjà savoir quels sont les pays qui accepteraient d'envoyer leurs soldats dans une zone où, pour citer le secrétaire général, « les risques sont très, très importants ». La France a déjà annoncé sa décision d'envoyer des soldats français à Sarajevo pour la protection des convois humanitaires. Selon des sources, des gardes de sécurité des soldats français pourraient faire partie des premiers personnels envoyés à Sarajevo. Dans les couloirs de l'ONU des rumeurs courent selon lesquelles le déploiement des soldats de la

légion française en Bosnie serait « une possibilité ». En revanche, les Américains seraient « beaucoup plus réticents » à s'engager. Le Pentagone garde un souvenir éloquent de sa participation à une force d'interposition à Beyrouth en 1983.

Selon le plupart des diplomates, les Britanniques, qui ont failli bloquer l'adoption de la résolution lundi soir, ne veulent même pas entendre parler de soldats anglais à Sarajevo. Les Allemands, du fait de leur Constitution, ne peuvent pas engager leurs soldats en dehors de leur pays. Les Italiens ne sont pas acceptés par les Serbes, et les Grecs par les Bosniaques. Les Belges auraient « épuisé » leurs capacités avec une participation très importante au Cambodge.

Il reste les nouveaux candidats : les pays musulmans. La Turquie a déjà proposé d'envoyer des soldats à Sarajevo et l'Iran islamique serait également volontaire. Mais les Occidentaux et même l'ONU sont-ils prêts à risquer ainsi de déclencher une « guerre sainte » des armées musulmanes contre les chrétiens serbes ?

AFSANE BASSIR POUR

Raz de marée en Croatie

Suite de la première page

Deux cent dix hommes, femmes et enfants de tous âges, rassemblés dans le centre sportif ultra moderne Martinovka de Zagreb, pratiquement en plein centre d'une capitale aux faux airs viennois.

L'exode a pris une telle ampleur que, pour la première fois depuis le début du conflit yougoslave, la Croatie doit se résoudre à construire des camps de toile, ce qu'elle avait pu éviter jusqu'à présent grâce à la solidarité des Croates et, surtout, à l'énorme infrastructure hôtelière dont dispose la côte adriatique. Pas un seul hôtel, pas une seule chambre hier louée aux touristes étrangers, qui ne soit comble : y compris dans les zones encore soumises à bombardement, comme Zadar ou Dubrovnik. Par familles entières, ces réfugiés s'entassent partout.

« La Croatie a atteint les limites de ce qu'elle peut faire pour venir en aide aux réfugiés », indique-t-on de source gouvernementale à Zagreb. Sans une aide internationale d'urgence en vivres, installations et argent, la Croatie ne pourra plus fournir l'assistance nécessaire au nombre toujours croissant de réfugiés. Cette aide a, d'ailleurs, commencé à arriver. La CEE a notamment décidé de fournir 30 millions d'écus : des pays européens comme l'Italie, l'Autriche ou l'Allemagne ont promis une assistance sous forme, entre autres, de tentes, tandis que les Français assurent des « navettes » routières ou aériennes pour acheminer vivres et médicaments.

« Cent villageois tués par des miliciens serbes... »

L'Arabie saoudite n'est pas en reste, qui participe à l'aide aux réfugiés musulmans de Bosnie - un premier chèque de 5 millions de dollars a été signé par le roi Fahd - et dont des délégations sont présentes à Zagreb comme à Split. En outre, environ 120 000 Croates ont trouvé refuge en Allemagne d'abord, ainsi qu'en Hongrie, en Suisse, en Slovaquie, en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Macédoine ou en Italie.

Pour ceux qui sont restés en Croatie et pour lesquels il est de plus en plus difficile de trouver un point de chute, mais surtout pour ceux qui vont arriver, le gouvernement croate a prévu vingt camps de cinq mille places chacun, dont plus de la moitié en Slavonie orientale, l'une des régions de Croatie les plus touchées par la guerre. Peut-être Josip et sa mère iront-ils rejoindre l'un de ces camps pour se rapprocher de leur terre, qu'ils ont quittée le 17 décembre dernier après deux mois d'épreuves dont ils gardent à jamais le souvenir.

Originaires de Lovas, localité de 15 000 habitants à la frontière serbo-croate, non loin de Vukovar, ils

ont vu arriver les intégristes serbes le 10 octobre, suivis, trois jours plus tard, par l'armée fédérale. Ce n'est que le 17 décembre qu'ils ont pu s'échapper grâce à la complicité d'une unité régulière essentiellement composée de soldats de souche hongroise de Voïvodine. En deux mois, raconte Josip, « j'ai, mal-même, enterré cent villageois tués par les miliciens serbes sans que l'armée interviennent ». Régulièrement maltraités - il garde les traces de sévices aux mains - Josip, tout comme les autres Croates du village, a dû travailler aux champs sous la menace, en échange de quelques cartes d'alimentation émises au nom d'une « Région serbe de Slavonie ». Milan, lui, a le bras droit cassé de coups de fusil : les soldats d'une unité qui a explosé lors de l'une des missions de « déminage » auxquelles les Serbes

dans un verre posé sur un napperon à côté d'une photo, un vieux poste de radio, deux valises soigneusement rangées sous le lit où dort un couple âgé, un ours en peluche dans une valise d'enfant autour de laquelle court une petite fille.

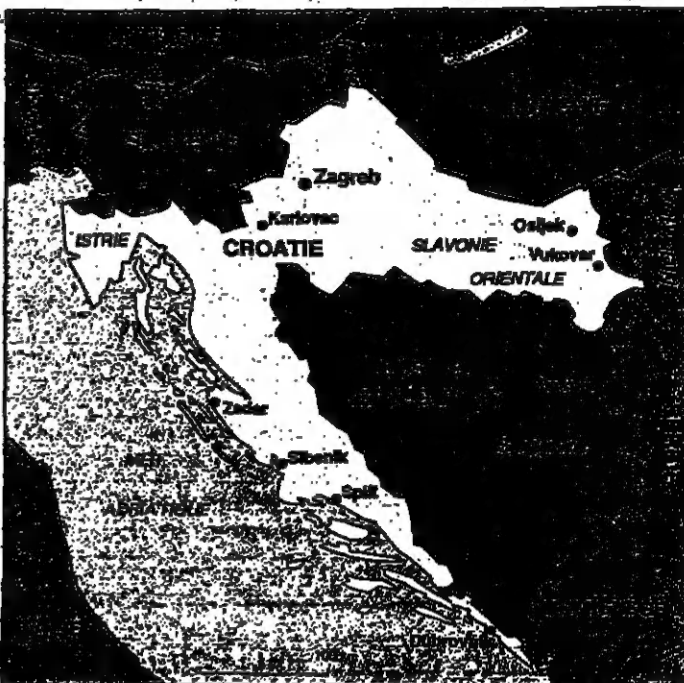
Et il y a ceux, de loin les plus nombreux, qui n'ont rien d'autre qu'un ou deux sacs en plastique, dont la fortune se limite aux quelques vêtements qui leur ont été donnés par une famille de Zagreb, comme l'adolescent à la chemise blanche et noire. A côté de ce dernier, une petite vieille, toute de noir vêtue, est assise sur un lit de camp militaire. Quant au regard d'un jeune sac posé à ses pieds. Un peu plus loin, un homme jeune, prostré. « Il vient de Vukovar ; il a dû enterrer sa propre mère », expliquent ses voisins. Il y a aussi Andrija Uher, descendant d'une famille allemande installée il y a plusieurs générations en Slavonie ; il est seul, il a soixante-douze ans, il a réussi à fuir Vukovar après y avoir été emprisonné par les Serbes ; l'Allemagne, où vivent ses enfants, vient de lui refuser un visa. Et puis il y a ces petites affiches croisées de papiers d'identité, collées sur les portes du gymnase : les disparus dont les familles attendent désespérément des nouvelles.

« Rester en vie »

Elisbeth Gruber est d'ascendance hongroise. Née en Slavonie, elle a été installée à Zagreb depuis sa plus tendre enfance. Elle habite un petit appartement de trois pièces qui a vu sa population doubler et passer de cinq à dix personnes - six femmes et quatre hommes - le jour où une partie de la famille de sa sœur, la famille de la Bosnie-Herzégovine par la guerre. Ruza Zimaticjevic, ses trois enfants et la fiancée (serbe) de son fils aîné sont installés chez Elisbeth Gruber depuis début avril. Bosniaques croates, leur intégration dans leur nouveau milieu ne paraît pas leur avoir posé de gros problèmes. Stanislas, seize ans, et Veronique, treize ans, ont immédiatement trouvé une école où ils poursuivent leur scolarité. Vladimir, dix-neuf ans, était étudiant en première année de mécanique à Sarajevo ; il a demandé à terminer l'année à la faculté de Zagreb. Mais, dans le même temps, il a demandé un visa pour l'Allemagne : « Ma vie commence seulement et je ne peux pas la construire ; ce n'est pas en Bosnie que je pourrais élever mes enfants ». C'est pourquoi Vladimir a quasiment fait une croix sur sa terre d'origine, qu'il dépeint pourtant comme une sorte de paradis perdu : « nous y étions bien, et nous n'y faisons pas de différences entre Serbes, Croates ou musulmans - une terre qu'il n'envisage pas de quitter, « au moins avant très longtemps », maintenant que le rêve est brisé.

Décalage de génération. Ruza voit son avenir différemment. « Ma vie est en Bosnie ; j'y retournerai, aux côtés de mon mari resté sur place, dès que je le pourrai. Mais, aujourd'hui, la seule chose qui compte est de rester en vie. » Puis elle ajoute, après un silence de quelques secondes : « Pour les enfants, c'est différent, leur vie est devant eux - autrement dit, partout sauf dans ce pays déchiré, où la haine règne désormais ».

An contre islamique de Zagreb, au pied de la mosquée autour de laquelle deux cents personnes se sont rassemblées sous la houlette de l'association caritative musulmane croate Merhamet, pour accueillir les réfugiés de Bosnie-Herzégovine, ce n'est pas encore la haine, mais plutôt l'abattement, le désespoir, l'horreur des récits des nouveaux arrivants, chassés de leurs villages par les massacres. Ce mot « massacre » - pokolj - écrit, bien en évidence, sur l'une des voitures de la police serbe qui, le 16 mai, ont fait irruption dans le village de Zalko-



paco, dans l'est de la République, pour y semer la terreur. Alka Hodic, soixante-trois ans, se souvient. Il était 17 heures lorsque les policiers, éparpillés par des réserves de la milice, sont sortis des voitures et ont commencé à tirer. Une demi-heure plus tard, cent cinquante villageois baignaient dans leur sang. Le mari, les cinq fils, le petit-fils, le beau-frère, trois neveux de Alka Hodic ont été tués ce jour-là. Les cadavres sont restés trois jours à l'endroit même où ils étaient tombés, avant que les Serbes ne les enterrèrent dans des fosses communes.

« Bienvenue, ou va vous égarer... »

Elle ne sait pas combien de musulmans ont survécu, combien ont pu rejoindre Zagreb. Pendant trois jours, elle et quelques autres femmes, dont certaines étaient blessées, se sont cachées dans la forêt, jusqu'à ce que des jeunes filles - qui ont également pu fuir la Croatie par la suite - se terraient au fond de leur maison. Le salut, elles le doivent à un jeune musulman de dix-huit ans, Sabir Hamidovic : après avoir échappé au massacre, il a réussi à subtiliser un camion, à embarquer quelques survivantes et à les sortir de la zone sous le couvert d'un camion. Elles ont pu rejoindre les lignes croato-musulmanes. Aujourd'hui, elles sont en sécurité au centre islamique de Zagreb ; lui a été fait prisonnier par les Serbes. Quelques jours avant le drame, les policiers du village qui ont conduit le massacre avaient tenu à rassurer les habitants musulmans, leur faisant croire qu'ils n'avaient rien à craindre.

Même duplicité ailleurs, même discours sans équivoque destiné, dans un premier temps, à rassurer la population musulmane, pour la bombarder plus aisément. Comme à Zvornik - toujours dans l'est de la Bosnie - où, là, les Serbes ont, en plus, donné libre cours à un humour d'un genre particulier en accueillant ceux qui avaient cru à leur discours par un réchauffant « Bienvenue, ou va vous égarer », avant de leur donner dix minutes pour quitter la ville, firs à l'appel, et, enfin, faire marcher femmes et enfants - les hommes ayant été astreints à leur famille - sur 50 kilomètres afin de rejoindre les lignes musulmanes, le plus souvent agrémentées de champs de mines.

Après être souvent restés cachés des jours durant dans la forêt, avoir assisté à des scènes de pillage et de pillage, avoir enfin échappé à la guerre, les réfugiés musulmans trouvent une salle provisoire à la mosquée de Zagreb, avant de rejoindre

leur « voyage » en d'autres refuges, toujours plus rares.

A la tête de l'association Merhamet, en charge de la coordination de l'aide à la Bosnie-Herzégovine, un médecin croate de quarante-six ans, professeur à la faculté de médecine de Zagreb, Istvan Aganovic, au dynamisme impressionnant. Musulman originaire de Bosnie, le docteur Aganovic partage son temps entre ses étudiants, « ceux » réfugiés et l'organisation des convois pour la Bosnie-Herzégovine (trente camions partent chaque jour de la capitale croate à destination des villes bosniaques « libérées »). Super-entraîné, il saute, sans cesse, du centre islamique aux bâtiments de la Foire internationale de Zagreb, où un pavillon - immense hangar - a été mis à la disposition de l'association. Là s'empilent vêtements, vivres, médicaments destinés à ceux qui sont restés en Bosnie, le plus grand des camps.

Rassemblements sur le parvis de la mosquée, ceux qui s'en sont sortis toutent toujours leur regard vers leur terre. Agglutinés devant les portes, ils défilent chaque nouvelle de « journal » qui y est affiché et fournissent quotidiennement des informations sur la guerre en Bosnie-Herzégovine.

YVES HELLER

o Suspension de l'hebdomadaire Danas. - Danas, l'hebdomadaire le plus critique à l'égard du président croate, M. Franjo Tudjman, n'est pas sorti lundi 8 juin, pour la première fois en dix ans d'existence, a annoncé l'agence Tanjug. Cette décision « temporaire » fait suite aux difficultés rencontrées par le projet de privatisation de l'hebdomadaire, selon ses responsables cités par l'agence. Toutefois, « nombreux sont ceux qui expliquent cette lenteur par des raisons politiques et une volonté (du pouvoir) de discipliner les médias indépendants », a déclaré la rédaction de la revue dans un communiqué. - (AFP).

o SLOVENIE : meurtre d'un ancien candidat à l'élection présidentielle. - Ivan Kramberger, cinquante-six ans, ancien candidat à la présidence de la Slovaquie, a été tué, dimanche 7 juin, d'un coup de fusil de chasse alors qu'il tenait une réunion électorale. L'assassin, un agriculteur de quarante-deux ans originaire de Jurovski Dol, près de la frontière autrichienne, qui a été arrêté, a avoué avoir agi en état d'ivresse. - (AFP).

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Numéro de juin 1992 - 10 F

De L'URSS à la CEI

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

accroissent les Croates de Lovas. A soixante en ligne, explique Milan, se tenant par la main, les villageois croates devaient rassembler les champs que les Serbes soupçonnaient d'avoir été minés.

« Bien sûr, j'ai reconnu certains de mes voisins parmi les tchetniks (nom donné aux intégristes serbes), dont un policier, de père croate et de mère serbe, qui avait juré de m'égorger. » Le 17 décembre enfin, Josip a pu fuir Lovas avec sa mère, mais sans son père, qui n'a pas voulu quitter sa maison et est resté au village. Depuis, ils sont sans nouvelles de lui. Passés une première fois à Zagreb par un « centre de transit », ils ont été envoyés sur la côte adriatique, dans la région de Sibeni. « Mais nous n'avons pas voulu rester et avons préféré revenir à Zagreb y attendre de pouvoir rentrer chez nous », explique la mère de Josip, pour laquelle il n'est toutefois pas question de regagner Lovas « tant qu'il y restera un Serbe », et certainement pas sous la « protection » des forces de l'ONU stationnées dans la région : « Ce sont des Russes qui sont là-bas, et ils ont pactisé avec les Serbes ».

Josip et sa mère sont installés dans un coin de l'immeuble sans sport. A côté de leur lit, un banc de bois blanc leur sert de table. Par familles, par couples ou seuls, les réfugiés attendent. Il y a ceux qui ont pu transporter quelques affaires et ont voulu continuer « un semblant de chez-soi » - une fleur trépan-

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

هكذا من الأعمال

• Le Monde • Mercredi 10 juin 1992 5

Dure vie que celle
des hommes d'affaires qui voyagent
trop souvent pour leurs affaires.



PROCHE-ORIENT

La mort d'un dirigeant palestinien à Paris

L'OLP accuse Jérusalem, qui dément d'être responsable du meurtre d'Atef Bsisou

Ceuvre de « professionnels » selon la police française, l'assassinat du responsable palestinien Atef Bsisou a été réalisé par deux inconnus agissant à visage découvert, lundi 8 juin vers 2 heures du matin, au moment où le responsable palestinien regagnait l'hôtel Méri-dien de Montparnasse, en compagnie de deux

amis. Atteint par trois balles, il a été tué sur le coup, tandis que ses assassins se sont enfuis à pied.

Atef Bsisou était arrivé dimanche après-midi à Paris en provenance d'Allemagne. Il n'était pas armé et ne bénéficiait pas de la protection de gardes du corps. Il n'avait pas fait part de

menaces contre sa personne aux autorités françaises, a-t-on ajouté de même source. Il venait régulièrement à Paris pour des visites privées ou des entretiens avec les services de la DST ou de la DGSE. Un tel rendez-vous était d'ailleurs prévu l'après-midi de son assassinat avec ses correspondants de la DST.

L'OLP s'est engagée à venger l'assassinat, à Paris, de l'un de ses cadres, Atef Bsisou, dont elle a imputé la responsabilité aux services de renseignements israéliens, le Mossad. Dans un communiqué sous forme de faire-part publié à Tunis, la centrale palestinienne a appelé la communauté internationale

à condamner l'Etat « agressif d'Israël qui commet quotidiennement des crimes contre le peuple palestinien ». Pen auparavant, le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, avait indiqué à Amman qu'il avait mis en garde Bsisou « car il était visé par le Mossad ».

Alors que le premier ministre

Israélien, M. Itzhak Shamir, a refusé de « réagir, ou de dire quoi que ce soit », son porte-parole, M. Ehad Gol, a qualifié de « grotesques » les accusations palestiniennes qui, à son avis, « ne méritent pas que l'on s'y attarde ». Toutefois, selon la radio israélienne, le chef des services secrets

israéliens, le général Uri Saguy, a affirmé qu'Atef Bsisou avait été l'un des membres du groupe Septembre noir qui avait tué onze athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de Munich en 1972. L'ancien premier ministre israélien Golda Meïr avait fait le serment solennel que tous les Palestiniens impliqués dans cet attentat seraient exécutés.

Rendition du mouvement Kach

Après qu'un interlocuteur anonyme se réclamant du mouvement extrémiste Kach du rabbin Meïr Kahane - assassiné à New-York en 1990 - eut revendiqué l'assassinat, dans un appel au bureau de l'Associated Press à Paris, la police s'est bornée à indiquer qu'elle prenait au sérieux toute revendication. Le délégué général de Palestine en France, M. Ibrahim Souss, a affirmé pour sa part qu'il faisait « entière confiance à la justice française pour diligenter l'enquête ».

Enfin dans la bande de Gaza occupée par Israël - dont était originaire Atef Bsisou - quatre Palestiniens ont été blessés, dont un grièvement, par les tirs des soldats israéliens intervenus pour disperser une manifestation organisée en signe de protestation contre l'assassinat. (AFP, Reuters, AP)

ÉGYPTE : partisan d'un Etat laïc

L'écrivain anti-islamiste Farag Foda a été assassiné au Caire

Farag Foda, quarante-sept ans, célèbre partisan d'un Etat laïc et adversaire des islamistes, a été assassiné lundi 8 juin, dans la banlieue du Caire.

LE CAIRE

de notre correspondant

L'attentat a eu lieu, selon des témoins, au moment où Farag Foda sortait de son bureau, dans la banlieue résidentielle d'Héliopolis. Un jeune homme armé d'un fusil d'assaut a tiré plusieurs rafales, avant de tenter de prendre la fuite sur une moto, conduite par un complice. Le fils de M. Foda, Ahmed, quinze ans, et un ami de l'écrivain, qui l'accompagnait, ont été grièvement blessés.

Un des agresseurs a pu être appréhendé en possession d'un pistolet. Selon l'enquête préliminaire, il s'agit d'un jeune homme de vingt et un ans, proche des extrémistes musulmans et originaire du quartier de Zawya el Hamra, au Caire. Ce quartier est un des fiefs des islamistes, où, en juin 1981, des accrochages entre ces derniers et des coptes avaient fait une vingtaine de morts. Le second agresseur, qui a pu prendre la fuite avec l'arme du crime, a été identifié par la police qui est actuellement à sa recherche.

L'assassinat de celui que certains de ses adversaires qualifiaient de « Salman Rushdie égyptien », intervient deux jours avant la fête musulmane de l'Adha, commémorant le sacrifice d'Abraham et trois jours après l'arrestation d'une cinquantaine de frères musulmans, accusés de détention de tracts attaquant violemment certaines personnalités publiques et hostiles aux coptes (chrétiens d'Egypte). Treize coptes (l'Egypte compte quelque 5 à 6 millions de chrétiens pour 38 millions d'habitants) avaient été tués par des intégristes musulmans en

Haute-Egypte (Le Monde du 6 mai). Farag Foda avait fait parler de lui pour la première fois en 1984, à la suite de sa démission fracassante du parti Néo-Wafd (libéral), en signe de protestation contre l'alliance du parti, traditionnellement laïc, avec la confrérie des Frères musulmans.

Depuis lors, M. Foda, agronome de formation, s'est consacré à la lutte contre les islamistes, qu'il considérait comme le plus grand danger pour l'Egypte moderne et laïque. Il a publié neuf essais (un de ses ouvrages s'intitulait *Le terrorisme*) et des centaines d'articles dénonçant les divers aspects du « danger islamiste », qui, selon lui, menaçait l'existence même du pays.

Violemment attaqué par la presse islamiste et boudé, sauf rares exceptions, par les médias officiels, l'écrivain recevait régulièrement des menaces de mort. Il avait même été placé durant quelques jours en résidence surveillée, à la suite d'une plainte déposée contre lui par le cheikh de l'Azhar (université de l'islam sunnite). Au début de l'année (le Monde du 13 janvier), il avait provoqué une joute oratoire, à la Foire du livre du Caire, plusieurs figures de proue du mouvement islamiste. Il avait notamment réussi à mettre hors de lui le porte-parole des Frères musulmans, M. Mawmoun el Hodeibi, en déclarant que « la violence était un caractère inhérent à l'islamisme ».

Il tentait depuis des années de former un parti laïc. Selon lui et des proches du pouvoir, le gouvernement, qui avait longtemps refusé la législation de la formation, avait récemment laissé entendre qu'il lèverait sa opposition. Selon le ministre de l'Intérieur, Farag Foda, qui disposait d'un garde du corps, avait demandé récemment de s'en séparer.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Un interlocuteur précieux des services français

S'il était un interlocuteur précieux de la DST et de la DGSE, avec laquelle il avait maintenu les liens après l'assassinat, en janvier 1991, à Tunis, du chef des services de renseignement de l'OLP, Abou Iyad, Atef Bsisou, assassiné dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 juin à Paris, n'avait pas pour autant succédé à Abou Iyad, dont le poste n'a toujours pas été pourvu. Un legs au demeurant difficile, dans la mesure où aucun responsable palestinien, à l'heure actuelle, ne bénéficie de l'aura et de l'expérience d'Abou Iyad (de son vrai nom Salah Khalaf).

Celui-ci était en effet à la fois un politicien et un militaire, l'un des dirigeants historiques de la centrale palestinienne, qui a accompagné son évolution au fil

des années. Son assassinat fut imputé à l'organisation dissidente Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal, et le meurtrier, Hamza Abdallah Abou Zeid, a été exécuté quelques mois après le crime. En lui, le dirigeant de l'OLP, M. Yasser Arafat, avait perdu son alter ego - Abou Iyad ne partageait pas toujours ses vues - du moins un compagnon sur la solidarité duquel il pouvait compter et qui était un contradicteur utile.

Selon une source palestinienne bien placée, les autorités françaises ont été récemment informées que le choix pour la succession d'Abou Iyad se porterait très vraisemblablement sur l'actuel « ambassadeur de Palestine » en Tunisie, M. Hakam Balacou, dont le nom a été évoqué à plu-

sieurs reprises, mais qui ne faisait pas l'unanimité des dirigeants et des cadres palestiniens, notamment les proches d'Abou Iyad.

Atef Bsisou, quarante-quatre ans, était membre du Conseil révolutionnaire du Fatah, principal composante de l'OLP. Originaire de la bande de Gaza, où il avait fait ses études secondaires avant des études supérieures à la faculté de droit de Beyrouth, il avait rejoint en 1969, à l'âge de vingt et un ans, le mouvement Fatah. Il était père de trois enfants. Quelle que soit l'identité de ses assassins, la question demeure posée de savoir pourquoi ils ont choisi de perpétrer leur crime en France.

M. N.

ISRAËL : le procès en appel du « bourreau » de Treblinka

Un juge conteste vivement l'accusation contre John Demjanjuk

Un des juges de la Cour suprême d'Israël a ouvertement mis en doute, lundi 8 juin, les preuves apportées par l'accusation pour la condamnation en appel de John Demjanjuk, reconnu coupable en 1988 par une cour spéciale de Jérusalem d'être « l'un des terribles », bourreau du camp d'extermination nazi de Treblinka. Après la réquisitoire, la parole était mardi à la défense. La cour ne devrait pas rendre sa décision - très attendue - avant plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La justice israélienne s'apprête-t-elle à libérer un ancien auxiliaire nazi qu'elle a condamné à mort il y a un peu plus de quatre années ? Au sixième et avant-dernier jour du procès en appel de John-Ivan Demjanjuk, et devant l'apparente incapacité de l'accusation à emporter la conviction des juges de la cour suprême, c'est bien la relaxe pure et simple qui devait être demandée, mardi, par son avocat israélien, M. Yoram Sheftel.

Lourde silhouette tassée dans le

box des accusés, crâne chauve et cou de taureau, John-Ivan Demjanjuk, né en Ukraine il y a soixante-douze ans, extradé des Etats-Unis en 1986 et condamné à la potence en avril 1988, a parfois du mal à dissimuler l'intense satisfaction qu'il éprouvait. Après la réquisitoire du procureur, M. Michael Shaked, le plus jeune des cinq juges de la cour suprême, M. Aharon Barak, cinquante-cinq ans, s'est un peu égaré.

« M. Shaked, a-t-il lancé, vous rendez compte que si vous ne pouvez pas démontrer que Demjanjuk était à Treblinka, il est inutile de continuer ? » Et il a ajouté : « Si la seule chose que vous parvenez à prouver est que le condamné fut vachement (garde dans un camp de concentration), nous allons devoir le libérer. » En contrebas, sur le plancher de la petite salle attribuée à ce grand procès, le procureur a accusé le coup. Il y a des années qu'il s'emploie désespérément à essayer de démontrer que le gros bonhomme, assis là dans le box, et qui l'observe si attentivement derrière ses papiers minuscules, est bien « l'un des terribles », celui qui maltraitait les enfants juifs avant de les pousser dans les chambres à gaz de Treblinka (Le Monde du 21 décembre 1991).

Ce n'est rien de dire que M. Shaked a fait tout son possible pour obtenir la confirmation de la peine capitale de Demjanjuk. Seulement

voilà, il n'a rien de neuf à montrer à la cour. Pas un document, pas un témoignage, pas une seule petite pièce à conviction liant l'accusé-condamné à Treblinka. L'essentiel de l'accusation qui avait emporté la condamnation de l'ancien Ukrainien, devenu mécano aux Etats-Unis, reposait exclusivement, et repose toujours, sur les témoignages de cinq vieillards, cinq survivants de ce camp d'extermination où plus de sept cent cinquante mille personnes ont été tuées en l'espace de quinze mois.

« Spéculation »

Délicat et presque insultant d'oser mettre en doute la parole et la mémoire de gens qui ont pareillement souffert, bien sûr. Mais la justice ne peut pas ignorer qu'après le premier procès les archives soviétiques se sont ouvertes, et qu'à l'intérieur, on a trouvé les dépositions d'au moins trente-sept gardes-chiourmes en poste à Treblinka. Tous, sans exception, affirment que le bourreau qui actionnait les manettes à gaz du camp, le sadique qui torturait les juifs s'appelaient Ivan Marchenko et non Demjanjuk.

M. Shaked a bien essayé de discréditer ces dépositions signées par des hommes qui, pour la plupart, ont été ensuite exécutés pour leurs crimes par la justice soviétique. Il a

fait valoir que les descriptions physiques fournies dans ces documents ne sont pas toutes exactement identiques et que, « peut-être », il y eut à Treblinka, à des époques différentes, deux individus portant le même prénom, et formant, à eux deux, ce personnage abominable que les victimes appelaient Ivan le terrible. Ou encore que Demjanjuk lui-même se faisait appeler Marchenko à l'époque.

« Spéculation stupide », a commenté l'avocat de l'Ukrainien, faisant notamment valoir que, d'une part, M. Shaked essayait de jeter le doute sur les témoignages des anciens gardes déformables à ses yeux, tout en s'appuyant, d'autre part, sur les mêmes dépositions pour décrire avec force détails l'insupportable « travail » qui était celui des auxiliaires de la SS dans le camp. Il y eut environ cinq mille gardes, a expliqué le procureur, dont cinquante étaient en quelque sorte « élites » tirées de troupes particulières, les intéressés passant d'un camp de la mort à un autre.

Selon M. Shaked - et là l'accusation dispose de plusieurs pièces à conviction convenablement remises par divers documents retrouvés dans les archives nazies de Cologne - Ivan Demjanjuk faisait partie de cette élite. La fameuse « carte de Treblinka », du nom de ce camp d'entraînement nazi en terre polonaise qui était réservé aux prisonniers de guerre ayant accepté de collaborer, a été et demeure la pièce maîtresse de l'accusation.

Etablie en 1942 au nom du condamné et portant le matricule 1393, cette carte, dont l'authenticité, après plusieurs expertises et malgré les efforts de M. Sheftel, n'a pas pu être remise en question, ne fait

aucune référence à Treblinka - ou les survivants placent Demjanjuk d'octobre 1942 à mars 1943. Mais elle indique clairement que le porteur a été affecté à Sobibor, un autre camp d'extermination, le 27 mars 1943.

Et alors ? « Quelle différence cela fait-il ? » a demandé M. Shaked. Les crimes sont les crimes, qu'ils aient été perpétrés à Treblinka ou à Sobibor. Le problème, lui, en substance rétorqué un juge, est que si cette fois vous avez un document, vous n'avez pas un seul témoignage sur ce que l'accusé pouvait bien faire dans ce camp. Quel était son emploi, sa tâche spécifique ? « Mais peu importe », s'est exclamé le procureur, courant désormais, et allégrement, deux chevaux à la fois - et Treblinka et Sobibor - peu importe « puisque tous les gardes étaient les serviteurs de Satan et qu'ils étaient tous chargés de la même chose : exterminer trois mille juifs par jour ».

Des doutes aussi aux Etats-Unis

« De temps en temps, remarquera gentiment un chroniqueur judiciaire local, ce bon M. Shaked s'empare un peu dans ses différentes lignes d'attaque. L'essentiel, pour la défense, n'est pas à Sobibor, sinistre endroit que le procureur n'avait mentionné qu'en passant dans le premier procès, estimant que l'accusé n'y avait séjourné que dans une phase intermédiaire et pour très peu de temps ».

L'essentiel, pour M. Sheftel, est que son client a été condamné à mort sur la foi de témoignages affirmant qu'il était « l'un des terribles » de Treblinka, et qu'aujourd'hui l'accusation elle-même n'en semble plus du tout certaine.

D'ailleurs, plus personne n'en est certain et la cour fédérale de Cincinnati (Ohio) a ordonné lundi matin - ce n'est sans doute pas tout à fait une coïncidence - que soit revue toute la procédure qui avait abouti, en 1986, à l'extradition de Demjanjuk en Israël.

« L'ordre d'extradition, a précisé le juge américain Merritt, pourrait avoir été improprement accordé sur la base d'informations erronées. » En clair, et c'est précisé un peu plus loin dans le document, la justice américaine elle-même n'est plus du tout sûre que Demjanjuk soit bien « le criminel de guerre connu sous le nom d'Ivan le terrible ».

Après la plaidoirie de M. Yoram Sheftel, mardi, les cinq juges de la cour suprême devaient se retirer pour autant de temps qu'ils le souhaitent avant de rendre publique leur décision. Aux termes de la loi israélienne, ils peuvent tout faire ou presque : confirmer la condamnation, relaxer le condamné, annuler la sentence, en infliger une autre, établir un compromis avec la défense pour éviter un procès à l'Etat israélien, etc.

La seule chose qu'ils ne peuvent pas faire, laisse entendre l'un d'eux lundi, est de remettre en question les termes de l'extradition accordée par les Etats-Unis. « Demjanjuk ne peut être jugé en Israël que pour meurtre et rien d'autre », précise le document légal. Rien d'autre, martèle l'avocat du condamné, « pas même le génocide, cette notion n'existait pas dans le traité d'extradition israélo-américain ».

PATRICE CLAUDE

Offre exceptionnelle jusqu'au 30 juin

200 PEUGEOT sélectionnées
205, 309, 405, 605
à enlever, en livraison immédiate
au prix de revient

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT

• 4, rue de Châteaubien 75008 PARIS ☎42.85.54.34
• 8, rue du 4-Septembre 75002 PARIS ☎42.61.65.68
• 25, bd. des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.58.52
• 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎49.33.60.60

(Publicité)
Centre Rachi
25^e Anniversaire de la
réunification de Jérusalem

EXPOSITION
YOSSI STERN
9 au 15 juin 1992

Vernissage mardi 9 juin à 19 h
Hommage à Yossi STERN

Centre RACHI-CIEJ
30, boulevard de Port-Royal
75005 PARIS - Téléphone : 43.31.75.47

MANIÈRE
DE VOIR N° 15

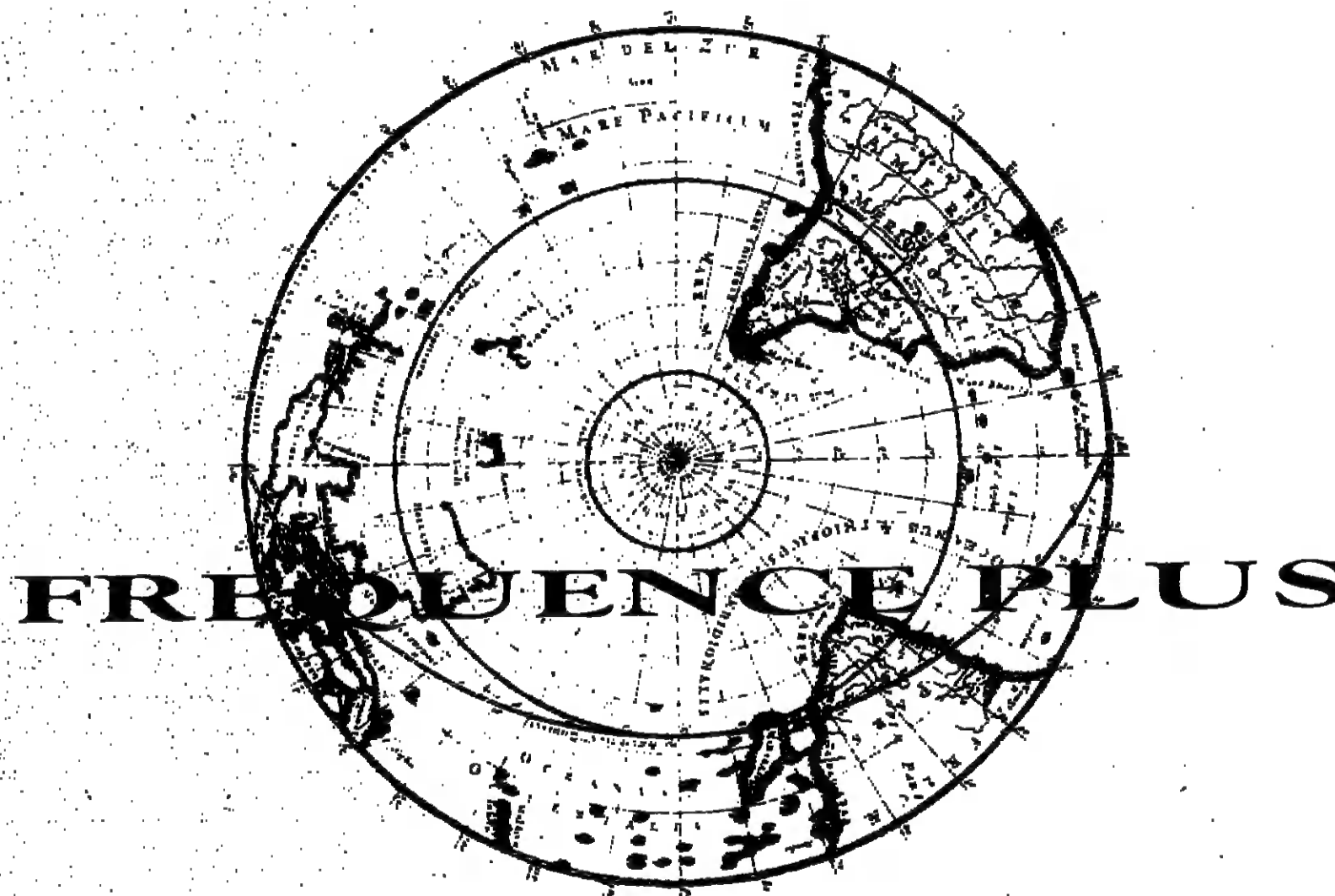
L'HOMME EN
DANGER DE SCIENCE ?

100 pages - 42 francs

هكذا من الإصدار

• Le Monde • Mercredi 10 juin 1992 7

Le programme Fréquence Plus Air France leur offre des voyages gratuits partout dans le monde pour leurs loisirs.



Fréquence Plus Air France:

Les hommes d'affaires ont toujours aimé marquer des points dans leurs affaires. Désormais, ils le feront aussi pour leurs loisirs. Dès aujourd'hui, le programme Fréquence Plus Air France* leur permet, à chaque trajet plein tarif, hors métropole, d'accumuler des Aéropoints. Ces Aéropoints se transformeront ensuite en billets gratuits partout dans le monde sur le réseau Air France, Air Inter



et UTA, pour eux, un membre de leur famille ou un ami. Ils peuvent aussi choisir des surclassements ou des excédents de bagages. Qui a dit que le monde des affaires ne faisait pas de cadeaux? Pour tout renseignement, contacter Air France ou votre agence de voyage habituelle ou encore Fréquence Plus Air France au 49 38 64 64 ou minitel 3615 AF. * Le programme Fréquence Plus s'adresse à tous les hommes d'affaires résidant en France.

AIR FRANCE 

DIPLOMATIE

Faute d'audace en matière politique et institutionnelle

L'élargissement risquerait de paralyser la Communauté

La Commission de Bruxelles doit présenter aux Douze un rapport sur l'élargissement, prochaine grande échéance pour la Communauté. Alors que les procédures de ratification du traité de Maastricht sont en cours, le moment n'est pas des plus propices.

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Foin de la solidarité nordique! Aussitôt connus les résultats du référendum au Danemark, plusieurs pays candidats, notamment la Suède et la Finlande, ont fait savoir que le «non» de leur voisin ne modifierait en rien leur volonté d'adhérer le plus vite possible à la Communauté.

C'est dire que le débat sur l'élargissement, que les Douze ont prévu d'engager lors du conseil européen de Lisbonne des 26 et 27 juin, n'a pas vraiment de raison d'être reporté. Il faut en revanche espérer que l'incident danois incitera les Douze, ou les Douze, on ne sait plus que dire, à faire en sorte que les prochaines adhésions s'accomplissent dans la clarté, et que soit écartée toute équivoque à propos des aspects politiques de l'acquis communautaire que les nouveaux venus reprendront à leur compte.

Cependant, la Commission européenne, dont ce serait le rôle d'éclairer les États membres sur la meilleure manière de programmer l'avenir, marche sur des œufs: elle ne veut pas interférer dans le débat sur la ratification des accords de Maastricht et encore moins donner des arguments à ceux qui tentent de s'opposer à cette ratification. Voici une quinzaine de jours, le gouvernement danois avait réagi vivement à des propos prêtés à M. Jacques Delors — que le président de la Commission a toujours démentis — selon lesquels il serait nécessaire de revoir à la baisse le pouvoir relatif des petits pays dans une Communauté où ils allaient être plus nombreux. Bref, dans les circonstances présentes, la Commission ne peut, s'agissant de l'élargissement et des réformes institutionnelles qu'il devrait entraîner, jouer pleinement son rôle de pourvoyeur d'idées.

La «première vague»

Il faut donc s'attendre que le rapport sur l'élargissement que les Douze ont chargé de leur présenter à la fin du mois à Lisbonne soit empreint d'une grande prudence et s'efforce davantage d'exposer les problèmes que de préconiser, à ce stade, des solutions.

Ce rapport, pour remplir pleinement son rôle, devrait apporter des éléments de réponse à deux types de questions. D'une part, à quels pays la Communauté doit-elle s'élargir et selon quel rythme? Quelles relations faudra-t-il établir avec les pays aspirant à entrer dans la CEE, mais dont on aura jugé l'adhésion prématurée? D'autre part, quelle évolution institutionnelle faut-il envisager pour que la Communauté élargie, demain à seize membres, après-demain à vingt ou davantage, puisse maintenir au même niveau ses ambitions économiques et politiques?

Difficulté supplémentaire: une large partie de la classe politique européenne considère comme pratiquement acquise l'adhésion des pays candidats appartenant à l'AELE (Association européenne de libre-échange), à savoir, à ce jour, l'Autriche, la Suède, la Finlande, la Suisse, et ne s'attend pas à ce que des pays d'Europe centrale et orientale. Elle brode de façon démagogique sur l'idée qu'on ne saurait laisser ces pays à l'écart et imprimer par là même à la Communauté des allures de club de riches.

Or la Commission estime, à juste titre, que la «première vague» d'adhésion pose déjà de

sérieux problèmes non seulement économiques, mais surtout institutionnels et politiques, sur lesquels les Douze devraient se prononcer avant d'engager les négociations avec les pays candidats. Sans compter qu'il faudra décider si cette première série de pourparlers doit être limitée aux postulants membres de l'AELE ou étendue à Malte, voire à Chypre, tous deux également candidats.

Pour être traditionnels, les obstacles à franchir, afin d'intégrer dans des conditions optimales l'écono-

De même, le Parlement soulève le problème résultant de la multiplication du nombre de «petits» États membres (la Commission, échaudée par les réactions danoises, le fera-t-elle?). Les règles de pondération des voix au sein du conseil, appliquées jusqu'ici afin d'éviter que les «grands» États membres n'occupent une place dominante, devront, dit le rapporteur Klaus Hansch, être revues, de façon à éviter que les «petits» États coalisés n'obtiennent trop facilement l'aval de la minorité de blocage. Les «petits» redoutaient

de dessiner, pour les accueillir, un cadre nouveau qui pourrait couvrir l'ensemble de l'Europe.

Pour des raisons tant politiques qu'économiques, on ne saurait envisager, dans un avenir prévisible, l'élargissement de l'Union au-delà du cercle des pays membres de l'AELE. Cependant, compte tenu des promesses faites, l'Union «devra également développer la structure de ses organes et aménager ses procédures décisionnelles dans l'optique de ces adhésions», lit-on dans le projet de rapport de M. Hansch.

Réalisme à l'Est

La Commission ne dira probablement guère autre chose. Le problème, expliquera-t-elle en substance, est à la fois commercial («Le meilleur moyen de les aider, c'est bien sûr d'acheter leurs produits»), observent les experts bruxellois, économique (comment accélérer leur intégration à l'économie de marché?) et politique. Il s'agit là, en attendant une adhésion peut-être lointaine, de concevoir la meilleure «carrosserie», pour qu'ils ne se sentent pas à l'écart de l'aventure européenne, rétablissant, entre eux, des liens que l'effondrement du communisme a dangereusement brisés, et se préparant par la même occasion à une éventuelle intégration à la Communauté. Le projet de confédération cher à M. François Mitterrand demeure un des modèles possibles.

L'élargissement apparaît comme la prochaine grande échéance pour la Communauté: 1995 ou 1996. Bien le préparer impliquerait à la fois de la part des Douze une bonne dose de réalisme (ne pas chercher à précipiter les choses à l'Est) et des qualités d'audace en matière politique et institutionnelle, car, faute d'innovation sur ce terrain, la Communauté ne pourra que s'enliser. Rien ne garantit que les Douze, et encore moins leur opinion, quelque peu essouffée, en seront capables. C'est dire que l'élargissement, exercice indubitable, se présente aussi comme une opération dangereuse.

PHILIPPE LEMAÎTRE



mie de pays comme la Suède ou la Suisse, soulèveront de rudes affrontements, à propos de l'agriculture, de la pêche, de la libre circulation des personnes notamment.

Cependant les problèmes institutionnels sont d'une tout autre ampleur. «Peut-on trafiquer le moteur communautaire pour qu'il puisse supporter cinq ou six passages de plus?», s'interroge un haut fonctionnaire du Berlaymont, à l'évidence sceptique sur les résultats à attendre d'un tel bricolage. Parce que le climat n'est pas favorable aux percées audacieuses, la Commission expliquera peut-être qu'il est à la rigueur possible de rester dans la logique institutionnelle actuelle, de conserver la machinerie communautaire telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, moyennant des ajustements relativement mineurs (plus de décisions prises à la majorité, plus de délégations de pouvoirs à des comités de gestion ou à la Commission elle-même...). L'essentiel des responsabilités resterait réparti entre le conseil des ministres et la Commission (une mention spéciale étant réservée au conseil européen), le Parlement européen ne se voyant encore reconnaître que des pouvoirs de «codécision» et de contrôle limités.

Mais la Commission ne cachera pas que de tels aménagements n'empêcheront pas un approfondissement des mécanismes de décision, et qu'ils ne dispenseront pas la Communauté d'envisager une révision en profondeur des dispositions institutionnelles du traité, au plus tard en 1996 (l'année où les accords de Maastricht ont dû être déjà prévus la convocation d'une nouvelle conférence intergouvernementale).

Le risque d'«hélvétisation»

Le Parlement européen se montrera moins précautionneux. Dans un projet de rapport qui sera présenté par M. Klaus Hansch (socialiste allemand), la commission institutionnelle du Parlement se prononcera pour «la convocation, avant 1996 et avant toute décision quant à l'élargissement, d'une conférence intergouvernementale...» chargée, en liaison avec le Parlement, de transformer l'Union européenne, telle qu'elle résulte des accords de Maastricht, «en une Union dotée de structures fédérales...»

hier le «directoire» des «grands»: ceux-ci pourraient craindre demain le provincialisme, l'hélvétisation imposée à la Communauté par les «petits».

Neutralité et politique étrangère commune

Les quatre pays de l'AELE aujourd'hui candidats sont des neutres, mais feignent de croire que ce statut ne les empêche pas de reprendre à leur compte l'acquis communautaire et en particulier la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Ceux qui, parmi les Douze, n'ont qu'une sympathie limitée pour cet exercice, au premier rang desquels les Anglais, approuvent une telle disposition d'esprit. Ils sont convaincus que, plus tard, une fois l'élargissement accompli, les réserves des nouveaux adhérents paralyseront les velléités d'autonomie communautaire, notamment en matière de défense, qu'en fait ils désapprouvent.

Que recommandent la Commission pour se prémunir contre une telle évolution? «Faire entrer cinq petits pays, dont quatre neutres, c'est mortel pour la politique étrangère et de sécurité commune si celle-ci ne s'est pas imposée dans l'intervalle comme une réalité», souligne le haut fonctionnaire bruxellois, en constatant avec mélancolie que, depuis Maastricht, rien n'a été fait pour consolider la PESC, et que «l'apathie est totale».

Les «accords européens», c'est-à-dire les accords d'association négociés entre la CEE et les pays d'Europe centrale et orientale, ont ouvert des perspectives d'adhésion. C'est dire que le conseil européen devra aussi préciser ses intentions concernant l'évolution des liens entre la CEE et les pays d'Europe centrale et orientale lorsqu'il ouvrira les dossiers de l'élargissement.

Les candidats potentiels sont nombreux: les trois déjà cités, mais aussi la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie, les Républiques baltes, celles issues de l'ex-Yugoslavie, peut-être demain l'Ukraine... La Commission et le Parlement européen semblent d'accord sur deux points essentiels: pas de deuxième vague dans un avenir rapproché, mais néanmoins l'obligation de renforcer progressivement les relations avec ces pays et

ASIE

JAPON: la création d'une «force de paix» approuvée par le Sénat

La «marche du bœuf» jusqu'à épuisement...

TOKYO

de notre correspondant

C'est à l'issue d'un véritable marathon parlementaire que le Sénat a voté, mardi 8 juin, à 2 heures, le projet de loi portant l'envoi à l'étranger d'une force de paix japonaise dans le cadre de missions de l'ONU. Réunis en session plénière depuis près de cent heures, les sénateurs dormaient sur leurs pupitres.

L'opposition socialiste et communiste, qui estime le projet inconstitutionnel, avait adopté une tactique originale, que les Japonais nomment le «pas du bœuf». L'exercice consistait à avancer vers l'urne pour y déposer le bulletin de vote en remuant à peine les pieds, afin de retarder au maximum l'adoption du texte. Il a ainsi fallu treize heures pour rejeter une motion de censure déposée par les socialistes... Ne pouvant espérer obtenir un vote de refus après le ralliement de

deux partis centristes au projet gouvernemental, les opposants entendaient démontrer ainsi leur hostilité totale au texte.

La piquante de l'affaire est que le pas du bœuf a été inventé par les conservateurs, après la guerre, contre un éphémère gouvernement socialiste. La tactique a ensuite été adoptée par l'opposition. Lors du débat sur la TVA, en 1988, le pas du bœuf avait retardé de vingt-six heures l'adoption du texte. «Nous avons atteint la limite de l'endurance physique», a fini par reconnaître, épuisé, un député socialiste. Ses camarades ont abandonné lundi à minuit le pas du bœuf. Les communistes ont «tenu» un jour de plus. La direction socialiste a dans d'autres occasions voulu évaluer les réactions de l'opposition à une tactique qui ne fait pas l'unanimité. Elle se réserve de reprendre son obstruction lors des débats à la Chambre basse, qui devraient commencer le 11 juin.

PHILIPPE PONS

Le porte-parole du gouvernement a en cas de scandale. M. Koichi Kato, porte-parole du gouvernement de M. Miyazawa, aurait reçu 89 000 dollars de la société Kyowa, une compagnie sidérurgique qui a fait faillite en 1991, a rapporté le lundi 8 juin l'ensemble de la presse japonaise. Le scandale avait éclaté en janvier, lorsqu'un ancien ministre, M. Fumio Abe, a été arrêté pour avoir, semble-t-il, touché 709 000 dollars de la compagnie Kyowa. Un ancien premier ministre, M. Zenko Suzuki, a également été mis en cause. Mais aucune incrimination n'a encore été prononcée. — (AFP)

INDE: heurts entre castes au Rajasthan. Dix-sept personnes ont été tuées et une centaine d'autres blessées les 6 et 7 juin au Rajasthan, lors d'affrontements entre représentants de deux castes hindoues, des Jatavs et des Jats. Les violences avaient éclaté samedi, à Kumbher, lorsque le feu fut mis à plus de 300 maisons, en

reprisailles à un incident mineur survenu trois jours plus tôt. L'armée a été envoyée, et un couvre-feu décrété afin de contenir les affrontements. — (AFP)

SRI-LANKA: plus de soixante rebelles tués. De soixante à soixante-dix «Tigres» tamouls du LTTE ont été tués dimanche 8 juin par les troupes sri-lankaises dans la région de Mullaitivu, dans le nord-est de l'île, ont indiqué des sources officielles à Colombo. Des chars ont entrepris de pousser vers l'intérieur à partir du petit port d'Alampai, important point de ravitaillement pour les séparatistes, qui a été occupé la semaine dernière par les forces gouvernementales. Des bombardements ont détruit «plusieurs véhicules de la gendarmerie». Les forces sri-lankaises auraient tué huit Tigres. Depuis 1983, le LTTE lutte pour créer un État indépendant dans le nord et l'est du pays. Au moins vingt mille victimes sont à déplorer. — (AFP, AP)

A TRAVERS LE MONDE

MALI

M. Younoussi Touré a été nommé premier ministre

M. Younoussi Touré a été nommé, lundi 8 juin, premier ministre par le nouveau président de la République, M. Alpha Oumar Konaré, qui avait présidé sagement le matin même. Né en 1941 dans la région de Tombouctou, M. Touré a fait des études en sciences économiques à l'université d'Abidjan puis à celle de Dakar. Fonctionnaire au ministère du plan, il est entré à la Banque centrale du Mali en décembre 1989 avant d'en devenir le directeur général en juin 1991. Il était directeur pour le Mali de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Dans son discours d'investiture, M. Konaré, premier président démocratiquement élu du Mali, qui succède au lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, a affirmé ne pas être «un marchand d'illusions». «Président élu d'un peuple qui souffre», il a déclaré s'engager dans «un contrat d'effort partagé avec le Mali pendant cinq ans». Il a aussi évoqué le pect

national signé avec «Les frères du Nord» (la rébellion touarègue) et s'est engagé à poursuivre «la réconciliation du peuple avec son armée». — (AFP)

RWANDA

Accord sur les «modalités techniques» d'un processus de paix

Le gouvernement rwandais et les rebelles du Front patriotique du Rwanda (FPR) ont signé, lundi 8 juin, à Paris, un accord sur la «prise d'un processus de paix» pour mettre fin aux combats qui déchirent le pays depuis dix-neuf mois. La prochaine étape des négociations aura lieu, du 10 au 12 juillet, «prioritairement au Zaïre ou en Tanzanie», précise une déclaration commune.

Affirmant leur «volonté politique de mettre fin à la guerre», MM. Boniface Ngulinzira, ministre des affaires étrangères, et Pasteur Bizimungu, membre du comité exécutif du FPR, ont réaffirmé la «validité» du cessez-le-feu qui avait été signé, au mois de mars 1991, avant d'être violé au bout de quelques jours. Cet accord, qui porte uniquement sur les «modalités techniques» du processus de paix, semble avoir été facilité par la formation d'un nouveau gouvernement élargi à l'opposition légale, a-t-on souligné de source rwandaise.

SOMALIE

Entente pour la distribution de l'aide alimentaire

Les représentants de onze partis politiques de Somalie et du Somaliland (Nord), réunis à Bahir-Dar, en Éthiopie, sous les auspices du Comité de la corne de l'Afrique, ont signé un accord de cessez-le-feu «total et immédiat» pour faciliter la distribution de l'aide humanitaire.

Les participants, à l'exception des représentants du Somaliland, se sont aussi prononcés pour la formation rapide d'un nouveau gouvernement intérimaire à Mogadiscio. Toutefois, la tendance du Congrès de la Somalie unifiée (USC) favorable au président par intérim, M. Ali Mahdi Mohamed, n'était pas représentée. La distribution doit être faite par des organisations non gouvernementales «locales et internationales, ainsi que par les autorités concernées compétentes», indique un communiqué. — (AFP)

NIGERIA: remplacement des ministres du pétrole et des finances. Les ministres du pétrole et des finances, MM. Jibril Aminu et Alhaji Abubakar Alhaji, ont quitté le gouvernement dans le cadre d'un remaniement annoncé, samedi 6 juin, à Abuja. Ces deux départs sont considérés comme un gage donné à l'opinion publique après les émeutes de Lagos, le mois dernier, provoquées par les difficultés économiques, et une spectaculaire pénurie de carburant. Ils visaient ainsi à apaiser les tensions, à sept mois de la fin du mandat du président Ibrahim Babangida. Les ministères des finances et du pétrole ont été confiés respectivement à MM. Ahmed Abubakar, directeur général du ministère des finances et Chu Okungwu. — (AFP)

LIBAN: M. Saadé réélu président du parti des Kata'ib. — Par 60 voix contre 33 à M. Samir Geagea, son rival, M. Georges Saadé a été réélu, lundi 8 juin, président des Kata'ib (Fraternalistes libanais). Bien qu'en perte de vitesse, ce mouvement demeure le premier parti de la fraction chrétienne du Liban. M. Geagea, qui dirigeait la branche armée du parti, les Forces libanaises, a tenu à tirer une conclusion positive de sa propre défaite: «Quand on joue le jeu de la démocratie, il faut le jouer jusqu'au bout (...). Je reconnais ma défaite (...). Il reste un parti au Liban où une opération politique se déroule de façon aussi correcte que dans les pays les plus civilisés», a-t-il dit. — (Corbis)

MEDECINE PHARMACIE

Stages de pré-région
Préparation académique annuelle
Soutien par matière "à la carte"

ipesup
18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris (1) 43.25.63.30
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

LE MONDE diplomatique

Juin 1992

MAASTRICHT : UN MARCHÉ ET DES HOMMES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

SCIENCES-PO

ENTRÉE EN AP
Stage intensif d'été
Préparations annuelles et semestrielles
Préparation parallèle à l'université

ipesup
18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris
(1) 43.25.63.30
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

POLITIQUE

La division de l'opposition face à l'Union européenne

Le RPR somme l'UDF de renoncer à toute campagne commune avec des socialistes pour le « oui » au référendum

Le RPR a rendu public, lundi 8 juin dans la soirée, un communiqué mettant en demeure l'UDF de renoncer à participer aux réunions publiques en faveur de la ratification du traité de Maastricht organisées par le Mouvement européen et associant des personnalités socialistes, sous peine de « conséquences graves » pour l'union de l'opposition. Ce communiqué a été diffusé après un dîner qui réunissait, à l'Hôtel de Ville de Paris, autour de M. Jacques Chirac, président du mouvement, MM. Alain Juppé, secrétaire général, Robert Pandraud, Dominique Perben et Nicolas Sarkozy, secrétaires généraux

adjoints, Charles Pasqua et Bernard Pons, respectivement présidents du groupe RPR du Sénat et de celui de l'Assemblée nationale, Edouard Balladur et Jacques Toubon, députés de la capitale.

« Le débat sur la ratification des accords de Maastricht (...) est important, mais il ne résume pas à lui seul toute la politique française. Il ne doit pas être l'occasion de manœuvres politiques qui auraient pour seul résultat le maintien des socialistes au pouvoir après 1993 », déclare le communiqué du RPR. Se référant aux initiatives du Mouvement européen, que dirige M. Jean

François-Poncet (UDF), sénateur du Lot-et-Garonne, le RPR estime que les réunions où se côtoieraient, durant le mois de juin, des personnalités de la majorité présidentielle et des dirigeants de l'opposition, pour la plupart de l'UDF, « modifient profondément le sens de la question qui doit être soumise aux Français, en lui donnant, en fait, pour résultat d'approuver l'action de M. Mitterrand ». « Ce faisant, ajoute-t-il, elles mettent en cause l'objectif des prochaines élections législatives, qui, pour le RPR, doivent permettre l'alternance, c'est-à-dire le départ des socialistes. » Le RPR « condamne l'organisation

de telles réunions », qui constituent « une atteinte grave à l'union de l'opposition et auront pour conséquence de semer le trouble dans l'esprit des Français, qui se demanderont s'ils sont appelés à ratifier un traité ou à préparer une recomposition politique que certains annoncent ouvertement ».

Le RPR juge que les rencontres « d'explication » sur le traité de Maastricht « constituent le moyen pour M. Mitterrand de duper les Français en prétendant que son seul but est la construction de l'Europe, alors qu'il l'utilise à des fins de politique intérieure ».

Les centristes refusent de céder aux injonctions des gaullistes

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a exprimé, lundi 8 juin, sa « surprise » après la mise en demeure du RPR demandant aux dirigeants de l'UDF d'annuler leur participation, aux côtés de personnalités de la majorité, à une série de réunions publiques en faveur des accords de Maastricht. « Nous avons choisi de respecter nos partenaires et d'avoir une attitude toujours amicale à leur égard, quels que soient leurs choix européens », a ajouté M. Bayrou, précisant que M. Valéry Giscard d'Estaing n'avait pas l'intention d'annuler sa participation à la première des réunions publiques organisées, mardi 9 juin, à Sélestat (Bas-Rhin), sous l'égide du Mouvement européen. Dans un entretien au quotidien Sud-Ouest, daté du 9 juin, M. Bayrou annonce que « M. Giscard d'Estaing proposera, dans les jours qui viennent, et si la question est ouverte, que l'UDF fasse campagne pour le « oui » sous ses propres couleurs ».

M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, déclare, dans un entretien publié mardi par Libération : « Je fais partie des élus de l'opposition qui, depuis un an et demi, ont tout fait pour ne pas la diviser sur Maastricht. La division, que j'ai regrettée, est venue du RPR, par ses hésitations et par son abstention sur le projet de réforme constitutionnelle, alors que nous avons élaboré en commun des amendements qui ont été acceptés. Je souhaite, personnellement, que le RPR appelle à voter « oui », mais ce n'est pas l'UDF qui a changé de vision sur l'Europe. » Selon lui, « il existe, dans la quasi-totalité des pays voisins, une union d'hommes et de femmes qui ont choisi l'Eu-

rope au-delà de tout clivage politique ».

M. Bosson refuse de dramatiser l'injonction du RPR. « Entre amis, on discute », commente-t-il. M. Jacques Barrot, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, regrette, pour sa part, l'attitude « disproportionnée » du RPR. Contrastant avec les réactions encore prudentes des dirigeants de l'UDF, les jeunes démocrates sociaux appellent à refuser les « menaces » et le « terrorisme politique » du RPR.

Toutefois, M. Yves Galland, président du Parti radical, a qualifié de « fausse bonne idée » ce « partenariat bizarre entre l'opposition et le Parti socialiste pour aller défendre les accords de Maastricht ». « L'opposition est en train de gagner le championnat du monde du masochisme politique », a-t-il ajouté.

L'ambiance était, dit-on, détendue. Elle ne pouvait pas l'être moins que ces derniers jours qui ont vu une certaine tension monter au sein du mouvement chiracien entre les partisans du « oui » et ceux du « non » au référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Après le carré d'agneau, le gâteau au chocolat et les fraises avalées dans la salle à manger privée de l'Hôtel de Ville de Paris, lundi soir 8 juin, l'état-major restait du RPR - MM. Jacques Chirac, Alain Juppé, Robert Pandraud, Dominique Perben, Nicolas Sarkozy, Charles Pasqua, Bernard Pons, Edouard Balladur et Jacques Toubon - s'est accordé pour coucher dans un communiqué sa vive irritation à l'endroit de l'UDF et de ses dirigeants. Pendant le repas, les neuf convives avaient parlé de geste « inadmissible » et de « fausse politique grave ».

Entre deux maux

par Olivier Biffaud

Pour refaire son unité, en prenant le risque d'être accusé de faire exploser l'union de l'opposition, le RPR a décidé de dire publiquement son fait à M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, en visant accessoirement M. François Léotard, président d'honneur du PR, ou M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Ces trois dirigeants de droite, et d'autres, dont M. Jacques Chaban-Delmas - qui est « un monde à lui tout seul, surtout à Bordeaux », disent certains de ses « compagnons » - ont accepté de participer, en compagnie de responsables et de ministres socialistes, à des débats sur Maastricht, organisés sous l'égide du Mouvement européen. Cela n'a jamais été discuté, semble-t-il, au sein de l'UDF. Trop, c'est trop, estime le RPR. Divisé sur le référendum, le parti chiracien a trouvé un moyen pour se

dépêtrer de la situation ambiguë dans laquelle il se débat sans pouvoir livrer un message clair à l'opinion : M. Giscard d'Estaing et ses amis centristes sont accusés d'accepter le jeu plébiscitaire de M. François Mitterrand, via Maastricht. Le RPR dit non !

A neuf mois des élections législatives et à quelques semaines de la mise au point, sur le papier, de « primaires » hypothétiques, M. Chirac se met en position d'appareiller comme un chef de guerre dirigeant les troupes qui militent pour le « non » au référendum. Cette attitude aurait le double avantage de préserver l'unité du mouvement face aux coups de boutoir des plus intransigeants et de montrer qu'il existe une opposition résolue et républicaine. Elle a l'inconvénient de se heurter à la conviction du président du RPR qui, sur le plan international, ne veut pas prendre

le risque de faire capoter Maastricht.

L'ancien premier ministre veut dire « oui » au traité d'Union européenne tout en disant « non » au président de la République. En bonne logique, le RPR a donc fait une croix sur le « oui » à Maastricht mais il hésite encore : la décision est probablement prise, cependant, au sein de l'état-major - entre un « non » formel et une abstention au référendum. M. Chirac va devoir choisir entre deux maux. En dépit du débat sur le terrain qu'il croit être celui du chef de l'Etat, la politique intérieure, le RPR va certainement évaluer la faisabilité de son discours d'opposant mais, en revanche, il ne lèvera en rien l'hypothèque anti-européenne qui pèse sur lui. Il est vrai qu'arrivé à ce stade du débat il considère sans doute que cette question est devenue secondaire.

Ambiguïtés

Suite de la première page

Dans l'immédiat, ce nouveau rebondissement dans les relations tumultueuses entre les amis de M. Chirac et ceux de M. Giscard d'Estaing va ouvrir le débat sur la révision de la Constitution, qui devait reprendre mardi 9 juin au Sénat. M. Charles Pasqua, qui mène, au Palais du Luxembourg, le combat contre le projet gouvernemental et qui estime qu'après le « non » dans le traité de Maastricht, la réforme de la Constitution n'a plus de raison d'être, peut se vanter d'avoir amené les dirigeants de son parti sur sa ligne intransigeante.

On imagine mal que les sénateurs UDF, qui ont fait preuve jusqu'à présent d'un grand esprit de conciliation, acceptent une fois de plus de raccommodez les morceaux. Chacun va donc se battre sous ses couleurs. Le RPR n'a pas le pouvoir de s'opposer au vote du texte, mais il est évident que la discussion va devenir plus aigre et que la deuxième lecture, à l'Assemblée nationale, sera plus difficile que la première.

Toutefois, la grande bataille sera

celle de la ratification. Il apparaît de plus en plus clairement que le RPR se prépare à prendre la tête des opposants au « oui ». Qu'il recommande le « non » ou, plus vraisemblablement, l'abstention, il a choisi d'adopter à l'égard de M. Mitterrand l'attitude que celui-ci avait observée à l'égard de Georges Pompidou à l'occasion du référendum de 1972 : il ne saurait être question, à moins d'un an des élections législatives, de donner l'impression, en votant « oui » au référendum, d'approuver la politique générale du président de la République. Celui-ci a refusé par avance toute accusation de plébiscite, en déclarant, devant les étudiants de Sciences Po, qu'il ne faisait pas « mêler les affaires » et que Georges Pompidou avait commis « une imprudence » en présentant le « oui » au référendum de 1972 comme une adhésion à sa politique.

Mais, en dépit de ces précautions de langage, l'occasion était trop belle pour que le RPR refusât de s'en saisir. La participation de représentants de l'UDF, aux côtés de responsables socialistes, aux réunions organisées par le traité de Maastricht, lui a fourni le prétexte d'un coup d'éclat. En affirmant que ces rencontres sont « une manière de cautionner la politique

de M. Mitterrand », M. Juppé a mis aussi en évidence l'ambiguïté de la procédure référendaire qui, sous la V^e République, ne peut éviter de mêler l'approbation d'un texte et l'accord donné à un homme. Même si les premières réactions des dirigeants de l'UDF sont plutôt modérées, il va de soi que ceux-ci ne sauraient accepter l'injonction de leurs partenaires. La rupture, qui rappelle celle de l'union de la gauche il y a quinze ans, paraît consommée.

Vers un compromis historique ?

A plus long terme, enfin, ce divorce rend plus crédibles les perspectives de « recomposition politique » régulièrement annoncées depuis 1988. M. Mitterrand n'a cessé d'être soupçonné par ses adversaires de mettre en place, autour du thème européen, une alliance entre les socialistes et les centristes. Le référendum lui en offre, pensait-on, le moyen rêvé. L'attitude du RPR met au défi l'UDF d'entrer dans ce jeu. Bien entendu, les porte-parole du président de la République déclarent à l'envi que la convergence apparue sur Maastricht entre le PS et une fraction de l'opposition ne présage nullement la formation d'une coalition gouvernementale.

Le Mouvement européen, par qui le scandale est arrivé, répète que les réunions dont il est l'initiateur n'ont pas d'autre objet que l'Europe et qu'au demeurant elles

ne sont pas les premières. M. Jean François-Poncet, président de sa branche française, a encore souligné, lundi sur Europe 1, que ces dialogues ne doivent pas être considérés « comme l'antichambre de je ne sais quelle combinaison politique » et qu'« on se trompe complètement en pensant que ça annonce des regroupements de politique intérieure ». M. Valéry Giscard d'Estaing a lui-même pris soin de préciser que sa présence à Sélestat excluait « toute interprétation ou récupération politique ».

Il n'empêche qu'en creusant le fossé, à droite comme à gauche, entre les « pro-Maastricht » et les « anti-Maastricht » la campagne a tous les atouts d'un rapprochement durable entre les Européens de chaque camp. M. Brice Lalonde l'espère ouvertement. A l'UDF, certains le disent un peu, plus discrètement. Au PS, quelques-uns le souhaitent et ne s'en cachent pas. L'un des principaux dirigeants socialistes va jusqu'à comparer la situation des « pro-européens » à celle des républicains du XIX^e siècle, qui, divisés entre républicains de droite et de gauche, se sont unis, au moins provisoirement, contre les monarchistes pour faire triompher la modernité. En cas de victoire du « oui » au référendum, la question sera de savoir si ce « compromis historique » aura lieu en 1993 ou en 1995.

THOMAS FERENCZI

EN BREF

□ La LCR (trotskiste) : « Non à la citoyenneté au rabais. » - La Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) de M. Alain Krivine appelle à « dire non à Maastricht » pour « mettre en échec l'Europe que le capital prétend imposer, celle de la régression sociale, du conseil des régents dominé par la finance, de la citoyenneté au rabais ».

□ M. Marchelli (CFE-CGC) s'oppose à la ratification. - M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, proposera au prochain comité confédéral de la centrale des cadres de voter « non » au référendum de ratification du traité de Maastricht, pour « protester contre l'exclusion de la confédération des cadres européens lors des prochaines négociations sociales à onze ou à douze ».

□ La Fédération anarchiste fera campagne pour « l'abstention active » sur le traité de Maastricht. - La Fédération anarchiste a décidé de prôner « l'abstention active » lors de la campagne du référendum sur le traité de Maastricht, ont annoncé, lundi 8 juin, ses responsables à l'issue du 49^e congrès du mouvement. « Nous ne nous contenterons pas de dire aux gens de ne pas aller voter, mais nous allons faire campagne pour expliquer les raisons de notre choix », ont-ils ajouté.

Le Monde ÉDITIONS

Où va l'État ?

La souveraineté économique et politique en question sous la direction de René Lenoir et Jacques Lesourne

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Trop de pubs ont joué avec l'image de l'entreprise. Il est temps de lire la Com.

A l'heure où l'entreprise découvre la nécessité de communiquer autrement, la profession publicitaire se cherche. LA COM est une critique mais aussi une réponse et une méthode visant à faire jaillir la vraie personnalité de l'entreprise.

LA COM. Un ouvrage de Lionel Brault, PDG de l'agence KENDO - DUNOD Editeur

BEAUCHESNE ESSAIS 3

L'écrivain juif et les Évangiles

par ELUMA FINKELSTEIN

A la lumière d'un siècle de débat

152 pages 150 FF

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

15 guides présentés par VOYAGEURS DU MONDE

Les Annuels Voyageurs vous donnent l'actualité culturelle et politique du pays, le calendrier des fêtes, les informations pratiques et touristiques à jour, commentées par les voyageurs eux-mêmes. Les Annuels Voyageurs chiffrent le coût d'une journée, luxe, confort ou économique.

Sri Lanka
Italie
Antilles
New York
Guatemala

Chine
Mexique
Japon
Brésil
Inde

Québec
Thaïlande
Russie
Usa west
Tchécoslovaquie

192 p. 80 f.

VENDUS EN LIBRAIRIES

VDM éditeur, 53 rue Sainte-Anne, 75002 Paris

ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

POLITIQUE

L'ancien maire d'Angoulême au cœur de trois informations judiciaires

L'enquête révèle un troisième réseau de financement d'élus socialistes

Le 8 avril 1992, M. Pierre Bérégovoy affirmait vouloir « vider l'abcès de la corruption », ajoutant : « S'il est des dossiers qui traînent, croyez-moi, ils ne traîneront plus ! ». Le « dossier » de M. Jean-Michel Boucheron, l'ancien maire socialiste d'Angoulême (Charente), ne trahit plus, mais il risque fort de réserver quelques mauvaises surprises aux socialistes. Ainsi que vient de le révéler la Charente libre, une troisième information judiciaire, ouverte le 4 mai par le procureur de la République d'Angoulême à propos d'un marché concernant une station d'épuration, est discrètement venue rejoindre les deux informations déjà existantes : l'une, menée à Paris par M. Guy Joly, où M. Boucheron est inculpé, depuis le 22 février 1991, de « corruption, complicité de faux en écritures de commerce et usage, recel d'abus de biens sociaux et ingérence » ; l'autre, menée à Bordeaux par M^{me} Annie Léotin, dans laquelle il est inculpé depuis le 9 mars dernier de « délit d'ingérence ».

M. Boucheron semble donc « lâché » par ceux-là mêmes qui lui avaient assuré l'impunité dans le passé. Et, comme s'il avait compris le « message », l'ancien maire a préventivement décidé « d'assumer totalement » ses fautes, si l'on en croit son interrogatoire parisiens du 20 février (lire ci-dessous). Il se sait fort bien visé par la subtile distinction établie par le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, entre les délits liés au financement des partis et ceux relevant de l'enrichissement personnel. Outre ce que les enquêtes de police révèlent de son « train de vie apparent des plus importants », comme l'écrivait déjà le SRPJ de Bordeaux en octobre 1990, M. Boucheron était d'autant plus désigné pour être sacrifié sur l'autel de la morale retrouvée qu'il était politiquement indéfectible. Révélées grâce à l'acharnement de M. Marcel Dominici, un chômeur angoumois, ses « bêtises » ou ses « conneries », comme dit aujourd'hui M. Boucheron lui-même, n'ont-elles pas pour envers la

situation financière désastreuse dans laquelle il a laissé sa ville ?

Après des années d'hésitation, le PS a donc décidé de couper ses liens avec M. Boucheron. « En congé de parti », le député, membre du groupe socialiste, a vu, à l'Assemblée nationale, son statut transformé d'abord en apparentement présenté comme un simple « rattachement administratif », avant de devoir rejoindre, au début de cette session de printemps, les rangs des non-inscrits. Un éloignement qui a sans doute permis à M. Jean Auroux, président du groupe socialiste, de clamer tardivement, mais haut et fort, le 19 mai, que « si la justice demande une nouvelle levée d'immunité parlementaire de M. Boucheron, les députés la voteront sans hésiter ».

N'est-il pas déjà trop tard ? Depuis trois ans que la justice pèlerine devant l'obstacle Boucheron, qui ne manquait pas de soutiens haut placés, le dossier n'a paradoxalement cessé de s'épaissir. Or, des enquêteurs de la police judiciaire

à ceux de l'administration fiscale, en passant par la nouvelle équipe municipale menée par M. Georges Chavannes (CDS), tous insistent en évidence le rôle-clé dans l'aventure Boucheron d'un homme, M. Michel Gabaude. Un nom qui risque fort d'embarrasser les socialistes bien au-delà du seul cas Boucheron. Cinq vingt et une fois par M. Boucheron lors de sa « confession », M. Gabaude, lui-même inculpé, semble être l'homme qui récolte, répartit et distribue l'argent. Mais si M. Boucheron, à l'époque de sa gloire, est l'un des clients privilégiés de ses nombreuses et étonnantes sociétés, il n'est pas le seul. Certains socialistes présentent M. Gabaude comme « le Michel Rey de Sud-Ouest » par référence au patron de la SAGES, impliqué dans les dossiers instruits à Rennes par M. Renaud Van Ruymbeke.

En d'autres termes, après les affaires Urbia et SAGES, le dossier Boucheron risque fort de déboucher sur une « affaire

Gabaude », dont les répercussions iraient bien au-delà d'Angoulême. Portant sur des commissions versées aux sociétés de M. Gabaude lors de la construction d'une usine d'incinération d'ordures ménagères, un rapport de la Direction nationale des enquêtes fiscales (DNEF), daté du 29 mars 1991, fait ainsi apparaître des opérations similaires sur le Lot-et-Garonne, la Vendée, la Haute-Garonne, le Tarn-et-Garonne, voire la Martinique. Depuis un an, le ministre du budget, M. Michel Charasse, n'a curieusement pas donné suite à ce rapport, qui non seulement révèle une pratique générale de « facturation fictive », mais, surtout, dévoile une piste internationale avec l'utilisation d'un mystérieux sous-traitant, Euro Eastern, société dont le siège est à Grand-Cailman, un paradis fiscal des Antilles, et dont les mouvements financiers convergent vers M. Gabaude. Nul doute que celui-ci sera au centre des prochains développements de l'enquête.

P. R.-D.

Les comptes de Jean-Michel Boucheron

Suite de la première page

M. Boucheron n'a regagné la France que la veille du jour de sa convocation par M. Guy Joly. L'ancien instituteur déclare en revanche tout ignorer du paradis fiscal des îles Caïmans, dans les Antilles : il n'y a « jamais mis les pieds » et ne sait « même pas où se trouvent les îles Caïmans ».

Avant de se préoccuper du recyclage des huiles usées, M. Boucheron reconnaît devant le juge avoir exercé une activité de « conseil en architecture informatique » pour le compte de la société Management Concepting Group. Là aussi, le député agissait sans contrat de travail et ses frais de déplacement étaient pris en charge par MCG. Là aussi, il voyageait beaucoup : en Amérique du Sud, au Venezuela où il était question d'un marché d'in-

formalisation des services de la ville de Caracas, ainsi que des services de douane du Venezuela et en Équateur, où le député s'était « offert de présenter la candidature de MCG pour l'information des services d'un organisme analogue à EDF ». Il a, poursuit-il, pris l'initiative de rompre ensuite avec cette société, dont la « crédibilité sur le plan international » ne lui paraissait « pas suffisante ». Il convient également que le « retentissement médiatique » des affaires le concernant « ne favorisait pas des entreprises commerciales de cette nature ».

Le 20 février, c'est donc un homme décidé à aider la justice qui s'assure en face du juge Joly. Il pousse même la courtoisie jusqu'à s'excuser d'avoir « manifesté une certaine gêne » et de ne pas avoir « répondu de façon précise et exhaustive aux questions » que lui

posait le magistrat, lors de sa précédente audition, le 21 mars 1991. Cette discrétion s'expliquait, soutient-il, par le fait qu'il était « très gêné » et qu'il avait « peur des raisons qui tenaient aux conseils qui m'avaient été prodigués ». Entre-temps, il est vrai que le député a changé d'avocat et qu'il a décidé « d'assumer totalement ses « bêtises ».

Fausse facturation

Ce préliminaire étant fait, le juge Joly peut procéder aux questions précises relevant de l'affaire qui est chargée d'instruire. Il dispose, sur son bureau, d'une véritable mine de renseignements : le rapport de la police judiciaire en date du 6 janvier 1992, rendant compte des investigations menées en audition des commissions rogatoires qu'il avait délivrées sur deux sociétés, SCCA (Société de coordination de commerce et d'assistance) et SEPC (Société d'études de pilotage et de construction), et leurs liens avec M. Boucheron.

Sans hésiter, le député de la Charente convient que la SCCA, dirigée par M. Michel Gabaude — inculpé

de complicité d'ingérence dans l'affaire Boucheron — « était une entreprise de fausse facturation ». Il nie toutefois avoir été l'instigateur de la création de cette société, comme l'en accuse aujourd'hui M. Gabaude, et déclare n'avoir pas eu connaissance de l'activité développée « au plan régional » par cette société. « Si la SCCA a réuni des capitaux pour le Parti socialiste au plan régional, cela ne s'est pas fait sur mon intervention et j'ignorais même que ce fut éventuellement le cas », affirme M. Boucheron, tout en reconnaissant que son « petit politicien » dans le département n'était pas « négligeable » et que cela « peut expliquer les déclarations de Gabaude relatives à l'influence [qu'il a] pu exercer en Charente ».

Quant au PS local, il n'était pas tenu au courant des activités financières du député et de ses associés, puisque, souligne-t-il, « il est évident que les financements politiques, même au plan départemental, ne transitent pas nécessairement par la trésorerie du parti ».

Sur le système de collecte des fonds, M. Boucheron est explicite : « Il est exact que, selon une pratique classique se manifestant par un système de fausse facturation, les entreprises qui fournissent des biens ou des services au public étaient obligées de payer un pourcentage, avant ou après l'obtention du marché... L'intermédiaire est M. Gabaude, qui avait en charge le démarchage des entreprises » et dont M. Boucheron « suppose » qu'il « disposait d'informations qui lui permettaient de conseiller utilement les candidats au marché ». Pour que ce soit parfaitement clair, le député ajoute : « En termes plus crus, il connaissait le montant de la somme qui devait figurer sur l'offre pour que l'entreprise concernée décroche le marché... Il n'y a donc « jamais eu de pacte de corruption entre les entreprises et les décideurs », se défend M. Boucheron. « Cela dit, reconnaît-il, le résultat est analogue dans un cas comme dans l'autre... »

Le juge Joly s'intéresse alors à la destination des fonds réunis par M. Gabaude. Le rapport de la police judiciaire détaille longuement l'unique compte bancaire de la SCCA : « Sur 2 726 776 F de débits, explique le rapport, Gabaude a retiré 457 812 F et établi 460 115 F de chèques à son profit, ce qui représente environ 70 % du total des débits. » Dans les 30 % restants, le nom de M. Boucheron apparaît à plusieurs reprises, aux côtés de celui d'un autre élu, M. Serge Lamaison, maire PS de Saint-Médard-en-Jalles (Gironde).

La passion des voitures

Les chèques versés « au profit direct ou indirect de M. Boucheron » représentent un montant total de 248 186 F, qui se répartissent de la façon suivante : 110 000 francs en règlement d'achats de voitures, 12 000 F au profit de la secrétaire de M. Boucheron, « en remboursement d'avances consenties par elle à son employeur », 21 186 F au profit d'une conseillère en communication ayant en, indique le rapport, « mission de positionner l'image de marque de M. Boucheron au sein du PS », 30 000 F en règlement de travaux effectués dans la maison familiale des beaux-parents de M. Boucheron — M. et M^{me} Rogé — 18 000 F plus 12 000 F, en règlement d'une réparation d'un véhicule de M. Boucheron, 30 000 F « au profit de M. Boucheron » sans autre précision, et enfin 15 000 F en remboursement d'une « personne sociale de M. Boucheron envers une amie ».

Devant le juge, le député de la Charente ne cherche pas à nier les faits : « Il est tout à fait exact, observe-t-il, que Gabaude m'a

remis, en provenance de SCCA, non seulement des chèques, mais aussi des espèces, et j'admetts parfaitement aujourd'hui que, indépendamment des campagnes électorales financées par ce moyen, une partie de cet argent a été consacrée à des dépenses qui m'étaient personnelles ». Il avoue donc « directement ou indirectement avoir profité d'une somme de 248 186 F ». Quant aux sommes en espèces que lui aurait remises M. Gabaude, M. Boucheron estime que « le chiffre de 300 000 F indiqué par l'intéressé [lui] paraît correspondre à peu près à ce qu'il a pu [lui] remettre ». « De toute façon, répète-t-il, lorsque l'on fait des conneries, on les assume jusqu'au bout... »

Parmi ces « conneries » figure sans doute la passion ruineuse de l'ancien maire d'Angoulême pour les voitures de course ou de collection. Dans les bénéfices réalisés entre les achats et les reventes de ces véhicules — Aston-Martin, Austin-Healey, « Ferrari » 365 GT, Porsche 911RS, Allard, AC Cobra, HWM, Facel-Vega — M. Boucheron avait jusqu'alors trouvé matière à justifier auprès des services fiscaux un train de vie qui dépassait largement son indéniablement modeste salaire de maire. Mais il avoue devant le juge que les indications données au fisc « étaient loin d'être complètes et définitives ». Aujourd'hui, le député de la Charente est toujours en possession d'une Aston-Martin et d'une De Tomaso, ainsi que d'une Land-Rover qui « pourrit dans un coin chez des amis en Charente », ce qu'il n'a pas « jugé utile » de signaler dans sa déclaration de situation patrimoniale de parlementaire.

Voyages dispendieux

Le député fait même preuve d'une certaine bonne volonté pour l'avenir, en déclarant au juge : « Il va de soi que, si des investigations complémentaires révélaient d'autres règlements effectués à mon profit en provenance de ce compte [SCCA], j'en assumerais l'entière responsabilité, mais, faite de souvenirs, je suis incapable de vous dire s'il y a eu d'autres chèques à mon profit. » Si a profité des fonds versés par le gérant de la SCCA, M. Boucheron affirme toutefois n'être « pour rien dans l'initiative qu'a prise Gabaude d'utiliser ce compte dit taxi son propre compte bancaire ».

M. Boucheron range peut-être aussi au rayon des « conneries » son goût pour les voyages dispendieux. Le rapport de la PJ fait ainsi état de la location d'un voilier à Antigua pour neuf personnes du 15 décembre 1986 au 4 janvier 1987, au prix de 109 000 F, et d'un programme de chasse au Zimbabwe

du 22 juin au 7 juillet 1987 pour six personnes, pour un montant de 147 000 F. Le député de la Charente reconnaît devant le juge que ces « voyages d'agrément étaient financés ou par Gabaude ou par des entreprises déistes de [le] remercie ». Parmi celles-ci figure la société GO Voyages, au siège de laquelle une perquisition a permis de trouver un dossier intitulé « Compte M. Boucheron (non facturé) » pour un montant de prestations de 256 555 F, dont un vol aller-retour Paris-Courchevel plus hôtel de 16 690 F ainsi qu'un séjour en Tunisie de 27 061 F, au nom de M. Boucheron, une traversée Marseille-Alger plus avion pour neuf personnes et une location de voilier en Grèce pour huit personnes, de 126 650 F, au nom de M. Boucheron.

Sur ces « cadeaux », l'ancien maire d'Angoulême livre au juge une explication simple : il entreprenait des « relations fraternelles » avec le dirigeant de GO Voyages, M. Baladi, auquel il avait apporté la clientèle d'une association dont il était le président, le CITEP, « avec laquelle GO Voyages réalisait annuellement un substantiel chiffre d'affaires ». Et c'est donc pour le « remercier » que M. Baladi avait consenti à M. Boucheron « une espèce de ligne de crédit d'environ 300 000 F ».

M. Boucheron s'est en revanche montré plus silencieux sur les liens qu'il entretenait avec la SEPC, un autre « des nombreux bureaux d'études que dirigeait, directement ou indirectement, M. Gabaude. Salarié de cette société du 1^{er} juillet 1986 au 31 mars 1987, en qualité d'ingénieur technico-administratif, M. Boucheron était rémunéré à hauteur de 35 000 F brut par mois. Il déclare devant le juge avoir ignoré « totalement que SEPC n'était par d'activité de production et qu'il s'agissait en fait d'une entreprise du même type que SCCA », tout en convenant qu'il n'a « rapporté aucune affaire à SEPC pendant les quelques mois passés à son service ».

Son ignorance ne l'a toutefois pas empêché de demander des remboursements de frais à cette société, pour un montant de 32 393,63 F, dont il admet devant le juge qu'il « correspondait à des déplacements personnels », parmi lesquels, un voyage à Pointe-à-Pitre du 26 décembre 1986 au 5 janvier 1987. D'ailleurs, précise-t-il, « lorsque Gabaude me demandait des notes de frais ou lorsque je lui en présentais offertes à mes voyages personnels, je ne savais pas sur le compte de quelle société elles étaient prises en charge ».

PASCALE ROBERT-DIARD

PASQUA

CHARLES PASQUA
Que demande le Peuple...
Albin Michel
Vient de paraître

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.

Grâce à son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intacte les saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des grandes tables en France, comme AUX CAVES TAILLEVENT.

volvic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

RELIGIONS

Grâce à des fonds marocains et saoudiens

Deux mosquées devraient voir le jour à Lyon et à Evry

Après de longues polémiques, une solution est finalement intervenue à Lyon et à Evry (Essonne) pour la construction de deux mosquées, flanquées chacune d'un centre culturel, l'initiative d'associations islamiques locales.

Président de l'Association culturelle des musulmans d'Ile-de-France, M. Khalil Merroun a annoncé, mardi 9 juin, que les travaux de construction du centre islamique d'Evry-Courcouronnes (Essonne), commencés en 1983, pouvaient être achevés « dans quelques mois ». La fin de la construction de la mosquée d'Evry, qui sera financée par le roi Hassan II du Maroc et déjà envoyée sur place des entreprises qui mettent la dernière main à l'ouvrage. Les deux royaumes contribueront chacun à hauteur de 1 million de dollars (6 millions de francs).

M. Khalil Merroun a loué la « tradition » des deux souverains marocain et saoudien, tout en regrettant que la « solidarité nationale française » n'ait pas pu s'exercer au bénéfice des musulmans de l'Essonne et de la région parisienne. La mosquée d'Evry aura coûté 30 millions de francs, 22 millions ont déjà été financés, par un prêt de la Banque islamique de développement au profit de la Ligue islamique d'un montant de 7 millions de francs environ et 10 millions de francs privés, notamment de l'association d'affaires saoudiennes Akram Ojeh.

A Lyon, le projet est beaucoup moins avancé, mais la première pierre de la mosquée du boulevard Pinel, dans le 8^e arrondissement, devrait être posée d'ici à la fin de l'été, par M. Lahouche et Kabane, respectivement président et secrétaire général de l'Association culturelle lyonnaise islamique (ACLIF).

Déjà le 29 août 1989 par M. Michel Noir, maire de Lyon, malgré l'hostilité d'une partie des riverains, résolu pour un an en 1991, le permis de construire de cette mosquée devait expirer le 30 août prochain. Mais cette échéance, les promoteurs du projet ont obtenu de nouvelles extensions et, le 30 juin dernier, ont reçu d'un cadeau

personnel du roi Fahd d'un montant de 3,5 millions de dollars, soit environ 20 millions de francs.

Cette somme devrait permettre le démarrage des travaux d'environ de la facture totale de la mosquée de Lyon, dont les estimations varient, en 1989, de 36 à 50 millions de francs. Sans toucher à la surface globale de la mosquée - 3 500 mètres carrés pouvant accueillir jusqu'à 1 600 fidèles, - les promoteurs ont demandé aux architectes de réviser légèrement à la baisse le projet d'installations intérieures.

Déjà, l'ACLIF avait reçu des sommes de donateurs privés, ainsi que 1 million de francs d'un particulier algérien, M. Akil Ould-Zini, qui fait l'objet de deux mandats d'arrêt émis par les tribunaux d'Alger et d'Oran, pour escroquerie et infraction sur les changes. S'agissant de l'argent de l'Etat, M. Merroun, secrétaire général de l'ACLIF, nous a indiqué qu'il n'y avait « aucun moment les fonds n'avaient été de conditions à l'octroi de telles sommes ».

Alors que M. Jakubowicz, adjoint au maire de Lyon, avait déclaré, pendant la dernière campagne cantonale, que le projet était « un point mort », le maire de la première pierre de la mosquée sur les bords du Rhône risque de relancer la polémique. La municipalité de Lyon n'avait toujours pas réagi mardi matin à la décision de l'ACLIF, qui, comme celle de la Ligue islamique d'Evry, souligne une fois de plus la totale dépendance de l'étranger d'une communauté musulmane vivant en France mais trop pauvre pour financer ses propres projets.

H. T.

Dans un document de la commission de la famille

L'épiscopat français confirme la discipline de l'Eglise pour les divorcés-remariés

Mgr Jean Cuminal, évêque de Blois et président de la commission de l'épiscopat, a présenté, mardi 9 juin, un document qui vise à répondre aux interrogations des prêtres et des couples sur la place des divorcés-remariés dans l'Eglise catholique. Il rappelle la discipline qui régit les sacrements (pénitence, eucharistie) des divorcés qui, en se remarquant, annulent le lien, jugé indissoluble, de leur premier mariage (1).

Le document de l'épiscopat rappelle que cette situation est source de « souffrances » et de contestations, y compris chez des prêtres « écartés » entre la position de l'Eglise (que certains ne respectent plus) et « le droit d'aimer » des personnes divorcées, dont « le second projet de mariage a un caractère de nécessité » et « qui étaient absents du premier ».

Mais la position de l'Eglise sur le mariage n'admet pas de « droit à l'erreur », note le document épiscopal : « L'échange des consentements, l'union physique des personnes, le projet de la vie commune d'une communauté humaine sont des éléments de l'alliance irrévocable ». Si l'Eglise

accorde un tel prix à l'indissolubilité du mariage, c'est qu'elle considère que le mariage est un sacrement, un engagement qui engage la conscience et revêt une importance capitale.

Pour autant, « contrairement à l'opinion répandue, l'Eglise n'exclut pas les divorcés-remariés », souligne le texte de Mgr Cuminal. Ceux-ci sont invités à prendre leurs places dans l'Eglise et les communautés chrétiennes.

Malgré cette proposition d'apaisement, les divorcés-remariés comprendront mal qu'ils restent écartés des sacrements de l'Eglise et même, prend soin de souligner le texte, « des postes de direction d'organisations mandatiées par l'épiscopat ». Car, pour son propre personnel laïc, l'épiscopat n'est même plus assuré du respect de la discipline catholique.

H. T.

(1) Les Divorcés-remariés dans la communauté chrétienne: ce thème de la mission diocésaine de l'épiscopat (70 pages) est publié par Centurion.

EDUCATION

Le congrès de la Fédération des conseils de parents d'élèves

La FCPE en mal d'adhérents

La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), qui tenait son congrès annuel à Dijon du 6 au 8 mai, est momentanément en crise financière et humaine. Avec 290 000 adhérents et une baisse constante de ses effectifs, la fédération doit gérer une crise plus profonde.

DJON

de notre envoyé spécial

Comme tout endetté qui vient de recourir à l'emprunt, la FCPE respire. Le congrès de Bourges, en 1991, avait laissé la fédération en état de choc. L'annonce d'un gouffre financier nécessitant l'octroi d'un emprunt de 16 millions de francs (les trois quarts de son budget) avait fait l'effet d'une bombe. Voté lors d'un congrès extraordinaire à Paris le 30 juin 1991, l'emprunt devait essentiellement combler les 10 millions de déficit qu'avait accumulés sur deux exercices l'association FCPE-solidarité chargée de gérer l'assurance scolaire autonome lancée par la FCPE en 1989.

Un an plus tard, la fédération panse ses plaies et s'offre un nouveau président, administrateur

depuis trois ans, qui est Jacques Dufresne, qui a remplacé M. Jean-Marie Malin (le Monde du 9 juin), arrêté pour suivre le travail de l'association depuis un an « dans la transparence ». Un contrôleur de gestion avait déjà été nommé, un audit organisé.

Mais, avec 290 000 adhérents, la FCPE (quoique toujours en tête des élections de représentants de parents d'élèves) mesure la désaffection des parents. Elle comptait, en effet, 1 million d'adhérents à la fin des années 80 et 1 400 000 en 1991. L'an passé, une dizaine de départements ont même cessé de verser à la fédération leurs cotisations à l'appui, 430 000 adhérents.

L'hémorragie est spectaculaire au moment où la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), la grande rivale, affiche, cotisations à l'appui, 430 000 adhérents.

M. Dufresne ne s'est donc pas trompé de constat en soulignant en clôture du congrès qu'il y avait urgence pour la FCPE de « donner l'exemple aux parents de s'investir dans l'école ». Inquiète du rôle grandissant de l'Etat local des associations de parents d'élèves indépendantes, la FCPE revendique le renforcement du statut des

« parents organisés ». Elle plaide également au rang des priorités les réformes sur le collège, « qui ne peut supporter la crise de l'aménagement du territoire, la maternelle, la lycée et la gratuité de l'école », « à l'heure malmenée ».

« Obligation de résultats »

Cependant, outre « l'obligation de résultats », à laquelle M. Dufresne veut désormais astreindre la fédération, la FCPE devra s'appliquer à gérer une crise plus profonde. Financière tout d'abord.

L'appel d'air apporté par l'emprunt ne masque pas la nécessité, pour la fédération, de renflouer sa trésorerie mise à mal par la chute du nombre des adhérents. La FCPE craint un « effet de ciseaux », qui pourrait être fatal : la chute des recettes de plus de 1 million de francs en 1991, si elle se poursuivait, rendrait plus difficile encore le poids de la dette (2,1 millions de francs annuels) qui sera constant pour les quinze années à venir. Quoiqu'en forte hausse, les subventions publiques (2,5 millions en 1991), ne pourront différer en permanence cette

politique esquisse. Un tant, encore minoritaire mais structuré, entend bouleverser le sacro-saint équilibre entre la tendance communautaire stigmatisant l'Etat et la réflexion globale sur le système éducatif ainsi que « la trop grande allégeance au gouvernement en place ». Une quinzaine de départements, qui refusent d'être collectivement la responsabilité des erreurs passées, lui ont ainsi valu leur vote à la différence.

Crise militante enfin. La souscription lancée l'année dernière pour éponger partiellement les dettes n'a recueilli qu'à peine 50 000 F. Le manque à gagner de la FCPE est donc, pour quinze ans, sur le bon vouloir de l'empire financier enseignant et sur la garantie que lui a donnée la MAEF accidents élèves (MAE) en reversant pour chaque enfant d'assurance qui traverse par la FCPE des subventions permettant le remboursement de sa dette. « Or, souligne un militant du Maine-et-Loire, quelle force a dans notre parole sur le terrain, quand on ne peut finalement qu'à faire du pognon... »

JEAN-MICHEL DUMAY

"DANS MA REGION,
ON A DEJA VU UN OURS
TRAVERSER LA ROUTE
TOUS FEUX ETEINTS.
ALORS, J'AIMERAIS BIEN
UNE ASSURANCE
TOUS RISQUES
VRAIMENT
ADAPTEE
A MON CAS."

Ce n'était pas fait à faire
Mais on l'a fait



LA VOLONTE D'OUVERTURE

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

SOCIÉTÉ

Le Sommet de la Terre à Rio

Les financements au cœur des discussions

Avant l'arrivée de quelque cent vingt-cinq chefs d'Etat ou de gouvernement au milieu de la semaine, la Conférence des Nations unies sur l'environnement a multiplié les points d'achoppement. Pour alimenter le programme global d'action de l'ONU la prochaine décennie

(Agenda 21), un nouveau texte présenté par la présidence brésilienne de la commission a été examiné lundi 8 juin après l'échec du premier, samedi. Désormais, trois groupes se distinguent parmi les pays industrialisés qui s'engageront à aider les projets d'environnement particulièrement dans les pays en voie

développement. A ceux qui se sont engagés à consacrer 0,7 % de leur PNB (produit national brut) à l'aide publique au développement (Allemagne, France...), la Conférence s'attendait à atteindre cet objectif « le plus vite possible » ; ceux qui n'ont pas encore pris un tel engagement (Etats-Unis), seront pressés de faire « le maximum d'efforts » ;

ceux, enfin, qui sont en transition vers l'économie de marché (ex-bloc soviétique), la Conférence lancera un appel à « volontarisme » et « à ce que possible » les pays industrialisés. Par ailleurs, une nouvelle commission de l'ONU sera créée pour veiller à l'application des traités que signera la Conférence.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Les travaux de la conférence de la Terre commencent lundi 8 juin pour la dernière semaine. La dernière semaine est surtout consacrée aux financements. Car l'interminable débat — plus de quatre-vingt-dix heures — sur la signature de la convention sur la certification d'une demande des pays africains, débouchent toujours sur... l'argent.

En assemblée plénière comme dans la conférence de presse qui a suivi, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), M. Michel Camdessus, a souligné que les efforts du FMI, « ne s'inscrivent pas à l'oculisme de quelques millions de dollars, mais à la mise en place de politiques de développement durables ». M. Camdessus a lancé un appel en demandant : « N'est-il pas temps de profiter de la réduction des tensions mondiales pour réorienter les ressources vers des buts plus productifs et plus utiles (au lieu de parvenir à cet objectif de 0,7 % du PNB en assistance officielle) ? ». « Il nous semble important, a-t-il conclu, que le monde fasse des efforts pour revoir les dépenses improductives du type militaire. »

Le problème du financement des mesures pour la prochaine décennie (Agenda 21) en l'absence d'un accord sur le financement de la conférence. L'ambassadeur Ruben Ricupero, qui dirige pour les finances le « groupe des 77 », confie par quelque cent vingt-cinq pays en voie de développement, à l'heure même où cet objectif de 0,7 % du PNB que les pays riches s'étaient engagés, en 1989, à atteindre à l'aide au développement. La plupart des pays industrialisés sont encore loin de ce taux puisque la moyenne de l'OCDE n'excède pas 0,35 % avec des disparités importantes, surtout entre les Etats-Unis (0,20 %), la France (0,50 %)

ou la Norvège, qui a dépassé 1 %. La proposition, présentée par la France, l'Allemagne, l'Italie, d'une « cotisation » qui aurait constitué un impôt supplémentaire sur les produits naturels, a soulevé une vague de bouillottes, des Etats-Unis et des pays producteurs, Arabie saoudite en tête.

Pour l'heure, les ressources disponibles sont estimées à 75 à 100 milliards de dollars par an d'aide publique au développement sont nécessaires, soit 40 % de plus que le montant dégagé en ce moment par les pays de l'OCDE. Le Fonds pour l'environnement mondial, créé en 1989 à l'initiative de la France et de l'Allemagne, dispose de 1,5 milliard de dollars pour trois ans, et les seuls projets en discussion à Rio représentent un surcoût estimé par le négociateur brésilien, M. Marcos Azambuja, à une dizaine de milliards de dollars par an. Quel que soit le caractère inévitablement approximatif de ces chiffres, la balance recettes-dépenses est loin d'être équilibrée.

Et, en admettant que cet effort important puisse être réalisé, le problème se posera du suivi de cette politique et de la surveillance du bon emploi des fonds dégagés. M. Camdessus a souligné l'évolution favorable des pays d'Amérique latine en ce qui concerne l'émission des capitaux. Mais le ministre brésilien des affaires étrangères, M. Celso Lafer, ne nourrit guère d'illusions. M. Jean Ripert, président du Comité intergouvernemental français de négociation sur le changement de climat, non plus : « Tout cela prendra, à l'évidence, encore beaucoup de temps. »

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

► Lire également : « Environnement et population : l'industrie brésilienne », en page 5 « Débats ».

SAO-PAULO

de notre envoyé spécial

Pendant que le Congrès discute à Rio, les Paulistes font des affaires, comme toujours. La ville de Sao Paulo avait en effet choisi le samedi 6 juin pour inaugurer en grande pompe l'Eco Brasil, la foire internationale de l'écobusiness. La défense de l'environnement, qui fait l'objet de belles déclarations et d'obscures manœuvres au Rio-Centro, apparaît sous un autre jour au palais des expositions de Sao Paulo : un marché très prometteur, à défaut d'être déjà lucratif.

Des fonds marins qui renaissent

Les grandes firmes — et même les petites — ne pouvaient laisser passer une occasion pareille : les représentants de quelque cent quatre-vingts pays accourus au Brésil pour parler d'environnement et de développement, avec un grand concours de peuple et de presse. Une aubaine pour tous ceux qui proposent des technologies propres, des économies

d'énergie et des produits garantis

Le Japon se taille la part du lion à Eco Brasil. L'association japonaise de véhicules électriques occupe une grande place dans le fonctionnement sur batteries, depuis le camion jusqu'au scooter. Spécialement à l'intention du Brésil, qui roult beaucoup à l'alcool carburant, une firme japonaise propose aussi des camions bi-carburant, capables de brûler indifféremment du gazole ou de l'alcool. Clou du stand : un véhicule à hydrogène, caréné comme une navette

ment par la lumière naturelle, les fonds marins surexploités au retour du à nouveau. Algues et poissons profitent du faible coût de l'énergie. La mer redonne à nourrir. Expérimentée en 1987, cette technique devra être commercialisable « dans deux ou trois ans ».

Mercedes recyclées et autres innovations

Le ministère japonais d'Affaires étrangères en profite pour déployer de luxueuses brochures où les reproches faits au Japon deviennent des points de la science japonaise. Chantiers de reboisement au Sarawak (Malaisie), élevage de poissons marins, système d'observation — à la fin des années scientifiques bien sûr, — on ne compte plus les innovations où la science japonaise apporte une contribution à la sauvegarde du patrimoine naturel mondial.

Enfin cette offensive, les Etats-Unis et le Canada ont hérité leurs couleurs aux stands, à la grande

autres des organisateurs, qui ne voulaient pas des drapeaux nationaux déployés dans les stands. Allemands et Suédois, plus malins, se contentent d'exposer un matériel qui vaut tous les drapeaux du monde : 300 recyclés à 90 %, 300 surpuissants garantis allemands et propres, et même un prototype d'Airbus à hydrogène au fuselage

Les Chinois, faisant d'habitude cavalier seul, ont profité de l'ouverture pour inaugurer leur stand. Ils étaient nombreux, comme pour leur pavillon. Quant à la France, elle a choisi de montrer sa puissance d'ingénierie d'étude, en offrant des mini-stands à chacune des entreprises spécialisées. M. Henri Curien, le ministre de la recherche, était ravi de rendre à la France, à l'occasion de la conférence, son rôle de vendeur d'écoproduits. A chacun sa spécialité... : le marché mondial.

ROGER CANS

Une foire internationale à Sao-Paulo

Les rois de l'« ecobusiness »

FRET SNCF.

Chaque jour des solutions pour bien vous aiguiller.



Des trains rapides et des horaires fiables.

entrepôts équipés en France.

Un réseau européen de 380 000 km.



SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

REPÈRES

Les trois hommes seraient des professionnels du milieu lyonnais, pour des raisons internationales, et c'est fortuitement qu'ils auraient été déjoués l'exécution d'un « contrat » probablement meurtrier : deux nefs à l'hôtel, il y avait quarante-neuf clients. Après son interpellation, le propriétaire, commanditaire présumé de l'attentat, était victime d'un malaise cardiaque et hospitalisé à Limoges. Son fils était au bord du naufrage financier. Le « contrat » aurait été de 250 000 F, mais escroquerie à l'assurance aurait pu rapporter 10 millions de francs. (Corresp.)

ILE-DE-FRANCE

Les propositions du médiateur sur l'A-14 sont révisées à la baisse

Les travaux de l'Etat-Germain-Laye, Carrières-sur-Seine, Marsson et Le Mesnil-le-Roi sont contents des choix du ministère de l'équipement. L'aménagement de l'autoroute A-14 à proximité de la Seine de Saint-Germain. Les propositions de M. Philippe Esdig, le médiateur désigné en accord avec le ministre de l'environnement, M. Ségolène Royal, ont été révisées à la baisse par les ingénieurs de la Direction des routes, alors qu'elles étaient déjà très en retrait par rapport aux demandes des élus locaux et des riverains. « Ce qui nous a été présenté n'est qu'un pâle reflet des améliorations préconisées », l'experte, a protesté M. Michel Pédcard, député (RPR) des Yvelines et de Saint-Germain-en-Laye, qui, contrairement à ce que nous lui avons dit par erreur, accepterait le plan Esdig comme de discussion, et rangeant ainsi aux arguments financiers et techniques plus favorables au duc qu'au tunnel. M. Michel Péd-

card, proclamant une nouvelle fois son hostilité au projet actuel (le plan Esdig ou la guerre) a regretté que les compromis aient été décidés au seul niveau des administrations. (Corresp.)

RELIGIONS

Le pèlerinage traditionaliste à Chartres a reçu le soutien du pape

Environ dix mille catholiques ont participé du 1er au 3 juin, au cours du week-end de la Pentecôte, au pèlerinage annuel Paris-Chartres, organisé par des traditionalistes qui avaient rompu avec Mgr Marcel Lefebvre, évêque excommunié par Rome en 1988 et décédé en 1991. Ce pèlerinage de chrétienté avait lieu pour la dixième année consécutive.

Il s'est terminé, lundi 8, par une messe selon l'ancien rite en latin (dit de saint Pie V, autorisé à certaines conditions depuis le schisme lèfebvrin), célébrée à la cathédrale de Chartres par l'évêque de la ville, Mgr Jacques Parlier, en présence du nonce apostolique en France, Mgr Antonelli, qui était même porteur, pour la première fois, d'un message du pape. Ce pèlerinage traditionaliste, qui jouit ainsi d'année en année d'une reconnaissance toujours plus officielle dans l'Eglise, avait quitté Notre-Dame de Paris samedi 6 juin pour rejoindre Chartres après une centaine de kilomètres de marche.

Comme les années précédentes aussi, un autre pèlerinage de Pentecôte, organisé cette fois par la Fraternité de Saint-Pie X et des traditionalistes restés fidèles à Mgr Lefebvre — donc en rupture avec le pape — a suivi le même parcours, mais dans le sens Chartres-Paris. Réunissant quelques milliers de fidèles, il a pris fin par une messe en latin au pied du Sacré-Cœur.

BANLIEUES

Argenteuil

Une situation de violence de magasin en magasin de la ville de la banlieue de Paris a été marquée par des bagarres et des incendies, dans la nuit du 8 juin à Argenteuil (Val-d'Oise) par plusieurs groupes de jeunes. Les policiers ont visé à la fois le centre-ville d'Argenteuil et le cité HLM du Val-d'Argent, jusqu'au déploiement des CRS défilés par des milliers de policiers, qui ont procédé à des interpellations. Les jeunes entendaient dénoncer le caractère « raciste » du meurtre d'Abdelhamid Zigh, un appelé de dix-neuf ans mortellement blessé, mardi soir, devant la basilique Saint-Denis par un jeune Chénou, vingt-sept ans, qui a été arrêté et conduit au Monde du 10 juin. Dans la police, le jeune homme aurait été vu par celui à qui il venait de céder, avec un autre jeune en fuite, des doses de haschisch. Une bagarre aurait opposé ensuite les deux hommes pour une raison indéterminée.

FAITS DIVERS

A Limoges, échec d'une tentative d'escroquerie à l'assurance

M. Jean Dupuy, propriétaire de l'hôtel de l'aéroport de Limoges, a été interpellé, samedi 6 juin, il soupçonné d'avoir commandité un attentat dans son propre établissement. La gendarmerie de la Haute-Vienne et les policiers de Limoges venaient d'arrêter, dans la nuit, trois hommes qui avaient pénétré par effraction dans l'hôtel avec une bouteille de gaz, quatre bâtons de dynamite, trois dynamiteurs et un mécanisme d'horlogerie.

ENQUÊTE

La France « écolo »

I. - L'étrange alchimie des origines

par Roger Cans

L'écologie politique, en France, née à la faveur de mai 68. Avant 1968, point de militants politiques. On trouve des protecteurs de la nature, des scientifiques inquiets pour la survie de certaines espèces, et des fonctionnaires soucieux de soustraire certaines parcelles de territoire à la fièvre des spéculations. Beaucoup d'initiatives, mais la création des agences financières pour la dépollution des cours d'eau, remontent aux années 1950. L'écologie politique, venue du haut, octroyée par les services de l'État à une population insouciante. Elles ne résultent en rien de la pression de l'opinion ou de militants politi-

La naissance d'une écologie politique en France remonte aux années 30, à Bordeaux. Un professeur agrégé d'histoire et de géographie, Bernard Charbonneau, est un juriste épris d'histoire. Jacques Ellul, qui a écrit le livre *Le système technocratique*, est un philosophe de la technique. Bernard Charbonneau publie en 1937 un ouvrage intitulé *Le sentiment de la nature, force révolutionnaire*, où il appelle à protéger la nature, à protéger l'homme. Pour le bouillonnant bordelais, la nature doit être au service de l'homme. C'est au moment où il organise des camps dans les Pyrénées pour former des jeunes à une prise de

conscience. Après la guerre, dans laquelle Bernard Charbonneau a refusé de s'engager, les deux professeurs sont à l'origine d'une école de Bordeaux pour rassembler tous ceux qui se battent contre le « totalitarisme technocratique ». Mais l'Université est dominée par les intellectuels et les « babas cool », les technocrates. Les militants sont rejetés dans les ténements de la pensée réactionnaire. Ils n'en sortent pratiquement plus, bien que Jacques Ellul n'ait cessé de leur parler. Les rendus à terre, ils ont pour appel à la résistance contre la technocratie.

Gauchisme et « babas cool »

Il faut donc attendre mai 68 pour voir exploser soudain l'écologie politique. Les baronnies du Quartier latin permettent à cette fusion considérée auparavant comme impossible entre les gauchistes et les technocrates. Les « babas cool », les technocrates, les militants techniques et les militants politiques. « Sous les pavés, la plage », le premier cri du mouvement écologique. Le mouvement est la nature que les libéraux et révolutionnaires de tous bords. Les militants gauchistes ont apporté leurs techniques aux militants de la nature. Ils préchaient le bio, rappelle Brice Lalonde.

De cette étrange alchimie naissent bien des vocations à l'écologie politique. Il commence par les étudiants en lettres, les « mandarins »,

qu'il s'agisse de Daniel Cohn-Bendit à Nanterre, de Brice Lalonde à la Sorbonne, d'Yves Cochet à la Sorbonne, de Pierre Radanne dans sa passion religieuse de Rouen. Ce groupe originel de soixante-huitards, à l'exception de Cohn-Bendit, est de France, se réunira autour d'Alain Hervé en 1970 pour créer les Amis de la Terre, la branche française de *Friends of the Earth*, l'Internationale écologiste née aux États-Unis. Ces Amis de la Terre, bientôt pris en main par les technocrates, récusent l'engagement politique traditionnel des militants. Ils se consacrent à l'action. Mais ils deviendront néanmoins l'un des creusets les plus riches de l'écologie politique première, avant la candidature de René Dumont aux élections présidentielles de 1974.

A ce premier cercle très politique de militants écologistes vont s'ajouter toutes sortes de gens venus d'horizons très divers. Les amateurs de nature, auparavant cantonnés dans leurs excursions naturalistes et leur action locale, adoptent certaines pratiques « gauchistes » pour imposer leur point de vue. C'est ainsi par exemple que le journaliste Jean Carlier, adepte tranquille de la randonnée équestre, se lance en 1969 dans une campagne tonitruante pour défendre le parc national de la Vanoise, avec l'aide de la toute nouvelle Fédération des associations de protection de la nature. Pour beaucoup de simples « naturalistes », cette campagne en faveur de la Vanoise servira d'initiation à l'écologie politique. Les protecteurs de marmottes et les ornithologues amateurs se voient contraints de pétitionner et de diffuser des banderoles.

Certains y prendront goût. Antoine Waechter, le jeune « des animaux » qui piégeait le castor du Gardon pour le réintroduire au bord du Rhin, se retrouve quinze ans plus tard à la tête des Verts. Jean-Sébastien Ruffin, ornithologue de Jussieu élu président des associations de protection de la nature, salue le pas en 1989 et devient député des Verts au Parlement européen. Les candidats 1992 de Génération Écologie, comme Philippe Lebreton à Lyon et Jean-Claude Demare à Nantes sont eux aussi venus à la politique par le souci de préserver la nature.

Le combat antinucléaire

Le deuxième vivier où s'approvisionne l'écologie politique est le combat antinucléaire. Dès l'annonce de la construction de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin) en 1971, les manifestations se multiplient autour du site, entraînant dans le sillage des écologistes des gens sans aucun passé protestataire. « Je n'adhère à rien, se souvient Michel Prieur (cinquante et un ans), enfant du bûcher parisien alors assistant de droit à l'université de Strasbourg, mais j'ai fait ça. J'ai voulu manifester avec mes enfants dans leur poussette. » Ce combat l'a conduit à créer la Société française de droit de l'environnement dès 1974. Même si il n'est aujourd'hui l'écologie politique, il reste à la pointe du combat pour le contrôle de l'énergie nucléaire. Et sa femme est régulièrement candidate des Verts à Lunéville.

Philippe Lebreton (cinquante-neuf ans), tête de liste Génération Écologie à Lyon, a découvert la nature sur le tard alors qu'il était déjà ingénieur chimiste chez Ugin-Kuhlman. Mais ce sont les manifestations contre la centrale nucléaire du Bugey en 1971-1972, qui le déterminent à s'engager dans le combat écologique. « Le nucléaire focalisait tout ce qu'on haïssait, dit-il. C'était le béton, les technocrates, la patrie, l'indépendance nationale. » Il a donc manifesté en 1976-1977, collaborant à la *Gauche ouverte* sous le pseudonyme de Molo-Mollo. Ce fut aussi le cas de Denis Dangais (trente-neuf ans), journaliste au *Généraliste* : abonné passionné de la *Gauche ouverte*, où dessinaient notamment Reiser et Cabu, il découvre le combat politique avec Fessenheim et Creys-Malville, et finit par adhérer aux Amis de la Terre avant de se présenter aux municipales de 1977 sous l'étiquette Paris-Écologie.

Député des Verts au Parlement européen, René Coan (cinquante-quatre ans) a toujours aimé se battre en militant de base. Professeur d'histoire et de géographie dans un lycée technique de Lorient, elle militait contre la guerre d'Algérie et adhère pendant deux ans au Parti communiste. Elle découvre ensuite les débats du remembrement en Bretagne et les méfaits des vœux aux hormones, ce qui la fait basculer vers l'agriculture biologique. Mais c'est l'influence d'Alain Fournier et le combat contre la centrale du Bugey, puis de Plogoff, qui lui font découvrir la lutte antinucléaire et sa

vocation de « vert ». Les médecins Alain Bombard et Francis Bréchet ont suivi un peu le même itinéraire, du Parti communiste au combat antinucléaire.

Nombre des pionniers de l'écologie ont réellement « viré leur cuit » avec le nucléaire. Pour le polytechnicien Pierre Samuel comme pour le volcanologue Haroun Tazieff, l'énergie nucléaire apparaît comme une aberration économique. Les soixante-huitards y voient la culture technologique du « tout-à-l'échelle ». On a hésité entre le nucléaire et le nucléaire. On a finalement choisi le nucléaire, mais c'était la pierre EDP à l'armée.

L'armée ! Un ne compte plus les insoumis, réfractaires, pacifistes ou objecteurs de conscience qui ont basculé dans l'écologie politique par refus de la chose militaire. « Mon fond libertaire s'est rebelle quand j'ai été appelé sous les drapeaux en 1974 », se rappelle le Marseillais Gérard Monnier-Besombes (trente-neuf ans), européen des Verts et ancien militaire. « Le service militaire m'a révolté. Je suis donc devenu objecteur de conscience », explique Yves Bruno Civel (trente-huit ans), rédacteur en chef de *Systèmes solaires*. Préparé à la rébellion par un aumônier gauchiste et un prof de philo trotskyste, il va apprendre le journalisme à l'École non violente puis à la *Gauche ouverte*, avec Arthur Montant, Isabelle Cabut, Océide Philibert et d'autres.

L'autre branche du pacifisme s'alimente au tiers-mondisme, illustré en France par René Dumont. Lorsque Solange Frenex (cinquante-huit ans) entre d'Afrique, en 1965, elle fonde la section Haut-Rhin de Terre des



Hommes puis, en 1973, Ecologie et survie à Mulhouse avec Antoine Waechter. Tiers-mondistes et antimilitaristes feront leur jonction au Larzac, où l'on se bat en même temps contre les militaires français et pour la nature.

Enfin apparaissent des tétrartés, venus à l'écologie politique par des voies diverses. Jean-Claude Delarue, paisible professeur d'anglais parisien, se lance dans l'art pour des motifs qui semblent alors relever de l'opportunistisme. En 1978, il se

de « grouler pour Giscard », alors qu'il se contente finalement de jouer les Ralph Nader. Les affaires Guy Aznar (cinquante-huit ans) a rejoint les Amis de la Terre par son goût de l'innovation sociale et de la créativité. Pour lui, la vraie révolution viendra par la « gestion écologique du temps », c'est-à-dire par les horaires variables et même un rythme de vie biennal. « Au lieu d'une société à deux vitesses, il faut que chacun puisse

vivre deux vies », affirme-t-il. L'avocat Christian Hugo a découvert l'écologie par le droit, en plaçant d'abord le dossier des bœufs rouges de Corse, puis celui de l'*Amoco-Cadiz*. Le journaliste Dominique Simonnet (quarante et un ans) a le baptême écologique avec la candidature de René Dumont en 1974, sur fond de formation scientifique. D'origine, comme Simon Charbonneau ou Laurent Szanuel, sont pouris d'écologie dès le berceau par le militantisme de leurs pères. La maison verte est vaste et son accès très ouvert.

Prochain article :

En Alsace, les petits enfants verts de Mère nature

Les vétérans

L'écologie politique, qui paraît France aux générations, compte pourtant quelques vétérans qui aujourd'hui s'efforcent de transmettre le plus ardent, qui a ses quatre-vingt-dix ans s'appelle Monod. Professeur au Muséum d'histoire naturelle devenu expert de la faune des déserts, il vient encore, pour les besoins d'un film, d'arpenter les dunes de sa chère Mauritanie. Mais ce savant à barbe est aussi un militant pacifiste qui, chaque fois d'écologie, campe aux portes du FC stratégique de Taverny pour commémorer Hiroshima et marquer son opposition à la bombe. Membre actif du ROC (Rassemblement des opposants à la chasse), il milite aussi contre la traumachie, la vivisection et la consommation de viande.

Son cadet de deux ans, René Dumont, a, lui, franchi le pas en se présentant à l'élection présidentielle de 1974 comme candidat écologiste. Mais l'ingénieur agronome, devenu expert en développement, a été écarté du tiers-monde. Il ne cesse de mettre en garde contre les « cultures » (production agricole) et les populations rurales, qui éprouvent les sources de la planète.

En République et longtemps des « benjamins », Édouard Bonnetout, quatre-vingt-quatre ans, est l'un des rares hommes politiques français à s'être intéressés à la protection de la nature. Mais son tempérament conciliateur l'a empêché de l'écologie politique. Il n'a pratiquement jamais élevé entre son ouvrage *L'homme et la nature* (1970) et *L'homme et la nature* (1990).

Un contemporain de René Dumont, a, lui, poussé quelques coups de gueule pour l'environnement. Il a même fondé en 1974 un groupe portant son nom (avec Louis Ringuet, Jacques-Yves Haroun Tazieff, Jacqueline Aurio) pour promouvoir l'écologie scientifique. Après quelques publications militantes, le groupe disparaît lorsque son promoteur, « l'ÉV », se retire avec sa nouvelle femme à Paris.

Le commandant Camille reprend le flambeau avec sa propre bannière, la Cousteau Society (Fondation pour l'équipe Cousteau de France). L'ancien ministre de marine

pêche-mêlé à Méditerranée, à l'Antarctique, la langue d'un militant. Jeune père de quatre-vingt-deux ans, il fait aujourd'hui signer par tout sa pétition pour les générations futures. S'il a toujours refusé le combat politique hégémonique, il pratique beaucoup l'écologie politique au sommet, en confiant avec chefs d'État le gouvernement.

Quant à René Dumont, le toujours bouillant volcanologue, il s'est mis à l'écologie politique nationale, d'abord comme expert auprès de François Mitterrand, alors premier secrétaire du Parti socialiste, puis comme secrétaire d'État aux risques naturels et technologiques du gouvernement Fabius. Il s'est même vu nommé en 1989, à la tête du ministère de l'Environnement, à la Nouvelle Gauche et Génération Écologie... mais la majorité a été perdue par Alain Carignon, aujourd'hui ministre au RPR.

Alain Bombard, éphémère ministre de l'Environnement en 1981, a aussi été au Parti communiste, qu'il représente à la Cour des comptes et au Parlement européen et dans son département du Var. A soixante-sept ans, il se considère volontiers comme le seul écologiste du PS, puisqu'il est le problème toujours contre la chasse et contre le nucléaire.

Parmi les « benjamins » du mouvement, on trouve Philippe Lebreton, cinquante-cinq ans, appartenant à l'aile gauche du MRP, ce magistrat à la Cour des comptes a longtemps fréquenté les cabinets ministériels. En préconisant la socialisation de la nature, il a été d'un de ses ouvrages (1971), il a écrit pour que le patrimoine naturel soit géré comme un bien collectif, qu'il s'agisse de la cône aquatique, dont il a dirigé la mission de la vallée de Chevreuse, qu'il défend toujours avec vigueur.

Le plus jeune des vétérans est aussi un magistrat à la Cour des comptes, passé par l'ENA, Serge Antoine. Il va officiellement prendre la tête du mouvement après le décès de René Dumont, l'environnementaliste de vingt ans passée au ministère de l'Environnement. En 1982, il se préoccupait d'écologie et d'aménagement du territoire. C'est en 1984 qu'il a été nommé à la DATAR, la loi sur l'eau de 1964, la loi sur les parcs nationaux. Un homme de l'écologie au pouvoir.

R. C.

Les intellectuels aussi

Les intellectuels français sont en deuil. Finies les belles empoignées sur le communisme, le colonialisme et le tiers-monde, qui avaient marqué la pensée française pendant les Trente Glorieuses. Depuis 1981, finies aussi les illusions sur la rupture avec le capitalisme ou la gauche triomphante. Les intellectuels de gauche, aujourd'hui, guère d'idées neuves à se mettre sous la dent. Le débat sur l'écologie arrive donc à point nommé.

Longtemps compagnon de Sarte aux Temps modernes et agitateur d'idées au *Nouvel Observateur* sous le nom de Michel Bosquet, André Gorz a été l'un des premiers à jeter le gomme en faisant *Adieux au prolétariat* et réclamant l'« autoliquidation » du travail. Dans son dernier essai intitulé *Capitalisme, socialisme, écologie* (1991), il propose de « réduire » la sphère de la « marchandisation » et envisage une société où l'homme considéré seulement comme producteur. Sans aucune référence au socialisme, il plaide pour la fin du « productivisme », comme les autres écologistes.

Dans un essai intitulé *Les Trois Écologies* (1987), en revanche, il en fait la société de consommation, qui « à l'infantilisme », doit laisser la place à l'« écologie ». Cette nouvelle philosophie repose sur trois écologies : la première, environnementale, est l'écologie telle que la conçoit le sens commun ; la deuxième,

société, consiste à s'opposer au « capitalisme » intégré en recréant autour de soi des espaces d'économie solidaire, le troisième, enfin, est la « subculture » et de la singularité.

Gorz et Guattari se rebattent, donc sur l'écologie, revue selon leurs schémas de pensée, pour sortir la gauche de l'impasse théorique où elle se trouve.

Vivre la réflexion transverse

Tout autre sont les démarches d'Edgar Morin et de Michel Serres, philosophes épris d'épistémologie, qui se fondent sur l'observation des sciences et tentent d'en reconstruire le cheminement, voire le fonctionnement. Edgar Morin considère ainsi que les grandes découvertes se font à la marge, par hasard, dans l'interstice des disciplines répertoriées du savoir. Darwin, le biologiste, a inventé une science de l'écologie, des espèces par la simple observation d'oiseaux dans les parcs. « Vagabond », sans être géologue, il invente la théorie de la dérive des continents en contemplant une mappemonde. Vive donc la réflexion transverse ! À bas le cloisonnement des disciplines !

En 1988 pour l'écologie, c'est la première fois que traite le « système global ». Une pensée « écologiste » n'est pas une pensée « géométrique », mais une pensée « complexe », du moins dans lequel l'écologie se débat. Dans son *Contrat naturel*

(1980), Michel Serres débouche à peu près sur les mêmes conclusions : tout l'effort du savoir, du fil à éprouer du savoir, mais il n'apporte rien de plus que ce qu'il suggère un nouveau « portement du citoyen. Après avoir aimé son prochain, le lui a l'Évangile. L'homme d'aujourd'hui doit élire le monde, il comprend la loi, les montagnes et cet environnement naturel où nous ne faisons que passer. Au-delà du contrat moral avec Dieu, celui du contrat social passé avec les hommes, il maintient un contrat avec la nature. Cette Terre qui nous fait vivre. Pour Michel Serres, l'écologie est tout simplement vitale.

Les scientifiques eux-mêmes n'ont pas échappé à l'appel de l'écologie. En dénonçant la dichotomie des mathématiques et en réhabilitant le hasard, le complexe et le chaos, l'astrophysicien Hubert Reeves verse à son tour dans la pensée écologique. Quant à Joël de Rosnay, biologiste devenu directeur du développement à la Cité des sciences de La Villette, il n'hésite pas à glorifier aussi la « logique floue » et considère l'écologie comme un « intégrateur », un « de pensée globale ». Après la « pensée mathématique » des sciences, il dure, voit venir le temps de la pensée écologique.

R. C.

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

Ph.D. Doctorate of Business Administration
for International Management

■ Vingt candidats seront sélectionnés pour janvier 1993

■ Filière d'admission en Ph.D. Doctorate of Business Administration :
Diplômés de l'enseignement supérieur en management : Doctorats, MBA, DEA, DESS.

■ Programme résidentiel de 12 mois ■ San Francisco, plus haut niveau
de management international couronné par une thèse-dissertation de 2 ans hors résidence.

Informations et sélections pour l'Europe 17-25, rue de Chelles 75116 Paris - Tél : (1) 40 70 11 51
Coordonnées par International University of America - San Francisco - CA - Programme associé en Asie : AMA HONG KONG

Le Monde

SCIENCES • MÉDECINE

Des prothèses en or

Une importante escroquerie à la Sécurité sociale révèle la gabegie pouvant exister dans le secteur des implants orthopédiques

LE MANS

de notre envoyé spécial

SAMUEL GAGNE en faitait-il beaucoup plus pour indigner la capitale sarthoise. La découverte, il y a quelques jours, d'une escroquerie à la Sécurité sociale, sorte de pendaison de haute ligne, a ébranlé le monde politique, a certes provoqué ici une désagréable surprise (Le Monde du 5 juin). Pour autant l'inculpation de chirurgiens orthopédistes honorablement connus, exerçant dans des établissements privés de la ville, la clinique du Pré ou la clinique Saint-Côme, n'a nullement scandalisé.

Inculpés, placés sous contrôle judiciaire, les docteurs Jean-Claude Meynet, Gilles Cagna et Jean-Pierre Pén ont repris leurs activités après avoir versé une solide caution. Le docteur Serge Pékety, PDG de la clinique du Pré, conserve « son statut » à ses confrères et employés et le conseil départemental de l'ordre des médecins de la Sarthe annonce prudemment qu'il va mettre ce dossier à l'étude, rappelant que dans ce type d'affaire, les juges peuvent s'écarter du blâme à l'interdiction plus ou moins prolongée d'exercer la médecine.

Le Mans en viendrait presque à tout faire pour d'embellir, réduire les dimensions d'un scandale naissant. Au point, par exemple, d'oublier que M. Patrick Cruchet, principal acteur de cette escroquerie de grande ampleur, responsable de la société Prolig, aujourd'hui placée sous mandat de dépôt, ne signait pas 66, avenue des Champs-Élysées, comme l'indiquent officiellement les registres du commerce, mais beaucoup plus simplement, 13, rue de Flore au Mans, ville où il est né le 8 mai 1956 (1). À la Boite, le commissaire aux comptes de la société Prolig se réfugie derrière « un absolu secret professionnel ». Encore déchiré par les séquelles de l'affaire Attia, du nom du responsable récemment inculpé du puissant groupe de cliniques privées Alphamed (Le Monde du 27 juillet 1991), le monde médical du Mans se débâte de l'affaire, oubliant, en ces temps de difficile maîtrise des dépenses de santé, que l'un des inculpés représente localement la CSMF, le principal syndicat médical à l'échelon national. Les médecins attendent pourtant, avec une impatience certaine, de découvrir les noms des trente chirurgiens du centre de l'ouest de la France qui, travaillant préférentiellement avec Prolig, sont à l'origine de la corvée de l'origine sociale d'un montant, indiquée par le juge judiciaire, de près de 20 millions de francs, qui sera prochainement inculpée.

Dix pour cent du marché mondial

Au centre de l'affaire, les prothèses totales de hanche commercialisées par la société Prolig. Les juges ont été particulièrement curieux de difficultés à obtenir, notamment, la part des organismes de Sécurité sociale. On a toutefois, à 60 000 le nombre de prothèses de hanche implantées chaque année en France, le plus souvent après un diagnostic d'arthrose évolutive ou un handicap de l'articulation de la hanche. « On compte par ailleurs une vingtaine de sociétés qui fournissent ces prothèses, la composition et les caractéristiques peuvent être très différentes, explique l'un des principaux fabricants français. Nous recensons d'autre part une kyrielle de petits distributeurs qui démarchent à l'échelon régional auprès des chirurgiens afin de leur vendre ou tel type de matériel. S'il est vrai que, pendant longtemps, aucune réglementation n'existait dans ce domaine, on a souligné que, depuis peu, le marché avait commencé à s'assainir, le nombre des abus et des excès diminuant dans de notables proportions. »

En d'autres termes, les caisses de Sécurité sociale ont longtemps remboursé sans sourciller les prothèses de hanche au prix qui leur

était facturé. L'affaire du Mans donne, bien tardivement, une idée de l'ampleur des économies qui, durant de longues années, ont pu être réalisées. Estimé à 1,4 milliard de francs annuels par la Caisse nationale d'assurances maladie (et à 500 millions de francs par le syndicat des fabricants), le marché français des prothèses de hanche (10 % du marché mondial) fut longtemps une source de multiples profits individuels et de coûts indus pour la collectivité des assurés sociaux.

Les premières tentatives de

que tous les acteurs partageant cette analyse. A été par le Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM) qui, au lendemain de l'affaire du Mans, publiait le peu banal communiqué suivant : « Jusqu'au 13 avril 1992, la Sécurité sociale remboursait les prothèses totales de hanche, dans le secteur privé, sur la base des factures présentées par les fournisseurs, et ce sans contrôle. Ce système était de nature à entraîner des abus. Depuis 1988, des discussions ont lieu entre le ministère et la profession pour homologuer et

encore (comme la facturation à plusieurs reprises de la même prothèse...). Ils expliquent toutefois que les tarifs officiels actuels sont, après avoir été trop élevés, devenus brutalement trop bas, insuffisants notamment pour qu'ils puissent, comme hier, investir largement dans la recherche et le développement de ce matériel en rapide mutation où la France occupe une position de pointe. A la direction de la CHAM on regrette vivement qu'une telle situation ait pu durer si longtemps (les pertes étaient de près d'un million de francs par jour) mais même que M. Bruno Durieux, alors ministre délégué à la Santé, était informé.

Exagération scandaleuse

Au-delà de la viscosité administrative et des lenteurs personnelles et compte tenu de l'esprit d'ouverture manifesté par les principaux fabricants, il reste à saisir les véritables raisons qui ont fait que les prothèses de Sécurité sociale ont si longtemps accepté de rembourser des prothèses à des tarifs très différents sans s'inquiéter par exemple des rapports qualité-prix ou des différences notables existant entre les établissements hospitaliers publics et les cliniques privées.

An M. Maurice Dachezy, président de la caisse primaire d'assurance-maladie de la Sarthe, explique que l'acteur principal M. Patrick Cruchet et la société Prolig a été entraîné après la mise en évidence par son service médical d'exagérations scandaleuses, des prothèses vendues ailleurs 15 000 F étant facturées de 20 000 à 45 000 F, avec commissions de 20 % perçues au passage par les chirurgiens implantateurs.

Le docteur Pékety, radiologue, PDG de la clinique chirurgicale du Pré (32 rue de la République au Mans), explique que pour sa part avoir découvert des « exagérations », ayant accès aux comptes des fournisseurs, la société Prolig facturait deux fois le prix des prothèses. « J'ai fait venir M. Cruchet et je lui ai demandé de baisser les prix », explique le docteur Pékety. Il n'a proposé une réduction de 20 %. Quatre jours plus tard je lui ai retiré le marché. »

Que vaudra dans ces conditions l'argument, qui sera vraisemblablement avancé par les chirurgiens, expliquant que les commissions touchées correspondaient aux royalties résultant d'un brevet qu'ils détenaient sur les prothèses Prolig ? Et qui calculera à l'échelon national les abus, directs et indirects, dont les caisses de la Sécurité sociale ont, durant de longues années, été les victimes étonnamment consentantes ?

JEAN-YVES NAU

(1) La société Prolig SARL et Prolig Développement dont l'objet social est la fabrication et la vente de prothèses de hanche, ont été créées par M. Patrick Cruchet et M. Jean-Pierre Pén, deux hommes d'affaires, à la suite de la dissolution de la société Prolig, créée par M. Cruchet, M. Pén et M. Jean-Pierre Pén, 66, avenue des Champs-Élysées, à Paris, 13, rue de Flore, au Mans.



Prothèse de hanche (droite).

réglementation et de contrôle des pouvoirs publics ont été récentes. « La première loi de rationalisation remonte à la fin des années 80 avec la mise en place d'une procédure d'homologation, explique un spécialiste. Or, si la loi s'est, d'une certaine manière, assainie de côté des hôpitaux publics grâce notamment à l'instauration du budget global, il n'en a pas été de même dans de nombreuses cliniques privées. Il a fallu, après de nombreux atermoiements réglementaires et administratifs, attendre le mois de mars 1992 pour que soit publié au Journal officiel un tarif interministériel de prestations sanitaires (TIPS) qui encadre entre 8 000 et 18 000 F, selon les catégories, le prix des prothèses totales de hanche. » Les prix, du même coup, ont chuté dans les cliniques privées de manière spectaculaire en même temps que tous les autres surcoûts ou « dérivés » en genre.

Le plus étonnant sans doute est

fixer un tarif de remboursement de ces prothèses. Le secteur Implants orthopédiques du SNITEM, organe représentatif de cette industrie, rappelle que, contrairement à ce qu'on a pu croire, ce n'est pas la loi qui a imposé un tarif qui, non seulement empêchait tout excès, mais faisait réaliser une économie globale à la Sécurité sociale de plus de 100 millions de francs par an sur le remboursement des prothèses de hanche posées dans les cliniques privées. La tarification des prothèses qui est entrée en vigueur le 13 avril 1992 a mis un terme aux quelques cas de facturations excessives que la presse met aujourd'hui en exergue.

Certains fabricants ont visible-ment réagi à la mise à l'index publique de la société Prolig. Les représentants de l'industrie, les « archéologues », ils évoquent même l'existence d'un autre scandale, celui de la société Prolig, de France, voire de scandales plus anciens et plus spectaculaires

Danger hôpital

Une dizaine de milliers de malades meurent chaque année d'infections contractées par manque d'hygiène

À l'hôpital, l'arsenal élémentaire de l'asepsie saute aux yeux : carrelage immaculé, tables blanches, gants, etc. Et pourtant, les infections cutanées, urinaires ou respiratoires, contractées au sein des établissements de soins, se multiplient dangereusement depuis dix ans. Le chiffre général admis est celui de 800 000 contaminations par an, pour sept millions d'hospitalisés.

La direction de l'Assistance publique de Paris déplore entre 800 et 1 000 décès annuels liés à ces infections, dans le seul service public. En y ajoutant les chiffres du privé — plus difficiles à rassembler —, une dizaine de milliers de malades traversent chaque année la mort en France à la suite de manquements à l'hygiène hospitalière. Quand elle n'est pas mortelle, l'infection augmente d'autant la durée des séjours à l'hôpital et le coût des traitements. Le Monde du 18 octobre 1991. Or, depuis la levée du tabou, dans les années 1970, le sujet n'a cessé d'être épi-

Des comités de vigilance

Déjà, en 1972 et en 1984, le Conseil de l'Europe avait formulé deux recommandations et engagé, en mars 1983, un plan d'action comportant la mise en place d'« hôpitaux-pilotes ». En France, une circulaire de mars 1983 préconisait la mise en place de comités de lutte contre les infections nosocomiales (CLIN). Dans les hôpitaux, deux ans après, en mai 1985, ils étaient officiellement créés par voie réglementaire. Le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, explique que ce combat est une opération de longue haleine. Les pouvoirs publics viennent de lancer, mardi 2 juin, un « plan national » de lutte contre les infections nosocomiales.

Ce plan prévoit la création d'un comité technique national des infections nosocomiales. D'un rôle consultatif et stratégique, il réunira une dizaine d'experts et de responsables administratifs. Il représentera à son tour quelques-uns des dossiers médicaux jusqu'alors par les membres du Comité supérieur de l'hygiène publique de France, auquel ce comité national sera directement rattaché.

Quatre ou cinq comités de coordination interrégionaux seront parallèlement chargés d'appliquer le plan. Le CLIN de la région Île-de-France est le moins avancé d'autres. Il s'agit de le réviser, souligne le professeur Girard. Il faut également dégager des services d'hygiène hospitalière, créer une sorte d'unité opérationnelle de spécialistes, une structure transversale au sein même de l'hôpital. Autre mission impartie aux comités régionaux intermédiaires : « Déclarer la pratique dans l'hospitalisation privée. »

Déjà, 2 millions de francs ont été déboursés pour mener à bien la campagne. L'Etat en supporte la plus grande part. 30 à 40 millions supplémentaires seront pris sur les budgets des hôpitaux et la direction générale de la Santé compte sur la participation du Fonds de prévention de la Sécurité sociale.

Dans le courant du mois de juin, tous les agents des hôpitaux publics recevront un document comprenant cent recommandations (1). Principes généraux, définitions, techniques d'identification et de calcul pour la prévention et la surveillance des infections y sont consignés. Savoir laver les mains, les produits désinfectants, la BA-Ba mérite aussi d'être rappelé. L'élaboration des outils statistiques et

le lancement d'un réseau de formation sont également au programme.

Dans un univers confiné, où l'équilibre microbien est profondément bouleversé, le problème des infections nosocomiales est en effet capital. Les bactéries pathogènes pour les cloisons, les plafonds et la sol du bâtiment sont conformes aux impératifs d'hygiène. Le système de climatisation ne peut souffrir d'un défaut. Les circuits des déchets, du linge, des repas, ne doivent pas se croi-

ser. En effet, c'est toute la pratique médicale qui est en cause. L'utilisation des médicaments antibiotiques — notamment de ceux à large spectre — a changé les données du problème. Les bactéries antibactériennes à long temps de latence bécassent le personnel hospitalier. Résultat : les nouvelles infections sont souvent plus dures encore à combattre.

Les internes, les infirmiers et les médecins eux-mêmes ont aussi les leurs involontaires de contamination. L'utilisation de l'hôpital, avec une aide de visiteurs, ne cheville pas malades, n'a rien arrangé. Certaines unités de soins sont cependant plus à risques que d'autres, comme celles qui regroupent des malades polymalades, mais aussi les blocs opératoires et les stations centrales de radiologie.

Particulièrement exposées, les unités de réanimation sont souvent infectées. À l'opposé, les services de chirurgie orthopédique battent des records de salubrité. Les infections nosocomiales se produisent en général lors d'examen urologiques, de cathéters sanguins, lors d'endoscopies stomacales ou d'endoscopies du tube digestif post-opératoires.

Un label de qualité ?

Le forum « Hôpital Hygiène », qui s'est tenu à Paris le mardi 2 juin (2), a clairement rendu compte de l'état de la recherche épidémiologique dans ce domaine. La stratégie globale retenue est la surveillance systématique. La surveillance des infections nosocomiales est un indicateur précieux pour les hôpitaux, précise le directeur général de la santé, Jean-François Girard, mais elle doit être complétée par la surveillance de la qualité de l'hygiène.

Sur le terrain depuis 1984, le professeur Maurice Maisonneuve, président de l'Association pour la promotion de l'hygiène hospitalière, travaille à son tour à l'élaboration d'un « label de qualité ». Au CHR de Rouen, son laboratoire recueille les données relatives à un hôpital-pilote. À la direction générale de la santé, on définit le principe du label. L'instauration d'un régime à deux vitesses, avec les « propres » d'un côté et les « sales » de l'autre, « n'est pas tolérable », s'indigne le professeur Maisonneuve. En 1983, les experts du Conseil de l'Europe s'accordaient pour dire qu'il fallait dix ans pour gagner la bataille de la surinfection. Il y a urgence.

LAURENCE FOLLÉA

(1) 100 recommandations pour la surveillance et la prévention des infections nosocomiales. Conseil supérieur d'hygiène publique de France, section « prophylaxie des maladies », groupe de travail « infections nosocomiales », 64 pages.

(2) Lancé par la Fondation Maurice-Rapin et l'Institut Beccam, le projet « Hôpital propre » est coordonné depuis 1989 par le service d'hygiène et de la prévention de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris. Sa première enquête nationale de prévention a porté sur 10 000 patients dans 39 établissements français publics et privés.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

SPORT ET SOCIÉTÉ

Envoyer 80 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

Conférence

Dans le cadre de l'exposition

LE PLATEAU DES SPORTS

mercredi 17 juin à 17h

"Sport et vieillissement ostéoporose"

par le Professeur Daniel Kuntz, clinique de rhumatologie, Hôpital Lariboisière.

(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie, 30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette Informations

Casse-tête solaire

On croyait connaître le Soleil. Mais des particules manquent à l'appel qui pourraient bouleverser la théorie

LES indices sont si rares que l'enquête a toujours paru piteuse. Quant aux suspects, depuis dix années, ils défient les plus fins des limiers passionnés dans les mailles du plus serré. Un vrai casse-tête. Hercule Poirot y aurait perdu. Sherlock Holmes, sans doute, son flegme. Pour eux, chercher une aiguille dans une paille de foin est un défi quotidien.

Pendant deux ans, les chercheurs européens ont donc traqué sans succès la rare, le fugace. Et ils ont réussi (1). Pour la première fois, de manière irréfutable la production par le Soleil de quantités importantes d'une catégorie de particules élémentaires, des « neutrinos primordiaux », témoins réactifs de la fusion thermonucléaire dont cette étoile « très commune » est le cœur (le Monde du 5 juin). Ainsi, une découverte, dans le cœur d'Abruzzes, dans le laboratoire souterrain du Gran Sasso (Italie), apporte une preuve directe d'une théorie formulée, voilà plus de cinquante ans, pour expliquer le fonctionnement du Soleil et des étoiles.

En effet, tout le problème est de savoir si le Soleil tire son énergie de D'où lui vient cette lumière qui nous éclaire et qui nous chauffe? Qu'est-ce qui anime cette étoile « banale », comme il y a des milliards dans l'Univers? Qu'est-ce qui fait vivre cette gigantesque boule de gaz à 100 000 kilomètres de diamètre, composée presque exclusivement d'hydrogène, dont la température en son cœur est de 15 millions de degrés en son cœur.

« En fait, le cœur du Soleil est une immense marmite dans laquelle se jouent des réactions de fusion entre des noyaux d'hydrogène qui sont des protons », explique Michel Cribier, Michel

Spiro et Daniel Vignaud, trois du service de physique des particules du Commissariat à l'énergie atomique qui ont participé aux résultats de l'expérience menée dans le massif du Gran Sasso. Lorsque deux protons fusionnent, ils se transforment en un noyau d'hydrogène lourd, le deutérium, et émettent, notamment, un neutrino.

Un million de réacteurs nucléaires

Cette réaction est simple entre les protons, la clé de voûte de la machine », soulignent les trois chercheurs, en ajoutant qu'elle se poursuit par la fusion des noyaux de deutérium en un noyau d'hélium accompagné d'un important dégagement d'énergie sous forme de particules lumineuses : les photons. Comme le Soleil est le siège de milliards de milliards de réactions thermonucléaires, il émet ainsi chaque seconde une quantité phénoménale d'énergie. Les quantités phénoménales qu'elles représentent, pour ce cœur de feu, que produiraient un million de réacteurs nucléaires fonctionnant pendant dix mille ans!

Mais, les photons émis au cœur du Soleil mettent un million d'années environ pour arriver jusqu'à sa surface et huit minutes ensuite pour parvenir à la Terre. Les neutrinos, au contraire, ont déjà parcouru huit minutes seulement après avoir été produits. Cet apparent paradoxe tient en fait aux propriétés particulières des neutrinos, qui n'ont pas de masse, ou une masse si faible qu'on n'a pas encore réussi à la mesurer (2), et qui n'interagissent que très faiblement avec la matière.

Une preuve : « Sur 100 000 milliards de neutrinos qui traversent la Terre, seuls deux sont arrêtés. On conçoit

donc toute la difficulté d'une telle traque aux neutrinos et l'intérêt capital pour les astronomes, les physiciens et les théoriciens, dans la mesure où ces particules sont « des témoins directs des mécanismes de fusion nucléaire imaginés voici plus d'un demi-siècle pour expliquer le fonctionnement du Soleil ». Mais les implications de ces observations vont bien au-delà de la simple étude du Soleil.

Que ces neutrinos, si difficiles à détecter, soient trop nombreux par rapport au modèle standard édifié par la théorie, et il faudra à la communauté scientifique soit imaginer de nouveaux scénarios de fonctionnement du Soleil, soit réviser les modèles de la physique des particules tout ce que cela suppose de bouleversement dans les domaines de la cosmologie et de la physique. Bref, rien de simple. D'autant que les mesures faites par les détecteurs de neutrinos sont sophistiquées que les Européens ont installés dans le laboratoire souterrain du Gran Sasso l'empêchent de conclure définitivement.

Le tiers manquant

« Si nous avons bien enregistré le passage de neutrinos primordiaux créés lors de la fusion des noyaux d'hydrogène au cœur du Soleil, le nombre de neutrinos mesurés, nous les trois chercheurs du CEA, est nettement inférieur à celui prédit par les calculs les plus sophistiqués. » Il manque un tiers des particules attendues. Un déficit d'autant plus gênant qu'une précédente expérience américaine (Sage), installée dans le Caucase, détectait voici deux ans un flux de neutrinos plus faible encore (environ 10 %). La nouvelle avait d'ailleurs fait l'effet d'une bombe dans la communauté scientifique tant ce chiffre était en contradiction avec les théories en cours (3).

C'est la raison pour laquelle les Européens ont soigné leur expérience (Gallex) améliorée, du moins ils pensent-ils, leur technique de détection par rapport à leurs confrères américains et soviétiques. Certes, ils ont utilisé comme détecteur du gallium pour piéger les neutrinos. Les trente tonnes qu'ils ont soigneusement enfouies sous 1 000 mètres de roches. Car cet élément chimique a la propriété de se transformer, lorsqu'il est frappé par un neutrino, en un produit radioactif, le germanium 71, dont la demi-vie ne dépasse pas douze jours.

Un Soleil plus froid?

Plus alors qu'à récupérer, par de nouvelles opérations chimiques, le germanium accumulé des semaines durant dans le détecteur pour en déduire les informations des neutrinos. Des données bien difficiles à acquiescer lorsque l'on sait que, chaque seconde, la Terre reçoit, par chaque centimètre carré de sa face, 10 milliards de neutrinos, que, malgré ce flux phénoménal de particules qui échappent pratiquement à toute prison, un seul atome de germanium est en théorie produit chaque jour par 30 tonnes de gallium.

Il s'agit donc bien pour les scientifiques de trouver une aiguille dans une botte de foin. Reste, et c'est là leur déception, qu'environ un tiers des neutrinos de germanium attendus manque à l'appel, soit, par voie consécutive, un tiers de neutrinos. Le temps est donc venu, souligne Michel Cribier, de confronter nos mesures avec les Américains et les Soviétiques de l'expérience Sage. L'occasion devrait leur être donnée lors du colloque qui se tiendra prochainement sur le sujet à Grenoble.

La seront discutés les avantages et les inconvénients de ces deux

expériences concurrentes de manière à confronter et éventuellement rapprocher les points de vue en attendant la mise en place l'an prochain sur Gallax d'une source de neutrinos artificielle (4) permettant d'évaluer l'installation du Gran Sasso. Ainsi peut-on espérer d'ici deux ans obtenir une meilleure précision dans les résultats et savoir enfin de quel bois le Soleil se chauffe.

Du moins l'espère-t-on. Car si, malgré tous efforts, les chiffres restent ceux qu'ils sont, se révélerait encore inférieurs de plus d'un tiers au modèle standard prévu par la théorie, les astrophysiciens devraient se creuser à nouveau les méninges pour trouver des explications à ce déficit troublant. « Comment nous une erreur ou un oubli », se demandent Michel Cribier, Michel Spiro et Daniel Vignaud? Une explication simple serait que la température du cœur du Soleil est plus faible de 5 % à 7 %, ce qui permettrait de réconcilier avec les chiffres. Mais les astrophysiciens ont du mal à se résoudre à une telle hypothèse car il leur faudrait élaborer de nouveaux scénarios, probablement révolutionnaires, sur le fonctionnement des étoiles.

Faute d'aller dans cette voie, ils se retourneraient donc vers la physique des particules et les propriétés particulières qui pourraient avoir les neutrinos. Parmi les trois familles de neutrinos existantes (neutrino-électron, neutrino-muon et tau), seuls ceux du type neutrino-électron sont produits au sein du Soleil. « Que se passerait-il si, par un phénomène non encore démontré, ces neutrinos-électron se transformaient en leurs cousins, les neutrinos-muon et les neutrinos-tau? » Tout simplement les détecteurs actuels, uniquement sensibles aux neutrinos-électron, ne réagiraient pas et enregistreraient alors, d'après les calculs, deux fois moins de neutrinos que prévu. Une hypothèse

séduisante, qui reste encore à démontrer. En particulier en ce qui concerne le mécanisme subtil qui permettrait à une famille de neutrinos de se transformer en une autre. Les physiciens et théoriciens, jamais à court d'idées, ont bien sûr inventé un processus, l'oscillation des neutrinos, qui suppose tout simplement que les neutrinos aient une masse. Dans ce cas, un neutrino-électron pourrait très bien, après avoir parcouru une certaine distance, « déguiser » en neutrino-muon ou neutrino-tau.

Bref, la peine découverte, le suspect s'évanouirait dans son nouveau costume. Mais les chercheurs s'apprêtent, une fois de plus, à relever le défi. Car si l'énigme n'est pas totalement résolue à court terme, les Canadiens devraient, à la fin du mois, faire la lumière sur cette « affaire » grâce au « piège » à neutrinos (Snow), qu'ils s'apprêtent à construire à grands frais.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Participant à ce projet se trouvent des institutions européennes, allemandes, françaises et italiennes pour la plupart, auxquelles s'ajoute la contribution des chercheurs américains et japonais.

(2) Plus de cent mille fois plus petits que la masse de l'électron.

(3) En 1968, un chimiste américain, Raymond Davis, avait mené une expérience sur un thème dans une mine d'or du Dakota du Sud. Il avait enregistré une interaction de neutrinos tous les trois jours contre un peu moins avec Gallium. Cette expérience, menée avec l'équipe japonaise (Kamio), avait en 1989 ce premier résultat.

(4) Il s'agit d'une quantité de poudre de chrome extrêmement radioactive et à courte durée de vie obtenue par irradiation dans un réacteur nucléaire du CEA d'un isotope du chrome fourni par l'Institut Kurchatov de Moscou. Cette source produirait alors dix fois plus de neutrinos qu'en fournit le Soleil pour comparaison.

L'ESPOIR
FAT
MODE

le sida

Organisé par G.D.L. SA
160 rue Montmartre 75002 PARIS
Tél. : (1) 40 26 48 89 - (1) 44 76 83 83

5 jours pour la recherche sur le sida

Sous le haut patronage de Mr Jack Lang,
ministre de la Culture
et de l'Éducation Nationale

Couturiers et créateurs
associés dans une grande vente
au profit de

la Fondation pour la Recherche Médicale
du vendredi 12 juin au mardi 16 juin 1992,

aux Jardins des Tuileries,
entrée rue de Rivoli, Paris 1^{er} (métro Concorde)
de 10 h à 19 h sans interruption.

Nocturnes jusqu'à 22 h les vendredi 12 juin et samedi 13 juin

ouverte au public,
Entrée payante : 10 F

G.M.F.
Banque

SCIENCES • MEDECINE

Le vrai visage de Geminga

Les satellites et des instruments de plus en plus performants ont permis aux astronomes de percer un mystère qui avait résisté à deux décennies de recherches

«C'est la fin d'une aventure de vingt ans. On peut dire que, depuis le début, cet astre nous aura fait suer d'une manière méthodique», se réjouit Jacques Paul, astrophysicien au Centre d'études nucléaires de Saclay.

Geminga a enfin avoué sa véritable identité. La patience des «enquêteurs» qui tentaient de lui faire rendre gorge a été récompensée. Leurs travaux, publiés par la revue scientifique *Nature* (1), démontrent que cet étrange objet, des sources de rayons gamma les plus intenses de notre galaxie, est, en fait, un pulsar. C'est-à-dire une étoile extrêmement compacte (une fois et demie le diamètre du Soleil pour 20 kilomètres de diamètre seulement) tournant sur elle-même très rapidement.

Le vrai visage de Geminga pourrait ne présenter d'intérêt que pour les spécialistes, si l'enquête quasi policière dont elle a fait l'objet n'illustrait de manière saisissante la véritable révolution que connaît l'astrophysique. Grâce aux progrès fulgurants des moyens d'observation, les astronomes ont plus avancé dans la connaissance du cosmos en vingt ans que tous leurs prédécesseurs depuis Ptolémée. Mais l'avalanche de données apporte souvent plus d'énigmes nouvelles qu'elle ne permet d'en résoudre, et multiplie les chausse-trappes sous les pieds des chercheurs.

Cette évolution s'est amorcée à la fin de la seconde guerre mondiale, quand les astronomes ajoutent à leurs télescopes optiques les grandes oreilles métalliques des radiotélescopes. Avec les ondes radio, ils accèdent à une zone supplémentaire du spectre du rayonnement électromagnétique des étoiles, dont la lumière visible ne représente qu'une petite partie. Mais la percée décisive intervient à la fin des années 60, avec l'avènement de l'ère spatiale. Transformés en «observatoires» automatisés, les satellites peuvent, en effet, capter toute la partie

du spectre qui est arrêtée par l'atmosphère terrestre, et donc inaccessible du sol : les rayons X, gamma et ultraviolets.

Tout se passe alors comme si un voile opaque, cachant en moyen du cosmos, s'était déchiré. En analysant les scintillements de ces nouveaux signaux, en recoupant et en comparant les informations différentes que fournissent chacun de ces rayonnements, les astronomes sont désormais capables, par exemple, d'évaluer la masse, la taille, la vitesse de déplacement et la distance à laquelle se trouvent des étoiles situées à des millions d'années-lumière (2). Ils peuvent même identifier leurs principaux composants chimiques.

Tout cela suppose, évidemment, une collaboration étroite avec les physiciens dont les accélérateurs de particules sont devenus les compléments indispensables de ces modernes télescopes. Cela exige, aussi, une prudence redoublée de la part des chercheurs qui travaillent souvent «à la limite» des possibilités de leurs instruments, et bâtissent leurs théories sur des «indices» parfois très minces. Comme dans une enquête policière, des éléments aussi ténus n'ont de valeur que s'ils peuvent être confirmés et recoupés à partir de plusieurs sources différentes.

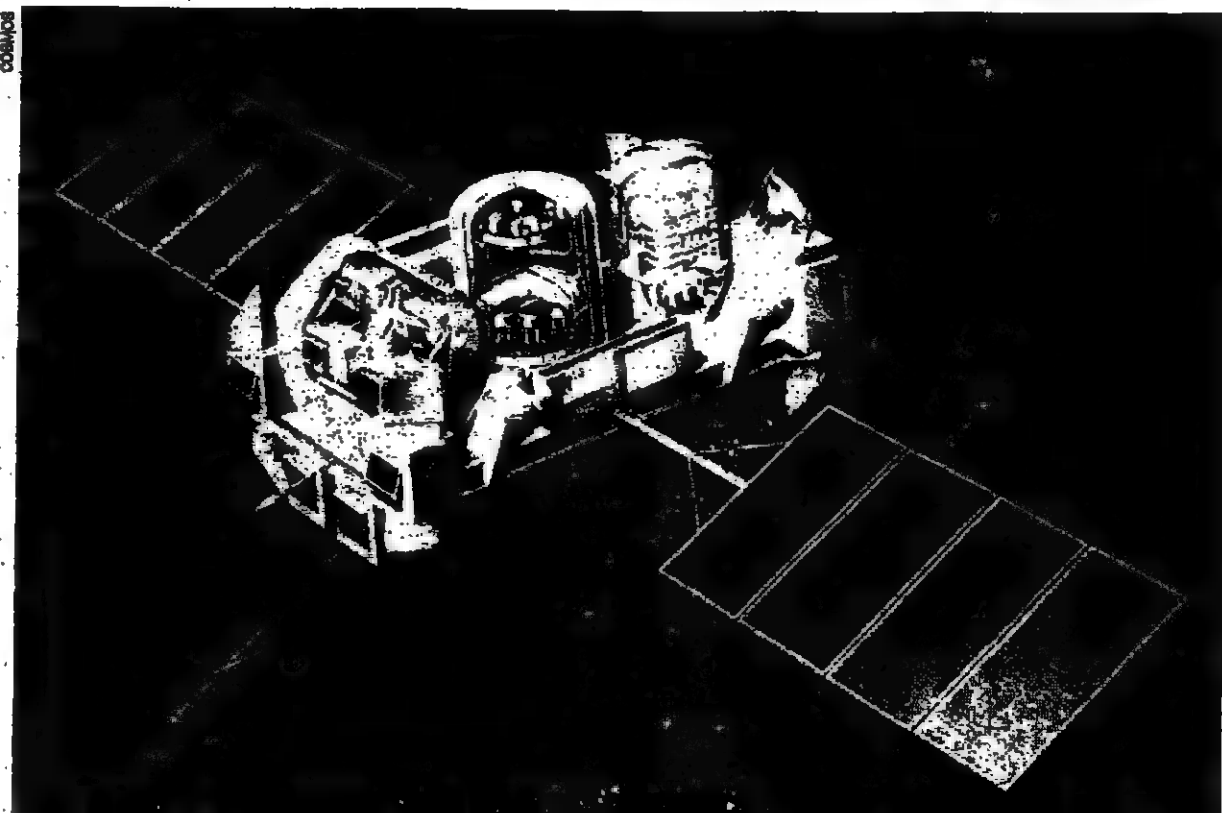
Sur la piste des pulsars

Geminga est, typiquement, fille de cette nouvelle ère scientifique. Elle est détectée en 1972 par le satellite américain SAS-2, le premier observatoire spatial dans le domaine du rayonnement gamma de haute énergie. L'astrophysicien dans cette gamme du spectre n'en est, évidemment, qu'à ses balbutiements. Les astrophysiciens découvrent donc les sources gamma, sur lesquelles ils ne savent presque rien.

Très vite, les observations des radiotélescopes permettent d'identifier sans ambiguïté deux autres sources gamma de notre galaxie, découvertes elles aussi par SAS-2, et présentant de grandes similitudes avec Geminga. Il s'agit de pulsars qui se trouvent dans les nébuleuses du Crabe et de Vela. Les radioastronomes ont, à l'époque, déjà découvert une soixantaine de ces astres qui «éclatent» un peu à la manière des charbons. Chaque pulsation correspond à une rotation de l'étoile à neutrons sur elle-même (trente par seconde pour le Crabe, onze pour Vela). Il faut donc que ces «flashs» soient exactement synchrones dans toutes les zones du spectre accessibles aux instruments d'observation : ondes radio, lumière visible, rayonnements X ou gamma.

Mais, quand ils tentent d'appliquer ce genre d'études à Geminga, les chercheurs se heurtent immédiatement à un obstacle de taille. Cette source n'émet, apparemment, que des rayons gamma, et pendant des années toutes les tentatives d'observation dans les autres zones du spectre sont vaines. Geminga doit d'ailleurs son nom à cette singularité étonnante : contraction entre gamma et Gémeaux (Geminus), la constellation où elle se trouve, il signifie aussi «il n'y a rien» (gê).

En dialecte milanais. Il faut attendre 1983 pour que, grâce aux progrès des instruments d'observation, cet OGNI (objet gamma non identifié, comme l'appelaient par dérision certains chercheurs) perde une partie de son mystère.



GRO (Gamma Ray Observatory) est l'un des quatre observatoires spatiaux de la Nasa.

Cinq mois sur les sept ans de «vie» du satellite européen d'astronomie gamma COS-B, lancé en 1975, sont consacrés exclusivement à Geminga. On peut ainsi localiser la belle mystérieuse avec une précision plus grande et donc rechercher avec de meilleures chances de succès ses contreparties optiques et en rayons X. Le résultat est immédiat. En reprenant des images du satellite d'astronomie X Einstein lancé en 1978, Patrizia Caraveo et Giovanni Bignami (université de Milan) peuvent attribuer à Geminga une source de faible intensité (trois heures de pause avaient été nécessaires pour la détecter).

Les deux astrophysiciens s'associent alors à Laurent Vigroux (Centre d'études nucléaires de Saclay) pour confirmer leur découverte en lumière visible. Et, à l'aide d'une caméra spéciale ultra-sensible montée sur le télescope franco-canadien d'Hawaii, ils repèrent ce qu'ils pensent être la contrepartie optique des points détectés en gamma et en rayons X (le Monde du 24 août 1983).

L'opération est délicate : d'une magnitude de 21 (3), cet objet très peu brillant émet, dans le domaine optique, le deux centième de l'énergie qu'il diffuse en rayons X, qui ne représente, elle-même, que la millième partie de celle libérée en rayons gamma. Pourtant, des observations plus fines, réalisées par la même équipe l'année suivante, la forcent à rectifier le tir. Geminga serait, en fait, un autre objet, tout proche du premier, encore moins lumineux (magnitude 25), à la limite des possibilités de détection des télescopes les plus perfectionnés de l'époque. Les radioastronomes, en revanche, sont toujours bredouilles.

Geminga avait donc perdu une part de son mystère. Les astrophysiciens pouvaient restreindre le champ de leurs hypothèses. Il s'agissait probablement d'un reste de supernova, d'un trou noir ou d'un pulsar. Mais il était toujours impossible de se prononcer plus précisément, et, notamment, de détecter les fameuses pulsations qui trahissent sans équivoque le pulsar.

Le dernier coin du voile

Le principal problème posé aux chercheurs est l'absence d'émission radio. Pratiquement tous les pulsars connus (plus de 500) ont été, jusqu'à présent, détectés par les radioastronomes. Les photons liés aux ondes radio sont, en effet, beaucoup moins énergétiques que ceux qui correspondent aux émissions X ou gamma. Ils sont donc nettement plus nombreux pour une quantité donnée d'énergie. Chaque photon reçu correspondait à une impulsion (ou un point) sur les instruments. Il est d'autant plus facile de détecter une pulsation. «Les pulsars nécessaires pour obtenir une image sont de l'ordre d'un quart d'heure en radio, pour quelques jours, voire quelques semaines en gamma», explique Jacques Paul. C'est ainsi que les cinq mois d'observation de COS-B n'ont permis de recueillir que mille deux cents photons provenant de Geminga, pourtant très brillante en gamma.

Giovanni Bignami a bien cru détecter une «modulation» dans les observations de Geminga réalisées en 1984 et 1985 par le satellite européen d'astronomie X Exosat, mais, là encore, les données n'étaient pas suffisantes pour établir une certitude.

C'est Rosat, satellite allemand d'astronomie X lancé en 1990 qui, vingt ans après le lancement de Geminga, va enfin lever le dernier coin du voile. A partir de vingt à trente observations d'une durée de vingt à trente minutes (pour 612 à 1 100 photons chacune), réalisées entre le 14 et le 17 mars 1991, Jules Halpern (université Columbia, New-York) et Stephen Holt (NASA, spatial Goddard) ont pu constater une pulsation régulière, à une fréquence de chaque 0,237 seconde.

La découverte est immédiatement en gamma, par une autre équipe dirigée par David Bertsch (NASA, centre spatial Goddard). Un exploit rendu possible par la mise en œuvre d'un nouveau type de détecteur, le GRO (Gamma Ray Observatory), mastodonte de 17 mètres mis en orbite l'an dernier (le Monde du 17 avril 1991).

Enfin, munis de ces indications, Giovanni Bignami et Patrizia Caraveo ont pu confirmer la pulsation.

dans les données de COS-B, vieilles de plus de dix ans. «Ils étaient là depuis le début», soulignent-ils dans leur lettre à *Nature*. Mais il était, hélas, impossible de les en exhumer sans les coordonnées fournies par Rosat. Sans ce tuteur, même les données de GRO n'auraient pas suffi pour établir une certitude.

Mais les chercheurs ne se laissent pas décourager. «Le mystère de Geminga est désormais largement résolu», estiment-ils. Halpern et Stephen Holt. Sauf nouveau contre-dre, l'astre mystérieux serait donc une étoile à neutrons, apparemment dépourvue de compagnon, qui tourne sur elle-même à raison d'un peu plus de quatre tours par seconde. Elle serait nettement plus vieille que ses «cousines» du Crabe et de Vela : cent à trois cent mille ans (contre mille pour le Crabe, et dix mille pour Vela).

Mais les chercheurs ne vont pas, pour autant, abandonner leur enquête sur Geminga. L'existence même de ce pulsar atypique soulève, en effet, bien des questions. Il faut l'étudier en détail, lui trouver quelques «frères». Pour ce faire, les chercheurs attendent avec impatience les prochains livrés astronomiques, comme, par exemple, le X AXAF (Advanced X Ray Astrophysics Facility) que la NASA lance dans les prochaines années.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) *Nature* du 21 mai et du 28 mai 1992.

(2) Année-lumière : la distance parcourue par la lumière pendant un an soit environ 9 milliards de kilomètres.

(3) La magnitude caractérise l'intensité d'un astre. Elle s'exprime par un nombre inversement proportionnel à la luminosité. L'étoile voit rarement au-delà de la magnitude 5, et la plus brillante de l'éclat d'une bougie est la Lune et celle de la Terre.

Ondes fantômes

Les ondes gravitationnelles par Geminga seraient à l'origine des vibrations du Soleil. Cette hypothèse, émise en 1983 par une équipe composée de Philippe Laugier (observatoire de Nice), Jacques Paul (Centre d'études nucléaires de Saclay), George Isaak (université de Birmingham) et Giovanni Bignami (université de Milan), avait donné lieu à une large polémique dans la communauté scientifique (le Monde du 12 octobre 1983). Ces ondes, prédites par la théorie de la relativité générale d'Einstein, n'ont, en effet, pas encore pu être mises en évidence.

Des observations complémentaires démontrèrent vite que la théorie des quatre chercheurs européens n'était pas fondée. Elle avait été présentée un peu vite comme une certitude : «car les spécialistes du Soleil avaient absolument besoin, à l'époque, d'arguments pour obtenir le financement d'une mission de l'Agence spatiale européenne», affirment les mauvaises langues.

Vieille en plein jour

Exit, les ondes gravitationnelles de Geminga. Mais son influence sur notre système solaire pourrait, quand même, n'être pas négligeable. Les découvertes récentes montrent, en effet, que ce pulsar superintend de l'explosion d'une supernova, située à 100 années-lumière. Or, souligne Jacques Paul, «celle de la nébuleuse du Crabe, survenue à six mille années-lumière, a pu être observée en 1054 par les Chinois, qui l'ont décrite comme une étoile visible en plein jour». Les conséquences de la libération d'énergie dégagée par un phénomène similaire, mais beaucoup plus proche, méritent d'être étudiées.

Si les estimations sont exactes, de 10 à 100 milliards de tonnes de matière ont déjà nous dépasser. Nous sommes dedans», estime Jacques Paul. Son influence, qui pourrait déterminer, pourrait concerner, par exemple, la haute atmosphère terrestre.

J.-P. D.

TRAVAIL SOCIAL : À N'Y RIEN COMPRENDRE !

Alors que l'augmentation du nombre des chômeurs, les problèmes des banlieues, la mise en œuvre du Revenu Minimum d'Insertion, nécessitent des équipes de travailleurs sociaux dynamiques, motivés en nombre suffisant...

Alors que collectivités locales, organismes de protection sociale, associations sanitaires et sociales... cherchent à recruter davantage de travailleurs sociaux qualifiés et diplômés...

Alors que le nombre de jeunes qui souhaitent entrer dans les formations éducatives et sociales est de plus en plus important...

Les moyens financiers pour la formation des travailleurs sociaux, ne cessent de diminuer depuis plusieurs années, à tel point que :

- En 10 ans, le Ministère des Affaires Sociales a fait baisser les effectifs d'étudiants au travail social, par exemple pour les assistants sociaux de 24% à 10% pour les éducateurs spécialisés. Monsieur BIANCO avait promis une augmentation d'étudiants de 10% la rentrée 1992, mais aucun financement n'étant prévu, cette promesse ne pourra pas être tenue.
- En 1992, l'insupportable atteinte d'un tiers de l'augmentation des subventions de l'Etat pour la formation initiale, et pour la formation permanente et supérieure une réduction de 33%, une incertitude totale pesant sur les crédits 1993.

Or, des accords de travail signés par les partenaires sociaux, agréés par le Ministre, entraînent une augmentation de 12 à 15% des charges sociales. Dans ce contexte, ils en appellent à se demander s'ils doivent attendre la rentrée de septembre ou revenir au principe de la gratuité des études !

Les syndicats de formation tiennent à souligner l'INCOHERENCE DE LA POLITIQUE SOCIALE GOUVERNEMENTALE qui consiste à :

■ Les priver de moyens, alors qu'ils ont 15.000 étudiants en formation qui tous ont besoin d'un emploi. Le nombre d'emplois des employeurs étant même supérieur à celui des diplômés.

■ Vouloir solutionner le problème des quartiers difficiles, tout en ayant une politique de diminution des effectifs de travailleurs sociaux et de déstabilisation. Or, la plus souvent ce sont les seuls interlocuteurs des populations en difficultés et ils peuvent, dans un face à face constructif avec elles, éviter les fractures sociales.

L'écart entre les discours et les réalisations gouvernementales ne peut que conduire à :

POUR SORTIR DE CETTE SITUATION INADMISSIBLE, LES CENTRES DE FORMATION DE TRAVAILLEURS SOCIAUX DEMANDENT AUX POUVOIRS PUBLICS DE LEUR DONNER DES MOYENS DECENTS POUR PERMETTRE DE REMPLIR LA MISSION DE SERVICE PUBLIC QUI LEUR EST ATTRIBUEE.

Communiqué du Comité National des Ecoles de Service Social, du Comité de Liaison des Centres de Formation Permanente Supérieure de Travail Social, du Groupement National des Instituts Régionaux de Travail Social, et de l'Union Nationale des Instituts de Formation du Travail Educatif Social.

CULTURE

MUSIQUES

Triomphes en terre batave

Des Négresses vertes à Patrick Bruel, la chanson française s'impose aux Pays-Bas

AMSTERDAM

de notre correspondant

Ne dites pas à Patrick Bruel que les Néerlandais sont incapables d'importer de la musique. Il aura alors près de deux mille cinq cents bonnes raisons de vous traiter d'imbécile : tel est le nombre de « fans » idolâtres qui ont fait un petit événement du « unique qu'il a donné » à Utrecht pour que le chanteur, avec panache sur deux ans de tournée, l'artiste, en effet, ne s'était encore jamais produit en terre non francophone. Sa dernière représentation, donc, avait été une première.

Après avoir chanté pendant quatre-vingt-dix minutes un répertoire brésilien connu par cœur, le public « contrainct » le chanteur à doubler la mise en donnant un « bis » de plus d'une heure. Patrick Bruel, épuisé autant qu'ébahi, finit par les coulisses non sans avoir à un sondage-éclair instructif : « Que les francophones vivent la main », demanda-t-il, convaincu que des compatriotes et des Belges peuplaient en majorité la salle. Quelques dizaines de bras levèrent l'air. « Et maintenant, les Hollandais », lança ensuite l'artiste. Deux mille gorges libèrent alors une assourdissante ovation !

Étonnante « Bruelmanie », à laquelle rien n'apparaît ne prédisposait ce pays : ni son tropisme musical anglo-saxon ni « radio » qui puisent jusqu'à l'extrême dans une discographie hexagonale. « Gilbert Bécaud », Michel Fugère, Julien Clerc. Mais en ce printemps 1992, un renouveau se sentait dans Patrick Bruel, qui est resté neuf semaines au top 40 des meilleures ventes avec *Casser la voix* (classée huitième) et qui vient d'y coter à nouveau avec *Je te le dis quand même*, paraît-il n'être que l'une des inondations. Avant lui, la Mano Negra, Patricia Kaas, ou Liane Foly avaient effectué de petits tours au-dessus des Pays-Bas ; en même temps, lui, ou presque, les Négresses vertes ont rencontré un vif succès, de même qu'Alain Bashung, dont la *Josephine* s'est hissée pendant plus de trois mois dans les hauteurs du classement des meilleurs passages radio, atteignant la sixième place ; il faudrait aussi citer Arthur H., qui est venu et reviendra, ou Stéphane Eicher, qui est sur le point d'arriver.

Mieux qu'en Belgique ou qu'en Suisse

« Aujourd'hui, la chanson française est plus populaire aux Pays-Bas qu'en Belgique ou en Suisse », constate Patrick Hourbette. Sa déclaration est, il est vrai, légitime : depuis qu'il a rejoint Amsterdam, en septembre 1989, en tant qu'attaché linguistique à la Maison Descartes - l'un des plus prestigieux instituts culturels français à l'étranger - ce quasi-quarantenaire aux airs trompeurs d'étudiant a beaucoup fait pour les Français de l'Hexagone sans perdre de vue sa mission : « La promotion de la langue française reste le cadre de mon action, explique-t-il, mais les similitudes de nos langues ne suffisent plus à l'ère de l'audiovisuel : la musique en fait partie ». Trois ans lui ont suffi pour tracer un sillon marquant dans le paysage musical néerlandais.

Avec un taux record (70 %) de ménages dotés d'un lecteur de CD, et des habitants consacrant en moyenne 280 francs par an à l'achat de « compact », les Pays-Bas sont une nation de mélomanes : ne se bouchent pas les oreilles des qu'ils entendent chanter dans une langue étrangère. « C'est, relève Patrick Hourbette, « aucun artiste français n'y échappe depuis trois ans » : la vertu de la théorie du « cercle vertueux » par l'intermédiaire des compagnies de disques de l'Hexagone pour un marché just restreint, pas de promotion des artistes auprès des radios, pas de diffusion, pas de programmation de concerts, pas de clients chez les disquaires ».

Il n'y avait qu'une seule brèche dans ce sombre panorama : un vieux fonds de francophonie dans les milieux musicaux et radiophoniques.

aux néerlandais. Avec l'appui du service culturel de l'ambassade de France à La Haye, Patrick Hourbette s'y est efforcé. Doté, par l'Action française d'action artistique, d'un budget de 150 000 francs pour soutenir, cette année, une vingtaine de concerts et armé de quelques CD pour propager sa foi auprès des radios, il s'est placé en « intermédiaire » entre les compagnies de disques françaises, les programmeurs de salles et les animateurs de radio.

L'histoire du succès d'Alain Bashung est à cet égard éloquent. Recommandée par Patrick Hourbette à Frits Spits, le populaire inventeur de l'émission la plus écoutée de la chaîne musicale Radio 3, *Josephine* fut vite fait de décoller. Polydor, qui n'avait pas prévu de diffuser le titre aux Pays-Bas, fut contraint de dévaliser ses stocks en Belgique pour approvisionner les disquaires néerlandais.

Un festival à Amsterdam

Un autre relais a été activé avec succès : la Chambre syndicale du disque néerlandais (CPG). Impressionnée par ces efforts de promotion, les compagnies affiliées vont participer à l'édition prochaine d'un CD de compilation des artistes hexagonaux des années 90. Devant, également, des cet été, le reportage quotidien du tour de France sur Radio 1, ce CD sera ensuite le vecteur d'une vaste action pédagogique dans les écoles néerlandaises, avec la participation de l'association des professeurs de langue vivante. En octobre, les journées nationales du disque, organisées par la CPG, feront, pour la première fois depuis leur création, une large place aux artistes français. L'opération devrait culminer, en septembre et en octobre, avec l'organisation d'un festival à Amsterdam (avec Jacques Higelin, Jil Caplan, Axel Bauer) et d'une nuit de la chanson française à La Haye.

Entre-temps, la principale chaîne de distribution de disques, Free Record Shops (37 % du marché)

aura mis sur pied un mois français. Décrite par Patrick Hourbette comme une « opération de relations publiques, commerciale, linguistique, culturelle », cette action pourrait porter très vite des fruits : le réseau d'Amsterdam envisage sérieusement de retransmettre la chaîne musicale française MC M. Mais, sans attendre, elle pourrait inciter le ministère de la culture à accélérer sa décision quant à la création d'un Bureau de la musique française en Europe, à l'instar de celui existant aux États-Unis.

CHRISTIAN CHARTIER

Maison de la Culture du Monde

America 92 jusqu'au 14 juin

MIMI BARTHELEMY

une conteuse des 19^{es} et 20^{es} siècles

avec J. M. BALANYA piano création musicale

45 11 72 30

STUDIO THEATRE de VITRY

1er au 30 juin à 21 h

Relâche dimanche

LES BONNES

de Jean Genet

Mise en scène Alain Ollivier

46 81 75 50

Réservation indispensable

Avec l'aide du Centre d'Arts Contemporains d'Ile de France



POURQUOI FAIRE EN 3 HEURES CE QUE L'ON PEUT FAIRE EN 1 HEURE.

Air Inter vous propose d'aller à Bordeaux en 1 heure, c'est pour vous permettre d'y rester 11 heures et de revenir dans la demi-journée. Et comme il y a 13 vols par jour, vous aurez le choix de vos horaires. Air Inter vous propose encore plus de possibilités de voyager à tarifs réduits avec par exemple, la nouvelle Evasion pour tous ou les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes. Renseignez-vous auprès d'Air Inter (Paris 45 90 00) ou de votre agent de voyages et Minitel 3615 - 3616 AIRINTER.

AIR INTER

L'AVION FACILE

CINÉMA

► *Le Gaspard à l'Opéra*. - Pour clore la saison cinéma à l'Opéra Garnier et l'hommage rendu à Claudia Cardinale du 3 au 13 juin dans la salle du Palais de l'Opéra, la Cinémathèque de la danse et la Cinémathèque française présentent *Le Gaspard* (1963) de Luciano Visconti, en présence de Claudia Cardinale. Pas exactement un « film de danse », mais l'un des plus mémorables jamais enregistrés sur pellicule.

► Le 14 juin à 19 heures, grande salle de l'Opéra de Paris (Garnier). Tél. : 47-42-53-71. Prix des places : 60 F.

► Huit films pour le septième art. - Les temps étant durs pour le cinéma français indépendant, « Repérage 92 » présente une sélection de films récents qui n'ont pas eu le temps d'obtenir le succès qu'ils méritent : les *Arctiques* de Manuel Sanchez, *Simple mortel* de Pierre Jolivet, *L'Autre* de Bernard Giraud, *Un cœur qui bat* de François Dupeyron, *Tous les jours* de Gérard Mordillat, *Les Rats* de Cécile Kahn, *Nord* de Xavier Beauvois et *Chef* de Rachid Bouchareb. Une carte non nominative au tarif de 100 F permet d'assister à toutes les séances.

► Paris : du 13 au 30 juin au Trianon, 80, bd Rochechouart. Créteil : du 10 au 13 juin, 23 juin. Toulouse : le Rex et le Centre culturel de l'Aéropostale, du 17 au 30 juin. Bordeaux : Le Saint-Genès, du 24 juin au 7 juillet. Montpellier : le Rex, du 1^{er} au 14 juillet.

► Festival de film caribéen. - Association pour la promotion et le développement du cinéma caribéen, Images Caribées, qui organise le festival pour la troisième fois, a choisi pour thème central le regard des colonisés sur cinq cents ans de présence européenne. La programmation comprend cinq sections en compétition : longs-métrages de fiction, longs-métrages documentaires, images de femmes des Amériques, d'Afrique, images de cultures noires des Amériques et du monde créole.

► Festival du film caribéen. Du 12 au 20 juin, Fort-de-France, Martinique.

► Science et films. - Plusieurs manifestations associent science et cinéma cette semaine, à l'occasion

de l'opération « Science en fête ». L'INSERM organise, à Paris et en province, la rencontre de deux champs qui se côtoient depuis le début de siècle mais ne se rencontrent guère : la science et la science-fiction. Les projections serviront de support à des débats qui regroupent scientifiques, journalistes et auteurs de SF. Le CNRS a de son côté pris l'initiative de deux journées de projections de films de recherche scientifique dans tous les domaines, tandis que l'Agence Jules-Verne convie à la découverte de films rares consacrés à des savants.

► 13 et 14 juin au Max-Linder, 24, boulevard Poissonnière (9^e). Tél. : 48-24-88-88 ; le 13 juin à la Cinémathèque de Toulouse, 3, rue Rogoletine, tél. : 61-48-90-75 ; et à la Cinémathèque du CDRP de Marseille, CNRS, les 13 et 14 juin, salle du CNRS, 15, quai Anatole-France (7^e). Agence Jules-Verne : Palais de Tokyo, 1, avenue du Président-Wilson (16^e).

CENTRE INTERNATIONAL DE BAGNOLET POUR LES ŒUVRES CHOREGRAPHIQUES • SEINE SAINT-DENIS

LA DANSE C'EST UNE DECLARATION D'AMOUR

III^{èmes} RENCONTRES CHOREGRAPHIQUES INTERNATIONALES DE BAGNOLET

11 PAYS, 17 COMPAGNIES, DU 9 AU 14 JUIN 1992

MC 93 - BOBIGNY: 48 31 11 45

MARITHE & FRANÇOIS GIRAUD

Seine Saint-Denis
Conseil Général
SACD ADAMI

SPECTACLE D'USHIO AMAGATSU, PRESIDENT DU JURY: DU 17 AU 19 JUIN 1992.

... ..

HELMIA ET LOUISE (A. v.o.) : Cécile Beaumont, 14 (42-71-52-38) ; Cinoches, 6 (45-54-46-85) ; Cécile Beaumont, 14 (42-71-52-38) ; Grand Public, 6 (45-54-46-85) ; Grand Public, 6 (45-54-46-85).
MINIME BOMBS (A. v.o.) : Paramount, 14 (47-42-56-31) ; Les Montagnes, 14 (47-42-56-31) ; Les Montagnes, 14 (47-42-56-31).
ROCK SONG TRILOGY (A. v.o.) : Cécile Beaumont, 3 (42-71-52-38) ; Le Berry Libre, 11 (43-57-61-85).
LES JEUX DU MONDE (P.) : LGC Thompson, 6 (45-74-93-60) ; Patti Thompson, 6 (45-74-93-60) ; Paramount Pictures, 6 (45-74-93-60) ; Paramount Pictures, 6 (45-74-93-60).
OUTES : Paramount Pictures, 14 (43-35-40-40) ; Les Montagnes, 14 (43-35-40-40).
PUFFY, MADLY, DEEPLY (Int.) : Utopia, 6 (45-54-46-85).
RUSTY ME (A. v.o.) : 14 Juillet Passes, 14 (43-35-40-40).
TWIN PEAKS (P.) : A. v.o. : Gueunois Les Montagnes, 14 (43-35-40-40).

ECONOMIE

BILLET

Tchécoslovaquie : deux pays en un

Deux Etats distincts conservant de forts liens économiques : le scénario d'évolution de l'économie tchécoslovaque décrit par un responsable gouvernemental au début de l'année semble en train de se réaliser. Cette évolution, qui a déjà été discutée officiellement par le gouvernement slovaque, ne suscite pas pour l'instant de fortes inquiétudes dans la communauté économique internationale.

Dès 1991, l'OCDE, pourtant réputée pour sa prudence, n'avait pas hésité à écrire dans son rapport consacré à la « République fédérative tchèque et slovaque », que la division du pays était envisageable. L'organisme du château de la Veste de Prague qu'un divorce à l'amiable peut-être plus souhaitable que l'ouverture d'une longue période de tensions et d'incertitudes. D'ores et déjà, pour les investisseurs étrangers, il y a deux pays en un. Les Allemands ont investi massivement dans la partie tchèque du pays, surtout au cours des dernières années. Plusieurs contrats importants ont été signés par des entreprises françaises en Slovaquie.

La tentation séparatiste a été nourrie ces dernières années par le déclin d'un profond héritage économique : la Slovaquie, dotée d'industries lourdes et performantes, notamment dans le secteur militaire, était nettement moins bien que la partie tchèque du pays pour affronter la crise de la transition vers le marché. Un seul indicateur suffit : le taux de chômage atteint aujourd'hui 12 % de la population en Slovaquie, contre 4 % seulement en République tchèque. Il est donc dans l'intérêt des fédéralistes et des partisans d'une séparation en douceur d'éviter que les deux pays de chômage divergent trop, de tenter de répartir harmonieusement les investissements étrangers.

Pour des transferts financiers sont nécessaires. Lorsque l'on voit les investissements provoqués par les entreprises d'une région riche vers une région pauvre en Slovaquie, depuis des décennies ou en Allemagne plus récemment, on comprend la gravité du problème lorsqu'il s'agit d'une région pauvre et d'une encore plus pauvre. Un élément paraît tout de même rassurant : M. Václav Klaus, chargé de former le nouveau gouvernement fédéral, joue fédérateur, et M. Vladimír Špidlík, ministre slovaque, n'a pas indiqué clairement qu'il se désolidarise de la réforme économique menée à Prague, notamment dans le domaine des privatisations.

Plus de 400 000 téléviseurs introduits en fraude en Pologne en 1991

Plus de 400 000 postes de télévision en provenance d'Europe de l'ouest ont été introduits en fraude en Pologne en 1991, a déclaré lundi 8 juin, lors d'une conférence de presse, M. Adam Glapiński, ministre polonais de la coopération économique avec l'étranger.

Les producteurs locaux protestent, accusant les importateurs de fausser le marché en introduisant des postes de télévision importés légalement.

M. Glapiński a précisé que le manque à gagner pour l'Etat polonais lié au marché noir de matériel électronique s'élevait à 250 millions de dollars en 1991 (1,3 milliard de francs). (AFP)

Contre les souhaits du FMI

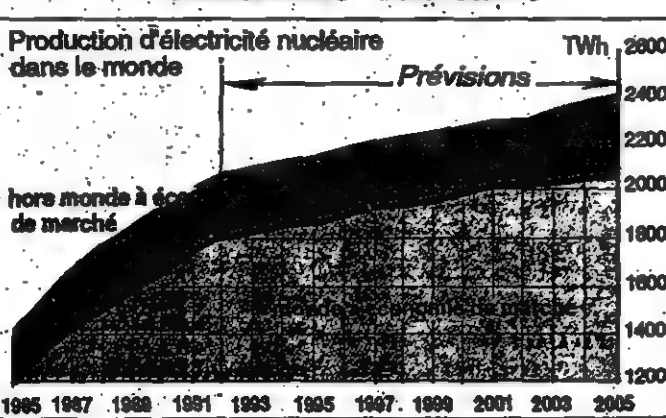
Le président Eltsine reporte la libération des prix de l'énergie

Le président Boris Eltsine souffle le chaud et le froid. Alors que, ces derniers jours, il confirmait son intention de libérer prochainement les prix de l'énergie, il a fait machine arrière et annoncé, lundi 8 juin, le report de la décision à la fin de l'année 1992, selon l'agence de presse Itar-Tass.

Cette volte-face ne va pas faciliter les discussions qui s'ouvrent cette semaine à Moscou entre la Russie et le Fonds monétaire international (FMI). En effet, le FMI avait fait de la libération des prix de l'énergie en Russie une condition sine qua non à l'octroi des crédits promis - dont une partie des 24 milliards de dollars offerts par les pays occidentaux.

Le mois dernier, les prix du pétrole avaient déjà été multipliés par dix. Libérés complètement, les prix de l'énergie pourraient augmenter de 60 %, de l'avis des spécialistes.

Hausse de la production mondiale d'électricité nucléaire



S'achemine-t-on vers un redémarrage, avant la fin du mois de juin, du surrégénérateur Superphénix de Creys-Mahéville ? Les écologistes de l'école le redoutent. « Ces derniers jours, ont-ils indiqué au cours du week-end, nous avons pu observer sur le site une activité anormale pour une installation toujours officiellement à l'arrêt. » Contredit par les écologistes mais présenté par certains comme une solution - partielle - pour lutter contre le réchauffement de la planète, le nucléaire civil traditionnel n'en poursuit pas moins sa progression. De 2 000 TWh en 1991, la production d'électricité d'origine nucléaire devait passer à 2 400 TWh en 2005 du seul fait de l'inertie des programmes actuellement en cours. Au-delà de cette date, rien n'est encore joué. Mais la Russie a fait savoir qu'elle entendait relancer son programme de construction de centrales.

L'extension de la centrale thermique de Soussse

Important contrat pour GEC-Alsthom en Tunisie

TUNIS

Le groupe GEC-Alsthom et la société tunisienne d'électricité et de gaz ont signé récemment à Tunis un contrat de 1,4 milliard de francs pour l'extension de la centrale thermique de Soussse dans le Sahel. GEC-Alsthom utilisera une nouvelle technologie dite à « cycle combiné » : la récupération de la chaleur à la sortie des turbines à gaz permet la réduction de consommation et réduit les effets polluants. La centrale sera la première de ce type à être opérationnelle au Maghreb et sur l'ensemble du continent africain. Sa mise en service s'échelonne de mars 1994 à février 1995.

Ce contrat, dont le montage financier n'a pas été rendu public, est le plus important jamais conclu entre la Tunisie et la France. Ces dernières années, plusieurs gros marchés, notamment pour la construction du métro léger de Tunis et la mise en place d'installations radar, avaient échappé au groupe français.

EN BREF

Alger livrera six milliards de m³ de gaz par an à l'Espagne. - La société algérienne de production et de commercialisation d'hydrocarbures Sonatrach et la société espagnole Enagás ont signé, lundi 8 juin à Alger, un accord d'une durée de 25 ans pour la livraison de six milliards de m³ de gaz par an dès la fin de 1995. La décision de construire un gazoduc reliant les deux pays avait été signée le 30 avril 1991 à Madrid, par l'Algérie, le Maroc et l'Espagne. Long de 1 265 kilomètres, il reliera le gisement gazier de Hassi-Rmel (Algérie) à Séville (Espagne), en passant par le Maroc et le détroit de Gibraltar. D'un coût total de 8,1 milliards de francs, ce gazoduc aura une capacité annuelle de 10 milliards de m³ pouvant être portée à 20 milliards. Prolongé, il permettra alors d'approvisionner le Portugal, la France et l'Allemagne. L'Espagne importe déjà annuellement 4 milliards de m³ de gaz algériens.

L'Algérie pourrait rééchelonner sa dette de 30 milliards de francs. - L'Algérie pourrait rééchelonner une partie de sa dette extérieure en 1993 et ses remboursements accablés devraient se maintenir à 75 % de ses recettes extérieures, a déclaré, lundi 8 juin, le chef du gouvernement algérien, Sid Ahmed Chohri. Selon lui, la seule issue pour éviter le rééchelonnement est de négocier avec les créanciers de l'Algérie une baisse de ces remboursements à 30 % des recettes extérieures. Le rééchelonnement partiel de la dette algérienne représenterait un tournant dans la politique du gouvernement de M. Chohri, qui avait déclaré lors de son investiture, il y a un an, qu'il ne serait « pas l'homme de rééchelonnement ». (AFP)

Après la publication du rapport du MITI

Les Etats-Unis réagissent vivement aux critiques japonaises sur leurs pratiques commerciales

TOKYO

de notre correspondant

Souvent critiqué par ses partenaires, le Japon réagit ponctuellement aux attaques en cherchant à apaiser les esprits par des démonstrations de bonne volonté. Mais, avec le rapport de la Commission industrielle, organisme consultatif du Ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), il a choisi de contre-attaquer en dénonçant les pratiques « déloyales » de ses partenaires (le Monde du 9 juin). Les Etats-Unis n'ont pas manqué de réagir vivement à la publication de ce rapport.

Le volumineux rapport du MITI, qui dresse un inventaire de pratiques jugées contraires au texte du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) - telles que les quotas à l'importation ou les discriminations en faveur des entreprises nationales - et identifie des cas d'interprétation arbitraire des dispositions de l'accord - comme l'abus des procédures antidumping par la CEE, a été surtout en cause la politique des Etats-Unis, qui n'ont pas manqué de protester. « Nous ne voulons pas entrer dans une dispute publique à ce sujet, mais bien évidemment nous avons eu beaucoup de discussions commerciales avec le Japon sur la nécessité de jouer selon les mêmes règles », a déclaré lundi 9 juin le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Frosman.

Abandon de la banque d'affaires ■ des diversifications

La commission des finances du Sénat propose une réforme de la Caisse des dépôts

M. Roger Chénou, rapporteur général de la commission des finances au Sénat, a présenté mardi 9 juin un rapport sur une réforme de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) dont il est membre du conseil de surveillance. Hostile à une privatisation globale, il reconnaît la nécessité pour la Caisse des dépôts d'être un établissement public dont il faut cependant redéfinir la vocation. Ne devant plus être un groupe financier, la CDC a pour mission d'être une centrale d'épargne vouée à l'intérêt général. Le rapport préconise une modification de la composition du conseil de surveillance de la Caisse des dépôts et une limitation des pouvoirs de son directeur général.

En avril 1991, après la publication d'un rapport de la Cour des comptes dénonçant des opérations boursières de la Caisse des dépôts effectuées en partie grâce à des fonds d'épargne (le Monde du 23 mars 1991), la commission des finances du Sénat a décidé d'effectuer un audit de cet établissement afin d'en proposer une réforme. L'étude vient d'aboutir à un rapport d'une centaine de pages, dont quatre-vingt mettent à plat les structures de fonctionnement avant d'aboutir à des propositions d'évolution.

D'emblée, le rapport juge inutile un « nouveau groupe financier public doté d'une banque de marché, d'une compagnie d'assurance, d'une banque spécialisée dans le financement des collectivités locales en France et à l'étranger, d'un groupe de promotion immobilière et de services, d'une banque d'investissement ou d'affaires particulièrement active dans des secteurs aussi concurrentiels que la communication et la tourisme ». En clair, le Sénat refuse la Caisse dans sa physionomie actuelle. Elle « se développe sur des privilèges peu conformes au respect de la concurrence », n'a pas « une instance dirigeante adéquate » et « échappe au contrôle et aux régulations qui s'appliquent aux entreprises publiques et aux sociétés commerciales ». « Si la Caisse persiste à vouloir devenir un groupe financier, elle doit être dans un premier temps banalisée dans ses ressources, ses missions et son statut pour devenir une entreprise publique conventionnelle, puis elle doit être privatisée. »

Mais cette privatisation globale n'est pas ce que préconise le rapport. Il insiste plus sur le caractère indispensable de la Caisse des dépôts qu'il faut néanmoins recentrer sur deux missions : être une centrale d'épargne vouée à l'intérêt

général et un établissement financier de référence.

« Cet établissement public aurait pour fonction de centraliser les fonds d'épargne et les dépôts et consignations obligatoires et de les affecter à des emplois d'intérêt général, sous réserve de la nécessaire liquidité de ces fonds déposés à vue. L'attribution de ces fonds - qui viennent du livret A, de l'épargne sur livret, et des notaires - serait alors clairement répertoriée grâce à une clarification des comptes. Parallèlement, et pour un meilleur contrôle, le rapport propose un réaménagement du statut du directeur général dont il soumet la réduction de l'indépendance et une recomposition de la commission de surveillance pour que le pouvoir législatif (Assemblée et Sénat) y ait un rôle prééminent comme lors de la création de la CDC en 1916. »

Le second maître à préserver, « celui de la place par

excellence », s'exercera au travers de l'établissement de crédit CDC Banque. A lui de développer sa « capacité d'innovation financière et le rôle important qu'il joue sur la place de Paris pour y acclimater des produits ou des techniques nouvelles ». Cette banque aurait un actionnariat diversifié mais les capitaux publics y resteraient majoritaires. Elle serait soumise à tous les contrôles classiques du secteur bancaire.

Pour mener à bien cette clarification des structures de la Caisse des dépôts, point besoin de nouvelle loi de grande envergure. En effet, d'après le rapport, une partie du chemin a déjà été faite par l'actuel gouvernement. Et de citer la réforme des fonds d'épargne, la privatisation partielle du livret local à France ou encore la réforme de la Caisse nationale de prévoyance.

DOMINIQUE GALLOIS

Le raid sur la Société générale

La Cour des comptes a de nouveau examiné les opérations boursières de la CDC dans un « raid boursier » et de son rôle de gestionnaire de fonds gérés ou de alca, compte tenu par ailleurs de l'existence à son profit d'un monopole des tables.

Pour la Cour des comptes, la question de fond posée est la suivante : « un établissement financier qui gère des comptes de portefeuilles, ou a fortiori comme la CDC des fonds d'épargne, peut-il tirer parti de cette situation pour ramasser des titres d'actions cotés de bourse par ces portefeuilles, alors que, comme investisseur ou banque d'affaires, il est associé à une tentative d'OPA pour le contrôle de cette société cotée de bourse ? En effet, même si la Cour a jugé modestes les opérations sur le titre Société générale, elle constate que par ce biais de rachat de titres et la CDC empoignait les actionnaires de la Société générale hostile au raid de les ramasser... »

UNIVERSITÉ PIERRE-MENDÈS-FRANCE GRENOBLE 2

ÉCOLE DOCTORALE ET DEA « ÉCONOMIE APPLIQUÉE » Énergie, Développement, Industrie, Travail IEPE INRA IREPO

40 enseignants et chercheurs, 4 spécialités dans un environnement exceptionnel pour une enseignement supérieur, CNRS, Entreprise.

B.P. 47 - 38040 Grenoble - Tél. : 78-82-54-51

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

AVIS d'ouverture d'une enquête publique du 5 juin au 6 juillet 1992

Antenne autoroutière de Castres

La préfecture de la Haute-Garonne communique :

L'enquête publique relative à l'antenne autoroutière de Castres et préalable à :

- la détermination des zones de travaux de réfection,
- l'attribution du contrat de travaux,
- la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de Castelnau, Gagnac et Verlat.

Un dossier restera déposé aux mairies de Castelnau, Gagnac, Saint-Marcel-Paule, Bompas-Riquet et Verlat, pendant trente-deux jours ouvrés et consécutifs, du 5 juin 1992 au 6 juillet 1992, où chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituels aux mairies concernées.

Les réclamations éventuelles pourront être :

- soit consignées sur les registres à feuillets non mobiles ouverts à cet effet ;
- soit adressées par écrit, pendant la même période, au président de la commission d'enquête siégeant aux mairies de Castelnau, Gagnac, Saint-Marcel-Paule, Bompas-Riquet et Verlat ;
- soit présentées directement à la commission d'enquête, composée comme suit :

Président : M. E. Vidal, ingénieur en retraite,

Membres : M. Jean Teot, ingénieur en retraite, M. Hervé Teyssie, architecte.

Qui assisteront ensemble ou à tour de rôle les permanences aux mairies de Castelnau, Gagnac, Saint-Marcel-Paule, Bompas-Riquet et Verlat, aux jours et heures :

- Castelnau, les 5 et 11 juin 1992, de 15 heures à 17 heures ;
- Gagnac, le 5 juin 1992, de 9 h 30 à 11 h 30 ;
- Saint-Marcel-Paule, le 30 juin 1992, de 15 heures à 17 heures ;
- Saint-Marcel-Paule, le 17 juin 1992, de 15 heures à 17 heures ;
- Bompas-Riquet, le 23 juin 1992, de 15 heures à 17 heures ;
- Verlat, le 5 juin 1992, de 14 heures à 16 heures ;
- le 6 juillet 1992, de 14 h 30 à 17 h 30.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, qui devront être rendus avant le 6 août 1992, seront tenus à la disposition du public pendant un an à la préfecture de la Haute-Garonne, au tribunal administratif de Toulouse et aux mairies de Castelnau, Gagnac, Saint-Marcel-Paule, Bompas-Riquet et Verlat.

Ils pourront également être communiqués, à toute personne physique ou morale qui en formulera la demande au préfet de la Haute-Garonne, direction de l'administration générale, 1^{er} bureau.

Pour le préfet,
Le directeur de l'administration générale,
Robert FRIM

PHILIPPE PONS

ÉCONOMIE

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Décédé, à l'âge de soixante-quatre ans

William McGowan, fondateur de MCI avait fait de son groupe le principal rival d'ATT

Victime d'une crise cardiaque à l'âge de soixante-quatre ans, William McGowan, le président-fondateur de Microwave Communications Inc. (MCI), est décédé lundi 8 juin à Washington. Il était notamment connu pour avoir mené - et gagné - une dure bataille contre le monopole dont jouissait ATT jusqu'à déréglementation des télécommunications intervenue aux États-Unis en 1984.

NEW-YORK

de correspondant

En vingt ans, William McGowan aura conquis la deuxième place au royaume des réseaux américains de télécommunications à longue distance, jusqu'à concurrencer sérieusement le géant American Telephone and Telegraph auquel il s'est finalement arraché 16 % de parts de marché et un chiffre d'affaires de 4,4 milliards de dollars (environ 3 milliards de francs) en 1991. Mais, dans le même temps, le cours de cet Irlandais de soixante-quatre ans, originaire de Pennsylvanie, n'a pas résisté aux quinze heures par jour qu'il consacrait à sa vie professionnelle, pas plus qu'au régime quotidien de trois paquets de cigarettes agrémente par une vingtaine de tasses de café, il est vrai américain, qu'il imposait à son organisme.

Une première crise cardiaque en 1986, puis une transplantation rénale suivante, l'avaient incité à conserver soigneusement la présidence de MCI Communications et à confier la direction et la gestion quotidienne du groupe à son numéro deux, M. Bert Roberts. Mais la dernière attaque lui

aura été fatale. Ainsi s'achève l'histoire de celui qui a été si longtemps la bête noire d'ATT, depuis qu'il avait déposé, en 1974, une plainte au titre de la loi anti-trust contre ce groupe alors en situation de monopole, jusqu'à obtenir satisfaction (et 1,8 milliard de dollars de dommages et intérêts) six ans plus tard. En 1984, William McGowan touchait enfin son but. En cassant le monopole d'ATT pour donner naissance à des télécommunications régionales, indépendantes du géant, les tribunaux fédéraux avaient aussi autorisé une concurrence inconnue jusqu'alors sur le marché lucratif des communications à longue distance, lequel représentait aujourd'hui un chiffre d'affaires annuel de quelque 55 milliards de dollars. Un chiffre qui s'ouvrait alors à Microwave Communications Inc. (MCI), cette société créée en 1963 par son complice, M. John Goeken, devenu MCI Communications Corp. et dans laquelle William McGowan avait investi 30 000 dollars cinq ans plus tard pour en détenir la moitié du capital.

Poursuite des projets de développement

A la fin des années 70, le chiffre d'affaires de MCI atteignait péniblement 100 000 dollars par an. Un peu plus de dix ans plus tard, en dépit de la récession, la firme, qui emploie près de 28 000 personnes à temps plein, affichait un bénéfice de 351 millions de dollars (contre 299 millions l'année précédente) sur un chiffre d'affaires de 6,4 milliards (contre 7,6 milliards en 1990) après avoir enregistré de 16 % son trafic, le double du taux enregistré par la profession. De son siège social de Washington, la société permet aujourd'hui à ses clients d'accéder à

deux cent cinquante pays et la politique agressive pratiquée par ses vendeurs (allée à des investissements technologiques financés en grande partie par des « junk bonds » au cours des années 80) lui a permis de porter à 16 % sa part de marché en 1991 (contre 14,2 % l'année précédente) tandis que le numéro trois, Sprint (9,5 % du marché) est aussi devenu un véritable concurrent pour ATT. Ce dernier ne dispose plus que de 63 % du marché des télécommunications internationales sur lequel opèrent encore 475 petites firmes sur les 1500 qui avaient le jour après la déréglementation.

William McGowan n'est plus, mais MCI poursuit ses projets de développement. Début mai, la compagnie a remporté, à la barre d'ATT et de Sprint, un contrat de 250 millions de dollars auprès de Citicorp après avoir doublé ses deux concurrents : quelques semaines plus tôt, pour un autre contrat de 850 millions de dollars conclu avec l'administration fédérale de l'aviation. Quelques jours avant son décès, la compagnie présentait le 2 juin son nouveau programme, « MCI Around the World », sous forme d'une carte d'appel permettant à ses clients de bénéficier de réductions importantes sur leurs appels les plus fréquents à destination de certains pays.

Dans le même temps, MCI a tiré profit des difficultés qu'éprouve actuellement ATT à négocier avec les syndicats sa nouvelle convention collective, avec menace de grève à l'appui. En faisant valoir aux usagers de son concurrent la sécurité que pouvait offrir son personnel qui, à la différence de celui d'ATT, est non syndiqué, la guerre continue et tous les coups sont permis.

SERGE MARTI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Actionnaires de la Société Générale, nous vous proposons de valoriser votre dividende

Du 9 juin au 3 juillet 1992 inclus

Nous vous proposons de percevoir votre dividende en actions Société Générale sur la base d'un cours attractif. Vous pouvez en effet choisir de recevoir votre dividende 1991 (15 F par titre, hors avoir fiscal) en actions émises au prix de 479 F⁽¹⁾.

■ vous souhaitez bénéficier de cette option, faites connaître votre choix à votre intermédiaire financier le 11 juillet au plus tard. Au-delà de cette date, votre dividende sera automatiquement payé en espèces, si vous n'avez pas opté pour le paiement en actions.

Notre Assemblée Générale des actionnaires réunie le 27 mai 1992 sous la présidence de M. Marc Véniot a approuvé les comptes de l'exercice 1991 et a adopté les résolutions proposées.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a par ailleurs approuvé les projets de fusion-absorption par la Société Générale de deux filiales détenues à 100 % : Généparts et la Banque Gravier.

Au cours de son allocution, le Président a rappelé les axes stratégiques du

groupe Société Générale tant en France qu'à l'étranger, dans les activités de banque classique, de banque de marché et dans le domaine des prises de participation. Il a par ailleurs présenté les grandes lignes de la future installation des services centraux parisiens de la Société Générale sur le pôle - La Défense-quartier Valmy - Val-de-Fontaine - qualifiant ce projet de « décision de gestion majeure ».

M. Jean-Paul Déacour, Administrateur Directeur Général, a pour sa part souligné l'importance du volume des dividendes distribués (1121 MF), estimant que la Société Générale atteignait ainsi un taux raisonnable de distribution (33 % du résultat net, part du groupe).

INFORMATION DES ACTIONNAIRES PAR MONITEUR 3614 GÉNÉRALE PAR TÉLÉPHONE : (1) 40 98 32 16

3614 GÉNÉRALE

(1) Valeur représentant 94,8 % de la moyenne des premiers cours cotés, aux 10 séances de Bourse précédant le 27 mai 1992, diminuée du montant net du dividende.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Groupe Pernod Ricard

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 14 MAI 1992

CHIFFRES CLÉS 1991

CHIFFRES D'OPÉRATIONS CONSOLIDÉS N.D.T. en millions de francs

75 1 434
80 701
91 16 221

RÉSULTAT COURANT CONSOLIDÉ

en millions de francs
75 263
80 1 474
91 1 368

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

en millions de francs
75 120
80 1 120
91 883

BÉNÉFICE NET AJUSTÉ PAR ACTION

en francs
75 9,70
80 83,06
91 81,57

DIVIDENDE NET AJUSTÉ PAR ACTION

en francs
75 3,35
80 30,00
91 32,00

Les Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire du 14 mai 1992 réunies sous la Présidence de Monsieur Patrick Ricard ont approuvé l'ensemble des résolutions.

Division : nominal de l'action par 4
- Le cours de l'Assemblée Générale Extraordinaire, actionnaires ont notamment approuvé la division du nominal de l'action par quatre pour le porter dès le 1^{er} juillet de F 80,00 à F 20,00.

Dividende payé le 19 mai 1992
- Le dividende de F 32,00 par action, diminué de l'accroissement de F 15,00 a été mis en paiement le 19 mai 1992.

Extensité aux assemblées

En réponse à différentes questions des actionnaires, Patrick RICARD a notamment précisé :

Pernod Ricard et ses Actionnaires

• L'entreprise Pernod Ricard continuera de croître résolument sans faire appel au marché boursier, l'ambition prioritaire de la société est de rémunérer le capital investi plutôt que de solliciter ses actionnaires.
• Pernod Ricard s'est donné les moyens de son indépendance grâce à un socle d'actionnaires, familial pour une très grande part, qui est stable.
• La division du nominal par quatre, rendant le titre plus accessible, favorisera les actionnaires individuels, déjà nombreux, par nos performances boursières et que nous tenons à développer aux côtés des grands investisseurs français et étrangers.

Pernod Ricard et l'année 1992

• Le début d'année a été satisfaisant (C.A. 1^{er} trimestre + 7,7 %), toutefois sur des mois qui en 1991 avaient été particulièrement faibles. Depuis lors, le cours ne s'est pas relevé, mais et nous souffrir de mauvaises conditions climatiques.
• La venue de la SVF aura un effet significatif sur la rentabilité du groupe (hors plus-value).
• Le bénéfice net de l'exercice devrait croître de plus du double de l'actuel.

35 000 DÉCIDEURS FINANCIERS lisent le Monde.
Le Monde est leur premier quotidien d'informations générales. (IPSOS 91)

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-82-72-67

Dix ans de croissance et de profit, et toujours des perspectives de développement



COMPAGNIE GÉNÉRALE DE BATIMENT ET DE CONSTRUCTION

Un nouveau grand du bâtiment entre en bourse à la cote officielle

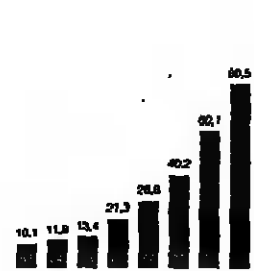
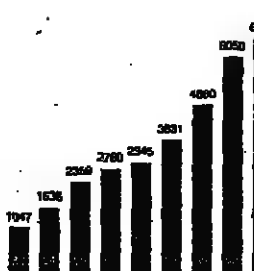
MODALITÉS D'INTRODUCTION

Date d'introduction : 10 juin 1992
Nombre d'actions offertes : 700 000, soit 20% du capital
Procédure d'introduction : offre publique de vente
Prix par action : 365 Francs

Pour devenir actionnaire de CBC, vous pouvez vous adresser à votre intermédiaire financier habituel

Evolution du chiffre d'affaires consolidé (MF)

Résultat net part du groupe (MF)



Une prospectus d'admission qui a reçu le 26 mai 1992 le visa n° 92 - 185 de la COB, ainsi qu'une documentation complète, sont disponibles auprès de la Banque Nationale de Paris (CIT - 8, rue de Solferino - 75008 Paris), du Crédit du Nord (département des services titres - 30, rue d'Anjou - 75008 Paris) ou au siège de la société (18, rue Félix Pyat - 92000 Pantin - Tél. : 46 93 28 50). La notice légale a été publiée au BALO du 28 mai 1992.

BANQUES INTRODUCTRICES



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

Second marché

avec une « nouvelle » qui a longtemps fait d'elle l'une des PME phares de la nouvelle donne industrielle : dynamique, innovante, centrée sur des métiers à haute valeur ajoutée, elle prospérait quand les « mamouths » de la vieille industrie lourde s'affaissaient sans coupes de la concurrence internationale. Dès 1982, cette petite entreprise bordelaise suscitait l'admiration de la République qui voyait en elle, dans « une visite... un bel exemple de résistance et de conquête. (...) Mériteur afin de sauvegarder une industrie nationale face à la concurrence étrangère. Conquête de marchés à l'intérieur et à l'extérieur, il faut lui offrir les moyens de se développer à l'international est la condition de la réussite de la France. »

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citels	4478	4480	Intech. Houtins	1150
Arnault Associates	257	Interac. Compuser	158
B.A.C.	41 10	LP&M	52.50
Bayer Ver.	785	Logamit	70 15
Bolton Ely	480	488	Marin Comp.	215	212 60
Bolton Euro	227	Melior	178
C.A.I.-de-fr. (C.C.I.)	750	730	Paul Papacchi	400	485
Calsonar	383 10	Phone-App-Eur (S.r.l.)	350
Cardi	840	858	Safet Invest Ely	59
CEGEF	175	Sarbo	282
CEPIA	272 90	Sopra	324
CHLM	1289	TFI	523	512
Cinéma	285	Thermador H. (S.r.l.)	376
Confidant	1219	Unilog	259 80
Crosta	182	Vel et Ca	107 20
Dauphin	308	V. St-Laurent Group	885	860
Dalme	1100			
Darmes Wormy Ch.	370			
Deasley	1103	1125			
Deille	181 50			
Deltan	120			
Editeurs Bailard	133			
Eurp. Propeulion	200	208			
Flacior	104			
G.F.F. (groupement F.)	104	101			
G.M.M.	359 90			
Grosvoghe	124 70			
Gutwin	551			
I.C.C.	202			
Idronor	88 50			

plus conforme à la stratégie de plus en plus sectorielle d'Alcatel, nous bénéficions partout dans le monde auprès de nos clients, actionnaires et partenaires", a déclaré le PDG, M. Jürgen Hoff.

FUSION ... EDF et le Crédit agricole fusionnent leurs activités dans le câble.

S

Thème
L'architecture
est prise,
importance stra-
les entreprises
qualités des
performance éco-
est le rôle de
d'architecture en

Programme
11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-10

• Lille : **Philippe**
nouveau carrefo
• Lyon : **Philippe**
et décisionnelle
• Toulouse : **Philippe**
d'...

Mercredi 1, Je
Conférences, M
réalisations, cin

• Quelle architecture pour les entreprises?
• Le bâtiment comme ressource

Public
Responsables de collectivités territoriales, professionnels

vers de leurs filiales, ont fusionné avec les sociétés respectives dans le domaine du câble, Vidéopole et SRC (Société régionale de communication). La nouvelle société, dont le capital s'élève à 100 millions, s'appelle maintenant le nom de Vidéopole. Pour faciliter cette fusion, l'Union d'études et d'investissements, la banque d'affaires du Crédit agricole, a racheté les parts de SRC détenues par Lyonnaises de communication et filiales (Lyonnaises-Dumézil) de ses actions pour 100 % de Vidéopole. EDF et le Crédit agricole, qui ont financé la création de la société, ont obtenu deux ans seulement, ont le même objectif : le ciblage des petites et moyennes communes. Vidéopole a déjà emporté des commandes pour 160 000 prises dans 30 communes, et étudie 450 000 prises, Vidéopole envisage d'investir 200 millions de francs par an pour installer 100 000

Q Honda annonce une baisse de 4,9 % de son bénéfice net. - Le bénéfice net du groupe Honda a baissé de 14,9 %, à 64,3 milliards de yens (2,7 milliards de francs) pour l'année fiscale 1991 terminée le 31 mars. La firme table pour l'année fiscale 1992, débutée le 1^{er} avril, sur une nouvelle baisse de son bénéfice net à 60 milliards de yens, à cause notamment des coûts liés à ses installations britanniques. Le bénéfice d'exploitation du groupe a progressé quant à lui de 4,4 % à 153 milliards de yens en raison de la réduction du prix des pièces et de l'augmentation du volume réalisés dans ses usines américaines. Les ventes du troisième constructeur automobile japonais ont progressé de 2,1 % à 4 392 milliards de yens (182 milliards de francs) et devraient encore augmenter en 1992 pour atteindre 4 450 milliards de yens, prévoit Honda. En volume, les ventes de voitures ont augmenté de 2,4 % à 96 million. Les ventes de celles de poids moyen ont augmenté de 6,4 % à 3,61 millions d'unités, grâce notamment à une forte demande en Asie, à l'exception du Japon. Le constructeur japonais Honda table sur une progression de 2,4 % en Europe à 250 000 unités par an d'ici à 1995.

Petit gain
 Wall Street a terminé en légère hausse la séance du lundi 8 juin dans un marasme, peu actif et marasme, par l'attente des investisseurs. Après avoir encaissé la journée sur un rebond de l'indice Dow Jones, les investisseurs ont enregistré un petit gain de 3,47 points, soit 0,16 %, à 3 404,18 points. Les 181 millions d'actions se sont donc changés de mains. Le nombre de titres en baisse a été légèrement dépassé celui des valeurs en hausse : 883 contre 814.

le marché obligataire, le rendement des bons du Trésor, à trente ans la principale référence, est resté figé à 7,84 %.

VALEURS	5 juin	6 juin
...	78 1/2	79 1/2
...	42 1/2	42 5/8
...	78 1/2	78 1/2
...	61 3/8	61 1/8
...	31 3/8	31 1/8
...	40 1/4	40 1/2
...	82 3/4	82 1/2
...	66 1/2	66 1/2
...	78 1/2	78 1/2
...	63 1/2	63 1/2
...	70 1/8	70 1/8
...	80	80
...	63 1/2	63 1/2
...	66 1/2	66 1/2
...	72 1/2	72 1/2
...	84	84
...	118 1/2	118 1/2
...	26 1/2	26 1/2
...	82 1/2	82 1/2
...	17 1/2	17 1/2

Net reculé

de Wall Street et de Tokyo, que par de mauvaises nouvelles fondamentales dans le secteur des usines et de l'immobilier. Le marché a ainsi pris note d'un sondage selon lequel l'enthousiasme des gestionnaires de portefeuilles est retombé après les élections d'avril.

Reprise

Bourse de Tokyo a clôturé en baisse mardi 9 juin, au terme d'une séance de transactions étroites après deux jours de baisse. A la clôture, le Nikkei a gagné 189,98 points, passant de 12.374,54 à 12.564,52.

La date d'échéance des contrats est le vendredi 12 juin et avant la publication du rapport trimestriel de la Banque du Japon. Les échanges ont été dominés par les programmes liés aux contrats à terme et par des spéculations d'opérateurs sur Meiji Milk. « Personne n'a vraiment envie de placer sur le marché. Alors, on a des valeurs intéressantes », dit Meiji Milk, ont accordé du crédit, a constaté un opérateur.

COURS		ÉCHÉANCES		
		Juin 92	Sept. 92	Déc. 92
crédit		167,54	167,94	168,11
débit		167,56	167,96	168,14

Options sur national

COURS D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 92	Déc. 92
108	0,69	1,26	0,77	1,05

CAC40 A TERME
(MATIF)

Cotations : 6 743

COURS	Juin	Juillet	Septembre
crédit	1 983	1 977,50	2 011,50

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert
RU	5.349	5.349	5.424	5.424
(100)	5.378	5.385	5.533	5.565
	5.9015	5.9028	5.920	5.9990
francs belges	3.777	3.773	3.742	3.773
de Suisse	3.6810	3.6850	3.692	3.6933
de Hollande (1000)	4.538	4.539	4.4154	4.4211
de sterling	9.5880	9.6130	9.5887	9.5823

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
CAU	3 13/16	3 15/16	3 7/8	4	4	4 1/8
(100)	4 9/16	4 11/16	4 1/2	4 3/8	4 7/16	4 9/16
Cauchemar	18 5/16	18 7/16	18 3/8	18 1/16	18 5/16	18 7/16
Cauchemar	9 3/8	9 1/2	9 1/4	9 3/8	9 1/2	9 3/8
Cauchemar	9 3/8	9 1/2	9 1/4	9 3/8	9 1/2	9 3/8
(italienne) (1000)	13 1/4	13 1/2	13 1/8	13 3/8	13 1/8	13 3/8
Cauchemar	9 13/16	9 15/16	9 7/8	10	9 7/8	10

cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Dollar: 5,34 F ↓

Le dollar s'échangeait nettement en baisse mardi 9 juin, après un long week-end dans plusieurs pays d'Europe. A Tokyo, la Banque du Japon est de nouveau intervenue. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,34 F contre 5,3710 F vendredi à la cote-

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-81)

	5 juin	8 juin
Valeurs françaises...	115,4	Cls
Valeurs étrangères...	105,4	Cls
ISBF, base 100 (31-12-81)		
Indef, CAC 40	542,8	Cls
ISBF, base 1000 : 31-12-87		
Indef CAC 40	■	■

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	5 juin	8 juin
Industriel	3 388,69	3 404,16

FRANCFORT	5 juin	9 juin	100 valeurs	2 638,50	2 645,50
Dollar (en DM)	5 juin	9 juin	30 valeurs	2 877,48	2 857,38
TOKYO	8 juin	9 juin	Mines d'or	184,30	
Dollar (en yens)	127,28	127,23	Fonds d'Etat	38,66	38,70

FRANCFORT		
	5 juin	8 juin
Dans	1 789,97	
		Clos

New-York (4 juin)	3 916 16 %	Nikolai Thow-Jones	17 233,66	17 845,84
		Indice général	1 337,79	1 346,99

Le Monde-RTL

22h15 sur RTL

<p>Mardi 9 juin : Anne-Marie Leroy, directeur des affaires générales, internationales et de la coopération au ministère l'éducation nationale.</p>	<p>Mercredi 10 juin : Gilles Garni, directeur de D.H.L. France.</p>
--	---

BOURSE DU 9 JUIN

Règlement mensuel

341**SICAV** (sélection)

(sélection)

(selection)



La lutte contre le terrorisme au Pérou La circulation automobile est interdite la nuit à Lima

LIMA

de notre correspondante

La circulation automobile est interdite la nuit dans la capitale : entre 22 heures et 5 heures ne pourront circuler que les bus et les taxis et, éventuellement, les voitures de particuliers munies d'un laissez-passer. Cette mesure, annoncée par le président Fujimori, a été décidée à la suite des attentats terroristes qui ont eu lieu ces derniers jours.

Depuis le « putsch civil » du 5 avril dernier, plus d'une douzaine de camions ou voitures piégés ont explosé à Lima, entraînant la perte de nombreuses vies humaines et des dégâts matériels considérables. « Il ne s'agit pas d'un couvre-feu », souligne le chef de l'Etat, étant donné

que les mouvements des piétons ne sont pas interdits... » Néanmoins, dans une capitale comme Lima où vivent près de huit millions d'habitants et qui s'étend sur près de quarante kilomètres du nord au sud et sur une vingtaine de l'est à l'ouest, et où existent déjà de sérieux problèmes de transport, cette nouvelle mesure peut créer des problèmes supplémentaires à la population.

La préfecture de Lima a lancé une autre initiative : former des brigades de sécurité entre voisins, qui pourraient mobiliser des personnes et seraient appelées par la police pour effectuer des rondes vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

NICOLE BONNET

Mort du sociologue Michael Pollack

Le sociologue d'origine autrichienne Michael Pollack est mort la nuit du dimanche 7 au lundi 8 juin des suites du sida. Né le 10 juillet 1948 à Vienne, il avait été directeur de la recherche à l'Institut de sociologie de l'université de Vienne en 1980, il était directeur de recherche depuis 1984. Auteur de plusieurs ouvrages, notamment sur Vienne et sur l'antisémitisme, Michael Pollack a publié un livre sur le sida, *Sociologie d'une épidémie*, en 1990, chez le même éditeur, l'Exposition concentrationnaire. Essai sur la maintenance de l'identité sociale (voir l'article de Nicole Lapiere dans « le Monde des livres » du 23 novembre 1990).

SOMMAIRE

DÉBATS

La Sommet de la Terre : l'environnement et la population : l'indéfinissable lésion, par Léon Tabah, Yougoslavie : un appel d'Edgar Morin, Edgar Pialet et Guattari, intégration : « Et ceux du Sud ? », par Jean-Michel Beorgey... 2

ÉTRANGER

Tchécoslovaquie : la difficile formation d'un gouvernement... 3
La Croatie : la sécurité décide l'envoi d'un millier de soldats bleus pour protéger l'aéroport de Sarajevo... 4
La mort de Paris du responsable palestinien, Atef Bseiso... 6
Un écrivain anti-islamiste assassiné au Caire... 6
En Israël, un juge conteste l'accusation contre John Demjanjuk... 6
L'élargissement de la CEE... 8

POLITIQUE

La division de l'opposition face à l'union européenne... 9
L'affaire Bouchard... 10

SOCIÉTÉ

Religions : les musulmans, deux mosquées dans le cœur de Lyon et à Evry... 11
Dans un document de la commission de la famille, l'épiscopat français confirme de l'Eglise pour divorcés-remariés... 11
Education : le congrès de la Fédération des parents d'élèves... 11
Les juges entre responsabilité et immunité... 12
Le Sommet de la Terre à Rio : les financements au cœur des discussions... 13
Taurinomie : la Fête de Nîmes... 26

Demain dans le Monde

« Arts/Spectacles » : les rendez-vous de l'été
La culture prend ses quartiers d'été et embrasse l'hexagone : sélection des expositions, des festivals classiques, jazz, rock, musiques du monde, chansons, des pièces de théâtre, des spectacles de danse, France et à l'étranger, jusqu'à mi-septembre.

L'Euro 92 de football

L'équipe de France de football ouvre le championnat d'Europe des nations, mercredi 10 juin, à Stockholm, face à la Suède. Après un parcours qualitatif sans accrocs, les Bleus de Michel Platini font partie des favoris pour conquérir, le 26 juin, un deuxième titre européen. Présentation des compétitions et portrait de Jean-Pierre Papin, sacré meilleur joueur européen en 1992, et qui est le principal atout des Français.

Pour « imposer un changement radical » en Algérie

Le président Bouedjaf appelle au lancement d'un « Rassemblement national »

Le président du Haut Comité d'Etat (HCE), M. Mohamed Bouedjaf, a appelé, lundi 8 juin, au cours d'une allocution radio-télévisée, à la création d'un « Rassemblement national » destiné à « imposer un changement politique radical » et dont seraient exclus les « partisans de la violence et du retour en arrière ». Il a ainsi allusion au Front islamique du salut (FIS), aujourd'hui dissous et au Front de libération national (FLN), l'ancien parti unique.

M. Bouedjaf a indiqué que le « rassemblement national » réclamé par plusieurs partis d'opposition doit s'opérer dans le cadre de ce Rassemblement qui, à l'en croire, « ne sera pas un parti politique, ni encore moins un parti unique », mais « un cadre de dialogue » pour un « projet de salut national ». Ce Rassemblement, « ouvert à tous les citoyens indépendamment de leurs opinions politiques », et organisé sur une base territoriale, sera « le socle sur lequel reposera le soutien au HCE » le moyen pour ses membres d'exercer, à tous les niveaux, un contre-pouvoir.

« Le gouvernement actuel a notre confiance », a insisté le chef de l'Etat qui a souligné « un retour prochain à l'arbitrage du peuple ».

D'autre part, les 641 islamistes détenus au « centre de sûreté » de Djendj Omer Driès, dans le département saharien d'Alger, ont été libérés, a annoncé, lundi, le radio d'Etat. Trois autres centres - Reggane, In Salah et Ain-M'guel - doivent être fermés et les prisonniers transférés vers le nord du pays où les conditions climatiques ont été jugées pénibles. (AFP, Reuters)

A Lorient

La marine va mettre à flot sa première frégate légère

Mise sur cale à l'arsenal de Lorient à la fin de 1990, la frégate *La Fayette*, qui est la première d'une série de six navires, sera mise à flot le samedi 13 juin. Elle sera livrée au service en 1995.

L'objectif de la marine française est de pouvoir déployer, loin de leur base d'origine, des bâtiments de 3 100 tonnes qui ont pour mission de patrouiller pendant une cinquantaine de jours d'affilée, en toutes mers et par toutes les conditions climatiques, pour participer au règlement de crises limitées hors d'Europe. Le projet initial porte sur six navires, pour un coût global estimé à 8 milliards de francs (valeur 1990).

Reconnaisable par sa silhouette originale et destinée pour tenir compte des nécessités d'échappement, par sa « furtivité », la nouvelle frégate, cette frégate présente une silhouette basse et sans angles droits, tout en ayant reçu un blindage de certaines zones vitales. Pour des raisons de facilité d'entretien, le navire a été conçu dès l'arsenal de façon modulaire (construction des anneaux de coque et de blindage de superstructure préfabriqués), ce qui permet de réduire de moitié le travail effectif à bord et de suivre l'évolution de la mer et, donc, des matériels censés lui être adaptés.

Outre son armement en missiles surface-surface Exocet et en missiles antiaériens. Crotales, cette frégate emporte un hélicoptère de 9 tonnes qui sera, dans un premier temps, un Panther et, ensuite, l'hélicoptère logistique européen NH-90.

Après la *La Fayette*, les frégates suivantes doivent être livrées à la marine tous les quinze mois environ. Les trois premières - les deux suivantes ont été baptisées *Suroît* et *Courbet* - doivent être déployées en océan indien, où elles relèveront le *Commandant Bory* et ses unités de renfort. De telles frégates légères ont été commandées à la France par Taiwan, qui les recevra en troupes pour y être assemblées par des chantiers locaux, au terme d'un contrat qui a soulevé de nombreuses et très vives critiques de la Chine communiste.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Brisons là !

ELLE a bonne mine, aujourd'hui, dit-elle, l'union de la droite ! Menacer de rupture ceux qui ont l'honnêteté et le bon sens de venir enfin nous expliquer, de concert avec le PS, en termes simples, clairs et nets à quoi ça rime Maastricht, c'est d'un grotesque ! Déjà qu'on n'y voyait goutte, c'est où, c'est quand, c'est comment cette nouvelle Europe sans frontières, décidée par nos princes, qui tentent de nous mettre devant le fait accompli ? Les Danois n'en veulent pas ? Tant pis pour eux. On la fera à onze. Et si moi j'en veux pas non plus, c'est que je vais avoir mon mot à dire à la rentrée, vous la ferez à combien ? A dix ? A neuf, des fois ? A huit, la repousseront-ils au pied ? A huit, au cas où les Allemands, consultés, sait-on jamais, répondraient « nein » ?

« Ça a l'air d'un référendum sur la question qui engage l'avenir de la nation. VGE à Gégou, à Sébastien Béré et la petite Léo, à l'approche de Noël, formes partisans du « oui », vont tenter de nous convaincre. En attendant qu'un Séguin ou un Chevènement en fassent autant en faveur du « non ».

Il est furax, le Chirac ! Apporter de l'eau au moulin des socialistes, s'asseoir à la même tribune, attendre, cher ami, votre micro est mal branché, le vais-je pas le mien, - ça ressemble à quoi ? Qu'est-ce que ça cache, ça ? mamours avec la majorité ? Vous voulez me faire cocu, hein, ça ! Pas du tout ! Simple-ment, on pensait pouvoir gagner l'estime et la confiance des Français, en se plaçant au-dessus des sempiternelles querelles de politique politicienne.

Ah ! Parce que vous croyez que son référendum, le Miki nous l'a balancé sans aucune arrière-pensée, bande de demeurés ? Ça qu'il veut, c'est... Et bien, moi Jacquot, je vais jouer le jeu, pareil. Je me sépare ! Tout est rompu, mon gendre ! Eh c'est moi qui l'ai décidé, pas lui, non, mais !

Suspensions de cotations en série à la Bourse

La semaine a débuté à la Bourse par une série de suspensions de cotations dans la perspective de trois opérations financières. La première a entraîné l'arrêt des cotations de Qelmo, de sa filiale SAIC, des firmes du groupe Rallye comme Genty Cahard, Genty SA, Go Sport et Finat. Dans le secteur de la distribution, les cours des Nouvelles Galeries étaient également suspendus pour un autre projet. Enfin, le Certificat d'investissement privilégié Pechiney était lui aussi suspendu.

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus vite nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi et chère. Garantie dix ans. Devis gratuits. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10) - M^o Gare du Nord. Tél. 48-97-18-18. A Grenoble : 78-41-47-47 ; à Lyon : 66-04-18-18.

CEMAI NOTRE SUPPLÉMENT

ARTS

Le Monde et SPECTACLES

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 890 F
PANTALONS 890 F VESTONS 1 790 F
3 000 tissus
Luxeuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX ET PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-51
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

MODE :
ELLES NE PENSENT
QUE "TISSUS"
ELLES NE JURENT
QUE PAR "RODIN"
Elles disent :
"quand on a fait le
tour de Paris, on se rend
compte que Rodin est
vraiment le "numéro 1".
des tissus sublimes
depuis 30F le mètre.
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

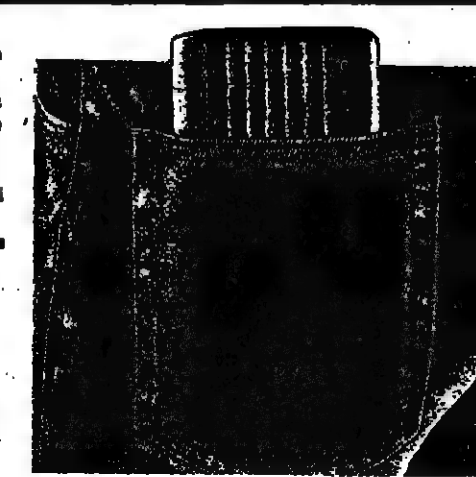
SERIES 3. C'EST CE QUE VOTRE POCHE ATTEND DEPUIS TOUJOURS.

L'agenda de poche élégant.

Regardez une Series 3 et vous comprendrez vite ce que l'on veut dire par élégant. A commencer par les lignes, simples et sobres, qui se dessinent à l'œil. Elles permettent d'une simple pression de doigt de passer d'une tâche à une autre. Ou son écran graphique, qui rend une lecture remarquable, même dans les plus mauvaises conditions. Ou encore son aspect ultra-plat, permis par l'antérieur rangement des piles dans le bloc de fermetures.

La simplicité privilégiée.

Mais malgré toutes ces preuves, la plus belle des performances de Series 3 se trouve dans ses logiciels : grâce à son interface graphique, Series 3 est totalement intuitive et s'utilise comme tout bon ordinateur, sans lire le manuel (qui est en français).



Des logiciels nombreux et puissants.

Les logiciels qui accompagnent Series 3 sont remarquables : un Agenda avec représentation graphique de votre planning quotidien et hebdomadaire. Une Gestion de fichiers. Pour vos notes et téléphones, vos tarifs, vos clients. Un Traitement de texte pour prendre des notes, taper un rapport ou préparer une présentation. Une Calculatrice qui vous procure un confort et une rapidité dans tous vos calculs quotidiens. Et vous pourrez rajouter un Tableau pour prendre en charge vos tableaux de gestion, vos finances ou la gestion de vos comptes (professionnels et personnels). Tout. Dans votre poche.

Series 3. A partir de 2 490 F. En vente dans les centres agréés Pison, ainsi que dans toutes les Fnac. Pour une documentation gratuite, appelez Avance au (1) 46.36.46.47.

PSION Aware

INITIATIVES

Les « vestiaires » du sport

LE drame de Furiani l'a
explicitement démontré.
Le milieu du Furiani est
trop en général, d'un
amateurisme qui peut être
coupable. Trop d'imprécisions
régissent, sous l'égide de la
volat, vrai ou faux, notamment
des dirigeants. Des pratiques,
oubliées ailleurs, et parfois dou-
teuses, ont conduit à perpétuer au
nom d'un esprit de corps, des
mauvais exemples. Quand on
songe aux ~~mauvais~~ en jeu, et à
l'aspect économique induit, ces
modes de fonctionnement, hérités
du passé, sont fatalement
condamnés à terme. Avant Basse
le perdant, on a Marseilles, par
exemple, et l'on a vu ces plus
mauvais exemples, montraient déjà les
limites du genre.

En tendance, on a besoin d'un professionnalisme de dessin, qui s'impose à l'avenir. Sauf par le commerce et la gestion, le sport — moins pratiquants que son environnement immédiat — est appelé à devenir une activité, certes exco- nômle, mais régie par les mêmes règles que les autres. Sa banalisation est inévitable dans l'ordre des choses. L'organisation des manifestations et de leur développement, quand bien même il y a eu de la passion, n'est pas le fait de la passion. Les Jeux olympiques d'hiver et le Défi français de Marc Jacq, hier, ou la Coupe du monde de football peut-être; demain, ont pu se dérouler dans des conditions qui seront conduites comme des affaires presque normales. A titre de tels événements nécessiteront de plus en plus l'intervention de spécialistes. Avec la croissance de la pratique sportive, il faudra bien structurer le matériel et l'aire apparate. Pour la naissance de professionnels et, à l'arrivée de gestionnaires spécialisés, tous dans un champ dont le rôle écono-

que ne peut plus être ignoré. Depuis quelque temps déjà, la prise de conscience de l'évolution dans les « vestiaires du sport » pointait.

Quand il était secrétaire d'Etat, Roger Bambuck avait lancé une opération, « Profession sport », dans le souci d'exploiter le gisement pour soutenir la création d'emplois. Elle eut un bilan effectué au 30 juillet 1951 dans les termes suivants : 687 personnes ont participé, près de 950 emplois supplémentaires, soit 687 en équivalent temps plein ; 886 dégaiges, essentiellement par des associations sportives (52,4 %), des structures à but non lucratif (22,4 %) et des entreprises privées (15,1 %) qui reçoivent une subvention de 200 000 francs.

Puis qu'honorable, ce bilan permettrait de lutter contre le chômage, et, surtout, ~~de~~ de pousser au travail à temps plein.

C'est pourquoi l'Etat vient à temps partiel (à 62 %, d'après une enquête menée dans quatre départements).

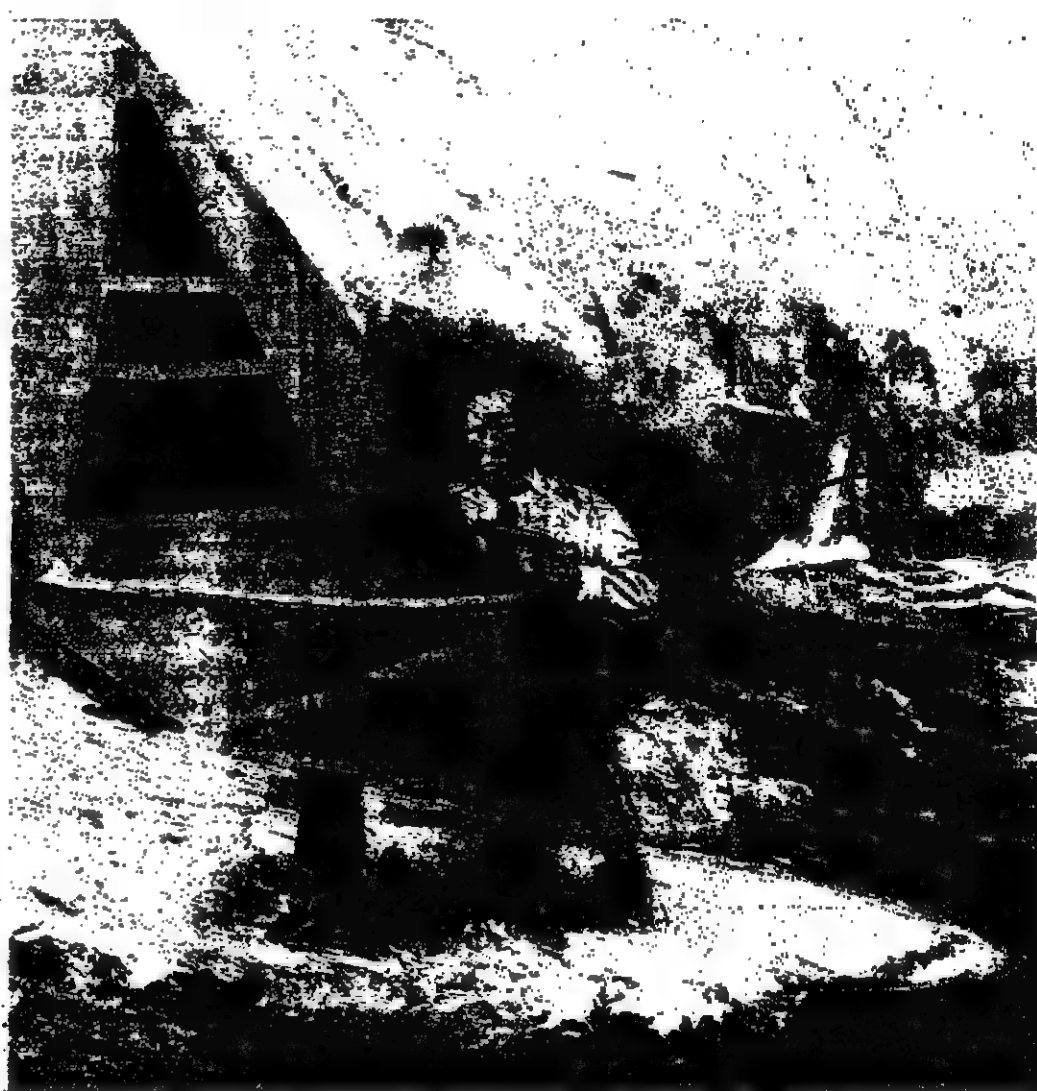
P **L**US récemment, en décembre 1991, Frédéric Bredia, secrétaire d'Etat, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, organisaient les premières Assises nationales des métiers du sport, qui avaient pour objectif d'intervenir comme catalyseur. Milieu mai cerné, aux potentialités méconnues, il a démontré, en deux journées de discussions, le sport, au large, offre des perspectives d'avenir. L'emploi, si vent bien coordonner les actions.

Sans conteste, le but a été atteint, au moins ce qui relève d'un premier recensement. Les emplois liés à l'enseignement, à l'entraînement sportif et à l'accompagnement des activités sportives et physiques représentent

au bas mot, environ 200 000 emplois, dont 50 000 à temps plein. Ceux de sportifs professionnels, qui englobent les spectacles sportifs, concernent 3 000 personnes. Les associations emploient à peu près 30 000 personnes, dont la moitié à des tâches d'animation ou d'enseignement.

MAIS il faudrait y ajouter beaucoup d'autres domaines, dont les emplois induits par les retombées économiques de l'activité sportive comme l'information, la communication, les articles et l'équipement sportif, les restaurants, les études, le conseil et la santé. Le montagne, avec 200 stations et deux saisons, le littoral, avec la multiplication d'activités (plage, voile, surf, planche à voile, plongée), et les zones rurales, avec la traditionnelle randonnée pédestre ou l'équitation et, maintenant, l'explosion du VTT ou du raft, permettent d'espérer la création d'emplois qui ne seraient pas seulement limités dans le temps, mais, même pas périphériques. Il ne faut oublier ni les emplois liés au sport dans les collectivités territoriales (32 000 dans les services municipaux des sports) ni, aujourd'hui en voie de stabilisation après des années d'engorgement, les centres de remise en forme où l'on recense 15 000 salariés. Au total, les effectifs tendent à évoluer de la société, pourraient l'être encore davantage.

Mais la médaille a aussi son revers. Peu organisé, le secteur se caractérise toujours par des emplois précaires ou à temps partiel. Malgré des tentatives, il n'y a pas encore de conventions collectives et, pour les salaires, il ne ■■■■ pas par sa générosité. Selon une étude réalisée pour le



secrétariat d'Etat aux sports dans les trente départements de l'opé-
ration « Profession sport » on ne
compte que trois disciplines qui
sont rémunérées : le judo, à
100 francs de l'heure, le yoga, le
rythme et le patinage. Trois se
situent au-dessous des 100 francs
à l'heure : l'aïkido, le badminton
et l'équitation : plus de la
moitié (54,3 %) étant payé en
dessous de 100 francs. Des explications
à cela : nombre de professionnels
ne sont pas diplômés, et leurs
compétences ne sont pas recon-

Le brevet d'Etat de moniteur sportif, adapté à 156 disciplines différentes, n'est pas seulement peu coûteux mais délivré au compte-gouttes. En 1990, 869 candidats ont obtenu le 1^{er} degré, 269 le 2^e et trois le 3^e.

S'y ajoute une donnée incontournable, celle de la durée d'une carrière sportive, et donc de l'âge, qui pose fatalement problème dans la plupart des cas. Vers trente-cinq ou quarante ans,

il faut envisager une solution, dans nombre de ces métiers, le moins de pouvoir évoluer vers de nouvelles fonctions. Confrontées à ces difficultés de gestion prévisionnelle des emplois, de grandes organisations comme l'UCPA ou le Club Med essaient aujourd'hui de mettre en place des solutions originales. Mais il y a forcément des reculs qui s'avèrent délicats.

Alain Lebaube

Lire notre dossier pages II et III.

16 PAGES D'OFFRES D'EMPLOIS

- Le Monde des commerciaux p. VI
- International p. VI
- Carrières européennes
en entreprises p. VI
- Ressources humaines p. VI
- Dirigeants p. VII
- Gestion et finances p. D
- Cadres p. X
- Juristes p. XII
- Collectivités territoriales p. XII
- Informatique p. XVI
- Opération spéciale
Le Monde des ingénieurs p. XVI

OPÉRATION SPÉCIALE

OFFRES D'EMPLOIS

Le Monde des Ingénieurs

Investissez-vous dans notre entreprise.

**Pendant
que vous
hésitez
sur le
meilleur
choix
pour votre
carrière,
d'autres
assurent.**

Choisir Bull c'est s'engager dans l'un
des plus importants défis techno-
logiques des années 90.

Dans un marché en recomposition permanente, Bull adapte, au quotidien, sa stratégie et ses alliances pour offrir à ses clients le meilleur des systèmes dont ils ont besoin.

De l'informatique transactionnelle à l'informatique distribuée, les propriétaires aux systèmes ouverts, les femmes et les hommes de Bull ajustent leurs choix, affinent leur politique, développent leurs compétences, diversifient leur savoir-faire.

Pour construire une offre de systèmes d'information cohérente nous faisons des arbitrages et des alliances : choisir notre offre propriétaire, choisir Unix, scolariser la technologie RISC ; pour bâtir l'Europe des technologies de pointe, nous participons directement aux programmes de recherche

multinationaux: Esprit et Eartha.

S'engager Bull, c'est savoir
certains pour aller plus loin, sans
perdre son identité, ni sa confiance en
l'avenir.

Préférer Bull
c'est

Ingénieurs, Commerciaux, débutants ou confirmés, vous préférez l'innovation à la

routine, le tempérament à l'inertie : Bull vous ouvre un monde en mouvement, où l'informatique vit au rythme

Adressez votre candidature sous
référence LM/06

• pour les métiers Technico-Commerciaux et Commerciaux
Patrice Hervier - Tour Bull - Cedex 74
92039 Paris-La Défense.

* pour les métiers de Recherche et Développement
BULL. - Sophie Poulet -
94, av. Gambetta 75590 Paris
Cedex 20.

Réseaux et systèmes d'information

Bull

Génération composites

Des enseignants comme les autres

Nouvelles fabrications, nouvelles qualifications

Le service des professeurs d'éducation physique n'est pas un peu lourd que celui des autres collèges « intellectuels » : vingt professeurs pour les certificats et dix-huit pour les autres disciplines. Leur traitement est respectivement de 7 700 francs pour les certificats et 7 100 francs pour les agrégés. La cuisine est onzième échelon, respectivement 5 100 et 5 500 francs. Les primes sont de 17 000 francs pour les professeurs et de 15 000 francs pour les autres.

Leur mission n'est pas tellement d'enseigner le sport, mais surtout d'évaluer le développement des élèves.

Elle est permise aux jeunes, à travers des activités comme la gymnastique au sol, l'athlétisme, d'être mieux en contact avec leur corps et donc leur tête. D'un coup, ce ne se fait plus que la fameuse dépense, pas toujours justifiée, qui peut diminuer de 10 % l'efficacité d'un effort. D'autant que la médiatisation croissante du sport, la formation de plus en plus pointue, tend à reléguer au rang de folklore l'image du « prof de

Dans les deux cas, les candidats passent trois épreuves (deux d'admissibilité, une d'admission) orales et physiques pour l'accès à la définitive. Les programmes portent sur les sciences de la vie et les sciences humaines, la pédagogie, les conceptions politiques et l'éducation physique et sportive, les domaines des pratiques sociales, l'histoire de l'avenir du sport, la régulation, la gestion de l'agressivité, les rythmes biologiques, etc. En ce lieu de

Parallèlement à celui de l'éducation nationale, le ministère de la Culture et de la Communication a mis en place une filière formation. La loi d'orientation de juillet 1983 réserve aux enseignants du BEES (brevet d'enseignement d'éducateur sportif), le droit d'enseigner dans les clubs - que ce soit en tennis, d'équitation, de judo ou d'aviron - **une** rémunération dans un club, une association, une école sportive, ou une fédération. Naturellement il est toujours possible d'être sportif de faire du bénévolat. Mais, si on compte les millions de gens le font pendant leurs loisirs, **les** la Vieillesse avait pour objet de garantir l'ac-

ON dirait une sculpture. Lisse, légère, aux courbes audacieuses, elle devine, sur sa surface, comme des écailles: C'est en réalité un cadre de vélo monobloc en matériaux composites. Elle pèse conçue et fabriquée par la société Look, associée à une fourche de même nature, équipe les vélos des champions français aux Jeux olympiques de Barcelone. L'esthétique, le sport et la haute technologie ont trouvé ici un compromis harmonieux.

Depuis la natation ■ l'alkido,
jusqu'au volley-ball et au trampo-
line, plus de soixante options exis-
tent, couvrant tous les sports.
■ mention particulière pour
métiers de la montagne, qui relè-
vent d'une organisation spéciale :
celle du brevet d'Etat d'alpinisme,
nécessaire pour être accordeur ou
guide en moyenne montagne, ou
bon guide en haute montagne. Le
baccalauréat n'est pas exigé pour se
présenter aux épreuves du BEA.
Mais le brevet national de secou-
risme est indispensable.

J.-C. LAFONT

Les villages emploient surtout des bénévoles (10 % des enseignants) ou 25 % des administratifs non rémunérés). Les villages de montagne ont élargi les possibilités d'emploi pour les enseignants : le Club Méditerranée, par exemple, emploie au moins six cents coachs en ski et en kayak tout un hiver.

liorer ses performances corporelles
il s'applique aussi, et de plus en plus,
aux avancées de la recherche
pour « encore, « plus vite, plus
haut, plus fort », selon la formule
de Pierre **COUDERIN**.
Apparus dans la recherche, les chimistes
s'intéressent, concernant « la tenue
de sport telles que les combinaisons
sous **le** **pi**ed, **le** **pi**ed, **le** **pi**ed »
synthèse, plus lisses que la **pe**au
qui permettent de gagner quelque
précieux centimes de seconde. Ils
touchent aussi les matériaux de
sport **le** **pi**ed qui font affleurer
durablement rigidité et souplesse,
aérodynamisme et esthétique, légè-
reté et résistance aux chocs. Le skieur
la perche, le planche **le** **pi**ed, la
raquette de tennis, la coque du voilier
en son mat, entre autres, n'ont

Aujourd'hui, l'industrie du sport et des loisirs consacre à la recherche-développement un budget d'environ 5 % de son chiffre d'affaires, selon une estimation du ministère de la recherche. Salomon annonce, quant à lui, un budget de 7 à 8 %, Look de 10 %. Le ski est une discipline parmi les plus dyna-

miques, où les cinq grands (Salomon, Rossignol, Dynastar, Look et Dynamic) détiennent le total mille brevets, la Fédération française des industries du sport des loisirs.

Pour accompagner ces évolutions, il a fallu qualifier le personnel de ce secteur. A titre d'exemple, l'Association européenne pour la valorisation des métiers du sport a lancé en 1991 un certificat de maîtrise de cordier professionnel de raquettes de tennis et un autre

Il a fallu apprendre l'art et la manière de travailler ces matériaux nouveaux, entrer dans la «philosophie complexe», dit-on parfois chez Look, fabricant de pédales, ses fixations de ski, qui, sous l'impulsion de Bernard Hinault, s'est diversifiée dans des pédales automatiques «vélo» 1985, puis les cadres composites de vélo deux roues après Le cadre monobloc, formé de tresses de fibres de carbone, de verre, de céramique ou de kevlar noyées dans de la résine, puis mou- lées au four, est issu du programme de recherche Cycloflex de Look. Au début, l'atelier monobloc

mentée chez Look, en 1990, pour dix-sept stagiaires.

Evidemment, la société a aussi le droit de former le formateur... « Pour travailler sur les composites, on trouve du personnel très qualifié, de nouveau ingénieur, mais pas de formateurs, car il n'existe pas de formation », explique Jean-Claude Chastien, le chef d'atelier. Il a aussi deux solutions complètes. Bernard Graessens, du DRI de Lodz, Oubien, est un ancien contrôleur des composites qui a créé une société de conseil, *composites opérating*, où bien on responsabilise les gens. La seconde solution a été choisie: les stagiaires ont réalisé deux véhicules entiers, ce qui a permis à vitesse de tourner sur les conséquences de ces éventuelles erreurs et de détecter celles faites en amont.

Par le jeu des rachats du groupe suisse: Ebel, propriétaire de Look, cet atelier sera transféré cette année à Villefranche-sur-Saône. Une poignée d'opérateurs seulement survi-
vront. Les autres seront réaffectés à la fabrication des fixations de ski et de pédales de vélo, où les composites ne devraient pas tarder à faire leur apparition. De la même manière, les *«bonnes machines à eau»* de notre composites pour reprendre l'expression du Philippe Saenz, le directeur industriel du groupe. Une référence encore rare sur le marché du travail en plein essor.

Francine Alzicovici

► A lire, le magazine *Molécules* de mars 1992, édité par la Fédération des Industries chimiques.

Le bénévolat est souvent la règle

« Nous possédons une structure professionnelle pour gérer des professionnels : elle est à la fois laïque et sportive », explique Patrick Clerc, président de l'équipe de gestion des internationaux de France de l'Union Gerrois. Depuis des années, un seul syndicat a représenté la Fédération française de tennis : il occupe de l'organisation de cette manifestation et, à celle de l'Open de Paris à Bercy. Patrick Clerc est diplômé d'une école supérieure de commerce. Il a travaillé pour une société de services internationaux, il dirige aujourd'hui

« Il ne s'agit pas d'amateurs ou de bénévoles, précise-t-il. Une vingtaine de personnes travaillent en permanence à l'entretien et à la maintenance du bâtiment (siège de la Fédération). Le reste est réparti sur quatre départements qui assurent la gestion complète de l'épreuve. » Ces équipes sont composées d'experts sur médias, logistique et administration, de spécialistes en financement, marketing, développement, tout est placé sous le contrôle des quatre départements dirigés par des professionnels de haut niveau, proches de la spécialité. Jusqu'à 350 000 francs sont alloués chaque année par une équipe de bénévoles à l'impression et à la diffusion des documents.

Un manque de spécialistes

d'abord à la technique la plus
 accédé au CERS depuis février
 1982, ce carrefour a permis
 1984 un enseignement de troi-
 sième cycle, encore unique en
 son genre, qui forme des « diri-
 gents administratifs et techni-
 ciens du sport ». Après
 la gestion, d'écono-
 mie d'un croi-
 sement de la physique
 et sportive, les étu-
 diants ont pu assister à des sé-
 minaires « sur le terrain »
 auprès d'équipes de profes-

Dirigé par un conseil d'administration formé illi quatorze bénévoles, dont la majorité sont des bénévoles d'entreprise, le conseil a pour mission de superviser la gestion administrative constituée de quatre salariés permanents. Patrick Razeau est le directeur général : « Les membres du conseil ont une expérience qui définit la politique générale du club. Leurs pratiques quoti-



Remise

Un secteur

LES hommes avaient Schw...

...bégayer, les tendances
Fonds. Durant les années 80,
Français décidèrent de cou-
leur forme. Aujourd'hui, l'en-
ment traîne au vestiaire. Beau-
de salles locales ont fermé
porte. Difficile pourtant de qu-
ifier le phénomène. Aucun
nisme professionnel ne repré-
le métier. Les spécialistes con-
ment les tendances lourdes, en-
currence, mouvement
concentration au profit de
qui font des campagnes
promotionnelles, bref, qui so-
raient plutôt ».

Valorisation du personnel

Les locomotives du secteur en effet de belle taille, que ce soit **Fitch**, **Hill**, **anxé** sur le tennis **Gymnase Club** ou **Vita Top** appartenant au même **groupe** français, **Clois**, **numéro un** **pén** les **clubs** de **rennis** **forme**, **les championnats** **champion** **sur mille** **grandes familles** **de métiers** **représentés**, **explique** **Pa** **Rizzo**, **directeur du marketing** **Clois**, **les professeurs** **hôtesse d'accueil**, **les com** **ceux**, **le personnel administratif** **le personnel d'entretien**. **L'ense** **dout former** **une collectivité** **pr** **accueillir** **plus** **mieux possible** **adhérents**. « **L'idée** **commun** **que ce type** **de métiers** **est** **sim** **accessible à** **tout**, **recruter**, **M** **Corbière**, **PDG du** **groupe** **F** **Hill**, **C'est** **fait**, **entièrement**, **démarche** **est** **beaucoup** **plus** **so**

e en forme

Pas question, ■ exemple

...cueli t. celui d'une
...homme de renseignement
...ainsi de suite pour l'ensem-
...figure. Cela, c'est le
...beute visiblement aux m-
...rencontres par l'ém-
...et la restauration : travail
...nier, contrats à durée déter-
...horaires variables, ~~travaux~~
...tée, salaires peu élevés.
...avons tous moins de tren-
...Olivier, qui p-
...l'équipe d'accueil d'un pé-
...de remise en forme parisi-
...général, nous sommes
...et nous au SMIC

Si, à qualité technique égale, les défis à relever sont bien,

[illegible]

Le boom des soigneurs

Une médecine spécifique

LE plus important, c'est le ministère de la Jeunesse et des Sports, dirigé par le docteur J. Jousseuil, concurrencé par l'ancien entraîneur, en sa qualité de patron du département médical de l'Union nationale des sports et de l'éducation physique (INSEP), connu de tous les sportifs en France et à l'étranger. Voir du grand public, puisque « nous disposons de chaque année, pour le moins, 20 000 consultations ». Son équipe, composée de 75 personnes au total, dont 44 médecins : « des spécialistes et contractuels, 12 kinésithérapeutes et 11 infirmières, veille sur « la tête et les jambes » de 700 sportifs en compétition ». Vincennes et d'autres zones de l'extérieur.

« Il est difficile de quantifier le travail médical et paramédical, mais nous sommes convaincus que le travail dans le domaine de la médecine sportive en France, dit le docteur Jousseuil, Les équipes de foot, de rugby ou de basket, y compris le grand club, n'ont pas de médecins à plein temps attirés pour des raisons budgétaires. » Constat que ces spécialistes, « véritable trésor », ont pour vocation principale, tout en milieu hospitalier, soit dans le secteur libéral

En effet, l'INSEP, à la différence des cliniques privées, tout en jouant un rôle curatif et en assurant un service des urgences fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, s'efforce d'offrir, depuis 1978, aux équipes nationales et au public un plateau technique d'exploration fonctionnelle de premier ordre. Pour ce qui concerne la formation, ■■■■ les stagiaires venus ■■■■ l'Afrique francophone, ■■■■ demandes d'emploi ■■■■ dujour d'hui, ■■■■ le service médical de la part ■■■■ pépennels de l'ex-RDA, ■■■■ reconnaît la remarquable compétence.

C'est au début des années 50 que les facultés de médecine ont introduit un enseignement spécifique mais superficiel : cardiologie, pneumologie, physiologie de l'effort, qui par suite a débouché sur la délivrance d'un certificat d'études spéciales (CES). Ce enseignement d'une année offrait une « vue-globale » adaptée à des médecins généralistes qui vident des sportifs», commente le docteur Boyer. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le CES médecine et biologie du sport, et non des diplômés universitaires, donne le titre de spécialiste.

Rôle préventif

Mais quid des sportifs de haut niveau ? Ils ont les praticiens, soigneurs, nutritionnistes personnels, quand ce n'est pas leurs gourous. Mais ils connaissent l'adresse des principales cliniques spécialisées, et bien sûr celle de l'AFSCF, où lui-même, le docteur Thierry Boyer, rhumatologue, responsable de l'enseignement de pathologie du sport de l'hôpital Richat, service au début des années 80 par le professeur Marcel-François Kahn, lui-même spécialiste unique parisiens de la location d'espaces médicaux sportifs comme on les trouve plusieurs à Paris et dans les grandes villes de province à la même époque.

« Il y a eu un effet de poudre sur le créneau porteur de la traumatologie, convient le docteur Jousse. Pour de nombreux praticiens, il s'est agi, à travers la médecine sportive, d'ajouter une diversification. A l'INSEP, on revanche, on nous reproche quelquefois de faire une médecine de bien-portants. »

« Il faut qu'aujourd'hui, ajoute le docteur Jousselein, les hôpitaux universitaires soient des consultations de médecine sportive bien adaptées. Mais, d'une manière générale, les débouchés de ce type de médecine sont essentiellement limités : traumatologie, à la rhumatologie et la rééducation fonctionnelle. »

« L'équipe **■** C'est l'associa-
tion d'un rhumatologue fort **■**
trois ans d'études, d'un orthopé-
dique et d'un rééducateur fonction-
nel, confirme le docteur Philippe
Brissaud, rhumatologue, lui-même
passionné de sport. Malheureusement,
l'engouement actuel du
public pour le sport entraîne quel-
ques écueils.

Jean Monod

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

4 - ARTS ET SPECTACLES

2. *Chlorophyll a* and *Chlorophyll b* contents were determined by spectrophotometry using the method of Lichtenthaler and Whistler (1987).

Le social hors jeu

Absence de négociations

LE sportif apparaît, à l'égard, comme un *no man's land* social. Certes, du *no man's land* est, en principe, appliqué, mais les relations sociales y sont quasi inexistantes. Ainsi, malgré les *clubs* entrepris par les différents ministres du travail depuis 1981, le sport (clubs et associations) et le sport (salles de *gymnastique*...) sont deux des *secteurs* principaux d'activité pour une convention collective. Sans exception, très ponctuelle, la convention collective régnant depuis 1975 les *clubs* équestres et celle du *cinéma* d'entraînement de *danse* de *danse* au galop.

Depuis 1973, existe également une charte des métiers du football, mais, comme le note un des rares spécialistes de cette question, Jean-Bernard Paillissier, dans son ouvrage sur *Le Droit social du sport* (éditions Masson), « les parties en présence (dirigeants et joueurs) ont des appréciations divergentes sur les apports et ou supposés des dispositions conventionnelles ».

Si les magistrats semblent reconnaître une certaine valeur juridique à ce texte, le ministère du travail a beaucoup plus réservé. Il a vrai que certaines dispositions, en particulier les sanctions financières, semblent prendre quelque liberté avec le sens du travail. Ainsi, un agent à l'entraînement, aux réunions de club, aux conférences techniques, peut entraîner une lettre d'avertissement, puis, en cas de récidive, des réductions de salaire (par exemple de 10 % pendant un mois).

Vers des actions collectives?

Sport et syndicalisme ont rarement fait bon ménage. Si certains sportifs, comme les footballeurs ou les cyclistes professionnels, se sont regroupés dans les unions, les syndicats de sportifs n'ont pu jamais pénétrer ce milieu où l'esprit de compétition l'emporte davantage sur l'individualisme que la recherche d'actions collectives.

Par ailleurs, les **acteurs** multiples : les professeurs de tennis, les moniteurs de club et les **autres** enseignants sont le plus souvent des travailleurs indépendants. Côté patronal, le bénévolat le nombreux dirigeants ne facilite pas forcément le dialogue social. De plus, les **clubs** sportifs n'étant pas **stricto** des groupements d'employeurs, rien ne leur permet

valablement autorisées à négocier des ~~titres~~ sociaux, ~~à~~ qu'elles le souhaitent.

Si l'on se réfère à ce qui plait à beaucoup de joueurs, l'évolution de la profession de footballeur, le chômage, qui est son apparition professionnelle, n'est plus un sujet. La reconversion sportive des sportifs professionnels commence à se faire. On commence à percevoir les enjeux de la formation et de la qualification professionnelle, qui sont en train de créer un fonds d'assurance-formation pour footballeurs professionnels à partir de 1980. De même, le sport commercial,

activité en pleine croissance, devrait bien finir ☐ atteindre ☐ taille adulte ☐ s'organiser ☐ ☐ professionnelle

Tous ces éléments militent, selon ■ responsables ■ ministères du travail et de la jeunesse et des sports, en faveur ■ l'apparition d'une ou ■ plusieurs conventions collectives dans ■ milieux sportifs. Cependant, chacun le pressent : ■ enjeux ■ sont ■ que sociaux. ■ s'intègrent ■ le vaste débat actuel sur ■ relations qu'entretenaient le sport et ■ l'argent. Mais, ■ le domaine social, l'Etat ne peut ■ légiférer : il peut qu'inciter ■ acteurs. à s'asseoir ■ d'une même

Frédéric Lemaître

Les débouchés de la montagne

Une activité en expansion

« **P**AS question d'escalader le puy de Sancy. Le temps trop mauvais », silhouette étonnante sous un grand parapluie noir, Michel, vingt-cinq, vient priver sa visite du plus haut sommet du Massif central la quinzaine. Il randonneurs qu'il accompagne. Peu récriminateurs, le groupe obtemple sur terrain plat.

« C'est quelquefois très difficile. [...] lorsqu'on tombe des rideaux qui prétendent savoir mieux que nous », explique Michel. La question des relations humaines n'a pas partie épreuvée pour obtenir le diplôme d'accompagnement de montagne, c'est pourant une qualité pour une condition de métier.

Le pluriel en réalité ne s'en tirent **pas** trop mal. Car ces jumeaux de vingt-cinq ans, deux ans de profit, ont tirés de leur pluriel une verdure **de** l'exercice qui leur a permis **de** cittadina vers les petits chemins escarpés pour se trouver un métier. Au cours des dix dernières années, en effet, la randonnée a considérablement développée, et les organisateurs **de** cette activité **ont** beaucoup recruté. **Ce sont** généralement des pluriactifs **qui**, explique le responsable de l'association, ont minimalement de la randonnée, mais ont de la vie. Amoureux de la randonnée plutôt sportifs, ils répugnent à la vie citadine **et** **ont** contraintes

horaires ■ bureau ■ ■ ■ hiérarchie. Tondeurs ■ moutons, moniteurs de skis, pisteurs ou bûcherons, ils exercent ■ activité l'hiver ■ « galèrent » l'été.

La mode ■ la randonnée ■
■ des ■ à certains d'entre
Elle leur permet de concilier
leur passion du grand air et le
■ percevoir une rémunéra-
tion. ■ question cependant ■ se
contenter ■ regarder ■ petites
fleurs ou d'admirer les oiseaux.
Car ■ pendant cinq ou
six jours des adultes ■ mal ■
■ n'est pas nécessairement de

Le **plus**
le plus lourd

C'est en effet en ce guide que l'organisateur du pèlerinage s'adapte à l'itinéraire aux caprices du temps et des membres du groupe. Mi-équipe que le plus et plus résistants, c'est aussi lui qui porte le sac le plus lourd. Mais, surtout, il est responsable jour et nuit aux vacances de ses pèlerins. Et, lorsque les 17 heures ou 18 heures les randonneurs se désaltèrent en soignant leurs pieds fatigués et en attendant de passer sous la douche, l'accompagnateur doit être poli, d'accueil, de conseil, de disponibilité. Il doit être sûr qu'il sera prêt pour le pique-nique du lendemain, écouter calmement les éventuelles récriminations des participants en attendant l'heure du dîner. Tout cela pour une rémunération de 600 à 700 francs par jour. La plupart des guides sont des bénévoles payés à la vacation. Quelques-uns ont des salaires mensuels à durée déterminée de quatre à mois.

■ Bizarrement, les femmes ont plus de difficultés à s'imposer. D'abord on raisonne sur le féminisme en termes de masculin et de féminin. Les randonneurs font plus confiance à un homme qu'à une femme. ■ La Maison de la randonnée. Pourtant, on ne s'improvise pas randonneur. En 1990, 183 candidats ont été admis à la Maison de la randonnée. Mais à ce diplôme aussi défini : « L'accompagnateur moyen montagne conduit des personnes du milieu rural montagnard sur des itinéraires et dans des zones d'habitat dispersé ». ■ L'éclosion. rochers, glaciers et des terrains nécessitant pour la progression l'utilisation de matériel ou techniques de l'alpinisme. ■ C'est un des quatre axes de la brevue d'alpinisme dont les candidats sont guidés par des guides de montagne.

Françoise Chirot

Poissy en compétitions

Intense activité pour enfants et adultes

HUIT heures trente. Sur le terre-plein, quatre fourgonnettes s'appêtrent à démarrer. « Salut Myriam ! Bonne journée ! » Philippe [] du service des [] la [] Polsey (Yvelines) : regarde partir l'équipe de [] physique [] sportive : « Nous ne les [] pas [] 18 [] 30. » Dans quelques minutes, Myriam aura rejoint avec son véhicule et son matériel l'une des écoles maternelles de la ville et [] collégiens [] seront dispersés dans les écoles primaires.

Tous les quatre sont mis par la commune à la disposition des instituteurs et institutrices dans le cadre d'une convention passée avec l'éducation nationale. « Notre règle est le volontariat, souligne le directeur du service des sports. Rien n'est imposé, ne serait-ce que parce que certains enseignants n'ont nul besoin de nous. Je le sais d'autant mieux que j'ai moi-même été instituteur. »

Ces moniteurs diplômés d'Etat, salariés par la ville, proposent aux enfants, après concertation avec les enseignants, un ensemble d'activités : ■■■■ suivent un cycle lié aux saisons : en maternelle, on y trouve le papin à roulettes, le vélo, ■■■■ tout ce qui peut favoriser le développement psychomoteur de l'enfant ; en primaire, l'athlétisme, la gymnastique au sol, les sports collectifs, etc.

Simultanément, d'autres moniteurs procèdent des activités particulières comme le jeu, la natation, l'équitation, la voile. Le tout est entendu, sous une forme adaptée aux jeunes enfants et dans une perspective pédagogique. Les plus nombreux sont de loin les maîtres nageurs : saveurs - dix ! - car il est prévu que la natation soit pratiquée chaque année de la grande classe de maternelle au CM2. Si les moniteurs d'équitation et de voile sont en vacances, les autres font partie, comme leurs collègues d'éducation physique et sportive, du personnel permanent du service des sports.

Travail d'exploration

Le responsable de la ville se limite à l'enseignement élémentaire. Pour le secondaire, le personnel est fourni par l'éducation nationale. Mais Poissy, c'est la pratique des communes, met à la disposition des lycées et collèges tous ses équipements sportifs et, du même coup, le personnel technique et administratif qui en assure le fonctionnement.

Le service des sports intervient également ■ «extra-scolaire». Chaque mercredi matin, tout enfant scolarisé à Poissy a la pos-

habitants de participer à une école d'initiation au sport (ES) : il y a donc connaissance avec les différentes activités qu'il est susceptible de pratiquer idéalement, car les ES ont pour but de permettre, et surtout de permettre un travail d'exploration destiné à lui permettre de découvrir ses goûts et ses aptitudes, explique Philippe Gros. L'objectif est d'élargir les possibilités de passer dans de bonnes conditions du sport scolaire au sport associatif. Orze monteuses sont ainsi mis à la disposition du public scolaire. Tous ont le statut de vacataires.

Le tableau ne serait pas complet sans évoquer les classes de neige : huit classes partent chaque année à Vars, dans les Hautes-Alpes. Là, les services des sports de Montée font appel à des guides de fond qui se déplacent les enfants en fonction de leur niveau.

Par ailleurs, quatre «maisons de quartier» organisent des loisirs à l'intention des enfants et des adolescents, soit à longueurs d'années (clubs de foot, par exemple), soit pendant les périodes de congés. La partie sportive de ces activités est assurée par des bénévoles à mi-temps et par des vacataires payés à l'heure. A Poissy, ces maisons de quartier ne sont pas directement animées par un personnel communal, comme c'est le cas dans certaines villes : elles sont sous statut associatif et

elles-mêmes les animateurs; mais, le budget est alimenté par la main, l'effort budgétaire la en faveur du sport comme ce qui précède.

Piscines, stades gymnases

Les **gymnastes** ne sont pas oubliés, mais, dans ce cas encore, le mode d'intervention de la commune est le plus souvent **indirect** : certes, elle organise quelques **clubs sportifs**, mais elle ne s'occupe pas directement, si ce n'est par l'appel à des vacataires spécialisés. Mais le plus souvent, elle se borne à mettre ses équipements à la disposition des associations et des clubs sportifs locaux : à Poissy, un stade, deux piscines et quatre gymnases ou complexes sportifs.

Ces derniers - qui sont donc
intéressés à tour de rôle par toutes
les catégories de la population -
peuvent fonctionner sans un
personnel technique et adminis-
tratif important, qui fait partie du
service municipal des sports au
même titre que les moniteurs. La
liste des piscines est celle qui
montre le mieux la diversité des
compétences requises : chacune a
un directeur, une secrétaire, une
caissière, un responsable du vesti-
bulaire, deux mécaniciens chargés
de la maintenance de la machine-

(sans compter l'équipe de natation) mais il faudrait un directeur de la sécurité des personnes qui assurerait le gardiennage du stade et des gymnases, de la cuisine, des d'ouvriers et des personnes qui travaillent aux installations, compris les haies, les pelouses... La ville des sports de Poissy rémunère ses personnes à plein temps (sans compter les vacataires) alors que la population de la ville dépasse peu les trente-cinq mille habitants.

Type de temps, un nou-
 veau type d'emplois sportifs
 en train de faire leur appa-
 rition : le play-boy du sport.
 Les professionnels de la compétition
 sportive ont le temps de leur
 équipe : le temps de se
 faire porter haut sur couleu-
 res dans la région de l'Est.
 L'athlète du sport semi-jeune-
 sse, emmercée et résidentielle, la
 ville est en pleine croissance l'une
 de ces agglomérations ouvertes
 à la Seine.
 L'Est, de Sarrouville à
 la Seine, ont inté-
 réssé une nombreuse jeunesse
 d'origine immigrée. Dès à présent
 jouent joueurs
 professionnels en
 huit à la prochaine.
 effort dans le département
 de l'Est.
 L'Est, de Sarrouville à

Marie-Claude Betbeder

Le Monde

HEURES LOCALES

**Le supplément
consacré à la vie
des communes,
départements
et régions**

TRIBUNE

Services publics : affadissement ?

par Jean-Loup Gourdon

COMMENT l'Etat pourrait-il lutter efficacement contre la dégradation de l'emploi, la précarité du travail, la déqualification du personnel qu'il recrute ? Pour répondre à ces questions, il faut d'abord se demander si le service public est en mesure de le faire. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle. Or, la réponse est négative. Le service public est en crise, et cette crise est le résultat de la dégradation de son rôle.

ÉCHOS

Regroupement des associations d'aide pour les cadres au chômage

Depuis le fin de l'année, a été constitué le Comité de liaison des associations pour l'emploi des cadres (CLAE), qui regroupe, sous la forme fédérative, près d'une dizaine de structures bénévoles, créées en France ces dernières années pour venir en aide aux cadres au chômage. Il s'agit de la première tentative pour structurer les nombreuses initiatives qui ont pu fleurir, ici ou là, à mesure que la recherche d'emploi devenait plus difficile. L'objectif du CLAE est de donner de la cohérence à ces efforts. Cela devrait lui permettre de se positionner comme un interlocuteur reconnu par les pouvoirs publics, les institutions et les partenaires qui agissent dans les domaines de l'emploi.

Font partie de ce mouvement des entités aussi différentes que l'AVARAP (Association pour la valorisation en relation avec les professionnels), Cadres pour l'entreprise, le Club accueil Saint-Vincent, Inter cadres, AGIR, qui s'occupent en priorité des cadres en préretraite, mais aussi l'ASCAPE à Angers ou GALERE à Lyon. Au total, le comité rassemble 500 adhérents et obtient, en moyenne, 70 % de réussite dans ses opérations de reclassement dans un emploi.

CLAE, Comité de liaison des associations pour l'emploi des cadres : 8, rue Emile-Duclos, 75015 Paris.

Gestionnaires chinois

La FINEGE (Fédération nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises) et l'University of International Business and Economics de Pékin mettent en place un centre franco-chinois de gestion. Destinée à des cadres chinois ayant passé un à deux ans en entreprise, cette formation doit se dérouler sur deux ans. La première année est principalement consacrée à l'apprentissage du français, la seconde à la gestion (finances, stratégie, gestion de la production, ressources humaines et marketing). Un stage de trois mois dans une entreprise française installée en Chine clôture cette formation, qui permet d'obtenir un CAE (certificat d'aptitude à l'administration d'entreprises), un diplôme de 3^e cycle français. Il y a environ 100 candidats pour des promotions de 20 personnes. « La but est d'améliorer la gestion des entreprises chinoises et, à terme, de permettre la création d'entreprises chinoises à l'étranger », a commenté M. Sun Weiyun, président de l'UIBE lors de son passage à Paris.

La mode à Lyon

L'université Lyon-2 a créé un DESS d'étude de la mode et de la création. Ce diplôme de niveau bac + 5 accueille des étudiants venant de toutes les disciplines. « Le but est de leur donner une sensibilité aux phénomènes de mode et de styles, tout en conservant à cette formation son aspect universitaire », explique Nadine Gélis, responsable de ce diplôme. L'ambition des de ce diplôme ne se limite pas à l'étude de la mode vestimentaire, mais elle s'étend aux différents courants artistiques, design, aménagement, habitat, etc. En 1997, à l'issue de la sélection sur dossier et entretien, vingt-cinq candidats ont été admis. La scolarité se déroule en un an, elle est suivie de trois mois de stages dans une entreprise qui doivent donner lieu à un mémoire.

LIBRAIRIE

Lettre ouverte

à François qui s'usent en travaillant... «... qui pourraient s'enrichir en dormant », de Jacques Marseille. Editions Albin Michel. 130 pages, 78 F.

Polémiste, Jacques Marseille récidive : il développe, un autre ton, une thèse qu'il avait précédemment livrée, *La France à l'abri*. Trop. L'argument est désormais connu. L'auteur expose les multiples avantages que procure l'assurance-vie, il est possible de rêver, pour soi, au sort du rentier. Preuves à l'appui, l'auteur démontre qu'on peut parfaitement vivre sans travailler, et parfois financièrement. Evidemment, il y a un hic, cette solution n'étant à la portée de tout le monde. Pour pouvoir espérer quitter l'emploi à la cinquantaine, il faut disposer d'un patrimoine élevé, de 4,5 millions de francs. Ce qui n'est pas rien, même si l'on englobe dans le calcul, comme le fait Jacques Marseille, un appartement secondaire. En outre, le capital réside et placé, il faudra bien continuer à se loger. Il reste, et c'est ce qui est passionnant dans ce livre, que les techniques proposées montrent à quel point les dispositions légales sont perverses, à la limite de l'immoralité quand tous les discours prônent la valeur du travail et que les avantages sont dédiés à ceux qui profitent. Il y a ce qui est dit, et ce qu'il faudrait faire. À la manière d'un paradoxe, Jacques Marseille en conclut que les nantis, les possédants ou tous ceux qui voudraient appliquer ses préceptes, ne seraient-ce que partiellement, un intérêt manifeste à voter avec eux lors des élections. Les déductions fiscales ou les dispositifs d'épargne n'ont jamais été aussi défavorables depuis que Jacques Bérégovoy défend les finances de la France. Jacques Séguela ne s'y est pas trompé, qui a baptisé d'un ironique *Merci à toi* le yacht qu'il s'est offert aux Antilles grâce aux facilités incroyables de la loi sur les investissements dans les départements d'outre-mer.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible sur Internet : 3615 LEMONDE.

Les personnes intéressées doivent contacter le service des offres de stages de la MNEF, 12, avenue Raspail, 94257 Gentilly Cedex, le service des offres de stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 49-08-99-99.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement ce service au 49-08-16-20.

GESTION
Lieu : Bobigny. Date : immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : 5 700 F/mois. Profil : bac + 4/5, école d'ingénieur, spécialisé en gestion. Mission : dans le cadre de la mise en place d'un nouveau service de gestion, effectuer les travaux de gestion et les missions de ce cadre. 01363.
Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 6 500 F/mois. Profil : bac + 2, comptabilité. Mission : effectuer une revue de presse quotidienne dans le domaine de la Bourse et des finances. 01424.
Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4, français, banque ou gestion. Mission : effectuer différentes missions dans le domaine des banques et des finances. 01403.

COMPTABILITÉ
Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 6 500 F/mois. Profil : bac + 2, comptabilité. Mission : effectuer des opérations d'immobilisation, suite des immobilisations, comptabilité clients. 01429.

PERSONNEL
Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, grande école de commerce, connaissances en micro-informatique et anglais, femme soumise. Mission : assistance de consultants en recrutement, missions de prospection, d'approche directe de cadres dirigeants de haut niveau, de gestion des bases de données. 01364.
Lieu : Vincennes. Date : juillet. Durée : 11 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac + 2. Mission : assistance en gestion de personnel, études statistiques (sélection, salaire, etc.). 01008.

VENTE
Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 11 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, études commerciales, force de vente. Mission : pour une entreprise de création/production d'objets de décoration et d'ameublement, heures de pointe, relation clientèle, suivi des actions, prospection dans la promotion des ventes. 01449.
Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3/6 mois. Ind. : 1 810 F/mois + 5%. Profil : bac + 2, BTS action commerciale, familiarité à l'informatique. Mission : prospection (mailing, phoning, présentation salons), vente et suivi clients. 01274.
Lieu : proche domicile. Date : immédiate. Durée : 4/6 semaines. Ind. : fixe + primes + FD. Profil : bac + 2/3, études commerciales, force de vente, disposer d'un véhicule. Mission : dans le cadre d'un projet commercial.

bonnes d'études synthétiques et mise en place de procédures d'organisation. 01048.

MARKETING
Lieu : Versailles. Date : immédiate. Durée : 3 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, femme soumise. Mission : prise de contacts et rendez-vous par téléphone, sollicitation, information, séminaires, 01098.
Lieu : sur tous les Français. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 6 000 F + 2 000 F de prime + frais forfaits. Profil : bac, jeune femme soumise, expérience de la vente, connaissances en communication, pharmacologie et diététique appréciées. Mission : animation et vente de produits minceurs aux clients en pharmacie (prix animation par semaine) : 00692.
Lieu : Ivry-sur-Seine. Date : immédiate. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 minimum, BTS action commerciale, force de vente. Mission : contacter par téléphone des clients clients pour la vente de terminaux de paiement électroniques, évaluer les missions possibles sur le terrain. 01385.
Lieu : Boulogne. Date : immédiate. Durée : 1 mois. Ind. : 48 F/H. Profil : bac + 1/2. Mission : vente par téléphone auprès des professionnels (supérieurs pour référencement). 01004.
Lieu : Gennevilliers 69 RP. Date : immédiate. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, école de commerce, maîtrise d'étude de marché. Mission : étude de marché d'un produit dans un segment, participation à l'élaboration de la stratégie. 00364.

INFORMATIQUE
Lieu : Créteil. Date : immédiate. Durée : 3 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 minimum, BTS/UT. Mission : informatique, possibilité de développement, ou de recherches.
Lieu : Ivry-sur-Seine. Date : immédiate. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, gestion informatique (Macintosh). Mission : analyse d'application, aide à la mise en place de logiciels. 01428.
Lieu : Neuilly. Date : immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, informatique de gestion, connaissances en comptabilité et gestion. Mission : assurer la mise en place de l'interface avec la mise en place de la gestion des ressources humaines. 00535.
Lieu : Boulogne. Date : immédiate. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, Lys, 123. Mission : développer des programmes de gestion. 01322.

COMMUNICATION
Lieu : Versailles. Date : juillet. Durée : 2/3 mois. Ind. : 3 000 F/mois net. Profil : bac + 4, communication ou sciences humaines. Mission : mener à terme un projet de restauration complète de l'information professionnelle dans une entreprise en 1992. 01042.

SECRETARIAT
Lieu : Joinville-le-Pont. Date : août. Durée : 1 mois. Ind. : 150 F/SMC ou SMIC. Profil : bac, Word 4.0, 5.0. Mission : secrétariat général.

ISMIC I M D L

L'Institut Supérieur de Management Culturel et l'Institut des Managers du Développement Local proposent conjointement une session de formation à la conception et réalisation de projets culturels

MANAGEMENT CULTUREL et DÉVELOPPEMENT LOCAL

2 modules de 3 jours :
- les 5, 11 et 7 octobre 1992
- les 18, 19 et 20 novembre 1992

Prix total : 16 200 F (intégrant repas midi)

Inscriptions : ISMIC - Tél. 16 (1) 43 20 73 73
3, rue Danville - 75014 Paris - Nombre de places limité

450

R

RESPONSABILITÉ

INITIATIVES

RECRUTE

TRAVAIL EN FAMILLE

LE MONDE DES COMMERCIAUX

1975 000

LE MONDE DES COMMERCIAUX

LE MONDE DES COMMERCIAUX

INITIATIVES

هكذا (من الجهد)

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des COMMERCIAUX

Le Monde ■ Mercredi 10 juin 1992 V

GRUPE INTERNATIONAL
LEADER DANS LE
DOMAINE DE LA
RESTAURATION ET
DES SERVICES

R 450 KF RESPONSABLE MARKETING ET DÉVELOPPEMENT

Au sein de notre équipe internationale, vous exercerez une fonction très élargie. Véritable bras droit du Directeur du Développement International, vous serez responsable du Marketing en insistant particulièrement sur la qualité des services proposés, l'innovation et les moyens de promotion à mettre en œuvre. Vous concrétiserez sur de nouveaux pays des accords de représentation locale, voire des créations de filiales. Enfin, vous pourrez être amené à participer à la préparation et à la négociation d'importants contrats.

De formation supérieure, ESC ou équivalent, trilingue anglais + allemand (de préférence), vous possédez 10 ans minimum d'expérience commerciale réussie sur l'international, impérativement dans les services. Homme créatif et de communication, rigoureux et diplomate, votre pragmatisme et votre personnalité vous feront évoluer. Poste basé en banlieue Ouest.

Adressez votre dossier de candidature à CURRICULUM, sous référence 7676/MC, 6, passage Lathuille, 75018 PARIS.

Participez à l'avenir du Monde

Editeur d'un quotidien national dans 146 pays, de publications mensuelles de grande audience (Le Monde Diplomatique, Le Monde de l'Education...) et de plusieurs publications thématiques (les Dossiers Documents, Le Monde des

Philatélistes...), notre groupe de presse réalise un CA de 1,1 milliard de francs avec 1 000 personnes. Notre Direction de la Diffusion renforce ses équipes commerciales et recrute le

Responsable de la diffusion Paris - Ile-de-France

Vous êtes chargé(e) de concevoir la politique commerciale de diffusion pour cette région essentielle dans notre stratégie de développement des ventes. Vous menez à œuvre cette politique (vente au numéro, abonnements, vente directe, portage), en étroite collaboration avec les autres services logistiques et commerciaux du siège.

Sur le terrain, vous animez une équipe de 5 commerciaux, responsables des objectifs de vente de leur secteur.

15 ans environ, diplômé(e) de l'enseignement supérieur commercial type ESCAE, vous justifiez d'une expérience

réussie dans une fonction similaire par exemple dans l'édition ou la grande distribution.

Capacités d'analyse et synthèse, créativité, organisation et tempérament pour manager pour dynamiser votre équipe. Une conviction pour associer les services fonctionnels à votre mission, les qualités que nous exigeons pour ce poste.

Adressez votre dossier de candidature, sous la réf. LM/003, à Monsieur Mansour, Direction du Personnel du Journal Le Monde, Gestion des Emplois, 1 place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine.

Dans le cadre de son développement, LE CENTRE DE FORMATION DES PROFESSIONS DU TOURISME D'AFFAIRES RECRUTE

1. CONSEILLER EN FORMATION

SA MISSION : • Développer les relations avec les clients (Palais des Congrès, Organismes de Salons, Agences...).

• Mettre en place les actions de formation inter et intra entreprises.

SON PROFIL : De formation universitaire et connaissance du secteur d'activité - Fort potentiel commercial et sens pédagogique.

POUR FAIRE ACTE DE CANDIDATURE, envoyer CV + PHOTO + Lettre de motivation à : AFFERMEC : 19, Rue Erard - 75012 PARIS.

INGENIEUR D'AFFAIRES CHEF D'AGENCE PROVENCE/COTE D'AZUR

Ce groupe industriel d'origine alsacienne compte parmi les premiers spécialistes internationaux de la conception, vente et installation de systèmes de sécurité pour banques et sites à hauts risques (400 personnes, 300 millions de francs de chiffre d'affaires). La direction de l'agence sud qui compte 10 personnes comporte la responsabilité commerciale, technique et administrative d'un centre de profit autonome et en plein développement. Cette opportunité de carrière conviendrait à un jeune ingénieur diplômé de formation technique supérieure (niveau 1 ou 4), expérimenté dans la vente de produits techniques (électronique, domo-

tique, agencement d'espace...) et capable de proposer des solutions globales à des interlocuteurs grands comptes. Ses qualités de rigueur et son engagement commercial devraient l'imposer rapidement auprès de la clientèle. L'intérêt, après l'obtention du diplôme, réside dans l'appui nécessaire. Poste basé en Arles, dans de bonnes conditions d'avantages + voiture. Ecrire à Jean-François JARDINI, en précisant la référence A/6934 - PA Consulting Group - 3, Quai Kléber - 67080 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54.

RITZTHALER

PA Consulting
Group
Creating Business Advantage

VAISALA

INGENIEUR D'AFFAIRES

En relation directe avec le Directeur Général et en étroite collaboration avec le siège en Finlande, vous serez responsable du développement commercial des produits (sondes, systèmes météorologiques, automatisation...). Vos clients (Météofrance, les sociétés et bureaux d'études, l'armée, les centres de recherche spécialisés) exigent de vous de hautes qualités techniques.

A 30 ans minimum de formation ingénieur vous devez avoir une bonne connaissance des organismes qui utilisent nos produits en tant qu'utilisateur (chercheur, météorologiste) et déjà comme commercial dans une entreprise similaire. La maîtrise de l'ANGLAIS est indispensable.

Après une formation à l'étranger, nous vous offrons des conditions de travail motivantes.

Pour nous adresser CV, photo, en précisant votre rémunération actuelle à : Conseil MERCURI URVAL, 11 bis, rue Daru, 75378 Paris Cedex 08 sous la réf. 01.01.11.11.

Mercuri Urval

844 000 CADRES DÉCOUVRENT
les offres d'emploi

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Source IPSOS Cadres actifs 1991

1 575 000 LECTEURS DÉCOUVRENT
chaque mardi dans INITIATIVES
la nouvelle rubrique

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Source CESP 1991

LE MONDE DES COMMERCIAUX

les nouvelles offres d'emploi
d'INITIATIVES

Ingénieur d'affaires BTP

Secteur : Ile-de-France

Lanctuit, groupe indépendant du BTP (construction, ingénierie, promotion), réalise un CA de 1 milliard de francs avec un effectif de 1 300 personnes, 5 agences, 15 filiales, en Ile-de-France, Normandie, Picardie. Très attaché à la qualité des relations humaines, à l'épanouissement et à l'indépendance de chacun, cela lui réussit.

Merci de nous adresser votre candidature, sous référence M/906, au Groupe Lanctuit, Ressources Humaines, BP 805, 27207 Vernon Cedex.

Rattaché à notre Directeur Commercial, vous êtes chargé de développer un courant d'affaires et de fidéliser nos clients (promoteurs, bureaux d'études). Pour mener à bien vos opérations, vous bénéficiez en étroite collaboration avec notre Ingénierie et nos agences.

A 28/35 ans, fort d'une réelle expérience commerciale acquise en entreprise générale ou dans une entreprise de second œuvre à dominante technique, vos qualités de contact et votre relationnel vous ouvrent de nombreuses portes. Votre salaire est assuré et votre fonction, pour un poste de Directeur (92).

LANCTUIT

3616 Code Lanctuit

هكذا من الامم

Le Monde des COMMERCIAUX

REPRODUCTION INTERDITE

Grenoble ANIMATEUR DES VENTES FRANCE



N° 1 français du Tennis en France, distributeur du Groupe mondiallement connu d'articles de sport.

Rattaché au P.D.G., vous gérerez, dynamisez et formez notre équipe de vente composée de 9 personnes fortement autonomes et responsables.

Vous participerez à l'élaboration de la politique commerciale, des objectifs quantitatifs et qualitatifs de clients/secteurs, des collections, et vous serez la mise en œuvre des plans d'action terrain avec la force de

Véritable interface le marketing, le commercial et la distribution, vous forcez la proposition pour optimiser nos parts de marché et notre distribution nationale.

Agé de 35 ans environ, de formation commerciale et de terrain, vous possédez une solide expérience de la distribution moderne. Vous êtes un manager pédagogue, un animateur doté d'un sens commercial, bien sûr, et un sportif et une maîtrise du français est correcte. A la rémunération attractive et à l'absence d'ajout de prime sur objectifs et une voiture de fonction.

Pour ce poste, qui constitue une opportunité exceptionnelle au sein d'une équipe professionnelle et très impliquée, merci d'adresser votre candidature, photo et références, à l'adresse suivante : ACTEON SA, 27 rue de la Villette, 69003 Lyon.

ACTEON
CONSEIL

Nous sommes un important groupe français de transport et de logistique. Pour structurer et croiser, nous recherchons à Paris un poste de

RESPONSABLE MARKETING

HEC, ESSEC, ESCP...

Intégré à la Direction Générale, vous intervenez en interne auprès des Chefs de Service nationaux : transports urbains, interurbains, ingénierie, échanges, produits d'information, stationnement. Vous élaborerez et mettez en œuvre toutes les études qui conduisent à une meilleure appréciation du couple produit/marché. Vous participez aux négociations sur les dossiers importants. En externe, vous conseillez nos clients : collectivités territoriales, élus, administrations, amont et aval. Attentif à l'évolution de vie, vous proposez des outils d'analyse qui permettent de créer la motivation de la clientèle. Vous faites des recommandations stratégiques sur les politiques de transport (innovations, qualité de service, montage d'opérations promotionnelles...).

A votre diplôme de grande Ecole de Commerce, vous ajoutez impérativement une expérience de 10 à 15 ans à la tête du marketing d'une entreprise de services ou d'un département marketing des services au sein d'un cabinet conseil. De plus, vous êtes familier des techniques psychosociales. A la fois créatif et autonome, vous alliez aptitudes conceptuelles et de la persuasion.

Merci de confier votre candidature à l'adresse suivante : RESSOURCES CONSEIL - 11 rue la Botte - 75008 Paris.

FORMATION PROFESSIONNELLE

DIPLOME D'UNIVERSITE MANAGEMENT DE L'EXPORTATION

Une formation supérieure à temps plein permettant de maîtriser les aspects commerciaux, financiers, administratifs et économiques de l'activité des entreprises. Ce stage est réalisé avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile de France.

Public concerné : Bac + 2, 3 ans d'expérience professionnelle et niveau moyen en anglais.
- Salariés en Plan ou en Congé individuel de formation
- Demandeurs d'emploi : rémunération du Conseil Régional d'Ile de France possible.

Période de la formation :
12 octobre 1992 - 13 juin 1993.

Inscription immédiate tests et sélection
Téléphone : 47-04-53-22
Courrier : D.E.P. - Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 Paris Cedex 10

UNIVERSITE PARIS
DAUPHINE

DEPARTEMENT D'EDUCATION PERMANENTE



HEC, ESSEC, ESCP, Mines, Centrale...

Pour réussir votre parcours, sortez des sentiers battus

Vous êtes aujourd'hui motivé par la fonction commerciale ? Vous aimez l'action, les défis ? En rejoignant Casino, l'un des grands de la distribution, vous pourrez marquer des points décisifs pour votre carrière.

Pour vous, jeune diplômé à vocation commerciale issu d'une grande école de gestion ou d'ingénieurs, nous avons mis au point un programme d'intégration spécifique et personnalisé : une intégration par le "haut" qui joint à une formation opérationnelle importante. Votre réussite qui passera par votre aptitude à communiquer, à gérer et à manager vous permettra ensuite d'envisager de multiples évolutions dans nos autres Directions (Achats, Marketing, Logistique) et de gagner votre place au sein de notre Top Management. Rencontrez-nous pour parler ensemble de votre avenir chez Casino.

Merci de nous adresser un dossier de candidature (lettre de motivation, CV, prétentions, photo) sous référence LM/1.

CASINO France - DRH - Service Recrutement - 24, rue de la Montat - BP 306
42008 St Etienne - Cedex 2.

Casino

ON CHOISIT CASINO COMME ON CHOISIT SA VIE

Nous sommes un Groupe de PMI performantes (500 salariés) faisant partie des mondiaux de la coupe plus de 10% de notre CA à l'exportation et plusieurs filiales à l'étranger. Nous recherchons notre :

Directeur Commercial et Marketing

Rhône-Alpes

Vous proposerez à la Direction Générale et mettrez en œuvre les stratégies commerciales. Vous animerez nos différentes équipes commerciales France et Export ainsi que notre marketing.

Riche d'une solide expérience acquise dans un milieu industriel, d'une connaissance de la clientèle des fournisseurs industriels et des canaux de la distribution moderne, vous souhaitez relever aujourd'hui de nouveaux défis. Votre professionnalisme et votre enthousiasme seront garants de votre réussite.

Merci d'adresser (réf. 644 LM) à Geneviève CROUZET
ARTEMIS CONSEILS - 21, rue François Garçon - 69003 LYON.

ARTEMIS

CONDITIONNEMENT ET CARTON ONDULE

Nous sommes un des leaders dans notre branche d'activité, présents en Europe et dans le monde avec 45 usines. Invités de vous présenter que nous poursuivons une politique active de développement à l'exportation, et notamment en France. Afin de renforcer notre structure commerciale sur le grand Est, nous souhaitons rencontrer notre

RESPONSABLE REGIONAL Lorraine et Franche-Comté

Agé de 30 à 45 ans, bilingue français-allemand et doté d'une solide expérience dans notre métier, vous avez en vous toutes les qualités requises pour assurer la phase opérationnelle de votre carrière : compétence, charisme, disponibilité et brio de gestion. Interface entre une clientèle exigeante à développer et notre siège en Allemagne, vous aurez notre entière confiance et votre capacité d'adaptation à des problèmes variés, vos talents de négociateur et votre sens de l'initiative.

Des conditions avantageuses allées à d'intéressantes perspectives d'évolution font de cette proposition une réelle opportunité pour un candidat déterminé à s'investir.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous réf. RG/MO/09.05 à l'adresse strasbourgeoise de notre Conseil, MOOG S.A., qui vous garantira une absolue discrétion.

Les entretiens pourront avoir lieu à Strasbourg ou à Paris.

Conseil en management franco-allemand
Die deutsch-französische Personalberatung

PARIS
39 avenue des Champs-Élysées
75008 PARIS

STRASBOURG
International Airport Strasbourg
"Le Main Carré" - Allée de l'Europe
F 67060 ENTZHEIM

FRANKFURT
Frankfurt Airport Center
P.O. Box 750423
D 6000 FRANKFURT AM MAIN 75

MOOG



Groupe Arjo Wiggins

Nous sommes la première entreprise au monde à fabriquer des paquets de résine (paquets de résine à base de papier, mais réalisés en CA consolidé de 1 million de francs). Nos produits, Grand Public et Professionnels, sont distribués sous notre marque dans plus de 100 pays.

CHEF DE PRODUITS INTERNATIONAL • LOISIRS •

Responsable d'une ligne de produits de marque à forte notoriété, destinés aux jeunes et vendus en Grande Distribution, vous apporterez votre créativité pour développer les politiques Produits et Publicité-Promotionnelle sur les marchés étrangers.

De formation ESC, parlant anglais couramment, votre première expérience (2 ans minimum) vous a familiarisé avec le rôle du GMS, la gestion d'un budget publicitaire et si possible, le marché de l'enfant. Ce poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous référence 21/207 LM, à notre conseil KEY MEN - 10, rue de Rome - 75008 PARIS.

Etre consultant WINNER, c'est

donner à votre

envergure

commerciale

sa dimension

optimale.

WINNER, le cabinet

est spécialisé dans

l'amélioration de

l'efficacité des équipes

commerciales.

Notre forte progression

dans le domaine de

la formation et du

conseil nous amène à

élargir notre équipe.

En relevant des défis successifs, vous avez activement contribué à la réussite de votre entreprise. De formation ESC, à 30 ans environ, vous animez avec succès votre équipe commerciale et la négociation vous motive. Vous êtes convaincu, comme nous, que le succès dépend avant tout de la qualité des actions et des méthodes développées par l'équipe. Confrontez-vous aujourd'hui à un nouveau défi en rejoignant l'équipe WINNER.

Nous vous offrons une dimension internationale. Une formation initiale de 6 mois pour optimiser votre talent commercial et diriger des missions à haut niveau. Autonomes, votre envergure commerciale s'épanouira dans la négociation, le conseil et la formation.

Veillez adresser votre CV ainsi qu'une lettre manuscrite à notre conseil Monsieur Pierre PEVNIER, CEBEC, Groupe Dynergie 18, rue de Belfort 75008 PARIS.



cebec

SmithKline

هكذا من الجمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde ■ Mercredi 10 juin 1992 VII

Le Monde International



Commission de contrôle
de l'énergie atomique

Atomic Energy
Board

Une carrière au Canada... pourquoi pas ?

Postes en génie et en supervision à la Commission de contrôle de l'énergie atomique

La Commission de l'énergie atomique (CCEA) est l'organisme fédéral chargé de s'assurer que l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada ne pose pas de risque pour la santé, la sécurité, la sécurité matérielle et l'environnement.

Ces postes sont à Ottawa, capitale nationale du Canada, cette ville de grande moyenne constitue le centre d'une région métropolitaine prospère offrant des logements abordables, un magnifique cadre naturel, un milieu bilingue (français-anglais) ainsi que des installations de grande qualité pour tous les aspects des domaines commercial, récréatif et artistique.

Superviseur (Chef de service) Groupe de la fiabilité et des évaluations probabilistes de risque

Vous superviserez des spécialistes en fiabilité des systèmes et dirigerez l'examen des évaluations probabilistes de risque. Vous établirez les stratégies d'examen appropriées, et vous jouerez un rôle de leader dans l'élaboration de politiques et de normes. Vous orienterez les travaux de recherche pour l'application des méthodes d'évaluation probabiliste.

Vous avez un diplôme d'ingénieur ou un diplôme universitaire et justifiez d'au moins quatorze ans d'expérience pertinente dans une installation industrielle majeure (nucléaire ou autre). Vous avez une connaissance approfondie de la fiabilité et des méthodes d'évaluation probabiliste de risque. D'excellentes compétences en planification et en supervision sont nécessaires. La maîtrise de l'anglais et du français est essentielle. Dossier 92-1440A

Spécialistes en sûreté des réacteurs (thermohydraulique) (4 postes)

Vous effectuerez des examens détaillés des aspects thermohydrauliques des analyses de sûreté soumises à l'appui des demandes de permis d'exploitation des centrales nucléaires.

Vous avez un diplôme d'ingénieur ou un diplôme universitaire et justifiez de plusieurs années d'expérience en modélisation mathématique et en analyse informatique. Vous avez de bonnes connaissances en thermohydraulique et en fluides biphasés, ainsi qu'une connaissance générale de la conception et du fonctionnement des centrales nucléaires. Dossier 92-1410A

Toute personne intéressée à poser sa candidature est priée d'envoyer son curriculum vitae par télécopieur au plus tard le 20 juin 1992, précisant le numéro du dossier approprié, à l'adresse suivante : J. Touchette, agent de planification des ressources humaines, Commission de contrôle de l'énergie atomique, C.P. 1046, succursale N, Ottawa (Ontario), CANADA K1P 5S9. Télécopieur : (613) 995-0390; téléphone : (613) 992-1196.

Spécialiste principal des systèmes de contrôle

Vous serez chargé de l'examen des systèmes de matériel de contrôle-commande liés à la sûreté des installations nucléaires. Vous examinerez le comportement des commandes et du système de contrôle (microprocesseurs et contrôle distribué).

Vous devez également examiner la conception, les analyses et les simulations, vous évaluerez les épreuves de la mise en service et en exploitation des systèmes de contrôle-commande conduits à atteindre les objectifs de sûreté.

Vous avez un diplôme d'ingénieur ou un diplôme universitaire, vous justifiez d'au moins douze années d'expérience en conception et en exploitation de centrales nucléaires, vous possédez une connaissance approfondie des systèmes de contrôle et de contrôle-commande des centrales nucléaires. Dossier 92-1440B

Spécialiste des évaluations de risque

Vous devrez évaluer les possibilités de défaillance des systèmes des installations nucléaires et évaluer les analyses de risque soumises par les titulaires de permis d'exploitation. Vos évaluations influenceront sur les activités réglementaires relatives à la fiabilité des systèmes et des équipements.

Vous participerez également à l'élaboration de normes pour l'application des méthodes d'évaluation probabiliste de risque dans les centrales nucléaires.

Vous avez un diplôme d'ingénieur ou un diplôme universitaire et justifiez d'une dizaine d'années d'expérience pertinente. Vos connaissances : théorie des probabilités, statistiques appliquées aux systèmes ainsi qu'arbres d'événements, arbres de défaillance et leurs codes informatiques. Dossier 92-1440C



Spécialiste en analyse de risque (radioprotection)

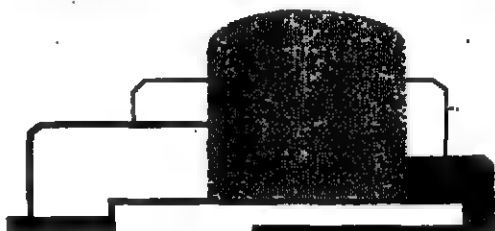
Vous serez responsable de l'étude du risque radiologique, et des incertitudes qui lui sont associées, à partir de l'épidémiologie. Vous serez chargé de l'élaboration de normes et règlements concernant les risques radiologiques.

L'un de vos défis sera de rédiger des textes compréhensibles par le public. Vous devrez tenir à jour l'état de la recherche mondiale sur le sujet et identifier les recherches à entreprendre pour aider la CCEA à remplir sa mission.

Vous êtes le candidat idéal si vous avez un diplôme d'ingénieur ou un diplôme universitaire, une expérience en épidémiologie et analyse statistique ainsi qu'une connaissance de la protection radiologique, une combinaison équivalente.

Vous avez une aptitude à communiquer efficacement en anglais (oralement et par écrit) et des capacités d'analyse et de relations interpersonnelles sont d'excellents atouts. Dossier 92-1430A

L'anglais courant (parlé et écrit) est essentiel pour tous les postes. Certains postes peuvent comporter des affectations de courte durée dans des centrales nucléaires. La CCEA offre un traitement concurrentiel en fonction des compétences et de l'expérience, ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux, y compris un régime d'assurance-maladie et des soins dentaires.



La CCEA applique le principe d'équité en matière d'emploi

Le Monde des Carrières Européennes en Entreprises

Purchasing Management Opportunity

SmithKline Beecham is one of the world's leading companies in the field of health care products, with total sales of over 25 billion p.a., a strong international brand portfolio and total commitment to continuous improvement in all facets of its business. Part of this process involves giving much greater emphasis to the strategic and business significance of Purchasing and the company now wishes to recruit a PURCHASING MANAGER for its French consumer goods business.

Purchasing Manager

SmithKline Beecham Products France SA, Paris

Attractive package including executive bonus and car

• Report to the General Manager

• Establish Purchasing as a strategic function and build the team

• Take effective control of FF250 million spend covering inventory and non-inventory purchases

• Manage an aggressive cost reduction programme

In this role, the Purchasing Manager must provide leadership, organisation and strategic direction in the function, adding value to the buying process in terms of spend. This is an exciting opportunity offering substantial prospects for career progression in a very high calibre company.

Qualifications

• Graduate level

• Minimum 5 years experience at a responsible level in Purchasing

• High-level knowledge and understanding of advanced purchasing techniques

• Proven ability to run an effective cost savings programme

• Excellent interpersonal, communication and presentation skills

• Fluency in English and French essential

If you are interested and match this profile, please apply in writing, with a brief cv, current salary details and quoting reference LM2181, to: Personnel Department, SmithKline Beecham Products France SA, 36-38 Avenue Pierre Brossolette, BP 35, 92242 Malakoff Cedex.



SmithKline Beecham
Consumer Brands

Le Monde des Ressources Humaines

Ressources Humaines

Société parapétrolière française à vocation internationale (3 usines et 6 filiales à l'étranger - 1 000 personnes dans le monde), dont les Services Centraux sont en Seine Maritime, recherche, dans le cadre de son développement et de sa diversification un :

JEUNE ADJOINT AU DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

dont les principales missions seront de :

- suivre l'évolution de la législation sociale et son application,
- participer activement à la gestion du personnel en liaison étroite avec les Responsables Paie, Formation et Administration,
- après une période probatoire, animer les relations avec les partenaires sociaux de l'usine principale.

Il assistera également le Directeur des Ressources Humaines sur certains dossiers spécifiques : évolution des rémunérations, mise en place d'une gestion des cadres internationaux, ... etc.

A 28/30 de formation supérieure en Droit ou Sciences Humaines, vous avez acquis une première expérience opérationnelle des Ressources Humaines en milieu industriel. Vous maîtrisez l'anglais, il est possible une deuxième langue étrangère. Vous êtes utilisateur de l'informatique.

Poste basé en Seine Maritime, nécessitant des déplacements au siège social et dans les filiales.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV et prétentions à référence ADRH à notre conseil : NEPLAZ INTERNATIONAL - Josette WATTEAU 24, rue de Berri - 75008 PARIS.

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

Nous sommes l'une des divisions (CA > 4 Mds) d'un très grand groupe international du secteur tertiaire. Notre dynamique de croissance associée aux évolutions organisationnelles et technologiques de notre métier conduit aujourd'hui à repenser le système d'information. Pour nous aider à définir puis à mettre en œuvre une stratégie informatique, nous recherchons :

Directeur Organisation et Informatique

Rattaché au Directeur Général et membre du comité de direction, vous avez la responsabilité d'une équipe d'environ 30 personnes. Vous êtes chargé de gérer, de faire évoluer l'informatique de l'entreprise, d'adapter l'organisation pour permettre à l'entreprise de réaliser sa stratégie. Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez 35 ans. Vous justifiez d'une première expérience dans un grand cabinet de conseil que vous avez complétée par un poste opérationnel en entreprise ayant permis de conduire avec succès des projets de développements décentralisés d'informatique distribuée. Imaginatif, diplomate, vous jouez un rôle de conseil auprès de la direction générale des utilisateurs, clients. Votre pragmatisme et votre sens du dialogue vous permettent d'apporter pour réussir le poste à évoluer dans le groupe. Poste basé à Paris.

Contactez Xavier d'Anglade au (1) 45.53.26.26, adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à M. Page Technology, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. XA8168MO.



Michael Page Technology
Spécialiste en Informatique

Un grand projet pour deux gestionnaires de "valeurs" qui ont la santé !

Le Groupe Hospitalier Egor, œuvre co-gestionnaire participant au service public, comprend 100 lits MCC ainsi qu'une unité d'infirmeries, 11 unités de soins, répartis sur 4 sites distincts. Il emploie environ 600 personnes. La mise en œuvre d'un vaste projet d'entreprise, à la fois global et complexe, conduit le nouveau Directeur Général du groupe à recruter deux cadres de gestion de bon niveau, membres du comité de Direction.

DIRECTEUR DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Réf : M 214502

Il est chargé pour l'ensemble du groupe, de concevoir, développer et gérer la gestion plus appropriée, réaliser les études économiques, établir les procédures, en liaison avec le PMSI, etc.

A 30 ans au moins, diplômé de l'enseignement supérieur, il possède une expérience significative dans une activité de services. La connaissance du monde hospitalier est un atout.

Ces deux postes, basés à STRASBOURG, requièrent des aptitudes relationnelles au service des principes de qualité, ainsi qu'une capacité à travailler en équipe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération sous la référence choisie à :

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Berr - 67008 STRASBOURG

DIRECTEUR ADJOINT RESPONSABLE D'ETABLISSEMENT

Réf : M 214502 C

Celui-ci assurera dans une grande autonomie la conduite d'un site d'envergure (140 lits) : médecine, chirurgie, 200 MF au budget, l'esprit du projet d'entreprise.

Ce poste s'adresse à un généraliste de la fonction hospitalière, ayant acquis une expérience de management d'équipes pluridisciplinaires.

EGOR

PARIS ALGER ANTOURNAUX BORDEAUX BRUXELLES LILLE LYON MARSEILLE STRASBOURG TOULOUSE
BOULOGNE DANMARK DELFT/AMSTERDAM ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Directeur marketing

Agé d'une trentaine d'années, vous êtes diplômé d'HESB, de l'ESSEC ou de l'ESCP. Vous parlez couramment l'anglais et, si possible, l'allemand. Vos qualités dominantes sont le dynamisme et la rigueur. Vous bénéficiez d'une expérience réussie dans un contexte international. Vous savez à l'entière les fonctions marketing sont bien que vous êtes de vous appuyer sur les fortes capacités technologiques et techniques de l'entreprise pour en accélérer le développement mondial et pour élargir l'usage de ses produits à de nouveaux marchés.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé sous réf. : 6003.

AGENCE MALLE
10, RUE VOLNEY - 75002 PARIS - QUI TRANSMETTRA

Société multinationale française à taille humaine - chiffre d'affaires 700 MF, filiale dans une quinzaine de pays.

PARIS

Un bilan global de 120 milliards

Un grand du crédit immobilier

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT H/F

En liaison avec les autres responsables concernés, il a la charge d'étudier et de proposer à la Direction Générale les actions d'organisation et de développement du réseau, en apportant à ce dernier conseil et assistance.

Agé(e) de 45 ans, de formation supérieure, le (la) candidat(e) a une solide expérience acquise dans le secteur bancaire (exploitation, développement, ingénierie financière) de préférence dans un grand réseau ou dans un important ensemble bancaire.

Il (elle) possède une forte capacité d'écoute, de créativité et d'animation.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 39851 à Organisation et PubliCité - 2, rue Marengo - 75001 Paris qui transmettra.

20 ans de challenge ! 20 ans de succès !

- 240 MF ■ CA, 180 personnes, performance d'aujourd'hui... et une autre grande fierté, celle d'être la première d'un groupe industriel en pleine évolution côté au meilleur marché - 450 MF ■ avec 420 personnes présent dans toute l'Europe.
- Un savoir-faire précis, celui de l'emballage alimentaire destiné aux professionnels de la GMS.
- Un outil de production performant, des équipements haut de gamme.
- Des équipes de valeur sur les lignes industrielles, administratives, et la volonté farouche que les 20 années à venir soient d'autres années de challenge, d'autres années de succès. Tel est le cadre d'action de l'entreprise.

Directeur Général

Dans la ligne de la stratégie définie par le PDG de l'entreprise, vous travaillez en collaboration, vos responsabilités sont de :
Garantir des ressources financières, humaines, matérielles, mises en œuvre de la stratégie et surtout l'animation.
Responsable du développement, de la concurrence, des capacités de recrutement sont grandes, vos temps de réaction courts vis à vis de ces obligations.
Obligations de l'entreprise :
Ecole Supérieure ■ Comptable et Ingénieur avec une compétence marketing ou commerciale, vous avez une réelle expérience de Direction Générale et ambitionnez un poste de très bon niveau en harmonie avec l'efficacité et la pragmatique. La Société est située en France - Centre.

Envoyez votre candidature : CV + lettre manuscrite + photo sous référence 9254 à notre cabinet :

RESANCON
PARIS
DOCK

CERI
Charles CAGNIOT
BP 1493
92018 RESANCON cedex

Directeur de la formation

Rattaché au D.G. et faisant partie du comité de Direction, vous animeriez une équipe de 30 personnes d'environ 150 intervenants extérieurs. En coordination avec les autres départements du CNPP, vous avez également la responsabilité du développement en France et à l'étranger. Dans notre métier qui concerne notamment la prévention des risques industriels, nos interlocuteurs sont des professionnels de la gestion des risques, la sécurité et de la protection de l'environnement dans les entreprises. Une expérience de la formation continue est nécessaire, ainsi que la connaissance du milieu industriel. Idéalement vous avez un diplôme d'ingénieur, complété par une formation en gestion et vous parlez anglais.

Votre professionnalisme et votre implication vous permettront de réussir dans ce poste basé à VERNON.

Merci d'écrire sous référence 267/M à A.I. CONSEIL
39, rue d'Amsterdam - 75008 Paris.

A.I. conseil

Groupe Serge Bastien

Agence Communication
CA 1981 90 MF - 25 personnes - Besançon-Lyon-Paris.

Notre site d'origine est un véritable succès par son organisation, son cadre de travail, ses équipes et la variété des talents qui s'y exercent. En 20 ans nous avons développé une clientèle large et diversifiée : Industriels, Distributeurs, Services de services.

La volonté actuelle de notre groupe est de consacrer aux marchés internationaux, le conduit à recruter un Directeur Général.

Directeur Général

Ce Patron, garant du talent et de la performance, vous confie l'animation et la gestion humaine, financière, commerciale de cette agence, à l'intérieur d'objectifs de développement : responsabilité du compte d'exploitation, des relations avec les clients, des plannings, et : et collaboration étroite avec les services de gestion des équipes commerciales, administratives, techniques.

Ambitieux, mais aussi à l'écoute, rigoureux, diplomate, d'esprit vif et curieux, vous êtes sensibilisé à la création et de business qui sont les autres.

Votre formation obligatoire : Sciences (ES, Sciences Po...) vous a déjà conduit à une expérience professionnelle de 5 ans au sein d'une entreprise de Conseil dans le domaine de la communication ou du Marketing.

Français et/ou européen, vous maîtrisez l'anglais et parlez couramment anglais. Ce poste est basé à l'international et par conséquent à l'étranger.

Besançon, - où vous résidez - 2330 de Paris par TGV.

Envoyez votre candidature : CV + lettre manuscrite + photo sous référence 9221 à notre cabinet :

RESANCON
PARIS
DOCK

CERI
Charles CAGNIOT
BP 1493
92018 RESANCON cedex

Participez à

CHARGES L

Credit

INGENIEUR

AFRIQUE

هكذا من لا يملك

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
de la

Le Monde • Mercredi 10 juin 1992 IX

Gestion et des Finances

Participez à l'avenir du Monde

Editeur d'un quotidien national diffusé dans 146 pays, de publications mensuelles de grande audience (Le Monde Diplomatique, Le Monde de l'Education...) et de plusieurs publications thématiques (les Dossiers Documents, Le Monde des Philatélistes...), notre groupe de presse réalise un CA de 1,1 milliard de francs avec 1 000 personnes. Au sein de notre Direction Financière, nous recherchons :

Contrôleur Financier Adjoint

Rattaché(e) au Responsable Plan et Contrôle Financier, en collaboration avec les services concernés, votre mission comprend trois volets :

- consolidation : responsable de l'élaboration des états financiers du groupe, vous intervenez en place de nos outils de consolidation,
 - contrôle interne et audit : après analyse de l'existant, vous proposez de nouvelles procédures financières, comptables, et en vérifiez l'application,
 - organisation administrative et comptable : vous préparez les opérations de réorganisation dans leur dimension économique, administrative, fiscale et comptable...
- ans environ; diplômé(e) ■ l'enseignement supérieur type ESC, ■ une expérience diversifiée de deux ■ trois ■ cabinet de conseil. Ouverture d'esprit, capacité relationnelle, rigueur ■ organisation, telles ■ les qualités que ■ exigeons pour ■ poste.

Adressez votre dossier de candidature, sous la référence LM/004, à Isabelle Mansour, Direction du Personnel du Journal Le Monde, Gestion des Emplois, 1 place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine.

CHARGÉS D'AFFAIRES

GRANDES ENTREPRISES

Conseiller les entreprises et financer leur expansion, analyser leurs besoins et construire avec elles notre relation, apporter une réponse globale et promouvoir quatre métiers (financements longs et spécialisés, opérations en fonds propres, rapprochements, opérations immobilières, marchés de capitaux) : une mission passionnante où votre talent pourra s'exprimer dans le cadre d'un groupe solide ayant grande expérience de l'entreprise et de l'ingénierie financière.

Cette mission ■ l'exercerez ■ Paris après ■ formation de 3 à 6 mois.

Nous la destinons à des cadres confirmés ayant une expérience de 3 à 7 ans des relations ■ les grandes entreprises ou sein d'un établissement bancaire ■ financier. Vous ■ diplômé d'études supérieures (grandes écoles commerciales ou scientifiques) et ■ maîtrisez au moins ■ langue étrangère (anglais ■ allemand).

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo en précisant votre rémunération actuelle au CREDIT NATIONAL - Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint-Dominique - 75700 PARIS.



Crédit National

Directeur administratif et financier

Participez à la réorganisation d'un important groupe industriel et commercial (1 200 personnes, 1 milliard de francs).

Notre entreprise, riche de marques prestigieuses, de l'ambition et du dynamisme d'une nouvelle équipe de direction, entreprend les mutations qui lui permettront d'affirmer sa position de leader sur ■ marché.

En étroite liaison avec le Directeur Général et membre du Comité de Direction, ■ ■ animez l'ensemble du département, 20 personnes ■ l'organisation ■ mettez en place les nouvelles procédures pour optimiser la circulation des informations entre les services : commerciaux, achats, usines, plates-

formes logistiques... ■ mettez en place les outils de contrôle de gestion, d'aides à la décision et ■ reporting ■ participez à ■ modernisation de l'outil informatique.

A 30/40 ans, ■ une formation supérieure type HEC, option finance, complétée par le DECS. Vous bénéficiez d'une expérience d'organisation et de mise ■ place de procédures acquise dans un grand cabinet d'audit, complétée par des responsabilités ■ entreprise. Vous ■ déjà encadré une équipe. Anglais courant. Poste basé ■ centre de Paris.

Merci d'envoyer votre candidature, ■ réf. E 204314/LM, ■ Bernard Krief Management, ■ 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF MANAGEMENT
WASHINGTON MOSCOW AMSTERDAM PARIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

INGENIEUR D'AFFAIRES

A 35 ■ minimum, vous êtes diplômé d'une grande ■ (Sciences po ou équivalent) et possédez une formation anglo-saxonne.

AFRIQUE

Parfaitement bilingue français/anglais, ■ un professionnel ■ l'ingénierie ■ acquis une ■ expérience du traitement ■ dettes des pays en développement.

Bien sûr, ■ parfaitement les techniques de financement du négoce ■ du ■ finance.

Véritable ■ banque, vous ■ capable d'évoluer aux plus hauts niveaux gouvernementaux et ■ opérationnel auprès ■ différentes administrations.

Homme d'écoute avant tout, votre ouverture d'esprit et votre réelle ■ relationnelle seront vos meilleurs ■ pour réussir.

Votre disponibilité pour de nombreux déplacements et votre connaissance des pays d'Afrique francophones feront la différence.

Pour nous rencontrer et ■ rejoindre, merci d'adresser votre ■ candidature (lettre, CV, photo ■ prêt.) sous référence 778, à MEDIA PA - 50/54, ■ ■ Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Nous sommes
une banque
privée, filiale
d'un important
groupe bancaire
européen.
Nous souhaitons
intégrer
aujourd'hui
un ingénieur
d'affaires

SnyderGeneral France

Nous ■ la filiale du groupe international SNYDERGENERAL, leader du traitement de l'air sous tous ■ aspects (filtration, dépollution, climatisation). Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour ■ siège du groupe français (CA : ■ MF, ■ personnes) un

CONTROLEUR DE GESTION

GASNY (27) MANUFACTURING

VOTRE MISSION : Directement rattaché ■ Directeur Financier ■ vous prenez ■ charge la conception et le contrôle des budgets ■ ■ développez nos outils d'analyse des coûts et de détermination des prix de revient ■ ■ assurez un reporting efficace ■ par ■ analyses ■ ■ recommandations, vous participez activement ■ nos résultats.

VOUS AVEZ : ■ 30 ans ■ formation supérieure de type grande ■ ■ commerce ■ une parfaite maîtrise de l'anglais ■ une première expérience ■ 5 ■ au moins dans le contrôle de gestion en ■ milieu industriel (tôlerie fine, chaudronnerie...) ■ la pratique de la comptabilité ■ des systèmes de reporting anglo-saxons ■ beaucoup de dynamisme ■ ■ ténacité ■ une grande curiosité naturelle.

NOUS VOUS OFFRONS : ■ un haut niveau de responsabilité ■ l'intégration ■ une petite équipe ■ professionnelle ■ un poste qui s'inscrit dans un projet d'entreprise ambitieux ■ les perspectives d'évolution d'un groupe international.

Pour un entretien individuel avec la société le 02/07/92 Adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN - 7 ter, ■ de la Porte de Buc - 78000 VERSAILLES. Fax : (1) 39 49 51 94 en indiquant la référence 5545 ■ ■ lettre ■ sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - ANGERS

USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

Gestion et des Finances

Filiale d'un groupe de communication, leader dans notre secteur d'activité, nous concevons et réalisons des journaux d'entreprises clés en main, avec un professionnalisme et d'excellents résultats. Nous accueillons à Paris un

JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Un jeune diplômé de l'École Supérieure de Commerce de Paris (ESCP) permanents), vous assurerez l'ensemble des fonctions administratives, comptables et financières, ainsi que des collaborateurs (dont un responsable comptable).

Gérer le quotidien, développer les outils de gestion, être un conseil et bien notre ambition.

Avec une formation école de gestion ou équivalent, vous devez avoir 3 à 6 ans d'expérience similaire en PME et une bonne pratique de l'outil informatique.

Réussir dans ce poste et pourquoi pas ultérieurement dans le Groupe vous séduit.

Ecrivez à notre conseil,
Mme M.C. TESSIER
(réf. : 5893 LM)



ALEXANDRE TIC
19, RUE ROYALE - 75006 PARIS

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT

AGRICOLE

DE L'OISE

CONFIRME

SA DYNAMIQUE

DE SUCCES :

60 GUICHETS

850 SALAIRES



RESPONSABLE DES RISQUES CREDITS ENTREPRISES

OISE

De formation supérieure et bancaire, vous justifiez impérativement d'une expérience minimum de 5 ans comme Chargé d'Affaires, complétée par plusieurs années dans l'étude et le suivi du risque entreprise.

Votre mission consiste à analyser les risques et les montages complexes de dossiers de crédit de notre clientèle PME/PMI avec les commerciaux entreprises. A ce titre, vous êtes un partenaire permanent des Comités et de la Direction des Entreprises.

Qualités relationnelles, esprit de synthèse, ténacité et votre rigueur vous permettent de donner à ce poste important toute sa dimension de service.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à : Mireille GRELLAT - Directeur des Ressources Humaines de la C.R.C.A. DE L'OISE - BP 201 - 60201 SOISSONS CEDEX.

Paris

JEUNE CONTROLEUR FINANCIER

Filiale de la Lyonnaise des Eaux-Dumez, nous sommes un Groupe de services qui compte un effectif de 9 000 personnes et réalise, en France et à l'étranger, un chiffre d'affaires de 3 milliards de Francs. Partenaire des collectivités locales, nous apportons un service complet aux particuliers. Nous recherchons pour notre holding un nouveau collaborateur.

Rattaché au Responsable des services financiers, nous vous proposons d'assister celui-ci dans ses attributions et de prendre en charge les missions suivantes : participer à l'élaboration du budget et du plan à moyen terme, effectuer des analyses financières et également des études de financement et de rentabilité, ainsi que des audits et des projections de trésorerie.

De formation supérieure, vous devez avoir environ 27 mois de formation et justifier d'une première expérience opérationnelle en contrôle de gestion ou d'une bonne pratique de la langue anglaise et de l'outil informatique.

Notre appartenance à un Groupe permet d'envisager de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. M 50387 Y à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Belfort - 75008 PARIS

EGOR

PARIS ALGER PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DARMSTADT DORTMUND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

VELIZY

Société en participation, nous cherchons un responsable comptable et financier, notre société est une entreprise à forte valeur ajoutée. Nous recherchons pour Velizy (78) un

Contrôleur de gestion

Un responsable comptable, en vous appuyant sur les services opérationnels des deux sociétés, vous recherchez, analysez, contrôlez et faites évoluer les éléments de gestion et de procédure contribuant à la réalisation des comptes. Rattaché à la Direction Générale, vous assurez le reporting mensuel et participez à la préparation des budgets et des stratégies. Basé à Velizy, vous effectuez des déplacements courts et fréquents à Bordeaux, Lyon, Strasbourg. De formation Sup de Co option finance ou Ingénieur + gestion, vous devez avoir environ trente ans, vous possédez une expérience significative du contrôle de gestion en secteur industriel. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 5120 au Service du Personnel, CARBONE INDUSTRIE, 7, rue de l'Air, 91100 VILLEURBANNE. Nous précisons nos prétentions.



CARBONE INDUSTRIE

JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATIF FINANCIER

Rattaché au Directeur Général de la Région, vous êtes chargé par une équipe. Vous assurez une expertise financière, comptable et vous supervisez la fonction juridique (contrats, ...), la gestion du personnel (paie, ...).

Vous mettez en place le nouveau système de gestion du groupe et participez à l'ensemble des implantations régionales. Cette mission vous permet d'harmoniser les méthodes comptables et de gestion de gestion.

28, 30 ans environ, diplômé d'une Ecole de Commerce, vous bénéficiez d'une première expérience, de préférence en cabinet d'audit ou en société de services, qui a développé chez vous, souplesse, adaptation, initiative et autonomie.

Ce poste basé à Paris, nécessite de nombreux déplacements de courte durée en province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 1111 à : M. Normandin - SERETE - 21, rue Régnaud 75013 PARIS.



DE LA CONCEPTION A LA REALISATION

SERETE

1700 personnes.

2 MDS de CA

premier Groupe

privé d'Ingénierie

en France.

a développé une

présence

regionale par

la création

d'établissements

et l'acquisition

de sociétés

externes.

La BRANCHE

REGIONS

couvre ainsi

13 implantations.

300 personnes.

230 MF de CA

et recherche son

Participez au financement de projets en France et à l'étranger

Créé en 1981, le Service des Projets et des Participations de notre Direction des Services Juridiques et Financiers conseille les Directions Opérationnelles pour les projets de développement et de diversification.

Au sein du Secteur Financement de projets (une dizaine de collaborateurs), vous assistez le responsable dans l'organisation de l'activité. Vous travaillez personnellement certains dossiers, veillez à la maîtrise des risques financiers et mettez en place les financements correspondants. Vous participez aux différentes phases de la négociation, de l'étude préalable à la finalisation du projet.

Votre expérience dans le domaine et votre sens de l'organisation contribueront à consolider une équipe encore jeune dans un secteur en fort développement.

A environ 35 ans, votre adaptabilité, votre sens des relations interpersonnelles, votre persuasion, votre jugement allés à votre maîtrise de l'anglais et, si possible, d'une autre langue étrangère seront des atouts indispensables à notre réussite commune.

Pour ce poste basé à 17%, merci d'envoyer lettre de candidature et CV avec prétentions salariales, sous référence M/56, à Jean-Etienne Tatin, Département Recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75003 Paris Cedex 08.

REC
ESSE
ESCF

ON FORMATION
EQUIVALENTE
DE LA COMMUNAUTE
EUROPEENNE

Gaz
de
France



Un(e) chargé(e) de Mission

Dans le cadre du Département Ingénierie de Formation en liaison étroite avec les professeurs du Groupe.

Il ou elle développera auprès de grandes entreprises de formation intra "sur mesure" : analyse des besoins, élaboration des projets, négociation, mise en œuvre de séminaires, suivi commercial, pédagogique et financier.

La notoriété de l'institution qu'il ou elle représentera, le niveau des interlocuteurs impliquent impérativement une expérience supérieure (3ème cycle ou 2ème gestion) et une expérience d'entreprise.

Une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, la formation continue, la préférence tant que responsable de formation d'entreprise, exigée.

Ce poste est à pourvoir à Paris.



Adresser dossier complet + photo et prétentions sous réf. 193/1 à :

NICOLE MAURY DOMINIQUE SPERTE CONSEIL
1 place Miquel
91000 PALAISEAU



Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

Groupe Financier réputé

recherche pour son siège (Paris 8°) un(e)

CHARGE(E)
DE GESTION
DES
PARTICIPATIONS

Le candidat retenu aura pour mission le suivi et le reporting des participations au niveau du Groupe, l'étude d'opportunités d'investissements, la négociation et la mise en place de prises de participation.

De formation supérieure, de préférence grande école de commerce, vous devez avoir au moins 2 à 3 ans d'expérience dans une fonction similaire ou voisine, maîtriser parfaitement l'étude de documents financiers et disposer d'une grande aisance en anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à RSCG CARRIERES sous réf. MON 906 - 19/21, bd Gambetta - 92137 Issy Les Moulineaux Cedex, qui transmettra.

Groupe financier allemand de tout premier plan recherche, pour couvrir le marché français des actions, plusieurs

Analystes financiers seniors

Ils seront rattachés à une société de bourse parisienne. L'équipe, composée de 5 personnes, sera l'une des pièces essentielles d'un bureau européen organisé par secteur. Pratique de l'anglais ou de l'allemand exigée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 34211 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75049 Paris Cedex 17.

REPRODUCTION INTERDICTED

**Au plan européen, optimiser, coordonner, gérer, faire évoluer
nos systèmes de TRANSPORT VRAC.**

Leader européen dans la production de Noir ■ Carbone, filiale d'un groupe international américain, notre récente réorganisation nous amène maintenant à renforcer notre Direction Logistique Europe par la création de la fonction de

Basé à notre siège européen à SURESNES (92), le Responsable Transport aura une triple mission : la gestion d'un projet informatique d'optimisation des kilomètres à vide (backhaulage) ; la coordination des activités de transport vrac entre nos sept sites de production en Europe ; l'assistance aux problèmes technologiques, de procédures, des coûts, notamment par l'installation d'outils de gestion ; enfin, une participation active à l'évolution du matériel lui-même.

Ingénieur de formation, la trentaine minimum, vous connaissez le fond le transport vrac. Actif dans une fonction logistique depuis quatre à cinq ans, vous occupez un poste prenant, exigeant, dans un environnement évolutif. Vous maîtrisez la micro-informatique, l'ANGLAIS tant que langue de travail. De fréquents déplacements de courte durée en Europe sont à prévoir.

Ces perspectives vous intéressent : prière de ~~nous~~ adresser votre dossier complet s/réf 6401 à notre conseil qui vous documentera avant entretien.

100 rue Saint-Lazare 75009 Paris.

SEQUOIA

Lorsqu'il s'agit de communiquer pour un Groupe, l'approche médicale (45000 personnes, dont 30000 en France), ce ne peut être qu'affaire de professionnel, très aguerri à la communication d'entreprise et, bien sûr, très disponible. Car la mission est vaste : mettre en œuvre une stratégie commerciale, développer des relations qu'externe (notamment en matière d'environnement), animer un réseau de correspondants en France et dans les filiales, participer à l'élaboration d'un document de communication institutionnel, etc. Le Groupe a donc des relations très étendues et la représentation de la société dans les organismes extérieurs...

Ce poste, aux multiples facettes, sera donc confié à un diplômé (diplôme d'études supérieures (Sciences Po, CELSA, C.F.P.P., ...) ayant dans son domaine une expérience solide d'une dizaine d'années. D'évidentes qualités humaines (relationnelles, capacités de travail de l'Anglais) sont indispensables. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence D 632 à EUROMESSAGES, BP 80, 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

Notre Cabinet est spécialisé dans le secteur financier : **Assurances, Caisses, Retraite, Banques**. La poursuite de notre développement nécessite aujourd'hui le renforcement de notre équipe.

- l'un expert dans le domaine des Assurances, capable à terme de prendre la direction de cette activité,
- l'autre possédant une expertise et de sérieuses références dans le secteur bancaire pour lancer immédiatement une filiale et recruter son équipe.

Vous êtes un authentique Manager, réellement compétent dans votre domaine, habitué à entreprendre, à développer, à animer une équipe.

Âgé de plus de 30 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5). Votre fiabilité, votre professionnalisme affirmé et votre réel sens de l'autonomie vous garantissent une réussite dans notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 3008 M à notre conseil
ALPHA CDI- 20 av. André Malraux - 92300 LEVALLOIS PERRET

ALPHA CD

Depuis 10 ans, notre approche globale de conseil en ressources humaines vis-à-vis des Entreprises qui exercent leur activité en Europe nous permet aujourd'hui de :

- Mettre à disposition dans 11 pays européens des experts en recrutement qui appartiennent à la même organisation et qui en sont donc tous solidaires.
- Définir et mettre en oeuvre, avec les meilleurs spécialistes dans leur domaine, une stratégie de gestion des ressources humaines qui intègre les connaissances économiques générales, la culture spécifique de l'entreprise, les conditions particulières d'un marché, la qualité des chercheurs et la volonté des dirigeants.
- Mettre en oeuvre un esprit sûr de 10 ans dans la conception et l'application de stages de formation orientés vers la conduite de l'entretien d'embauche.
- Pouvoir répondre efficacement à la demande d'outplacement individuel et collectif en appuyant sur une méthodologie éprouvée par nos consultants eux-mêmes.
- Être en contact permanent avec les potentiels internes par notre Centre de Formation des Potentiels.
- Assurer et partager la motivation exceptionnelle des consultants pour fournir des prestations de qualité.

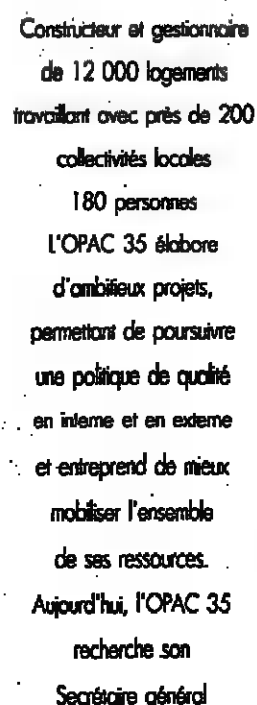
Nous souhaitons intégrer de véritables professionnels ayant une expérience significative (5 ans minimum) dans la gestion des ressources humaines : recrutement, formation, entretien, évaluation, communication

Ce sont surtout les femmes et des hommes de couleur, les capacités d'assurer le maintien de leur service, d'adapter les équipements à des environnements toujours renouvelés. Ils ont avant tout une compétence majeure : la compétitivité. Leur compétence est de plus en plus directement liée à leur capacité à mobiliser leurs ressources les plus fondamentales : les ressources humaines.

Si ce projet vous attire, Christian Leno, Président du Groupe EGOR Ressources Humaines, vous remercie de lui adresser votre dossier complet de candidature et une lettre de motivation, dans le cadre d'une stricte confidentialité, sous l'adresse : MLP92@egor.fr

8, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON MULHOUSE NANCY NANTES RENNES STRASBOURG TOULOUSE
BENEIX DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM



Objectif : Vous développerez au côté du directeur général une politique innovante, valorisante et assurerez les aspects gestion des moyens, ressources humaines, informatique, juridique, administration.

Profil : De formation supérieure droit public ou grande école, vous excellez avant tout dans le management, la communication, l'animation d'équipe. Vous savez convaincre et agir en professionnel.

Agé de 40 ans minimum, d'autres expériences vous ont permis de développer vos capacités.

Il est proposé ■ un candidat de valeur de réelles perspectives d'évolution.

Faites-nous connaître vos atouts en adressant votre candidature à :
ERIC MARCHAND - GROUPE SOCIUS

195, avenue du Général-Leclerc - 78220 VIROFLAY
Tél. : (1) 30-24-05-77 - Télécopie (1) 30-24-19-14
qui vous garantira toute confidentialité.



Chef du Personnel

Une fonction très complète et évolutive.

Nous sommes une société à vocation internationale. Nous produisons des produits électroniques de biens d'équipements industriels. Notre développement amène à créer un nouvel établissement en province.

C'est dans ce contexte de changement - où il sera nécessaire de tout remettre en place - que notre Directeur Général recherche un véritable professionnel. Grâce à son expérience de plusieurs années, il s'impliquera dans la gestion administrative, assurera les relations avec les partenaires sociaux, traitera efficacement les problèmes d'emploi, négociera les accords, mais surtout aura un rôle primordial dans la communication au sein de l'entreprise.

Vous l'aurez compris, c'est une fonction très complète et capitale qui sera confiée.

Alors vous, la trentaine, mobile géographiquement, une formation supérieure Droit + DESS en Gestion du Personnel, soutenue par une expérience acquise en milieu industriel, adressez votre candidature (CV + prétentions) à réf. CPG 534 M. à notre Conseil. SEFOP qui nous connaît bien, vous parlera de nos projets.



11, rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTHEC

Au service des voyageurs polonais



ASSURANCES VOYAGEURS

Chaque année nous assurons 18 millions de voyageurs en Europe. C'est la qualité, l'originalité, la personnalisation de nos prestations qui attirent clients et expliquent notre succès. Avec une équipe de 8 personnes environ, vous serez le suivi des contrats et la mise en œuvre des opérations d'assistance aux voyageurs polonais : accueil téléphonique permanent, traitement des dommages, coordination et suivi de l'assistance médicale. Vous entretiendrez des relations constantes avec nos partenaires en Pologne. Vous serez à notre Directeur International, vous prendrez en charge les missions complémentaires d'étude d'implantation ou de développement d'activité en Europe. A 30 ans environ, vous êtes particulièrement attiré par les métiers de service. Vous maîtrisez parfaitement la langue française et polonaise. Vous avez une bonne connaissance de l'anglais. Lors d'une première expérience professionnelle, vous avez développé des qualités d'organisation, de pragmatisme et d'animation d'équipe. Vous avez une preuve d'adaptation et d'une grande disponibilité. Poste basé à Paris avec déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à la réf. E.349/M à notre conseil CHENEVIER qui traitera votre dossier avec toute confidentialité.



Oberthur Consultants

JEUNE CADRE COMMUNICATION

elf antargaz recherche l'Assistant de son Département Communication Qualité.

Vous élaborerez et réaliserez les différents supports de Communication interne Société et collaborerez avec les médias Groupe. Vous suivrez également la mise en œuvre de la démarche Qualité.

Diplôme d'Ecole Supérieure de Commerce, avec une spécialisation en communication, vous justifierez d'une première expérience dans un poste similaire et pratiquerez l'anglais. Ce premier poste vous permettra à terme d'évoluer vers d'autres fonctions de l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à ELF ANTARGAZ - DRS Tour ELF - 92078 Paris-la-Défense Cedex 45.

elf aquitaine

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

EURECOM SOPHIA-ANTIPOLIS

Secrétaire général

Au cœur de la première technopole d'Europe, Eurecom est le fruit de la coopération entre deux écoles prestigieuses - Télécom Paris et l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne. Notre objectif : former des ingénieurs de haut niveau des technologies de l'information et des télécommunications, en collaboration étroite avec nos partenaires internationaux.

Vous êtes ingénieur ou diplômé Grande Ecole, pourvu de solides compétences complémentaires, par exemple en comptabilité, informatique, ou bureautique. Intervenant déjà ou pas encore - en tant que consultant, vous maîtrisez l'un ou l'autre des grands domaines de gestion de l'entreprise, à la suite d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans une importante organisation industrielle ou de services.

Vous recherchez une structure pouvant satisfaire votre éthique personnelle et professionnelle, qui se traduit notamment par : - un travail de haute qualité, avec ouverture d'esprit et une exigence de rigueur, - une polyvalence dans les approches, et l'actualisation constante de méthodologies de pointe, - la volonté d'accroître votre autonomie, en même temps que vos capacités.

Nous sommes un cabinet dont la dimension et l'état d'esprit permettent la confiance réciproque. Vous pourrez faire partie d'une véritable équipe, où les performances de chacun alimentent et soutiennent l'action de tous, avec un esprit de corps assurant à la fois les développements individuels et l'essor collectif.

La base du poste est à Paris. Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier (c.v., photo, lettre manuscrite, prétentions) qui sera traité en toute confidentialité - à Jacqueline BAC - OMD Consultants, 42 avenue Kléber 75116 Paris.

CONSULTANT

ORGANISATION MANAGEMENT DEVELOPPEMENT

Vous êtes ingénieur ou diplômé Grande Ecole, pourvu de solides compétences complémentaires, par exemple en comptabilité, informatique, ou bureautique. Intervenant déjà ou pas encore - en tant que consultant, vous maîtrisez l'un ou l'autre des grands domaines de gestion de l'entreprise, à la suite d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans une importante organisation industrielle ou de services.

Vous recherchez une structure pouvant satisfaire votre éthique personnelle et professionnelle, qui se traduit notamment par : - un travail de haute qualité, avec ouverture d'esprit et une exigence de rigueur, - une polyvalence dans les approches, et l'actualisation constante de méthodologies de pointe, - la volonté d'accroître votre autonomie, en même temps que vos capacités.

Nous sommes un cabinet dont la dimension et l'état d'esprit permettent la confiance réciproque. Vous pourrez faire partie d'une véritable équipe, où les performances de chacun alimentent et soutiennent l'action de tous, avec un esprit de corps assurant à la fois les développements individuels et l'essor collectif.

La base du poste est à Paris. Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier (c.v., photo, lettre manuscrite, prétentions) qui sera traité en toute confidentialité - à Jacqueline BAC - OMD Consultants, 42 avenue Kléber 75116 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde des Juristes

Chargé de Communication Interne

IEP, CELSA, etc... Paris

Entreprise française (4000 pers.) ses activités dans le domaine des services. Au sein de la Direction de la Communication, le candidat recherchera participera à la mise en œuvre d'une politique de communication interne qui facilite l'adhésion du personnel aux projets d'Entreprise ainsi que la responsabilisation des responsabilités par la mise en œuvre d'un système d'information. En collaboration avec la DPHI, les chefs de département et de service et le personnel lui-même, il recueillera les informations, définira ou améliorera les outils, les techniques de communication qu'il adaptera aux publics différents, innovera, impulsera, animera, etc... L'expérience d'une expérience d'au moins 2 ans dans le domaine de la communication interne, diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat devra être dans l'Entreprise et dans le Groupe (1000 personnes) dont elle fait partie de réelles perspectives de carrière.

ORION vous garantit une discrétion absolue. Merci de lui adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à réf. 206 M/M.



31/33, rue de la Baume 75008 Paris

Le Groupe INNOVATRON
présidé par
ROLAND MORENO
l'inventeur de la carte à puce.

lance un fonds de capital-développement dans le domaine des transactions électroniques après avoir créé et développé un premier fonds de capital-risque.

recherche pour renforcer son équipe un spécialiste capital-développement ayant déjà participé à la création et à la gestion d'un fonds de capital-développement en Europe.

Une expérience opérationnelle de l'industrie et des services serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. K/210 à INNOVATRON Smart Card Center, 137, bd de Sébastopol - 75002 Paris

TRES IMPORTANT GROUPE FRANCAIS, LEADER DANS LE DOMAINE DE LA TRANSFORMATION DE L'ACIER

ADJOINT(E) au RESPONSABLE DES CONTRATS

Rattaché au Responsable des contrats au sein de la Direction juridique du groupe, il sera particulièrement en charge du domaine des accords industriels pour la France. L'international tout en participant activement aux missions confiées à son service. Les litiges internationaux seront également de sa responsabilité.

Bilingue anglais et possédant si possible la maîtrise d'une seconde langue, le candidat devra justifier d'une expérience de 5 à 10 ans au sein d'un service juridique industriel en premier plan. Une compétence éprouvée dans le domaine des accords industriels sera à justifier ainsi qu'une formation supérieure et un DESS accords et propriété industrielle.

Juriste convaincant, d'une grande ouverture d'esprit, aimant le travail d'équipe, le candidat adhèrera rapidement à la culture de l'entreprise pour le poste particulièrement motivant basé à Paris.

Toutes les candidatures seront traitées rapidement et de façon confidentielle. Envoyez CV détaillé + photo + prétentions sous référence 1418/M à CURRICULUM, 6 passage Lafayette 75018 PARIS.

هكذا من الإيجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Juristes

GRUPE

AUSSEDAT REY



Nous sommes un grand Groupe papeter français (4.400 personnes, 6 milliards de F de CA, 10 usines en France, 1 en Espagne, 11 filiales commerciales à l'étranger), membre d'INTERNATIONAL PAPER leader mondial de l'industrie papetière. Nous recherchons pour notre Direction Juridique Groupe basée à VELIZY (banlieue ouest Paris) un

JURISTE

• Sous l'autorité du Directeur Juridique, vous aurez les responsabilités suivantes :
• Gestion du portefeuille d'assurances des litiges assurés • Participation à l'élaboration des programmes de prévention et protection incendie en liaison avec les assureurs et les Directeurs d'usines • Application des programmes • Gestion du patrimoine immobilier (conservation des titres de propriété, établissement et révision des baux, crédit bail) • Traitement des dossiers de l'administration locale (taxe professionnelle, taxes foncières) • Secrétariat juridique des filiales.

• **DIPLOME(E) D'ETUDES SUPERIEURES DE DROIT** (Maîtrise + spécialité DESS) vous apporte l'expérience de la gestion des contrats, des risques et litiges, acquise dans un Groupe Industriel. Excellent négociateur vous serez le lien de service. Votre pratique courante de l'anglais vous permet des contacts quotidiens avec la Direction des Ressources du Groupe basée aux U.S.A.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 34-186 à notre Conseil : MRT Consultants - 3 Square de Tocqueville - 75017 PARIS.

MRT CONSULTANTS
GRUPE DEMOS

JURISTE BANCAIRE

Pour la Direction des Affaires Juridiques et Fiscales de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Votre mission : Au sein d'une équipe de 10 spécialistes, vous gèrerez un ensemble très diversifié de dossiers contentieux touchant les aspects bancaires juridiques les plus délicats. Vous rechercherez la solution la plus adaptée aux intérêts du groupe. Vous entretiendrez des contacts avec les agences, les différentes directions, les conseils de la banque et les autres établissements bancaires.

Votre profil :

- Rigueur intellectuelle, esprit de synthèse, sùreté de jugement, autorité naturelle constituent les principales qualités requises.
- Une formation supérieure type Maîtrise en Droit Privé.
- Une expérience d'environ 3 ans des procédures judiciaires, y compris internationales, acquise dans un cabinet d'avocat ou dans le service contentieux d'une grande entreprise.
- La maîtrise de la langue anglaise constituera un atout.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. JB à Anne MONFORT
Société Générale - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

Vous avez 2 ans d'expérience...

Jeune Juriste (Droit du Travail)

Paris
Cette importante Entreprise française (1000 pers.) est active dans le domaine du service. Sous l'autorité du Responsable des Relations Sociales, vous serez particulièrement impliqué dans le domaine des relations sociales et de l'application du Droit du Travail : assistance et conseil auprès de la hiérarchie et des instances sociales, étude et suivi des réclamations et revendications, études et recherches juridiques, rédaction de notes, contrats, courriers, transactions, etc... Agé d'au moins 27 ans, titulaire d'une Maîtrise de Droit (si possible option Droit du Travail), bénéficiant d'une expérience d'au moins 2 ans au sein d'un Service Juridique ou d'une Direction du Personnel, le candidat, retenu trouvera dans ce Groupe d'intéressantes perspectives de carrière. Esprit d'analyse et synthèse, aisance rédactionnelle, souplesse et adaptabilité, sont du terrain sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 206 848 M.

ADIANI
Fournisseur de France press

31/33, rue de la Baume 75008 Paris

RENNES

LA VILLE DE RENNES
RECHERCHE

un directeur pour son théâtre municipal

La fonction est prévue pour le 1^{er} juin 1993. Afin de préparer la saison 1993-1994, une mission sera confiée au futur directeur dès septembre 1992. Adresser lettre de candidature et curriculum-vitæ détaillé à :
Ville de Rennes, Direction du Personnel,
BP 26 A, 35031 RENNES CEDEX, avant le 22 juin 1992.

Renseignements : Direction du personnel : 99.28.57.52

Direction du Développement Culturel : 99.28.57.70

Direction Générale Culture Education Sport : 99.28.57.14

Le Monde ■ Mercredi 10 juin 1992 XIII

Le Monde des Collectivités territoriales

LA VILLE DE MAISONS-ALFORT

(Val-de-Marne ■ 94 100 ■ 10000 habitants)

RECRUTE

DEUX ATTACHÉS

Bac + 3 minimum

- Un ADJOINT au responsable du personnel.
- Un RESPONSABLE de la direction administrative des services techniques.

Salaire brut annuel de départ : 100 K.F.

Adresser lettre de candidature + CV + photo à :

M. le Maire - Hôtel de Ville

BP 24 - 94701 Maisons-Alfort

Grande ville universitaire
de l'Est de la France

CHARGE DE MISSION

Au sein du Cabinet, en concertation avec le Maire, vous prenez en charge l'étude et le suivi des grands dossiers économiques régionaux et internationaux.

Dans ce contexte, vous êtes l'interlocuteur privilégié des instances économiques et politiques locales.

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure, vous êtes un généraliste de haut niveau rompu au fonctionnement d'une administration centrale ou locale.

Votre connaissance du monde politique et de ses rouages fait de vous un homme de dialogue et de concertation.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 25444 B à :

EGOR REGION EST
41, avenue Foch - 54000 NANCY

EGOR

PARIS AIX-EN-PROVENCE BRUXELLES LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BOULOGNE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

IMPORTANT ORGANISME SOCIO-ÉCONOMIQUE DE
LA RÉGION D'ÎLE DE FRANCE

recherche

CHARGE DE MISSION

Titulaire d'un DEA en Droit Européen ou équivalent

Au sein du Cabinet, nous vous confierons le soin de traiter

l'ensemble des questions européennes :

- rédaction des notes d'analyses et synthèses,
- préparation des dossiers d'études,
- participation à des groupes de travail,
- représentation auprès d'organismes extérieurs.

Entrepreneur en disponibilité, nous partageons l'intérêt de notre équipe pour les problèmes sociaux, économiques, éducatifs, se posant dans un cadre de dimension régionale.

Postuler à Paris

Adresser votre candidature manuscrite + CV + photo sous référence CMJ à :
17 bd Poissonnière, 75002 Paris

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU CALVADOS

permet de mutation, de détachement ou contractuelle
**LE DIRECTEUR DES SERVICES
TECHNIQUES DÉPARTEMENTAUX**

PROFIL :

- Ingénieur des Ponts et Chaussées
- Titulaire d'un diplôme de collectivité territoriale.
- Sens des relations avec les élus
- Capacités d'analyse et de synthèse pluridisciplinaire composée d'environ soixante agents
- Capacité d'articuler le service départemental avec les subdivisions, la direction départementale des espaces sensibles et le parc d'équipement ainsi qu'avec la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt pour ce qui concerne le remembrement

Adresser lettre de candidature avec CV + photo à :

Monsieur le président du conseil général, recrutement,
rue Saint-Laurent, 12, 14036 CAEN Cedex, avant le 15 juin 1992 minuit (cachet de la poste faisant foi).

Pour tous renseignements complémentaires,

téléphoner au 31-84-81-70 postes 1152, 1364 ou 3500.

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 6 1 5 L M

سكزا من لايمل

XIV Le Monde ■ Mercredi 10 juin 1992 ■

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

des Ingénieurs

Choisissez une vie au service de la vie



L'eau que vous buvez, l'énergie qui chauffe,
la propreté de nos villes, la route que vous prenez, les autobus que vous empruntez,
les bureaux où vous travaillez, le logement que vous habitez,
les soins qui vous guérissent, la télévision que vous regardez...
Toutes ces choses de votre vie, nous y participons à travers nos métiers.
L'avenir est à votre service. L'avenir est à l'esprit d'entreprise.
Diplômés d'une grande Ecole (X, Mines, Ponts, Centrale, HEC, ESSEC...),
débutants ou expérimentés, venez rejoindre l'action et l'autonomie.
Venez rejoindre.

Compagnie Générale des Eaux
Service Relations Humaines - réf. MO/06 -
52, rue d'Anjou - 75384 Paris cedex 08.



RENDONS SERVICE À LA VIE

DÉVELOPPER L'ELECTRONIQUE DES FUTURES GÉNÉRATIONS DE TÉLÉVISEURS

Dreux

ELECTRONIQUE
GRAND PUBLIC

Au sein du Centre de Compétence
International pour la Télévision
et attaché au Responsable du
Laboratoire, vous êtes
Responsable du Groupe
Développement Télévision.
Votre mission s'exerce selon
quatre axes principaux :

Concepteur, vous assurez la conception
des circuits électroniques des téléviseurs de
demain en organisant le travail, en planifiant
les actions et en contrôlant leur exécution ;
Manager par expérience et tempérament, vous gérez
et animez une équipe technique d'innovation d'une vingtaine
d'ingénieurs et de techniciens (architectes, experts, concepteurs...);
Acteur essentiel dans le processus de création des produits, vous
garantissez la conformité aux normes et spécifications, le respect
des délais et des "design rules". Vous participez en partenariat des
achats et des services d'efficacité à l'obtention des coûts les plus bas.
En relation avec le Project Team, vous représentez votre Service
ou le Centre dans l'élaboration d'options technologiques ou de
décisions industrielles concernant les produits futurs.
Pour réussir dans ce poste et préparer votre évolution vers des
responsabilités plus importantes en France ou à l'étranger, vous avez
une formation supérieure en électronique, une expérience de
développement d'au moins 5 ans et une première expérience
de management réussie.

Anglais courant.

Merci d'adresser dès aujourd'hui votre candidature, sous référence M/0906 à
Philips Electronique Grand Public, M. Ferrandi, 1 rue de Révelion,
28104 Dreux.

PHILIPS C'EST DÉJÀ DEMAIN

PHILIPS

Le Monde
de

L'Informatique

Le GTOCM, centre informatique régional
d'un important groupe bancaire,
doté des technologies les plus avancées
pour le traitement de l'information,
recherche des

INGENIEURS SYSTEME

Pour nos équipes à Strasbourg, nous
souhaitons rencontrer des diplômés d'Ecoles
d'Ingénieurs, débutants ou avec une première
expérience.

Nous vous proposons d'intervenir sur des
domaines variés : métrologie, de données,
ordonnancement, sécurité..., dans un environne-
ment IBM (ES 9000, MVS/ESA, IMS/DB2,
RACF/OPC).

Votre disponibilité et votre rigueur seront des atouts
supplémentaires.

Merci d'adresser votre candidature à Mlle Dominique
MONAURY - Groupement Technique des Organismes
du Crédit Mutuel - 34 rue du Wacken - 67000
Strasbourg.

L'INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS

recrute

SON RESPONSABLE du DÉPARTEMENT INFORMATIQUE ET OPTIMISATION

Les domaines d'Enseignement et de
Recherche à faire naturellement évoluer
sont :

Informatique - Systèmes Répartis -
Parallélisme - Réseaux Neuronaux -
Modélisation

Profil souhaité :

ENSEIGNEMENT - CHERCHEUR

Expérience recherche publique ou privée
10 ans minimum.

Implication Télécom appréciée.

Envoyer CV + lettre manuscrite à :

INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS
M. le Secrétaire Général
9, rue Charles Fourier - 91011 EVRY CEDEX
Tél. : (+33 1) 60 76 41 01

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15.LM

هكذا من الجاهل

REPRODUCTION INTERDITE

OPÉRATION SPÉCIALE

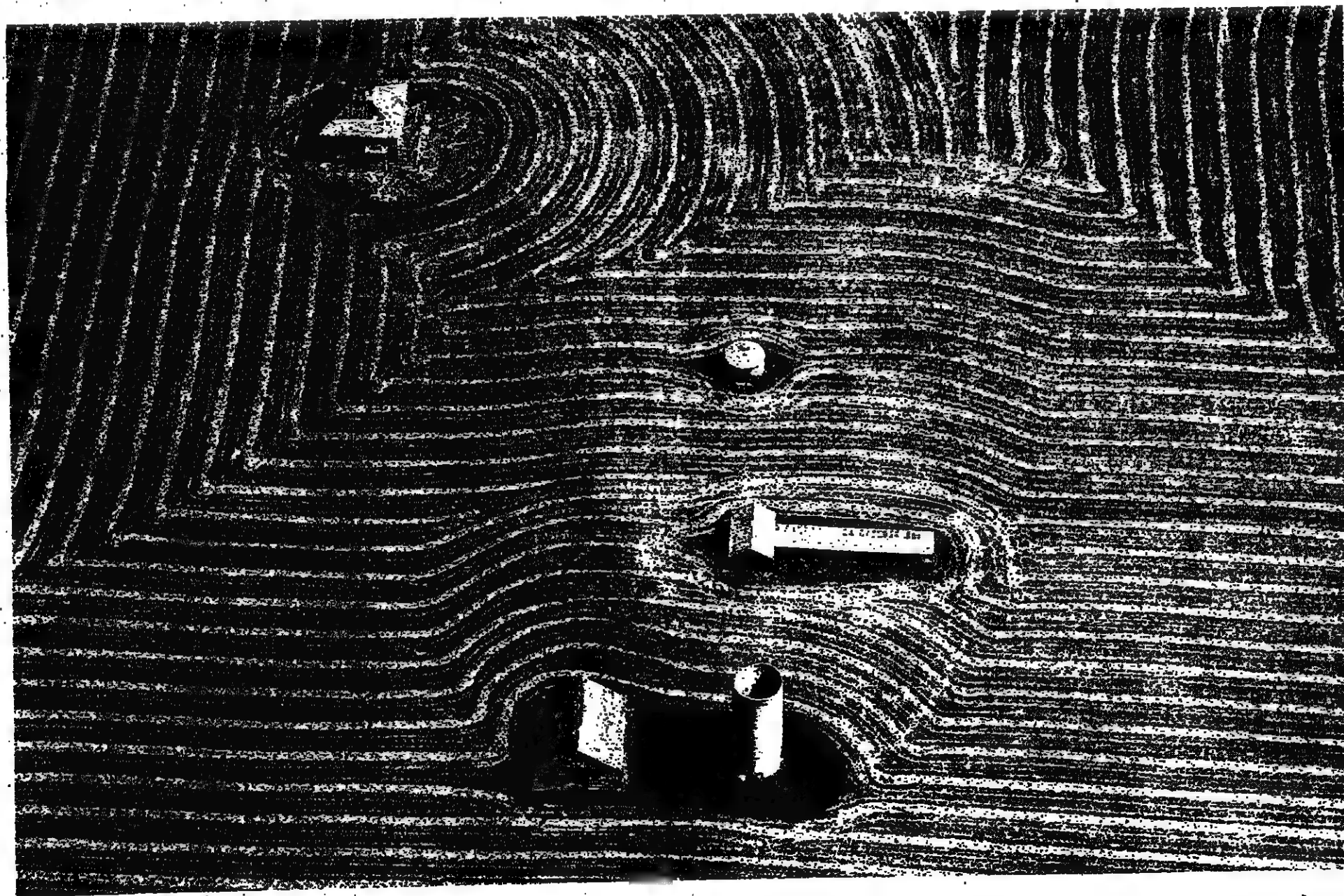
Le Monde
des

Ingénieurs

• Le Monde • Mercredi 10 juin 1992 XV

*vous avez du caractère,
vous savez le rôle capital des*

systemes d'information



Informaticiens Bac +4/5, le Crédit Lyonnais invente pour vous des métiers de caractère.

Le Crédit Lyonnais, c'est aujourd'hui 4 millions de clients, 70 implantations en France et plus de 1 500 dans le reste du monde. Ces chiffres résument à eux seuls l'importance des systèmes d'information et les enjeux stratégiques qu'ils représentent au sein du Crédit Lyonnais.

Chaque jour nos informaticiens se frottent aux réalités d'une banque universelle à dimension internationale. Chaque jour ils progressent dans leur métier tout en pratiquant les diverses facettes de l'activité bancaire. Cette double compétence informatique et bancaire est indispensable pour faire face aux nouveaux enjeux de la banque de demain.

C'est pour valoriser ses équipes de professionnels et favoriser l'évolution que le Crédit Lyonnais investit en

mobilité interne et en formation.

Car aujourd'hui penser Crédit Lyonnais c'est penser systèmes d'information.
CREDIT LYONNAIS - DSI - Recrutement - 92081 Paris la Défense Cedex 10.



CREDIT LYONNAIS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3 1 1 M



**BSN, des idées qui font la différence,
une vocation industrielle
qui fait référence.**

BSN
GROUPE

Emballage, Alsacienne, Amora,

Danone, Kronenbourg, Lu...

BSN est le groupe alimentaire

européen : 66 Mds de F de CA,

59 000 personnes,

plus de 100 filiales,

implantées dans 37 pays.

**Ingénieurs débutants,
CENTRALE, MINES, A&M...**

Pour faire la différence, dans un contexte fortement concurrentiel où les besoins des consommateurs évoluent, nous développons une stratégie industrielle, innovons sans cesse et élaborons des produits, technologies, des process toujours plus performants.

Nous vous proposons d'exercer d'emblée des responsabilités opérationnelles dans nos Usines, nos Directions Industrielles, nos Centres de Recherche et Développement. Passionnés de techniques, gestionnaires et animateurs de tempérament, quelle que soit votre mission, vous préparez et conduisez les évolutions, les changements techniques et humains afin d'optimiser la compétitivité :

- Ingénieurs Usines : production, entretien, organisation, qualité, planning-ordonnancement.
- Ingénieurs projets d'investissements au sein de la Direction Industrielle pour évoluer d'ici 2 ans en usine.
- Ingénieurs en Recherche et Développement : packaging, thermique...

Nos structures décentralisées ainsi que notre politique de ressources humaines fondée sur le développement du professionnalisme et la mobilité, vous permettront ensuite d'évoluer au sein du Groupe.

Ces postes sont à pourvoir dans différentes régions de France.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant le type de poste qui vous intéresse, votre préférence géographique et la référence MD11/M, à BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

BSN
GROUPE

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
III TRIOSIEME EUROPEEN

LESIEUR

Dans le cadre du développement d'un pôle européen, LESIEUR, (1000 salariés, 3,3 Md de F de CA), recrute pour son centre de recherche de COUDEKERQUE (59)

Spécialiste

en analyse sensorielle

En relation avec le département études marketing, vous participerez à la conception et à l'interprétation des tests et en traduirez les résultats en termes techniques. Vous redéfinirez au sein du service Recherche et Développement l'approche sensorielle en partant de l'existant et formaliserez les procédures. Vous concevrez et établirez un panel permettant des approches plus fiables et définirez un vocabulaire de référence.

De formation IAA ou Chimie, vous possédez impérativement une expérience de 3 ans dans une fonction similaire acquise dans une entreprise agro-alimentaire. Réf. M105

**Responsable développement
emballages**

Assisté de l'équipe en place dont vous assurez l'animation et le développement, vous serez chargé de la conception jusqu'à l'essai industriel des nouveaux emballages. Pour ce faire, vous serez en relation avec les services Marketing, Logistique et Qualité et les fournisseurs.

De formation Ingénieur IAA et / ou emballages vous bénéficierez d'une solide expérience (5 à 10 ans) dans une fonction similaire. Réf. M205

Pour ces 2 postes l'anglais courant est indispensable, une 3^{ème} langue serait un plus. La pratique de l'outil informatique est souhaitée. Nombreux déplacements à prévoir.

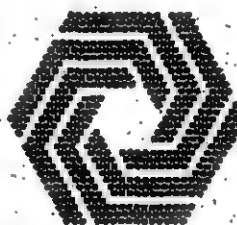
Si vous souhaitez valoriser votre évolution personnelle et vous impliquer fortement dans votre travail, envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous pli du poste à : Mme Marly - LESIEUR - 122 Av Général Leduc - BP 403 - 92103 Boulogne Billancourt cedex.

Béghin-Say

Agro-industrie dans le monde.

Chaque jour, nous transformons les produits de la terre en progrès de la vie.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15.14



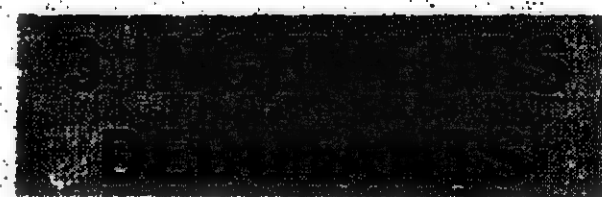
COGEMA

LE GROUPE
COGEMA

16 000
PERSONNES

21,4 MILLIARDS
DE CA
DONT 31 % A
L'ETRANGER

150 REACTEURS
NUCLEAIRES
ALIMENTES
DANS
LE MONDE



Dans le cadre de son développement, la Direction Technique de notre établissement de La Hague (3000 personnes), situé dans la presqu'île du Cotentin, offre au sein de son Service Technologies Développement, 3 postes :

1 CHARGE DE PROJET ROBOTIQUE

En liaison étroite avec les exploitants et la sous-traitance, vous étudiez, développez et mettez en œuvre des procédés d'intervention à distance en milieu nucléaire (vision 3D, gammaphotogrammétrie, transmission d'informations par hyperfréquences).

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur : formation généraliste à l'électronique. Une spécialisation en optique ou informatique est un plus.

1 CHARGE DE PROJET MECANIQUE

Vous conduisez, seul ou avec une équipe, des travaux d'investissement ou de développement dans les domaines de l'assainissement radioactif et du démantèlement d'installation. Vous assurez et organisez la veille technologique dans ces domaines d'activités.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur : formation généraliste à dominante mécanique. Une compétence dans le domaine de l'intervention à distance et des notions de radioprotection sont un plus.

1 CHARGE DE PROJET EN AUTOMATISME

Vous conduisez seul ou avec une équipe de projet des travaux d'investissement ou de développement dans le domaine du contrôle commande (automates, conduite centralisée, réseau), en maîtrisant les aspects techniques, financiers et de planning.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur : formation généraliste à dominante automatisme. Anglaise impératif, allemand souhaité.

Ces trois postes exigent avant tout un goût prononcé pour le travail en équipe ainsi qu'une grande disponibilité. Rigueur et sens de l'organisation, mais aussi pragmatisme et créativité sont des atouts essentiels.

Nous vous proposons :

- un travail passionnant au sein d'une équipe performante,
- une formation solide,
- un site moderne, en pleine évolution et à la pointe de la technique,
- de réelles perspectives d'évolution dans un groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser lettre, CV + photo sous référence 736045 (portée sur lettre et enveloppe) en précisant le poste choisi, à MERCURI URVAL - 95, avenue Victor Hugo - 92563 RUEIL MALMAISON CEDEX.

Mercuri Urval

REPRODUCTION INTERDITE

INGENIEUR

Les postes de ces annonces sont réservés aux personnes ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur technique ou scientifique.

Dire

JOUEZ

INGENIEUR

Manager de la maintenance

batiment d'usines

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

هكذا من الجهد

REPRODUCTION INTERDITE

OPÉRATION SPÉCIALE

Le Monde
des

Le Monde • Mercredi 10 juin 1992 XVII

Ingenieurs

Piloter un projet industriel stratégique et de grande envergure



COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET
DES SALINES DE L'EST

Leader en France (1,5 milliards de francs de CA) situé dans le peloton de tête de producteurs Européens de SEL recherche un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

MINES, PONTS, CENTRALE, AM

5 ans d'expérience

pour prendre la responsabilité d'un projet industriel de tout premier plan au sein de l'une de ses exploitations du Sud-Est de la France.

Il en assurera le déroulement complet depuis l'étude de faisabilité technico-économique jusqu'à la mise en route.

Cette mission sera confiée à un ingénieur diplômé d'une grande école possédant une expérience de 5 ans de conduite de projets industriels et d'animation d'équipe, si possible de production dans le domaine agro-alimentaire.

Au terme de ce projet, il lui sera proposé une responsabilité opérationnelle sur un site français ou étranger.

Lieu : Aigues-Mortes (proche Montpellier)

Ecrire sous réf. 24A 2417 2M

Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil
75015 Paris

etap

Notre société est une des rares en France dans sa spécialité, au sein de l'univers agro-alimentaire. Son CA 50 MF - est réalisé pour la plus grande partie à l'exportation. Du fait de l'évolution de sa structure, elle recherche aujourd'hui son

Devenez le patron
d'une PMI

Directeur

Dépendant du Président, aidé de collaborateurs connaissant bien les rouages de l'entreprise, vous aurez à en assurer la gestion en mettant l'accent sur l'aspect technico-commercial. Il convient d'augmenter le tonnage en France et à l'étranger où se trouvent les débouchés. A côté du quotidien, vous aurez à mettre en place des actions de développement pour promouvoir nos produits et assurer l'avenir.

A 40 ans ou plus, H/F, Ingénieur (agronomie, biologie, industries agricoles...), vous avez exercé des postes de direction (département, filiale...) dans les milieux de la sucrerie, de la meunerie, de la levure, de la semence... Pour être opérationnel, l'anglais est indispensable. Véritable patron, vous vous impliquez complètement ; le capital peut, d'ailleurs être ouvert de façon significative. Vous habitez Saint-Etienne ou les environs.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération, sous la référence 13 L01, à notre Conseil Récupère, 50 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie 75004 Paris.

RESOUDRE
LES PROFILS D'AVENIR

JOUEZ GAGNANT AVEC NOUS !

Nous recherchons un

INGENIEUR

Manager de la maintenance
bâtiment d'un site High-Tech

PARIS-NORD

LA
FRANÇAISE
DES
JEUX

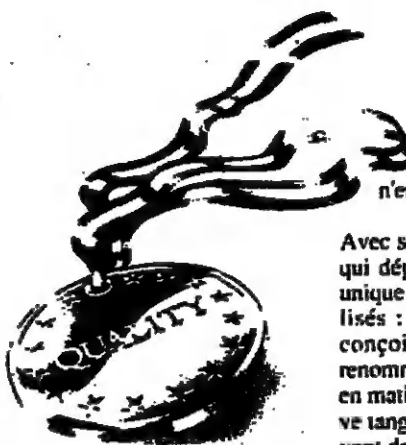
♦ Garant de l'exploitation et de la maintenance de l'ensemble de nos installations techniques liées au bâtiment (22 000 m²) vous serez tout particulièrement investi de l'évolution de nos systèmes de climatisation, gestion technique centralisée, réseau et téléphonie.

♦ A 30-35 ans, Ingénieur de formation, vous avez une expérience confirmée (3 à 5 ans) de la maintenance technique bâtiment en milieu informatique High-Tech.

♦ Dynamique, rigoureux et autonome vous possédez de réelles qualités de manager qui vous permettront d'animer une équipe de 15 collaborateurs.

Si notre ambition : aller toujours plus haut, plus vite et plus fort, est aussi la vôtre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous référence LEM 13/05 à Nicole Sumi-La Française des Jeux - Service Recrutement - 77230 MOUSSY-LE-VEUX.

Soixante sociétés
6.000 personnes
Une seule règle



La Fédération Autobar fait figure de précurseur et de référence en matière de règles. Pour elle, en affaires, il n'en existe qu'une, celle de l'excellence.

Avec ses 60 sociétés, ses 6000 personnes et son chiffre d'affaires qui dépasse les 6 milliards de francs, la Fédération Autobar est unique en Europe. Nos sociétés opèrent sur deux marchés spécialisés : le conditionnement alimentaire et l'emballage. Elles conçoivent et fabriquent des produits pour des marques de renommée mondiale. Nous avons acquis une réputation inégalée en matière d'innovation de produits et nous sommes aussi la preuve tangible que succès industriel et protection de l'environnement vont de pair.

Dans la bataille livrée pour la conquête de marchés internationaux, nous sommes convaincus qu'il est indispensable pour nos collaborateurs d'acquiescer une expérience pratique d'autres environnements. C'est pourquoi chaque année nous sélectionnons un groupe de jeunes diplômés, parmi les meilleurs, issus d'écoles d'ingénieurs ou de commerce pour participer à notre programme de formation de 2 ans qui leur permettra d'acquiescer des connaissances approfondies de l'industrie de l'emballage (plastique et papier) à l'échelon européen. Après une phase d'intégration intensive, ils seront détachés au sein de l'un des grands de la pétrochimie : BASF, DOW CHEMICAL ou ELF ATOCHEM. Ils devront alors conduire un projet qui leur permettra de développer leurs connaissances techniques, leur goût pour l'international et leurs aptitudes personnelles.

Au terme de cette période, ils seront prêts à rejoindre l'une de nos filiales européennes et saisiront les opportunités de carrières offertes par cette organisation.

Si vous êtes un futur jeune diplômé d'une école d'ingénieurs, ou universitaire et possédez une bonne pratique des langues étrangères, adressez votre dossier complet à Frédéric CHEMARIN, en précisant la référence B/5050M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex.



Le Groupe CGI est un des leaders mondiaux du Conseil et de l'Ingénierie Informatique.

- 4000 personnes
- C.A.: 2 milliards de francs
- 50 implantations en Europe et en Amérique du Nord

CGI INFORMATIQUE

Une certaine
intelligence...

Une certaine "intelligence"... C'est ce qu'il vous faudra pour réussir dans le Groupe CGI. Les métiers et les carrières que nous vous proposons sont en effet directement liés aux stratégies d'avenir, à l'organisation et au management des grandes entreprises qui constituent notre clientèle.

**INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES**
Débutants - 1ère expérience

Dès votre intégration, il vous faudra avoir l'intelligence nécessaire pour apprendre, en quelques semaines, les techniques informatiques, les méthodes et les outils qui nous ont permis de nous hisser aux plus hauts niveaux mondiaux dans nos domaines d'activités.

Très vite, au sein de nos équipes, vous devrez être opérationnel sur de grands projets de conception et de réalisation de systèmes d'information. Il vous faudra savoir vous adapter sans cesse à des techniques, des environnements et des objectifs avancés et diversifiés.

Ensuite, les étapes s'enchaîneront tout aussi rapidement : projets de plus en plus cruciaux et importants, encadrement d'équipes, prise en charge de nouvelles activités, de nouveaux métiers et de nouvelles responsabilités, participation de plus en plus étendue aux stratégies de notre Groupe en France ou à l'étranger...

Merci d'adresser lettre, et C.V. en précisant la référence MO 692, à Madame Dominique Jamet

CGI INFORMATIQUE - 30, rue du Château des Rentiers
75640 Paris Cedex 13 - ou directement sur minitel
3611 code CGI INF, tapez AVENIR



ON N'EST JAMAIS TROP SÉRIEUX

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 1 M

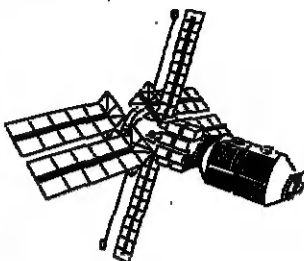
INGENIEURS GRANDES ECOLES

APSIDE TECHNOLOGIES, SSI spécialisée dans les logiciels hautes technologies industriels et militaires, vous propose de vous associer dès aujourd'hui aux plus grands projets dans les domaines techniques les plus avancés.

Temps Réel
Systèmes embarqués

Télécommunications
Réseaux

Traitement du signal
et de l'image



Débutant ou confirmé, vous avez le goût pour des missions de haut niveau : étude, conception et développement d'applications au sein de grands groupes industriels.

La connaissance du langage ADA est un plus.

Si nos projets vous motivent, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence LM 0906 à APSIDE TECHNOLOGIES 119/121, Grande rue - 92318 SEVRES Cedex.

APSIDE
TECHNOLOGIES

CEP SYSTEMES

Société de Conseil et d'Etudes en conception et exploitation sûres, leader dans son domaine, présente dans tous les secteurs de technologies avancées (Défense, Nucléaire, Télécom, Spatial...)

recherche des :

CONSULTANTS QUALITE SENIORS

Pour participer à l'élaboration et la mise en place de systèmes qualité dans les environnements industriels. (réf. CQ)

CONSULTANTS / CHEFS DE PROJET Expérimentés

Pour prendre en charge la réalisation et le suivi :
- d'études de sûreté de fonctionnement dans le cadre de grands projets industriels, (réf. CP1)
- ou d'études de risques d'activités ou de procédés industriels. (réf. CP2)



Merci d'adresser votre candidature détaillée en précisant la réf. du poste choisi à : CEP SYSTEMES - Madame SPEHAR 26, rue d'Oradour sur Glane 75015 PARIS.

PROVENCE - COTE D'AZUR

CISIGRAPH (300 personnes dont 85% d'ingénieurs) est l'éditeur du logiciel de CAO STRIM 100 qui permet de concevoir et de fabriquer dans les domaines de la mécanique et du plastique.

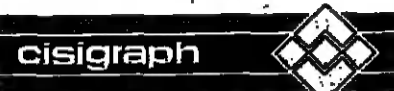
Ingénieur de développement en plasturgie

De formation Ingénieur, vous avez de solides connaissances en mécanique des milieux continus, en analyse numérique et, si possible, des compétences dans le domaine des matériaux de synthèse.

A Vitrolles, vous rejoindrez l'équipe chargée du développement de logiciels dans le domaine de la plasturgie et votre

objectif sera en particulier la simulation de la phase de post-remplissage.

Si vous êtes passionné de Technologies nouvelles et souhaitez rejoindre un groupe de dimension internationale, adressez votre dossier de candidature s/réf. LM906 à CISIGRAPH Agnès Lemoine Technoparc du Griffon 13127 VITROLLES.



Ingénieur Recherche et Développement Equipementier Automobile

La filiale française d'un groupe anglais (250 MF, 250 personnes), leader en France sur ses gammes de produits, en très forte croissance, renforce son Bureau d'Etudes (118 personnes) en intégrant un ingénieur pour prendre en charge une nouvelle gamme de produits.

Directement sous la responsabilité du Directeur de la Recherche et du Développement et assisté d'un dessinateur, vous :

• analysez les besoins des clients, les grands de l'automobile, et les offres concurrentes • définissez le cahier des charges • effectuez les calculs et les plans sur CAO • suivez la réalisation des prototypes et validez leur fiabilité.

A 25/35 ans, ingénieur spécialisé en mécanique, vous bénéficiez de préférence d'une première expérience en Bureau d'Etudes. La pratique de la CAO et l'expérience en calcul sont des atouts.

Anglais courant. Poste basé dans le Nord de Paris.

Merci d'envoyer votre candidature, sous réf. E 204309/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



Industriel européen, leader dans sa spécialité, recherche pour son siège France (370 P - 1,5 MdF) situé dans les Yvelines, un

Sulzer Diesel

Ingénieur Electro-mécanicien formation, avec une expérience 5 ans dans les achats de gros matériels électriques et mécaniques, de bonnes connaissances de génie civil.

INGÉNIEUR ACHETEUR

êtes très autonome aptitudes à travailler en groupe vous permet de vous intégrer à l'équipe d'une vingtaine de personnes.

Notre marché est

monde, nos fournisseurs sont surtout en Europe. L'anglais courant est indispensable pour ce poste.



Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle) sous réf. 8108/LAch à notre partenaire ASCOM Département Industrie - 30, rue Jean Mermoz 78000 VERSAILLES.

ASCOM relie les compétences à l'entreprise.

A 35-45 ans, ingénieur. Electronique ou Télécommunications, vous avez à votre actif des expériences réussies dans le Management dans une ligne de produits ou services de votre secteur. Vous parlez anglais.

Animer une équipe de 15 personnes environ, votre marketing porte à la fois sur le produit : suivre, analyser le marché, la concurrence, rechercher les produits industriels présentant de l'intérêt, établir les comptes d'exploitation, coordonner leur lancement... sur l'opérationnel : déterminer les objectifs commerciaux, analyser la clientèle, définir les outils d'aide à la vente, les argumentaires...

Organisé, relationnel, énergique, vous êtes de ceux que l'on suit...

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence 39991 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

TOTAL

Groupe français largement ouvert sur le monde, TOTAL est actif dans plus de 80 pays dans tous les segments de la chaîne pétrolière (exploration et production de pétrole et de gaz, raffinage et distribution) ainsi que dans le secteur chimique. Aujourd'hui, dans le cadre de notre activité Exploration Production, nous recherchons un ingénieur projets micro-informatique.

INGENIEUR PROJETS MICRO-INFORMATIQUE

Dans le cadre de la Coordination Informatique de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION, vous conduirez des projets mettant en œuvre un parc de micro-ordinateurs important, des réseaux locaux et internationaux entre le siège et les filiales. Vous veillerez à la mise en place de nouveaux projets à forte valeur ajoutée et proposerez des améliorations. Vous êtes organisé, entreprenant, mobile et aimez avoir de nombreux contacts.

De formation supérieure INGENIEUR, vous avez trois à quatre années d'expérience professionnelle dont deux en environnement similaire : micro-informatique/réseaux. Vous aimez les contacts et les problèmes d'organisation. La pratique de l'anglais est indispensable.

Si la perspective de rejoindre le groupe TOTAL et ses multiples opportunités d'évolution vous séduisent, merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous la référence 9213 à notre Conseil : CLEAS - Mme Sophie PARICAUD, Département Informatique - 6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.



ON NE S'APPELLE PAS TOTAL PAR HASARD

Ingénieur Télécom

SYBEL INFORMATIQUE (230 personnes, 1^{re} gamme de logiciels de Gestion sur Micro Informatique en Europe, 10 agences en France, 2 filiales à l'étranger, un CA de 110 MF) affirme son ambition de poursuivre son exceptionnelle croissance.

De formation supérieure (ESE, ENSI...), débutant ou première expérience réussie, vous souhaitez :

• Vous FORMER aux modes de communication les plus avancés (X25, X32, NUMERIS...) ainsi qu'aux derniers développements en terme de sécurité et de transfert de données.

• ÊTRE en contact avec les plus grandes banques financières pour concevoir et développer les systèmes d'information de demain où notre société a acquis la première place européenne. (Nos systèmes opérationnels à la MORGAN, la WORMS, la BFCE... permettent à BULL, PROCTER, la REDOUTE... d'envoyer quotidiennement leurs données.)

• PARTICIPER à la révolution Informatique qui nous permet de proposer des solutions logicielles de premier plan, dans des environnements systèmes très diversifiés (DOS, OS2, UNIX, RISC 6000).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. M 9206/L à : SYBEL INFORMATIQUE Sébastien BAULE - 31, rue Anatole France 92300 Levallois.



Les logiciels de la gestion supérieure. Votre gestion mérite l'excellence.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MANAGEMENT DU DÉVELOPPEMENT PRODUITS ET SYSTÈMES



Intervient depuis 12 ans sur grands programmes Français et internationaux (Télécom, Aéronautique, Spatial, Défense, Transport, Énergie, ...) et poursuivant sa croissance accueille plusieurs

CONSULTANTS

- Ingénieur origine grandes écoles, 3 à 5 ans d'expérience et de responsabilités opérationnelles sur projets complexes en environnement HIGH-TECH (MO et Industrie ; développement et production)
- Compétences télécommunications, informatique, et systèmes d'information particulièrement appréciées.
- Anglais impératif, trilingue souhaité
- Qualités relationnelles et rédactionnelles
- Formation interne aux méthodologies DG conseil

Adresser candidature et CV à DG conseil 6, Avenue du Maine 75015 Paris

هكذا من الجهد

REPRODUCTION INTERDITE

OPÉRATION SPÉCIALE

Le Monde
des

• Le Monde • Mercredi 10 juin 1992 XIX

Ingénieurs

L'ingénierie française sourit aux ambitieux



L'INGÉNIEURIE DIVERSIFIÉE

De l'agro-alimentaire, du raffinage aux métaux non ferreux, des industries manufacturières à l'environnement, de l'informatique à l'ingénierie immobilière, Technip, c'est tout un univers d'opportunités.



NOTRE MÉTIER EST UNIQUE

C'est l'ingénierie et la construction. Des vocations professionnelles multiples, des moyens, des projets, des réalisations clé en main : Technip, c'est une grande aventure professionnelle.



EN EUROPE ET DANS LE MONDE

5 000 personnes dans le monde, des implantations de proximité avec 26 filiales partenaires, plus de 6 milliards de chiffre d'affaires, faites le calcul, nous sommes bien numéro 1.

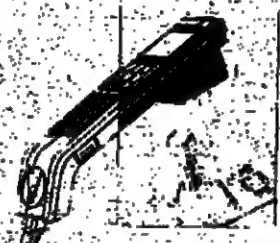
Jeunes ingénieurs, et si la France était beaucoup plus grande que vous ne l'imaginez ?

Plus grande par le caractère international de nos projets, par l'ensemble de nos technologies et de notre savoir-faire. Développement et mise en œuvre des procédés, maîtrise des études, gestion de projets : autant de bonnes raisons de nous rencontrer. Vous êtes ingénieurs grandes écoles (X, Centrale, Mines, Arts et Métiers, ENSIC, IGC...), expérimentés ou débutants, vous pouvez nous rejoindre à Paris ou à Lyon : votre maîtrise de l'anglais comptera parmi vos atouts.

Merci de nous adresser votre candidature, sous référence M/906, à Technip, Division du personnel, Cedex 23, 92090 Paris-La Défense.



TECHNIP



Développez les logiciels des communications de demain

ALCATEL Radiotéléphone (1 300 personnes, 1,6 milliard de francs de CA), filiale du numéro un mondial des télécommunications, est leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie public et privé. Elle conçoit et commercialise nos produits, notre maîtrise est totale. Et notre croissance est la mesure de celle du marché des communications mobiles. Dans ce contexte fortement concurrentiel, nous renforçons aujourd'hui nos équipes d'études.

Ingénieur Logiciel

Au sein du Département Etudes Logiciel, vous concevez et développez des logiciels temps réel/télécoms destinés aux réseaux et terminaux de radiotéléphonie public et privé que nous commercialisons en France et dans le monde entier. Dans un environnement Hard/Soft (Vox, Unix, HP, 68000), langages Assembleur, C, C++, vous êtes responsable de la qualité et des délais de vos réalisations qui s'appuient sur la méthodologie

rigoureuse propre à nos projets. Ingénieur Grande Ecole, informaticien et/ou Electronicien, vous justifiez d'une première expérience probante des logiciels temps réel et/ou télécoms et avez le goût du travail en équipe. Vous souhaitez vous impliquer dans de grands projets novateurs. Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais. Notre expansion rapide est le gage de votre évolution au sein de notre groupe.



RADIOTÉLÉPHONE
la passion de communiquer

Merci d'adresser, sous la réf. C/92/406/2, à notre conseil INFOLAMA CARRIÈRES - 50, rue Marcel Dassault - 92100 Boulogne.

Nos hommes leurs

Groupe pharmaceutique international parmi les leaders, **MARION MERRELL DOW** s'appuie sur ses associés pour réaliser ses objectifs ambitieux. En France, MARION MERRELL DOW S.A. (1 Milliard de chiffre d'affaires) recherche pour son unité de production située à BOURGOIN-JAILLEU (entre D'ON et les ALPES) un :

INGÉNIEUR PROCESS PRODUCTION

PROFIL :
• Vous êtes ingénieur chimiste, agrochimiste, ou pharmacien diplômé Industrie. Votre anglais est courant.
Débutant ou avec une courte première expérience, de toute façon passionné par la Production.

PROJET :
• Vous testerez les ateliers de Production afin d'améliorer les procédés de fabrication.

MISSION :
Au sein de notre Service Assistance Production, vous assurez :
• l'identification et l'évaluation des paramètres critiques des procédés.
• l'étude et le suivi des actions correctives en collaboration avec les services concernés.
• vous participez activement à l'introduction de nouveaux procédés sur notre site.

AVENIR :
Selon vos atouts, les nombreuses opportunités d'un groupe international.

Adressez lettre de candidature, CV et photo à **MARION MERRELL DOW**,
Eric Lescaillat, Département Ressources Humaines, BP 448,
38317 BOURGOIN-JAILLEU CEDEX.



MARION MERRELL DOW

36 16 DOWFRANCE



Responsables Grands Contrats France

Impératif majeur des prochaines décennies, l'environnement est l'un des moteurs les plus puissants de l'économie.

Filiale du Groupe Lyonnais des Eaux-Deux, nous sommes avec 3 000 personnes, dans 100 sites en France et un chiffre d'affaires de 3,3 milliards de francs, le leader mondial de la construction de stations de traitement d'eau. Aujourd'hui, de nouveaux marchés s'ouvrent et nous souhaitons placer l'ensemble des moyens disponibles pour réaliser notre position prépondérante.

En tant que véritable patron de votre affaire (100 millions de francs et +), vous êtes le responsable de la bonne exécution du contrat. Vous pilotez la réalisation jusqu'à sa réception. Dynamique et organisé, vous avez également un grand sens relationnel pour coordonner les interventions des différents services spécialisés du siège et les activités des sous-traitants (Génie Civil, Electricité...). Bon gestionnaire, garant de la marge de votre affaire, vous avez le souci de satisfaire au mieux les souhaits de votre client. Ingénieur généraliste, génie chimique, hydraulique, SIP, vous avez plus de 5 ans d'expérience dans la gestion de contrats en France avec les collectivités locales.

La pratique de l'anglais est un atout pour évoluer à terme dans un groupe qui offre de nombreuses perspectives tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous référence RC/LM161, à Degremont, Annie Desmoules, 183 avenue du 18 juin 1940, 92508 Rueil Malmaison Cedex.

Ingénieur d'Affaires Export Chef de Projet

Mission : Directement rattaché au chef de service export, vous managez des contrats clé en main de grande envergure (20 à 100 MF) dans le domaine du transport de l'énergie et de la distribution électrique.

Vous en assurez la gestion complète depuis l'élaboration de l'offre et sa négociation jusqu'à sa réalisation (technique, coûts, délais, qualité, contractuel...).

Profil : 30/35 ans, de formation Ingénieur électricien ou électromécanicien (ESTP, ENSIEG, SUDRIA, ENSAM...), vous possédez une expérience de 5 ans minimum en entreprise générale en tant qu'Ingénieur d'Affaires Export, de préférence dans le domaine.

Approche technique, autonomie, rigueur, capacité à négocier, sens de l'animation et du relationnel vous caractérisent.

Anglais courant impératif, seconde langue souhaitée. Poste basé en Région Parisienne.

Il est proposé à un candidat de valeur de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe dynamique et formateur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous référence 129 M à Parcouris - 108, rue Saint Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26